

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°394**

**JANVIER 2018**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA – INVASION TURQUE D'AFRÎN : LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE NE RÉAGIT PAS**
- **TURQUIE : L'INVASION D'AFRÎN, PRÉTEXTE À UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT DE LA RÉPRESSION**
- **KURDISTAN IRAKIEN : BAGDAD MAINTIEN SON EMBARGO SUR LA RÉGION KURDE**
- **IRAN : LA RÉPRESSION S'AGGRAVE ENCORE APRÈS LES PROTESTATIONS**
- **FRANCE : HOMMAGE AUX 3 MILITANTES KURDES ASSASSINÉES EN 2013, NOUVELLES RÉVÉLATIONS SUR L'IMPLICATION DU MIT**
- **LIVRES REÇUS**

---

### **ROJAVA – INVASION TURQUE D'AFRÎN : LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE NE RÉAGIT PAS**

**E**n début de mois, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont poursuivi leur avance contre Daech sur la rive Est de l'Euphrate, prenant la ville d'Al-Sabha dans la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> et menant ensuite de violents combats contre les djihadistes dans la région de Shaitat pour les villes de Abou Hammam et Haijin. Le 4, les YPG, principale composante des FDS, ont publié un bilan 2017 faisant état de 7.027 djihadistes éliminés et 1.397 autres capturés, contre la perte de 968 de

leurs combattants. Parmi les prisonniers, une dizaine de Françaises, incluant la recruteuse Émilie König, dont l'avocate a transmis au président Macron une demande de transfert pour jugement en France, ce qui a déclenché dans ce pays un débat houleux. Le 5, les FDS ont annoncé la prise de Khara'ij ou Gharanij, véritable forteresse sur l'Euphrate qui a nécessité une semaine de combats.

Après l'établissement d'un commandement commun Russes-FDS

contre Daech, Sipan Hemo, commandant les YPG, a été invité en Russie par le ministère de la Défense. C'est de Moscou qu'il a salué le 1<sup>er</sup> janvier la déclaration du Secrétaire d'État américain selon laquelle Washington défendrait les FDS contre toute attaque du régime ou des forces pro-iraniennes. Les discussions avec les Russes ont aussi concerné une éventuelle invitation des autorités de la Fédération du Nord Syrien au «Congrès pour le dialogue national syrien», prévu à Sotchi au 29-30 janvier.

Le Régime de Damas a poursuivi ses bombardements de la Ghouta orientale de Damas, où sont piégés selon l'ONU 390.000 civils. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a annoncé que le 8, plus de 190 frappes aériennes y avaient fait 103 morts dont 23 femmes et 24 enfants. Le 22, les bombardements avaient fait 219 victimes civiles depuis le début du mois, dont 21 les deux derniers jours; l'opposition et les secouristes «casques blancs» ont accusé le gouvernement d'avoir utilisé du chlore (*Reuters*), provoquant des symptômes d'asphyxie chez 20 civils. L'armée syrienne a aussi repris une vingtaine de localités à Idlib, dernière province contrôlée par l'opposition, pourtant «zone de désescalade» (*AP*).

Mais l'événement décisif du mois, c'est l'affaire de la «Force frontalière», qui a offert à la Turquie le prétexte qu'elle cherchait pour attaquer le Rojava... Le 30 décembre, l'agence kurde *Hawar* avait annoncé la constitution d'une nouvelle force de contrôle des frontières de 30.000 combattants, pour moitié membres des FDS et pour moitié nouvelles recrues. Ce projet, confirmé le 14 par le colonel Dillon, porte-parole de la coalition, a été violemment dénoncé par Damas («atteinte flagrante à la souveraineté et l'intégrité du territoire syrien»), Moscou («partition du pays»), Téhéran («ingérence»), l'opposition syrienne... et Ankara. Le Président turc a dénoncé la «constitution d'une armée terroriste à notre frontière», ajoutant que la Turquie devait «tuer [celle-ci] dans l'œuf». Malgré les tentatives d'apaisement du Pentagone, l'armée turque a ouvert le 15 un passage dans le mur frontalier face à Afrîn, provoquant le 17 un appel du PYD au Conseil de sécurité de l'ONU, et le 18, des manifestations de milliers d'habitants du Rojava, puis le 19, elle a commencé à pilonner la région d'Afrîn depuis le Hatay. Le lendemain, M.

Erdoğan a annoncé dans un discours télévisé le déclenchement d'une opération terrestre et aérienne: «L'opération Afrîn a commencé *de facto* sur le terrain. [...] Ensuite, ce sera Manbij». Baptisée «Rameau d'Olivier», l'opération implique aux côtés de l'armée turque de nombreux groupes rebelles, islamistes ou djihadistes pour la plupart: le PYD a dénoncé «un soutien clair aux terroristes de Daech» et appelé la coalition à «prendre ses responsabilités».

La Turquie n'aurait pu lancer une telle agression en territoire syrien sans l'accord de la Russie, maîtresse de l'espace aérien. Celle-ci, après s'être déclarée «préoccupée», a annoncé avoir retiré ses troupes d'Afrîn «pour empêcher d'éventuelles provocations et exclure toute menace contre la vie et la santé des militaires russes». Pour les YPG, «la Russie [est] responsable de ces attaques au même titre que la Turquie». Une source anonyme des Affaires étrangères turques a confirmé le 21 un «feu vert» russe, probablement négocié lors de la récente visite à Moscou des chefs de l'état-major et des services de renseignement turcs. Le 22, le Conseil démocratique syrien (CDS, émanation politique des FDS) a révélé que Damas avait juste avant l'attaque posé un ultimatum aux FDS: remettre leurs positions au régime ou affronter seules la Turquie (*Bloomberg View*). Les FDS ayant refusé, la Russie a retiré sa protection aérienne. Le régime de Damas, malgré ses menaces d'«abattre tout appareil turc s'aventurant dans son espace aérien», s'est bien gardé d'intervenir, jouant toutefois sur deux tableaux en permettant le passage par son territoire d'approvisionnements militaires et de renforts pour les FDS.

Pour les YPG, la seule option était la résistance; Heve Mustafa, membre du conseil municipal d'Afrîn, a déclaré: «Nous ne per-

mettons pas une occupation turque du territoire syrien». À Afrîn, les habitants, qui se préparaient à l'attaque depuis des semaines, se sont réfugiés dans des abris souterrains lorsque les bombardements ont débuté (*AFP*).

Face à cette agression d'une région n'ayant jamais combattu que Daech et servant de refuge à plus d'un million de civils, dont de nombreux déplacés, la communauté internationale, indifférente ou soucieuse de ses liens avec Ankara, a laissé faire, exprimant ses «préoccupations» sans prendre aucune sanction ni même oser condamner. La Grande-Bretagne, le département d'État américain, et M. Mattis, ont tous estimé que la Turquie avait un «intérêt légitime» à assurer la sécurité de ses frontières, tout en appelant Ankara à «faire preuve de retenue». Le discours français, un peu différent, n'a pas au final abouti à davantage d'action: la ministre des Armées a appelé la Turquie à cesser une attaque nuisant à la lutte contre Daech, et le 22, la France a demandé une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies. Mais celle-ci, tenue à huis-clos, a pris l'allure d'«une réunion pour rien»: aucune condamnation, aucune déclaration commune... Le 24, un député LREM, Paul Molac, malgré une question posée en session parlementaire: «Allons-nous abandonner les Kurdes?», n'a pas réussi à obtenir une condamnation du gouvernement, le ministre des Affaires étrangères l'ayant renvoyé à la réunion convoqué le 25 à Vienne par l'ONU. Il en a été de même pour les questions posées au Sénat par Patrick Kanner, président du groupe socialiste et républicain, et Olivier Léonhardt, pour le groupe du Rassemblement démocratique et social européen, qui, après avoir demandé si le gouvernement allait «demander le retrait de l'armée turque et l'arrêt immédiat de l'intervention à Afrin», n'ont obtenu que des

réponses générales et convenues, appelant à une «solution politique»...

Il y a eu des condamnations: celle du Vice-président du Parlement européen, le cyprote Takis Hadjigeorgiou, soutenu par un groupe de députés; en France, le socialiste Julien Dray a déclaré sur *France-info*: «On ne demande que de la retenue au gouvernement Erdogan ; alors qu'il est en train d'assassiner. [...] Il suffit de donner aux combattants kurdes [...] une protection aérienne pour empêcher l'aviation [...] de bombarder les populations civiles». Le 30, 21 sénateurs de toutes appartenances ont publié une déclaration appelant le gouvernement français à soutenir «nos alliés kurdes syriens» et à «élever la voix et à user de toute son influence au conseil de sécurité de l'ONU et en Europe pour exiger le retrait de l'armée turque et l'arrêt immédiat de l'intervention [...]», ajoutant: «Il est temps de briser le silence assourdissant de la communauté internationale face à cette guerre d'agression».

En Allemagne, une polémique a éclaté autour des fournitures à la Turquie, alliée au sein de l'OTAN, de tanks «Léopard-2», que des vidéos ont montré participant à l'attaque. La Turquie en a reçu 354 entre 2006 et 2011. Norbert Röttgen, Président de la commission des Affaires étrangères au *Bundestag* et proche d'Angela Merkel, a appelé à une interdiction des livraisons d'armes à la Turquie «en raison de la situation des droits de l'homme et du démantèlement des règles de l'Etat de droit en Turquie». Le 25, le chef de la diplomatie allemande, Sigmar Gabriel, a annoncé avoir demandé à l'Otan l'ouverture de discussions à propos de l'opération turque. Le 29, la Turquie a confirmé l'usage des chars allemands en Syrie. En fin de mois, aucune décision de suspension des ventes d'armes n'avait été prise.

Les Kurdes ont réagi, au Kurdistan comme dans la diaspora. Le 21, le PKK et plusieurs organisations proches ont appelé à la «résistance» en Turquie contre l'invasion d'Afrin. Le 22, les députés kurdes d'Irak ont protesté et ont dénoncé le silence des Nations Unies et des autres organisations internationales (*IFP News*). À Strasbourg, des centaines de Kurdes ont manifesté le 23 devant le Conseil de l'Europe, en présence notamment de plusieurs députés HDP. Le 26, le chanteur Şivan Perwer a lancé une chanson appelant les Kurdes à s'unir contre l'opération turque. Le 27 à Cologne, une manifestation kurde de près de 20.000 participants a été dispersée par la police en raison de nombreux symboles du PKK, interdits.

Au Kurdistan d'Irak, le dirigeant de l'UPK Mala Bakhtyar a visité le 22 le bureau du PYD à Sulaimaniyeh pour exprimer son soutien, regrettant que la géographie ne permette pas de déployer des pechmergas en soutien à «la résistance sacrée» d'Afrin. Le 23, une manifestation s'est tenue devant les bureaux de l'ONU à Erbil, et le même jour, 11 députés du PDK ont demandé une session d'urgence du Parlement – tout comme Goran et le Groupe islamique (*Komal*) du Kurdistan (*NRT*). Asmahan Dawoodi, membre de la Représentation au Kurdistan d'Irak du Conseil national kurde de Syrie (ENKS), pourtant dans l'opposition au PYD, a dénoncé un «deal» entre «Turquie, Russie et États-Unis au prix du sang des Kurdes», appelant les Kurdes à défendre «leur terre» (*Rûdaw*). Le 29, des centaines de personnes ont manifesté à Sulaimaniyeh. Le 30, le Parlement kurde a condamné l'attaque et appelé l'ONU et la communauté internationale à la faire cesser. Goran a boycotté la session, exigeant des mesures plus concrètes: réouverture des passages entre Kurdistan et Rojava, expulsion des

unités turques présentes au Kurdistan. Le Parlement a cependant décidé d'ouvrir le passage pour l'aide médicale et humanitaire. Sur le plan militaire, une trentaine de combattants étrangers commandés par un Britannique de Manchester (Huang Lei, nom kurde Sîpan), venus au Rojava pour combattre Daech, ont gagné Afrin depuis l'Euphrate en traversant les territoires tenus par le régime. De petits groupes de jeunes Kurdes d'Irak ont aussi commencé à arriver (*Iraqi News*).

Préparée par un intense pilonnage d'artillerie et de nombreuses frappes aériennes, l'opération turque implique, à côté de l'armée turque, des centaines de rebelles (de source turque, 25.000), concentrés à l'avance en Turquie. Les YPG, décrétant la mobilisation générale, se sont retirés devant eux avant de lancer des contre-attaques systématiques, les empêchant de conserver leurs gains, détruisant même des blindés au lance-roquettes. L'armée turque s'est vengée par des bombardements indiscriminés sur les civils, les plus nombreuses victimes de l'opération à ce jour. Le 22, par exemple, les bombardements ont frappé plus d'une centaine de cibles, dont une base aérienne, avec 72 appareils, une référence aux 72 militaires turcs tués dans l'opération «Bouclier de l'Euphrate». Les attaquants ont disputé aux YPG jusqu'en fin de mois le stratégique Mont Barsaya, dominant Azaz côté syrien et Kilis côté turc, qui a changé plusieurs fois de mains, pour demeurer le 30 entre celles des YPG. En réponse, les frappes se sont intensifiées, faisant toujours plus de victimes civiles. Le 29, les bombardements s'intensifiaient encore: selon les FDS, les Turcs ont lancé près de 700 roquettes et obus du 20 au 29, et ont utilisé le 27 des obus au napalm autour de la ville d'Afrin (*VOA*). Alors que les militaires turcs assuraient le 30 avoir pris «le

maximum de précautions pour ne pas blesser de civils», tout en annonçant avoir «neutralisé 649 terroristes», l'OSDH déclarait que les bombardements turcs avaient tué 68 civils dont 21 enfants. Selon Ursula Mueller, secrétaire générale adjointe de l'ONU pour les Affaires humanitaires, les combats ont déplacé plus de 15.000 personnes.

Concernant les pertes militaires, alors que les Turcs annonçaient 5 militaires tués et 41 blessés, Redur Khalil, responsable des relations internationales des FDS, a déclaré que les auxiliaires syriens des Turcs ne cessaient de se rendre et que la Turquie tentait de communiquer secrètement avec les FDS pour récupérer les corps de centaines de soldats tués (VOA). Par ailleurs, les FDS ont déclaré la mort de 43 combattants, dont 8 femmes des YPJ.

Donnant à son agression des accents de «lutte nationale», le Président turc s'était vanté de terminer l'attaque «en peu de temps», mais en fin de mois, les Turcs et leurs alliés n'avaient pris que quelques villages sur les 381 de la région assiégée, un bilan ridicule devant la disproportion des forces en présence. L'opération a surtout permis à l'intérieur d'assurer le soutien à Erdoğan des ultranationalistes du MHP, et donné prétexte à un nouvel élargissement de la répression,

visant selon les termes d'Erdoğan «quiconque s'oppose à cette lutte nationale» (voir l'article sur la Turquie). Frustré de ce maigre résultat militaire, le Président turc s'est alors tourné vers la ville de Manbij, située sur un terrain moins montagneux et vers laquelle les troupes turques pourraient avancer à partir d'Azaz, lui apportant un succès plus facile. Problème: des soldats américains y sont déployés. Le 25, dans une interview sur la chaîne turque *A Haber*, le vice-Premier ministre turc Bekir Bozdağ a averti les États-Unis qu'une confrontation entre les deux pays était possible: «Ceux qui soutiennent les organisations terroristes seront pris pour cible», des paroles inédites entre alliés dans l'OTAN. Le 26, le Président turc a parlé de pousser vers l'est «jusqu'à la frontière irakienne». Le 27, le chef de la diplomatie turque Mevlüt Çavuşoğlu, a exigé que les Américains quittent Manbij, une demande rejetée le lendemain par le général Joseph Votel, chef du *Central Command* américain: loin d'être sur le départ, les États-Unis renforcent leur présence avec 2 bases en cours d'installation, l'une à Tabqa, près de Raqqa, l'autre à al-Tanf, à la frontière irakienne – toutes deux dans des territoires contrôlés par les FDS.

Au fil des discours, s'est par ailleurs dessiné le véritable projet d'Erdoğan: sous couvert de sécuri-

ser sa frontière sud, il s'agit d'annexer durablement la région en expulsant les Kurdes et en y installant des populations qui lui seraient soumises: une invasion pure et simple accompagnée d'une entreprise de nettoyage ethnique. Reprenant le discours des ba'athistes syriens des années 60, le Président turc a ainsi qualifié les Kurdes d'arrivants tardifs, promettant de rendre la région à ses «vrais propriétaires», les Arabes!

Dernière conséquence de l'agression turque et du «deal» Erdoğan-Poutine qui l'a permise, l'échec du Congrès de Sotchi. Finalement invités par les Russes malgré les réticences turques, les Kurdes du PYD ont platement décliné: comment participer à une réunion dont les garants politiques, la Turquie et la Russie, se sont entendues sur Afrîn contre les Kurdes? Quand à l'ENKS, l'opposition kurde au PYD, elle n'avait pas été invitée, les Russes n'ayant pas apprécié selon ses représentants sa demande de placer la question kurde sur l'agenda... Cette absence des Kurdes scelle un échec déjà annoncé par le boycott du Comité des négociations syriennes (CNS), représentant les principaux groupes d'opposition, vu l'attitude du régime à la réunion de Vienne. Réduit aux partisans du régime et à l'opposition «tolérée», Sotchi, malgré la présence de Staffan de Mistura, s'annonce comme une autre «réunion pour rien».

---

## TURQUIE : L'INVASION D'AFRÎN, PRÉTEXTE À UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT DE LA RÉPRESSION

**L**e déclenchement le 20 janvier de l'invasion d'Afrîn a éclipsé la situation intérieure, caractérisée dès le début du mois par la poursuite de la répression contre le parti pro-kurde HDP et la société civile, incluant journalistes et universitaires. Après le 20, celle-ci s'est encore élargie, touchant

tous ceux osant protester contre une opération militaire qui a scellé le rapprochement entre islamistes de l'AKP et ultranationalistes du MHP, apportant à la machine judiciaire aux ordres du Président de nouveaux prétextes d'incarcérations.

Janvier a commencé avec le triste

anniversaire du massacre de Roboskî, où 34 jeunes (dont 19 enfants) avaient été tués le 28 décembre 2011 par l'armée de l'air turque sur la frontière avec le Kurdistan irakien. Le 1<sup>er</sup>, Aycan Irmez, députée HDP de Şırnak, a soumis au Parlement une proposition d'enquête détaillant notamment les dissimulations d'informa-

tion sur l'affaire des services secrets turcs (MIT).

Le 3, une autre députée et vice-présidente du HDP, Aysel Tuğluk, déjà en prison pour terrorisme, a été condamnée à 18 mois supplémentaires par un tribunal de Kocaeli pour «violation de la loi sur les réunions», et le co-président emprisonné du HDP, Selahattin Demirtas, qui encourt déjà 142 ans d'emprisonnement pour «séparatisme» et «liens avec le PKK», s'est vu infliger une amende de 15.000 livres turques (3.980 USD) pour «insulte au Président» (qui réclamait 50.000 livres). La députée HDP de Şırnak, Leyla Birlik, a été condamnée pour le même motif à 21 mois. Le lendemain, le député HDP İdris Baluken a reçu 16 ans et 11 mois pour «appartenance à une organisation terroriste», un chef d'accusation utilisé contre des dizaines de milliers de personnes, dont 10 autres députés HDP. Par ailleurs, la députée HDP/BDP de Diyarbakır Nursel Aydoğan a reçu 1 an et 3 mois, celui de Van Adem Geveri 1 an et 6 mois, et le coprésident du BDP Sebahat Tuncel, 2 ans et 3 mois. Le 5, le HDP, dénonçant l'usage de la machine judiciaire à des fins politiques, a dénié toute valeur légale à ces actes d'accusation «fondés sur des allégations infondées et des mensonges éhontés, [et] préparés par des procureurs depuis emprisonnés comme suspects [de gülenisme]». Pour le HDP, l'objectif de ces arrestations est d'éliminer le HDP de la vie politique et «détruire un mouvement politique constituant le seul espoir de démocratie pour la Turquie».

Le 7, le député HDP d'Urfa, Osman Baydemir, a été placé en garde à vue durant 14 heures avant d'être relâché. Le 9, la députée HDP Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov 1995 du Parlement européen, a été privée de son mandat par un vote du Parlement turc. Elle avait déjà subi cette sanction en 1994 avant d'être emprisonnée 10 ans, pour

avoir ajouté une phrase en kurde à son serment de prise de fonction. L'usage du kurde lui est de nouveau reproché lors de sa prestation de serment de novembre 2015, ainsi que d'avoir changé la formulation du serment et d'avoir été trop souvent absente. Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, a jugé cette sanction «inacceptable».

Le 11, un tribunal de Diyarbakır a confirmé en appel la condamnation du député HDP de Hakkari, Abdullah Zeydan, à 8 ans, 1 mois et 15 jours de prison, annulée il y a trois mois par un tribunal de Gaziantep. Zeydan est détenu depuis 2016 dans la même prison d'ultra-haute sécurité d'Edirne que le coprésident du HDP, Selahattin Demirtaş. Celui-ci, visé par 96 procédures judiciaires, incarcéré depuis plus d'un an, a le 12 pour la première fois pu comparaître en personne devant le tribunal de Bakırköy, à Istanbul, pour «insulte au Président». Le juge a répondu à sa demande de remise en liberté conditionnelle que celle-ci devait être formulée par écrit pour être «examinée dans le détail» et a renvoyé le procès au 17 mai. Le lendemain, le tribunal pénal de Çatak (Van) a condamné le député HDP Botan Lezgin à deux ans de prison et 3300 \$ d'amende pour avoir «insulté un fonctionnaire» en 2015 lors d'une campagne électorale (WKI): Lezgin avait critiqué le gouverneur d'un district ayant menacé les électeurs ne votant pas AKP... Le 17, Selahattin Demirtaş a remporté une petite victoire: il a été acquitté de l'accusation d'insulte au ministre de l'Intérieur. Le 30, l'un de ses principaux avocats, l'ancien député HDP de Şırnak Hasip Kaplan, a été condamné à 3 ans, 1 mois et 15 jours de prison pour «propagande terroriste».

Les procès ont aussi visé journalistes et responsables de la société civile. Le 16, cinq journalistes ayant accepté d'être symboliquement

rédacteurs en chef du journal prokurde (désormais fermé) *Özgür Gundem* ont été condamnés à des peines de 18 à 45 mois de prison pour «propagande pour un groupe terroriste»: Ragıp Duran, Ayşe Duzkan, Huseyin Bektas et Mehmet Ali Celebi à 1 an et 6 mois, Huseyin Akyol à 3 ans et 9 mois. Les avocats ont également payé cher la poursuite de leur travail. Selon le député CHP Senal Sarihan, 572 d'entre eux ont été arrêtés depuis le début de l'état d'urgence, dont 488 ont subi des violences en garde à vue et 79 emprisonnés. Cependant, dans l'affaire d'*Amnesty International* (arrestation en juillet dernier des participants à un séminaire juridique de l'organisation), son président, Taner Kilic, a été libéré mercredi après avoir été inculpé de terrorisme. Mais d'autres audiences sont encore à venir...

Enfin, dans un discours du 7, le Président turc a critiqué l'université Boğaziçi, l'accusant de travailler contre les «valeurs turques» – signifiant par là les «valeurs islamiques», ce qui fait craindre une nouvelle phase de la répression des universitaires.

Après le 20, tous ceux dénonçant l'invasion d'Afrîn ont été massivement visés: le 21, une manifestation a été interdite à Diyarbakır, et l'après-midi, la police a empêché une autre manifestation à Kadıköy (quartier asiatique d'Istanbul), interpellant 7 personnes (AFP). Le 22, 35 mandats d'arrêt ont été émis pour «propagande terroriste» contre des personnes ayant exprimé sur les réseaux sociaux leur opposition à l'opération, dont 24 ont été arrêtées, tandis que le procureur général de Van ouvrait une enquête contre 4 députés HDP ayant appelé à manifester et qu'un procureur d'Istanbul faisait de même contre 57 personnes. Le lendemain, 42 personnes étaient arrêtées dans tout le pays, toujours suite à des publications sur les

réseaux sociaux, dont le responsable du HDP à Izmir, Cerkez Aydemir (*Anadolu*). Par ailleurs, 19 personnes ont été arrêtées dans les provinces de Van, Igdir, Muş, et à Mersin. Le 23 au soir, on comptait déjà 91 arrestations en 2 jours, un nombre qui a bondi le 29 selon le ministère de l'Intérieur à 311 gardes à vue – dont plusieurs responsables locaux HDP. Le 30, suite à la publication le 22 d'un communiqué de l'Union des médecins de Turquie (TTB), mentionnant que l'offensive d'Afrîn posait «un problème de santé publique», 11 membres du bureau du TTB, dont son président Rasit Tükel, ont été visés par des mandats et 8 arrêtés pour entre autres «légitimation des actions d'une organisation terroriste». L'une des principales associations de médecins de Turquie avec 83.000 membres, la TTB a indiqué avoir reçu des menaces après que le président turc ait qualifié le 28 ses membres de «traîtres». Le ministère de la Santé a demandé que la justice démette ses responsables.

Le 29, Leyla Guven, responsable du DTP, a été arrêtée pour avoir critiqué et appelé à manifester contre l'opération, et sa détention prolongée le 31.

Le 30, le footballeur allemand d'origine kurde Deniz Naki, qui avait appelé à manifester contre l'attaque d'Afrîn à Cologne, a été suspendu à vie par la Fédération turque de football (TFF) et puni d'une amende de 72.000 \$. Protégé depuis le 9 par la police allemande après avoir été visé par des coups de feu en voiture, il vit caché. Toujours le 30, après que le HDP ait publié un communiqué condamnant l'invasion et critiquant le gouvernement pour sa collaboration avec les milices djihadistes, un de ses bureaux à Istanbul a été attaqué par des partisans d'Erdoğan, qui ont saccagé les lieux et écrit des slogans racistes sur les murs.

Les médias d'État ont comptabilisé plus de 150 arrestations et des enquêtes ont été lancées contre 7 députés HDP. De plus en plus, la ligne AKP se rapproche des thèmes chers aux ultranationalistes du MHP, donnant corps à l'interprétation d'une véritable «synthèse islamo-fasciste» telle qu'elle avait commencé à apparaître lors de la campagne pour le référendum constitutionnel d'avril dernier. Le responsable des relations extérieures du HDP, Hisyar Ozsoy, a d'ailleurs décrit l'invasion d'Afrîn comme un moyen pour renforcer le soutien des nationalistes à Erdoğan en vue de sa prochaine campagne présidentielle. Déjà, le 8, le leader du MHP, Devlet Bahçeli, avait annoncé que ce parti ne présenterait pas de candidat et soutiendrait M. Erdoğan dans ces élections à l'issue desquelles le nouveau président assumera les importants pouvoirs attribués par les modifications constitutionnelles décidées par ce référendum à la validité fort douteuse. Mais le pouvoir manipule simultanément les symboles nationalistes et islamistes. Ainsi le 27, le président AKP du parlement turc, Ismail Kahraman, déjà connu pour avoir en 2016 pris position pour le retrait de toute référence à la laïcité dans la constitution, a qualifié à la télévision l'attaque sur Afrîn de *djihad*... Au moment du lancement de l'attaque, le Diyanet, la plus haute autorité islamique du pays, a ordonné aux imams des 90.000 mosquées de Turquie de lire durant leurs prêches du vendredi la 48<sup>e</sup> sourate du Coran, *al-Fath*, et de faire prier les fidèles pour la victoire des armes turques – une mesure condamnée par le HDP. Le député HDP Nimetullah Erdogmus, lui-même lettré islamique, a fait remarquer que ce verset faisait en fait référence à l'accord de paix du Hudaybiyyah et que l'utiliser de cette manière était en détourner le sens: le pouvoir met à présent ouvertement l'islam au service d'un projet fascisant.

Durant ce mois, en parallèle avec l'attaque d'Afrîn, des opérations militaires se sont poursuivies contre le PKK en Turquie comme au Kurdistan d'Irak. Le 31 décembre, avait été annoncée la création de 30 zones rurales de sécurité dans 5 districts de la province de Tunceli (Dersim) en prévision d'opérations militaires. Le 7, le ministère de l'Intérieur a annoncé l'arrestation de 17 militants de cette organisation dans tout le pays. Le 8, le gouverneur de Bitlis a annoncé l'imposition du couvre-feu sur 13 villages en prévision d'une opération anti-PKK, une mesure aussi imposée le 9 «jusqu'à nouvel ordre» par le gouverneur de Diyarbakir à 69 villages des districts de Lice et Kulp pour la même raison, tandis qu'il était levé après 6 jours d'imposition sur 7 villages de la région de Hizan (Bitlis). Le 14, les médias turcs ont annoncé qu'un soldat avait été tué et 3 autres blessés par un missile à Cukurca (Hakkari), près de la frontière du Kurdistan irakien. Le 16, les zones de sécurité du Dersim ont été soumises à couvre-feu et interdites d'accès. Le 20, le journal pro-AKP *Yeni Safak* a annoncé la «neutralisation» par l'armée au cours de la semaine précédente de 20 combattants du PKK lors d'opérations dans les provinces de Bitlis, Mardin et Diyarbakir et au Kurdistan d'Irak, où l'armée de l'air a par ailleurs annoncé le 23 avoir mené des frappes. Le 27, une bombe artisanale a explosé dans une poubelle de Diyarbakir sans faire de victimes. Dans la nuit du 28 au 29, de nouvelles frappes ont visé Qandil, près du village de Dashtewani, et le 31 des troupes au sol sont entrées dans la région de Bradost, au Nord-Est d'Erbil (à environ 20 kilomètres de Soran), interdisant l'accès aux paysans. Le PKK a déclaré que ces prises de positions pourraient prélude à une attaque de plus grande ampleur contre Qandil.



## KURDISTAN IRAKIEN : BAGDAD MAINTIENT SON EMBARGO SUR LA RÉGION KURDE

**D**ébut janvier, plus de trois mois après le référendum d'indépendance du 25 septembre, aucune négociation n'avait encore commencé entre le gouvernement irakien et le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). C'est que le Premier ministre irakien Haider Al-Abadi, qui a quasiment placé le Kurdistan sous embargo en ordonnant la fermeture de ses aéroports aux vols internationaux, considère que le temps joue en sa faveur. Il a posé comme condition à la levée de l'interdiction l'acceptation par le GRK de ses exigences sur deux points principaux: le contrôle par Bagdad de tous les postes-frontières kurdes – dont les aéroports – et celui des exportations pétrolières, qui devraient exclusivement passer par la société d'État SOMO. Les Kurdes, eux, seraient prêts tout au plus à accepter une gestion commune des postes-frontières... Bagdad pose aussi comme condition au démarrage de discussions l'«annulation» des résultats du référendum, alors qu'Erbil propose leur «gel». Et Abadi entend soumettre le paiement des fonctionnaires du GRK à ses propres conditions, essentiellement un audit de leurs listes qui permettrait à Bagdad de décider qui payer. Enfin, le projet de loi de budget 2018 de l'Irak a provoqué la fureur des Kurdes: il prévoit la réduction du pourcentage du GRK à 12,6% du budget total, alors que sa part constitutionnelle est de 17%, et – peut-être de manière plus grave encore – ne mentionne jamais la «Région du Kurdistan», pourtant reconnue dans la Constitution de 2005.

C'est dans ce contexte très défavorable au Kurdistan que Bagdad a proposé le 1<sup>er</sup> janvier

l'ouverture de discussions «techniques» au travers d'un «Haut comité» irako-kurde de 7 membres, 5 choisis par Bagdad et 2 du Kurdistan, qui proposerait aux désaccords des solutions en accord avec la constitution, abordant aussi la procédure de paiement des fonctionnaires. Le porte-parole du GRK, Safîn Dizayî, s'est félicité de cette proposition. Le 4, une délégation des ministères GRK de l'éducation et de la santé a remis au comité d'audit des listes de fonctionnaires provenant du système biométrique du GRK.

M. Abadi a également su jouer des divisions entre Kurdes, en recevant le 4 à Bagdad une délégation de trois partis d'opposition: *Goran* et le Groupe islamique (*Komal*), qui ont quitté le GRK en décembre, et la Coalition pour la démocratie et la justice (CDJ), récemment créée par l'ancien Premier ministre (UPK) Barham Salih, leur promettant de nouveau le paiement des salaires... Une source kurde a qualifié cette réunion de tentative de «diviser pour régner».

Plusieurs réunions ont ensuite pris place. Le 9, M. Abadi a ordonné à l'armée irakienne de reprendre les pourparlers de sécurité avec les Kurdes; le 13, la première rencontre politique depuis le référendum a réuni à Bagdad deux délégations dirigées par les ministres de l'Intérieur kurde et irakien; puis le 20, Abadi a reçu à Bagdad les Premier et Vice-premier ministres du GRK, Nechirvan Barzani et Qubad Talabani, avant de les rencontrer de nouveau le 30 à Davos. Aucune de ces rencontres n'a fait avancer la situation. Après la réunion du 13, le ministre GRK des Transports a parlé d'un projet

d'accord sur la gestion conjointe des postes-frontières et aéroports, ceux-ci supervisés par l'aviation civile irakienne, et le 17, M. Abadi qualifiait les discussions de «très satisfaisantes», tandis que *Rûdaw* annonçait qu'un dépôt de 450 milliards de dinars (380 millions de dollars) destiné au paiement des fonctionnaires du GRK avait été placé sur un compte spécifique fin décembre par la Banque centrale, la décision de payer revenant au Premier ministre. Puis le 20, le gouvernement réitérait ses conditions: retour des aéroports, frontières et production pétrolière kurdes sous «autorité fédérale complète». Le 29, une autre source (Massoud Haydar, député *Goran* membre de la Commission des finances) a annoncé l'envoi au GRK de 250 milliards de dinars pour payer les fonctionnaires des ministères de la Santé et de l'Éducation dont les listes étaient en cours d'audit...

La production pétrolière kurde a provoqué plusieurs controverses entre Bagdad et Erbil: M. Abadi a déclaré le 2 que le Kurdistan avait exporté en octobre 450.000 barils/jour, et entre octobre et décembre pour 1,68 milliards de dollars, soit 80% des salaires de ses fonctionnaires (*IraqiNews.com*). Le porte-parole du GRK a réfuté ces chiffres le 4, déclarant que chacun savait qu'après la perte de Kirkouk, les revenus avaient diminué de moitié, et le 8, Nechirvan Barzani a renvoyé M. Abadi aux rapports d'audit des firmes internationales *Deloitte* et *Ernst and Young*, qui n'ont relevé aucune irrégularité de janvier à juin 2017. Contractée par le GRK sur demande de la Banque Mondiale, *Deloitte* doit ensuite auditer la période 2014-2016 (incluant celle d'après mai 2014,

quand le GRK a commencé ses ventes, 4 mois après avoir cessé de recevoir sa dotation du budget fédéral), puis examinera juillet-décembre 2017. Le Parlement irakien a lancé sa propre enquête sur les ventes du GRK. Le 15, une délégation du ministère irakien du pétrole, dont le Directeur de la SOMO, est arrivée à Erbil pour discuter d'un mécanisme d'exportation contre une part du budget fédéral. Le 24 à Davos, M. Abadi a déclaré que le GRK avait accepté de remettre son pétrole à Bagdad, mais Nechirvan Barzani l'a démenti dès le lendemain...

Concernant le budget 2018 du Kurdistan, le blocage est demeuré total. Les demandes des députés kurdes de Bagdad, recoupant en partie celles du Président irakien Fouad Massoum (il avait pointé dans un courrier à Abadi les dérives inconstitutionnelles du projet), n'ont reçu aucune réponse. Ils demandaient entre autres le rétablissement des 17% au Kurdistan, la mention dans la loi de «Région du Kurdistan» au lieu d'«Autorités provinciales», un budget pour les pechmergas et l'annulation de la baisse de 3,8% des salaires des fonctionnaires irakiens pour financer les *Hashd al-Shaabi*. Mais le 9, Abadi a refusé toute modification, demandant au Parlement un vote en l'état. L'absence de participation du GRK à l'élaboration du projet violant aussi la constitution, les partis kurdes ont refusé le 17 de voter le budget, espérant obliger le gouvernement à limiter selon la loi ses dépenses à un douzième du budget total chaque mois... Le blocage s'est perpétué jusqu'au 31, quand les députés kurdes ont décidé de boycotter les futures sessions pour protester. Le Fonds monétaire international a décidé de n'octroyer aucun prêt à l'Irak tant que la part du budget du Kurdistan ne passait pas de 6,6 à 10 milliards.

Autre facteur de tension Bagdad-Erbil, la situation dans les territoires «disputés», repris mi-octobre par armée et milices chiites *Hashd al-Shaabi*. Dans la ville mixte kurdo-arabo-turkmène de Touz Khourmatou, malgré le remplacement partiel le 1<sup>er</sup> janvier des *Hashd* par les Forces spéciales de la police irakienne, les Kurdes, visés par des attaques en octobre dernier, ont déclaré le 2 qu'ils ne reviendraient pas sans la présence de pechmergas pour les protéger (NRT). Le 8, après que des tirs de mortiers aient fait 12 blessés en ville, provoquant la fermeture des écoles, le député turkmène Jasim Mohammed Jaafar a accusé des «bandes kurdes» et demandé l'envoi de troupes fédérales. Ce même jour, le Parlement a voté la création d'une Commission d'enquête multiethnique sur les événements d'octobre. Dans l'intervalle, le conseil municipal, réuni le 10 en l'absence de ses membres kurdes et arabes, a démis le maire kurde Shalal Abdul. Le 13, des unités antiterroristes et des forces de réaction rapide, soutenues par des véhicules blindés, ont été déployées en ville où elles ont entamé une recherche des armes illégales (*Xinhua*). Le 14, le maire par intérim, Lis Mahmoud, a exhorté les habitants déplacés à revenir, leur promettant protection et indemnités. Le 17, un membre du Conseil provincial de Kirkouk, Azad Jabari (UPK), a déclaré que la sécurité de Kirkouk et de Touz Khourmatou allait être confiée à la police fédérale, sous l'autorité du Ministre de l'intérieur, l'armée devant être redéployée à Mossoul. Le 31, la Commission d'enquête sur Khourmatou attendait pour commencer son travail un vote du Parlement, demandé par les députés kurdes pour donner plus de poids à ses conclusions.

A Kirkouk, le gouverneur par intérim Saïd Rakan al-Jabouri est toujours accusé d'avoir repris la

politique d'arabisation. Le Conseiller provincial Kaka Rash Sadiq a montré en conférence de presse un ordre illégal ordonnant le retour de tribus arabes dans les villages kurdes de Daquq et de Sargaran. A Sargaran, le maire, Luqman Hussein, a accusé Bagdad de soutenir les chefs tribaux arabes cherchant à expulser les Kurdes de plusieurs villages. Le 23, un ordre du gouverneur, basé sur une loi d'époque ba'thiste et donnant aux résidents des quartiers «Kurdistan» et «Newroz» de Kirkouk sept jours pour partir, a été annulé après la forte réaction du député kurde Mohammed Othman. D'autres pressions s'exercent au quotidien sur les Kurdes de la ville, y compris des meurtres par balles. Le 16, l'organisation *New media* a déclaré que 178 journalistes avaient dû se cacher ou s'enfuir en raison de menaces sur leur vie, et les directeurs de certaines des 500 écoles kurdes de Kirkouk, dépendant du ministère GRK de l'Éducation et servant près de 100.000 élèves, ont témoigné que police et sécurité irakiennes retiraient les drapeaux kurdes des murs des écoles et avaient même emprisonné certains d'entre eux.

La nomination par le Conseil provincial d'un nouveau gouverneur permettrait une amélioration de la situation des Kurdes de Kirkouk. PDK et UPK ont récemment pu trouver un accord sur un candidat. Après Rizgar Ali, proposé par l'UPK, mais refusé par le PDK qui l'accusait d'appartenir au groupe qui a «vendu» Kirkouk à Bagdad, l'accord s'est fait le 9 sur Khalid Shwanî, ancien député UPK au parlement de Bagdad et membre du Bureau politique de ce parti. Mais la nomination nécessite une réunion du Conseil provincial. Son président par intérim, Rebwat Talabani, a tenté sans succès 4 fois de convoquer celui-ci: les conseillers PDK, craignant pour leur sécurité, refusent de revenir

en ville. Pour les élections législatives dans la province, les différents partis kurdes, à l'exception notable du PDK, se sont réunis le 7 pour discuter la mise en place d'une liste commune. Le PDK a refusé de tenir réunion dans une ville «occupée», puis a annoncé le 15 qu'il boycotterait les élections dans la province afin de ne pas «légitimer l'occupation militaire».

Par ailleurs, bien que le Premier ministre irakien ait proclamé la défaite de Daech le 9 décembre, le groupe poursuit ses attentats dans la province, suite au vide sécuritaire laissé par le retrait des peshmergas. Il a revendiqué le 4 l'assassinat fin décembre d'un colonel de la police irakienne et de son fils, et pourrait être derrière certains enlèvements anti-kurdes attribués aux *Hashd*... Le 14, le maire par intérim de Touz Khourmatou a annoncé une opération conjointe anti-Daech entre peshmergas et soldats irakiens au Mont Hanjira, près de la ville. Le 15, après qu'un double attentat à Bagdad ait fait 27 morts et 64 blessés, Abadi a renouvelé sa promesse de «démanteler les cellules djihadistes dormantes».

On peut certes relever quelques éléments de détente Erbil-Bagdad. Le 8, le ministre irakien de l'Intérieur, Qasim al-Araji, a mis fin aux enquêtes visant les responsables de la sécurité de Kirkouk et de Khourmatou ayant participé au référendum, déclarant selon un député kurde n'avoir pas été informé de ces poursuites; promettant de reprendre le paiement des salaires des policiers kurdes suspendus depuis mi-octobre, il a aussi ordonné le retour des gardes-frontières kurdes mutés dans le sud du pays vers leurs lieux de service antérieurs. Le 27, le ministre GRK de la Santé Rekawt Hamarashid, a déclaré avoir reçu du ministère irakien de la Santé 11 camions de médicaments et attendre d'autres envois

en 2018 (*Rûdaw*). Tout ceci ne change pas le tableau général qui reste au blocage. Mais M. Abadi pourrait être contraint à plus de souplesse en raison de sa mauvaise posture électorale: la grande «Alliance de la victoire» qu'il avait annoncée le 14 s'est effondrée en deux semaines avec les retraits des chefs et milices *Hashd al-Shaabi*... Par ailleurs, l'un des plus grands blocs sunnites du Parlement irakien, la «Coalition des forces irakiennes», a demandé le 17 le report des législatives d'au moins un an, jusqu'au retour des déplacés de la guerre contre Daech. Chi'ites et Kurdes sont au contraire partisans du maintien de la date prévue, qui n'a pu être votée que le 22 après plusieurs sessions houleuses. La date des élections provinciales reste à décider.

La situation vis-à-vis des élections irakiennes n'est guère meilleure côté kurde. PDK et UPK avaient appelé à la création d'une liste unitaire entre tous les partis du Kurdistan, mais une réunion le 11 n'a pu trouver d'accord, et les Kurdes aborderont les élections en ordre dispersé. Le 1<sup>er</sup> janvier, la Commission électorale du Kurdistan a confirmé le 1<sup>er</sup> pouvoir organiser les élections générales de la Région pour mi-avril (*Rûdaw*). *Goran* a demandé un audit des listes électorales, ce que le GRK a accepté, et qui pourrait permettre d'en retirer jusqu'à 100.000 noms en double ou de personnes décédées. Le 5, malgré des dissensions internes, le mouvement *New Generation* a élu président dans son premier congrès son fondateur Shaswar Abdulwahid. Le même jour, le président en exercice de l'UPK, Kosrat Rasoul, est rentré d'Allemagne, où il était soigné depuis 2 mois. Le 10, Barham Salih a été élu à la tête de la CDJ, jurant de combattre la corruption. Au 11 janvier, date limite pour enregistrer les alliances auprès de la

Commission électorale irakienne, *Goran*, le Groupe islamique du Kurdistan (*Komal*), et la CDJ ont annoncé leur alliance, baptisée *Nishtîman* («Patrie»), qui sera dirigée par l'ancien président du Parlement kurde, Yousif Mohammed (*Goran*). *Nishtîman* présentera des candidats au Kurdistan et dans les territoires disputés, incluant Kirkouk. L'Union Islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*), elle, fera cavalier seul. Le 16, *Yekgirtû* a annoncé son retrait du GRK en raison de l'absence de réponse à ses demandes de réforme. Après l'échec de leur projet de large coalition entre tous les partis kurdes, UPK et PDK feront liste commune, mais sont en désaccord sur la date: si l'UPK accepte celle fixée en novembre par le Parlement d'Erbil, septembre 2018, soit quatre mois après les élections irakiennes, le PDK préférerait l'avancer avant celles-ci, espérant une participation plus élevée. Le 21, *New Generation* a demandé la fixation rapide et définitive de la date, avertissant qu'un report déclencherait une nouvelle crise et qu'il appellerait alors à la grève. L'UPK a fixé la date de son prochain congrès au 5 mars, mais n'a pas réussi malgré plusieurs réunions à élire une direction intérimaire chargée de mener le parti jusque là.

Il est tout à l'honneur du Parlement du Kurdistan d'avoir, dans ce contexte difficile, voté le 16 une loi d'amnistie qui permettra de libérer, après enquête au cas par cas, plus d'un millier de détenus sur les 6.000 que compte le Kurdistan, à l'exclusion de ceux convaincus de crimes terroristes ou d'assassinats de femmes (*NRT*).

Enfin, le 29, le Parlement irakien a levé les sanctions contre les banques de la Région du Kurdistan, mais pas l'interdiction des vols internationaux...

## IRAN : LA RÉPRESSION S'AGGRAVE ENCORE APRÈS LES PROTESTATIONS

**L**es manifestations contre le régime entamées le 28 décembre ont gagné Téhéran et Meshhed, 2<sup>e</sup> ville du pays, dans les jours suivants, se propageant aussi au Kurdistan, alors que 3 partis kurdes, le PJAK, le PDKI, et le *Komala*, appelaient à les rejoindre. De nombreuses vidéos publiées durant le week-end des 30-31 ont montré des manifestants affrontant les forces de l'ordre dans les rues des villes et villages kurdes. Au moins 9 manifestants ont perdu la vie lors des protestations à Téhéran, Ispahan et dans les villes du Kurdistan. Selon l'opposition, le nombre de détenus dans le pays a dépassé le millier, avec, selon le vice-gouverneur de Téhéran, 450 arrestations en 3 jours pour cette seule ville. À Sineh (Sanandaj), Kermanshah et Dehloran, de nombreuses personnes sont descendues dans les rues le 1<sup>er</sup> et ont affronté la police. Selon des sources locales, l'armée a tué 2 manifestants à Sineh et en a blessé 75 autres. À Kermanshah, les manifestants ont attaqué le QG de la police et les affrontements se sont poursuivis toute la nuit. Le 3, après 6 jours de manifestations qui ont fait 22 morts et conduit à des centaines d'arrestations, des *Pasdaran* (Gardiens de la Révolution) ont été déployés dans les trois provinces d'Hamadan, d'Isfahan, et du Lorestan, tandis que les partis kurdes réitéraient leur soutien aux protestations et appelaient la communauté internationale à soutenir les «revendications légitimes» de la population. Depuis la Syrie, le Conseil national kurde (ENKS) a également fait une déclaration de soutien, rejoint le 6 par l'administration kurde du Rojava.

Toujours le 3, le PDKI a annoncé que ses *pechmergas* avaient tué au moins 6 membres des forces de sécurité iraniennes dans la province

de l'Azerbaïdjan occidental. Les *Pasdaran* ont confirmé la perte de 3 combattants, et le 6, le ministre des Renseignements, Mahmoud Alawi, a menacé durant leurs funérailles les «contre-révolutionnaires» de représailles sévères. Le déploiement des *pasdaran* n'a pas suffi à arrêter les manifestations et le 5, il y avait encore de nombreux protestataires dans les rues à Téhéran, Ispahan, Tabriz, Kermanshah et dans les provinces centrales d'Arak, Kashan, Tabriz, Qezwîn, Nishapor, Rasht et Takistan...

Le 9, après plus d'une semaine de manifestations, le régime a déployé ses forces de sécurité dans la plupart des villes protestataires, où la tension restait élevée, et arrêté plus d'un millier de manifestants, notamment des étudiants. L'Association des droits de l'homme du Kurdistan a publié les noms de 43 étudiants kurdes détenus et d'au moins un étudiant kurde disparu de Kermanshah. Certains dirigeants ont cherché à rejeter la cause des troubles sur l'étranger, accusant la CIA et les groupes d'opposition réfugiés au Kurdistan irakien d'avoir organisé les manifestations – accusations rejetées par le Gouvernement régional du Kurdistan.

Le sort de nombreux manifestants incarcérés a suscité de l'inquiétude durant le reste du mois: le 14, on a appris que deux manifestants auraient été torturés à mort en prison. Saro Ghahremani, un Kurde de 24 ans, est mort à la prison de Sanandaj, et et Ali Poladi, 26 ans, à la prison de Chalus, dans le nord du pays. Accompagnés de membres des services de Renseignement, les *pasdaran* ont poursuivi leur campagne d'arrestations contre militants kurdes et manifestants. Avec des centaines d'entre eux déjà incarcérés, de nouvelles arrestations ont eu lieu à

Kermanshah, Orumiyeh, Mahabad, Sanandaj, Mariwan et Bokan. Le PKDI et le *Komala* ont publié une déclaration commune appelant la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'homme à réagir. Mais les inquiétudes ne concernent pas que les manifestants arrêtés dernièrement. La répression continue aussi à toucher tous les prisonniers politiques arrêtés avant le déclenchement des protestations de décembre, comme Zanyar et Luqman Muradi, deux cousins arrêtés à Marivan en juillet 2009. Accusés d'implication dans l'assassinat du fils de l'imam de Marivan, ils risquent d'être exécutés à tout moment. Le 16, un chanteur de mariage kurde originaire de la région d'Ourmia, Payman Mirzada, a été condamné à six mois de prison pour avoir chanté des chansons nationalistes pro-kurdes lors d'un mariage en décembre 2017. Le 26, le «Réseau international des droits de l'homme du Kurdistan iranien» a lancé une alerte concernant Ramin Hussein Panahi. Blessé par balles et arrêté le 23 juin 2017 à Sanandaj après avoir rencontré des citoyens kurdes pour les informer sur les Droits de l'homme, Panahi s'est vu dénier tout traitement médical. Faussement accusé selon son avocat d'avoir sorti son arme, condamné à mort le 25 octobre 2017 pour «Actes contre la sécurité nationale» et appartenance au *Komala* par le «Tribunal révolutionnaire» de Sanandaj, il est en danger d'exécution imminente. Après 124 jours et 23 demandes à différentes branches gouvernementales – des *Pasdaran* aux Services secrets – sa famille ne sait toujours pas où il se trouve ni quelles sont ses conditions de santé. En réponse aux demandes répétées d'informations de sa famille, les autorités ont arrêté et condamné à des peines de prison

de 5 à 9 ans plusieurs de ses proches. Le 26 octobre 2017, la mère et la sœur de Ramin ont été informées par les autorités qu'il attendait son exécution, et qu'elles seraient informées après celle-ci. Le 29, son avocat, Hossein Ahmadiyaz, a annoncé son intention de faire appel.

Après le tremblement de terre de magnitude 7,3 qui avait frappé la province de Kermanshah en novembre dernier, faisant 620 morts et plus de 12.000 blessés et provoquant d'importants dommages aux infrastructures, un nouveau séisme de magnitude 4,4 a frappé cette même province le 6 à 18h22, blessant 21 personnes. C'est la région de Sarpole Zahab, déjà la plus touchée par la secousse de novembre, qui a encore été frappée. Puis le 11, un séisme supplémentaire de magnitude 5,6 s'est produit côté irakien, à l'ouest de Mandali. Ces nouvelles secousses viennent accroître la détresse des

habitants de la région qui se sentent abandonnés par les autorités. Le 19, un député de la province de Kermanshah, Farhad Tajari, a déclaré au Parlement que «soixante-sept jours après le séisme [de novembre], seulement 40% des personnes touchées par le tremblement de terre ont reçu des abris de fortune, insuffisants contre le froid». Selon les médias locaux, 5 enfants de 4 mois et une jeune fille de 17 ans sont morts de froid et de maladie entre novembre et début janvier dans le village de Nawafar. A Kermanshah, selon l'Association des droits de l'homme du Kurdistan, plusieurs personnes déplacées après le séisme, dont un enfant de deux ans, sont décédés faute d'aide du gouvernement.

Le 9, le gouverneur d'Azerbaïdjan occidental, Mohammed Mehdi Shahriari, a annoncé que les *kolbars* (porteurs kurdes transfrontaliers) allaient recevoir des cartes à puce visant à permettre la réglemen-

tion de cette occupation semi-légale. Cette mesure devrait concerner 50.000 personnes sur les 70.000 *kolbars*, dont la nouvelle carte remplacera la licence actuelle, introduite en 2016. Les *kolbars*, expression de la pauvreté générale des provinces kurdes du pays, sont régulièrement pris pour cibles et assassinés par les forces frontalières... Deux d'entre eux sont encore morts courant janvier: l'un abattu par les gardes-frontières alors qu'il se trouvait dans son véhicule à Sardasht, le deuxième tué par une avalanche...

Tandis que se déroulaient les manifestations de la première semaine du mois, l'ONG *Human Rights Activists News Agency* a publié son rapport 2017 qui dresse pour cette année le bilan de la répression en Iran. Selon ce document, le pays a exécuté 446 personnes en 2017 – dont 31 lors d'exécutions publiques, 50% de ces exécutions étant liées à la drogue.

## FRANCE :

### HOMMAGE AUX 3 MILITANTES KURDES ASSASSINÉES EN 2013, NOUVELLES RÉVÉLATIONS SUR L'IMPLICATION DU MIT

**L**a visite du Président turc à Paris le 5 janvier ne pouvait pas tomber à un plus mauvais moment: c'est le 9 janvier 2013 en effet qu'étaient assassinées à Paris les trois militantes Kurdes Sakine Censiz, Leyla Şaylemez, Fidan Dogan («Rojbîn») et ce alors même que des pourparlers étaient en cours entre le MIT et le PKK dans le cadre d'un «processus de paix». Cette visite à ce moment et la réception prévue de M. Erdoğan à l'Élysée sont apparues à beaucoup comme autant de provocations. Le PCF a dénoncé dans un communiqué «un nouvel outrage à l'égard des familles des victimes et des Kurdes qui subissent une impitoyable guerre meurtrière», et le député de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a déclaré dans un tweet que le président

turc n'était «pas le bienvenu à Paris».

S'exprimant dans une Conférence de presse également tenue le 5, Sylvie Jan, représentante de la Coordination Nationale de Solidarité avec le Kurdistan a déclaré: «Ce crime d'État ne doit pas sombrer dans l'oubli. Un prochain rendez-vous y contribuera: les 15 et 16 mars à Paris, une session du tribunal permanent des peuples se tiendra pour évoquer les crimes de guerre commis par la Turquie entre 2015 et aujourd'hui après la fin des pourparlers de paix». L'avocat des familles des victimes, Me Antoine Comte, déclarant: «L'affaire n'est pas terminée», a exigé que la France poursuive la procédure «jusqu'au bout» pour identifier les commanditaires de ce triple assassinat, puisque la

participation des services secrets turcs, le MIT, est avérée. Nursel Kiliç, représentante du mouvement des femmes kurdes en Europe, a rappelé que le dossier d'enquête contenait des éléments incriminant clairement l'État turc et donc le Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan. Le lendemain, alors même que le Président turc se trouvait à Paris, une manifestation à la mémoire des 3 militantes a rassemblé plus de 10.000 personnes réclamant la vérité et la justice pour leur assassinat. Le 7 à Diyarbakir, durant sa conférence régionale, le Parti démocratique des peuples, la composante kurde du HDP, a également marqué son hommage aux 3 femmes en s'ouvrant par une minute de silence, y adjoignant un hommage à 3 autres femmes politiques kurdes, Sêvê Demir, Fatma Uyar et Pakize

Nayir, assassinées en janvier 2015 à Silopi par les forces de sécurité turques: blessées par des tirs, elles n'avaient pu être emmenées à l'hôpital malgré les demandes du HDP et étaient mortes faute de soins à quelques jours des commémorations de l'assassinat des 3 militantes tuées en France 2 ans plus tôt...

C'est le jour même de l'anniversaire du triple assassinat de Paris, le 9 janvier, que le PKK a diffusé la vidéo de l'opération ayant permis de capturer en août 2017 à Dokan, au Kurdistan d'Irak, 2 officiers du

MIT. Il a surtout diffusé une 2<sup>e</sup> vidéo qui donne la parole aux 2 officiers et dans laquelle ils déclarent que l'assassinat des 3 militantes de Paris avait été planifié par le service et avait été approuvé «à haut niveau». Selon l'un des deux officiers, Erhan Pekçetin, une telle décision risquant de conduire à des tensions diplomatiques aurait nécessité un accord au niveau politique et n'aurait pu être prise par le seul directeur du MIT...

Le 11, une plaque rendant hommage aux 3 militantes a été dévoilée

au 147 Rue Lafayette, lieu de leur assassinat, en présence d'Hélène Bidard, adjointe à la Maire de Paris, Anne Hidalgo, et la représentant, Rémi Féraud, sénateur, ancien maire du 10<sup>e</sup> arrondissement, et Alexandra Cordebar, son successeur. «Nous continuerons d'exiger que la justice soit rendue aux côtés de leurs familles et des associations du mouvement kurde» a twitté Hélène Bidard.

Depuis l'assassinat de 2013, d'autres menaces d'attentats visant des figures du mouvement kurde en Europe ont été révélées.

## LIVRES REÇUS

- **Jean-Paul Tillement**, *Au Kurdistan irakien avec les réfugiés de la plaine de Ninive*, 93 p., Fiacre, 2017, et *À la rencontre des chrétiens de Syrie, Carnet de voyage à Pâques, du 4 au 12 avril 2015*, 79 p., Fiacre, 2016.

Jean-Paul Tillement, professeur émérite de médecine et consultant en recherche de médicaments, s'est rendu au Kurdistan d'Irak et, auparavant, en Syrie, pour des missions d'information auprès des Chrétiens d'Orient qui ont eu énormément à souffrir de la terreur de l'organisation djihadiste *Daech* (acronyme arabe de «État islamique en Irak et au Levant»). Il rapporte dans le dernier de ces deux ouvrages, qu'il est venu présenter à l'Institut kurde, la manière dont les Chrétiens tentent de poursuivre leur vie dans les camps où ils ont dû s'établir après avoir fui les djihadistes. Il rapporte notamment la manière dont le Père Najeeb a pu sauver les précieux manuscrits de sa bibliothèque en les chargeant la nuit du 7 au 8 août 2014 dans un camion avec lequel il a quitté Mossoul quelques heures avant l'arrivée des djihadistes. Mais il raconte aussi sa visite des Yézidis à Lalêch, et celle qu'il a faite du parlement d'Erbil, et livre en général sa vision du Kurdistan irakien. Dans son livre de 2016, il donne son carnet de voyage et de séjour en Syrie, notamment à Damas, en compagnie d'une trentaine d'autres volontaires, un voyage organisé pour observer sur place et faire connaître en France et en Europe la situation des diverses Églises chrétiennes du pays. Les deux ouvrages présentent aussi les activités de l'association «SOS, Chrétiens d'Orient», avec laquelle les séjours ont été organisés, et dont le cofondateur Pascal Blanchard a rédigé les deux préfaces.

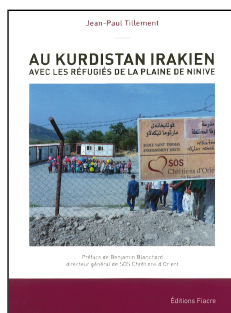
- **Olivier Piot**, *Le peuple kurde, clé de voute du Moyen-Orient*, Les petits matins, 2017

Olivier Piot, grand reporter, auteur de nombreux articles sur le Moyen-Orient et l'Afrique dans *Le Monde*

*Diplomatique*, *Géo* et *Le Monde*, avait déjà publié chez le même éditeur en 2012, avec le photographe Julien Goldstein, un ouvrage sur les Kurdes, *Kurdistan, la colère d'un peuple sans droits*, préfacé par l'ancien ambassadeur de France Bernard Dorin. Les deux auteurs y dressaient, au fil de leurs séjours dans les différentes parties du Kurdistan, s'étalant de 2007 à 2012, un état de la réalité quotidienne de ce peuple, «témoignant de ses problèmes économiques et politiques, des multiples discriminations dont il est l'objet et du déni de son identité».

Dans *Le peuple kurde, clé de voute du Moyen-Orient*, préfacé par l'ancien consul de France à Erbil, Frédéric Tissot, il explique dès le départ qu'il ne s'agissait pas pour lui «d'écrire une nouvelle histoire du peuple kurde», mais plutôt de tenter de partir de la situation des Kurdes pour apporter une perspective longue de l'évolution récente du Moyen Orient. Ce peuple se trouve en effet bien au cœur des bouleversements qui secouent la région depuis un peu moins d'une décennie – d'où l'idée de «clef de voute», cet élément architectural qui maintient le bâtiment, mais qui est aussi la clef de sa stabilité : s'il cède, tout s'effondre... Il s'agit de mieux faire comprendre la situation actuelle et d'esquisser le futur – notamment dans un des derniers chapitres, «Les Kurdes dans la reconstruction du Moyen-Orient».

On ne peut que saluer l'idée de placer en fin d'ouvrage une traduction en turc du sommaire, de la préface, de l'introduction et de la conclusion. Concernant la traduction en arabe des mêmes éléments qui suit le texte turc, elle n'a malheureusement pas été insérée dans l'ouvrage avec un logiciel gérant correctement l'écriture de cette langue, ce qui fait que le texte n'est guère lisible (lettres non jointes et affichées dans l'ordre latin). Espérons qu'un accès web à un résumé corrigé, ou même une nouvelle édition, permettra de pallier cette déficience.



# Iran : colère mortelle contre le régime

Treize personnes ont été tuées dans les manifestations de mécontentement populaire qui touchent le pays.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Malgré l'appel au calme lancé par le président de la République, Hassan Rohani, les manifestations ont continué dimanche et lundi à travers une dizaine de villes d'Iran. Et après cinq jours de troubles, le bilan des morts s'alourdit, sous l'effet du recours aux armes. Dimanche soir, selon la télévision d'État et d'autres médias, six personnes ont péri à Toyserkan, une ville à l'ouest de Téhéran, et quatre sont mortes à Izeh (Sud-Ouest) et Doroud (Ouest). Les morts de Toyserkan seraient dus à des « tirs suspects », selon la télévision qui affirme que les forces de l'ordre ne tirent pas sur les manifestants. Elle accuse « des contre-révolutionnaires » armés d'avoir infiltré les protestataires. À Izeh, les deux manifestants tués par balles l'ont été, sans que l'on sache l'origine des tirs. Selon un site internet de la télévision d'État, un policier iranien a en outre été tué et trois autres blessés par des tirs d'arme de chasse à Najafabad (centre).

Au total, depuis jeudi, treize personnes sont mortes dans ces manifestations inédites depuis des années, qui ont démarré dans la ville sainte de Machhad pour protester contre la vie chère, avant de se propager à d'autres cités, et prendre un tour plus politique.

À Téhéran, la police a utilisé du gaz lac-

rymogène et des canons à eau pour disperser dimanche soir un petit groupe de manifestants qui scandaient des slogans hostiles au pouvoir dans le quartier de l'université. Lundi, de nombreux policiers étaient déployés près de la place de la Révolution à Téhéran, selon le témoignage de Ahmad, un habitant de la capitale, joint au téléphone. Ailleurs, selon des vidéos mises en ligne par les médias iraniens et les réseaux sociaux, les manifestants ont attaqué et parfois incendié des bâtiments publics, des centres religieux et des banques ou des sièges du Bassidj (milice islamique du régime). Au total, 400 personnes ont été arrêtées, dont la moitié à Téhéran.

Face à cette fronde naissante, le régime répond par un mélange de mises en garde, de blocage des messageries Telegram et Instagram, utilisées pour appeler à manifester, et une répression, jusque-là, très limitée. Mais jusqu'où la contestation ira-t-elle ?

## Silence du guide suprême

Cette vague de colère gêne le président Rohani, réélu en mai sur la promesse d'apporter un mieux-vivre à la population grâce aux retombées de l'accord nucléaire, signé en 2015 entre Téhéran et les pays occidentaux. Mais deux ans après, les Iraniens n'ont pas goûté aux dividendes de l'accord. Le chômage reste élevé et l'inflation galopante. Ce qui fait le jeu des ultraconservateurs, qui seraient derrière

# 400

personnes

ont été arrêtées par la police iranienne qui s'est déployée dans les grandes villes du pays afin de disperser les manifestants hostiles au pouvoir.

les premières manifestations de Machhad, fief de son adversaire malheureux au scrutin présidentiel, le religieux Ebrahim Raissi. Sur la corde raide, Rohani a dû hausser le ton lundi, affirmant que « le peuple répondra aux fauteurs de troubles et hors-la-loi ». Il n'a pas hésité à qualifier les protestataires de « petite minorité qui insulte les valeurs sacrées et révolutionnaires ». Pourtant, la veille, le président, apprécié par de nombreux jeunes, avait reconnu que son pays devait fournir « un espace » pour que la population puisse exprimer ses « inquiétudes ». Mais dans le même temps, le ministre de l'Intérieur, Abdolreza Rahmani, menaçait ceux qui « agissent dans l'illégalité ».

Le guide suprême et détenteur des principaux pouvoirs, l'ayatollah Ali Khamenei, se tait face à un mouvement d'un genre nouveau, qui n'est pas récupéré par le camp réformateur, d'ordinaire partisan d'une libéralisation accrue. Cette fronde

sociale ne ressemble, en effet, en rien aux protestations de 2009, déclenchées par l'élection truquée du populiste, Mahmoud Ahmadinejad. En 2009, les rassemblements s'étaient concentrés à Téhéran. Cette fois, ils visent une dizaine de villes. Mais alors qu'en 2009, plus d'un million d'Iraniens en colère descendaient dans les rues de la capitale, ils ne sont aujourd'hui que quelques milliers à travers le pays. Et sans leader, contrairement au « Mouvement vert » décapité, après 2009, par une répression féroce.

## L'appel de Donald Trump

« C'est un peu compliqué de comprendre ce qui se passe », reconnaît Bijan, un jeune cadre, avide de réformes, qui a voté Rohani, mais s'abstient de manifester. « Je peux comprendre les gens en colère à cause des difficultés économiques, mais il n'y a pas seulement ça. On a bien vu qu'au début à Machhad, ce sont des partisans de Raissi ou d'Ahmadinejad qui ont manifesté. En tant que réformateur, je ne défends pas ce mouvement. » Les conservateurs de Machhad, qui ont allumé la mèche, se sont-ils fait rapidement débordés ? C'est probable lorsqu'on entend des slogans comme « Mort au dictateur » ou « A bas la République islamique ».

« Même si certains déçus de Rohani manifestent ces derniers jours, analyse l'expert irano-américain, Trita Parsi, le noyau dur des protestataires vient d'ailleurs. Ce sont des gens, ajoute-t-il, qui ne votent

plus, ne croyant plus que le système puisse être réformé, auxquels il faut ajouter tous ceux désespérés par les problèmes économiques ». Ces dernières semaines, des mouvements de protestation ont éclaté à Tabriz de la part de fabricants de tracteurs mécontents de la fermeture de leur usine, mais aussi dans le secteur pétrolier pour des retards de paiement. Cette colère rampante n'a fait qu'augmenter avec l'effondrement des sociétés de crédit qui a affecté des millions d'investisseurs.

« Je ne suis pas surpris, confie à l'AFP, Mojtaba Moussavi, un autre analyste, basé à Téhéran. Nous avons eu ces deux dernières années des défilés dans la rue contre les banques. Tout le monde dit que les manifestants viennent des classes défavorisées mais de nombreux manifestants font partie de la classe moyenne, qui a perdu beaucoup de ses avoirs. »

Bref, une grogne sur laquelle planent encore de nombreuses incertitudes. Vaut-elle durer ? Oui, selon la Prix Nobel de la Paix, Shirin Ebadi, exilée à Londres. « Non, car les manifestants ne sont pas très nombreux », répond Bijan, le cadre à Téhéran. Iront-ils jusqu'à suivre Donald Trump, qui a appelé à « un changement de régime » ? Rien n'est moins sûr. Et Hassan Rohani pourrait en profiter dans son bras de fer pour davantage d'ouverture. Mais une chose est sûre, selon Bijan : « La répression se durcira, si les manifestations durent, car le régime n'est pas uni face aux protestations. » ■



Des étudiants iraniens font face aux unités anti-émeutes de la police, dans l'enceinte de l'université de Téhéran, samedi.  
AP/ AP

# Iran: le pouvoir durcit la répression dans l'espoir de venir à bout de la contestation

Alors que les arrestations se multiplient, le guide suprême, Ali Khamenei, accuse « l'ennemi » venu de l'étranger.

GEORGES MALBRUNOT [@malbrunot](#)

**MOYEN-ORIENT** Face aux manifestants qui continuent d'exprimer leur colère, le pouvoir a choisi de durcir la répression. Dans la nuit de lundi à mardi, six contestataires ont été tués dans la province d'Ispahan, alors qu'ils tentaient de prendre d'assaut un poste de police à Qahderijan. En parallèle, au sixième jour de cette vague de mécontentement qui a fait plus de 20 morts à travers le pays, les arrestations se multiplient : une centaine, lundi soir, dans la province d'Ispahan, mais aussi à Téhéran, la capitale, pourtant peu touchée par la fronde, où 450 personnes ont été appréhendées, dont 100 lundi et 150 dimanche.

Alors que les autorités ont déployé des forces de sécurité supplémentaires dans le pays, le ministère du Renseignement assure que « les émeutiers et les instigateurs » ont été identifiés et « bientôt, on s'occupera d'eux ». Ce qui laisse présager d'autres arrestations.

« Chaque jour qui passe, le crime des personnes arrêtées devient plus grave et leur punition sera plus lourde », a mis en garde le chef du tribunal révolutionnaire de Téhéran, Moussa Ghazanfarabadi. « Nous ne les considérons plus comme des protestataires qui réclament leurs droits, mais comme des gens qui visent le régime. » Ce pilier de la République islamique désavoue le président modéré, Hassan Rohani, dont la première prise de position durant le week-end insistait sur la nécessité d'offrir « un espace de liberté » aux contestataires.

Mardi, les partisans de la manière forte au sommet de l'État ont été encouragés par la première prise de parole du numéro un du régime, l'ayatollah Ali Khamenei. À la télévision d'État, le guide suprême a déclaré que « les ennemis (de l'Iran) s'étaient unis en utilisant leurs moyens, leur argent, leurs armes (...) et leurs services de sécurité pour créer des problèmes au régime islamique ». Bref, la République islamique est en danger face au complot venu de l'étranger. Une rhétorique classique dans la bouche du guide, qui contredit, lui aussi, le président Rohani. « Tous ces gens ne prennent pas leurs ordres de l'étranger et certains sont descendus dans les rues en raison de leurs sentiments et de leurs problèmes », déclarait samedi le président de la République.

Même si les appels de Donald Trump et de Benyamin Nétanyahou à renverser le régime accèdent d'une certaine façon cette antienne du péril extérieur, celle-ci trahit le désarroi des autorités face à « un mouvement aussi amorphe avec des revendications multiples qui vont des chômeurs qui ne retrouvent pas de travail aux ouvriers qui ne sont plus payés depuis des mois jus-



Des étudiants iraniens manifestent contre les difficultés économiques, le 30 décembre, à l'université de Téhéran. AFP

AFP

**« Les ennemis (de l'Iran) se sont unis en utilisant leurs moyens, leur argent, leurs armes (...) et leurs services de sécurité pour créer des problèmes au régime islamique »**

L'AYATOLLAH ALI KHAMENEI

qu'aux opposants politiques », ainsi que le constate François Nicoullaud, ancien ambassadeur de France en Iran.

À Téhéran, par exemple, les manifestants sont peu nombreux. Ils sortent le soir en petits groupes, rejoints par d'autres en voitures qui scandent des slogans antirégime, avant de fuir les forces de sécurité déployées en grand nombre, dans une métropole où la tension est palpable.

Dans la capitale, comme en province les manifestants sont très jeunes : 90 % des personnes arrêtées ont moins de 25 ans, selon le ministère de l'Intérieur. Ces rebelles, issus de la génération 90, n'ont pas connu la monarchie du chah, et très peu ont pris part aux manifestations de 2009 – très politiques celles-là – qui ébranlèrent le régime. D'ailleurs, les leaders réformateurs qui menaient la révolte de 2009 ont condamné « les violences », ainsi que « la duperie » des États-Unis.

La contestation reste provinciale, n'affectant encore que peu de grands centres

urbains. Mais ces jeunes, qui n'obéissent à aucun chef identifié – une difficulté supplémentaire pour le régime – n'ont rien à perdre. Au fil des jours, leurs manifestations paraissent également plus violentes. À Khomeynichahr, dans le centre du pays,

un enfant de 11 ans a été tué et son père blessé par des tirs de manifestants, alors qu'ils passaient près d'un rassemblement. Les armes à feu ont fait leur apparition, comme le montre encore la mort d'un gardien de la révolution tué par un fusil de chasse à Kahrig Sang, toujours dans le centre. Petits groupes difficiles à neutraliser, mais aussi difficultés à casser la mécanique de la mobilisation, via la messagerie Telegram et la chaîne Amad News administrée par le fils d'un religieux réformateur en

exil, qui a joué un rôle essentiel. Même si les autorités ont restreint l'accès à Telegram, à laquelle 40 millions d'Iraniens sont connectés. Signe toutefois que la situation reste encore largement sous contrôle : contrairement à 2009, les gardiens de la révolution et les bassidjis, une milice du régime islamique, n'ont pas encore été sollicités pour réprimer les manifestants. ■





JANUARY 1, 2018

## Abadi supports Arabization policy in disputed city of Kirkuk: Official

Baxtiyar Goran | January 01-2018 www.kurdistan24.net

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi supports Arabization policies against the Kurdish population in Kirkuk and has sent an envoy to meet with Arab tribes, a Kurdish official said on Monday.

Luqman Hussein, the Mayor of the Sargaran sub-district in Kirkuk, told Kurdistan 24 a delegation from the Iraqi Prime Minister's office had visited Kirkuk to discuss the situation with Arab tribal leaders.

According to Hussein, the delegation was led by a military commander ranked lieutenant general who visited the Kurdish villages in Kirkuk and also met with Arab tribal leaders in the area "to express the full support of Abadi's government for their demands."

"Abadi's representative has informed the Arabs that the villages, currently resided by the Kurds, are theirs and the government supports their ownership claim," he added.

Hussein revealed that Arabs in the Kurdish-populated area with the support of Iraqi authorities are planning to form a military force affiliated with Iranian-backed Hashd al-Shaabi's al-Badr Organization.

The Kurdish mayor urged the Kurdistan Regional Government (KRG) to focus on this issue and intervene to stop the Arabization process "otherwise the area of Qaraj and Kandenawa—Kurdish-populated areas between Erbil and Kirkuk provinces—will be empty of Kurds."

In areas surrounding the Sargaran sub-district of Kirkuk's Dibis district, Iraqi Federal Police supervised the newly-imposed Arabization process in Kurdish-majority villages with some residents reportedly given a 72-hour deadline to leave their homes.

The former Iraqi Ba'ath regime, under Saddam Hussein's dictatorship, implemented Arabization campaigns in Kirkuk Province and other Kurdish-populated areas in Nineveh, Salahadin, and Diyala.

The campaign was meant to change the demography of the areas by forcibly displacing the Kurdish residents and replacing them with Arabs from central and southern Iraq.

Arez Abdullah, a Kurdish MP from the Iraqi Parliament, previously stated that Arab families who were brought to the Sargaran region between 1975 to 2003 by the former regime had left the area after receiving compensation but now want to return. ●



JANUARY 7, 2018

## Iranian-backed Shia militias continue to target Kurdish houses in Khurmatu

Nadia Riva Nadia Riva | January 07-2018 www.kurdistan24.net

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – Members of the Iranian-backed Shia Hashd al-Shaabi militia blew up the home of a Kurdish family in Tuz Khurmatu on Saturday, according to local reports.

Human rights violations of an ethnic nature and targeted attacks against Kurds have increased in the oil-rich disputed province of Kirkuk, notably in Tuz Khurmatu which had already been suffering from instability prior to the Oct. 16 military takeover by Iraqi forces and Hashd al-Shaabi militias.

Since then, a new wave of displacement and humanitarian crisis hit the region as thousands of people, mostly Kurds, left Kirkuk and Khurmatu fearing targeted abuse and threatening behavior from Shia militias.

According to the KRG, in the aftermath of the October attack, over 180,000 people, mostly Kurds, have been displaced from Kirkuk and other disputed cities and been the targets of arsons, lootings, and threats, incidents confirmed by official bodies and international humanitarian organizations such as Amnesty International.

Local media reported that the gunmen were riding in cars belonging to the Hashd al-Shaabi, also known as the Popular Mobilization Forces (PMF) when they destroyed the house of Kurdish Khurmatu resident, Kareem Bakir.

"The attackers were driving two cars belonging to the federal police and one belonging to the PMF," a local Sulaimani-based news outlet reported.

Bakir and his family fled to Sulaimani hours after the Iraqi government seized the disputed town of Khurmatu.

He claims his house was deliberately destroyed. It is not exactly known how the house was demolished, but others in the area have been burned down and blown up.

Activists on social media circulated pictures of a house in ruins they asserted belong to the Kurdish family. Kurdistan 24 could not independently verify the claims.

Witnesses also added that abuses against the Kurdish population in Khurmatu are still being carried out by Turkmen militias operating under the umbrella of the PMF.



Kurdistan 24 could not reach any PMF official for comment as Iraqi authorities have banned correspondents from accessing the areas under the federal government's control.

Kurdish officials have repeatedly called for the international community and the UN to interfere in its ongoing dispute with the Iraqi Federal Government to put an end to existing tensions and abuses through peaceful dialogue.

In December, Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani called on his Iraqi counterpart to investigate abuses against Kurds in Kirkuk and Tuz Khurmatu. Others have warned of attempts to "disrupt the demographic composition" of Kirkuk and other disputed cities "through the forced displacement of Kurds," describing it as a new Arabization campaign to which Baghdad is turning a blind eye.

Kurdish officials have called on the UN to send a "fact-finding" group to "investigate and collect information" on the Kurdish villages being targeted by the new campaigns of forced displacements. The Kurdistan Region's Prime Minister, Nechirvan Barzani, has repeatedly warned that the UN has not taken the Khurmatu situation seriously. ◆

# Iran's ethnic minorities are playing a vital role in protests. Don't overlook the power in the provinces

By Brenda Shaffer January 6th 2018  
<http://www.foxnews.com>

Iranian government representatives and many Western journalists based in the capital of Tehran are reporting that the wave of anti-government protest demonstrations that began on December 28 has died down. But protests continued Friday and all this week in Iran's outer provinces, in both cities and rural areas among ethnic minorities. They could have enormous significance for the future of Iran.

The current protests are focused on a number of issues. But one motivation for the protests that has received little attention is the institutionalized discrimination against Iran's ethnic minorities and the greater economic hardship in Iran's periphery.

When the Soviet Union broke up into Russia and a host of smaller countries on its borders, the outer provinces that eventually became independent nations played a key role in the breakup.

We don't know if the provincial protests in Iran will split that country, but they bear close watching.

While the economic situation in Iran challenges all its citizens, the residents of Iran's periphery suffer greater hardship than residents of Iran's center. Income levels in the periphery are lower than in Tehran, unemployment rates are higher and government-provided services are at a lower level.

In Iran, which is often referred to as Persia, ethnic Persians comprise only about half the population and are located mostly in Iran's center. Iran's periphery is populated mostly by ethnic minority groups: Azerbaijanis and Kurds in Iran's northwest; Turkmen in the area of Mashad near the border with Turkmenistan; Baluch in the regions bordering Pakistan and Afghanistan; and Arabs in Iran's southwest.

The Azerbaijanis are Iran's largest minority group, comprising approximately one-third of the population, followed next by Iran's Kurds.

The first protest demonstrations emerged in the city of Mashad. Western media described Mashad as a "holy city" due to the presence of the Iman Reza Shrine there, but did not focus on its large Turkmen population. From Mashad, the protests spread to the Kurdish and Arab provinces of Iran, not appearing in Tehran until the third day.

A map of the geographic locations of the protests illustrates where demonstrations have taken place border provinces. While the ulti-



mate outcome of this wave of protests will be settled in Tehran, it's important to note that the multiethnic composition of protests in other areas is a sign of the relative weakness of the government's control in Iran's border regions.

Some of the protestors are chanting slogans in minority languages and airing ethnic nationalist demands. On Friday one of the most provocative protests of the week took place during a soccer match in the city of Tabriz, in Iran's East Azerbaijan province. Organized spectators called for Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei to resign and chanted ethnic slogans while live Iranian television broadcast the match as well as their protests.

Events in neighboring countries affect attitudes and developments among Iran's ethnic minorities, since they share family and other ties with people of the same ethnicity in neighboring countries.

For example, the Iranian government's actions - coordinated with the Iraqi government - to suppress Kurdish independence from Iraq have included military attacks on Kurds in Iraq, fueling indignation among Iran's Kurdish citizens. The straddling of ethnic minorities across borders also complicates Iran's foreign policy, since its relations with its neighbors have domestic ramifications.

Iran does not allow ethnic minorities to use their native languages in official settings, such as in courts and schools. And Iranian official media often ridicule Iran's ethnic minorities, leading at times to anti-government protests.

While the economic situation in Iran challenges all its citizens, the residents of Iran's periphery suffer greater hardship than residents of Iran's center. Income levels in the periphery are lower than in Tehran, unemployment rates are higher and government-provided services are at a lower level.

In addition, some outlying provinces have suf-

fered from extensive environmental pollution and degradation, sparking protests in recent years.

The current wave of protests centered in Iran's periphery is not the first sign of recent opposition in Iran's border provinces to the central government. In the last year, ethnic minorities carried out a number of terrorist attacks against state installations and members of the military. These include attacks in June by Iranian Kurds on the Iranian parliament and Khomeini Mausoleum, as well as frequent attacks on Iranian border guards in Iran's northwest.

In any potential revolutionary situation, the critical factor affecting the outcome is the loyalty of the security and military services. In the provinces, locally based security services and police will be less likely to fire on members of their own communities than will the security services operating in Tehran and other large urban centers.

A crucial factor to watch will be if the Iranian regime moves security forces around different parts of the country to squash the protests. This would be more effective, but also would indicate that the rulers can't count on local security forces to do the job in the provinces and suppress the demonstrators

The international media covering the protests in Iran need to travel outside Tehran and report the developments unfolding in the provinces to get a fuller picture of what is really going on in the country. If the protests escalate into a full-blown revolution - and no one knows if this will happen - the provinces could play a critical role.

Brenda Shaffer is an expert on Iran and a professor at Georgetown University. She is also a fellow at the Atlantic Council. She is the author of "Borders and Brethren: Iran and the Challenge of Azerbaijani Identity." ♦

# Kurdish airport: passengers numbers plummeted 86% under embargo

By Mohamed Mostafa Jan 4, 2018,  
www.iraqinews.com

**B**aghdad (IraqiNews.com) Passengers numbers at the Kurdistan Region's Sulaimaniyah Airport declined by 86% after the Iraqi government imposed a flight embargo on the region, the airport's chief said Thursday.

Shafaq News quoted Taher Abdullah saying in a press conference that the airport had used to record the arrival of 50.000 per month before the embargo, which declined after the measure to 6000-7000 per month.

Iraqi Alqurtas News quoted Abdullah saying in the same conference that the airport recorded



the entrance and exit of 485000 passengers in 2017, a drop of 7 percent from the preceding year.

Abdullah said that despite the embargo, the airport maintained its rate of operations, with only one contracted company revoking its engagement with the airport.

The Baghdad-based Iraqi government had imposed an embargo on flights on Kurdistan's Sulaimaniyah and Erbil airports following a vote for independence the autonomous region's government ran in September, which Baghdad deemed illegal.

Recent reports have pointed to imminent talks between both governments to resolve pending disputes over the administration of the region's airports as well as other contentious subjects. ●

**L'EXPRESS** .fr 10 janvier 2018

# Turquie: le leader kurde détenu Demirtas dit abandonner toute ambition politique

Par AFP, le 10/01/2018  
<https://www.lexpress.fr>

**A**nkara - Le leader du principal parti prokurde de Turquie, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis novembre 2016 pour activités "terroristes", a affirmé avoir abandonné toute ambition politique personnelle, après avoir renoncé à la présidence de sa formation.

"Faire carrière en politique n'est pas quelque chose qui me préoccupe. La seule position que j'adopte, c'est de me battre pour la démocratie, la liberté, les droits de l'homme et la paix", a affirmé M. Demirtas dans des réponses écrites à des questions de l'AFP transmises par l'intermédiaire de ses avocats.

"Je suis déterminé à défendre cette position en tout temps et en tout lieu. C'est pour cela que je n'ai pas pour projet d'être député, chef de parti ou candidat à la présidence", a ajouté M. Demirtas, à l'approche d'élections municipales, législatives et présidentielle en 2019.

Cet avocat de formation avait déjà annoncé la semaine dernière qu'il ne se présenterait pas pour un nouveau mandat à la co-présidence du Parti démocratique des peuples (HDP) lors d'un congrès prévu le 11 février.

M. Demirtas, 44 ans, dont huit à la tête du parti, a été arrêté avec une dizaine d'autres députés du HDP en novembre 2016, alors que les purges lancées après le putsch manqué de juillet 2016 s'étendaient aux milieux prokurdes.

- 'FORTE PRESSION' -

M. Demirtas a expliqué qu'il était actuellement détenu dans la prison d'Edirne (nord-ouest), dans une cellule partagée avec un autre détenu. Sa famille est autorisée à lui rendre visite une heure par semaine.

M. Demirtas s'est révélé sur la scène nationale lors de l'élection présidentielle de 2014, où il a frôlé les 10% et s'est imposé comme le principal rival du président Recep Tayyip Erdogan.

Accusé notamment de diriger une "organisation terroriste", de "propagande terroriste" et d'"incitation à commettre des crimes", le leader pro-kurde risque jusqu'à 142 ans de prison.

"Le système judiciaire en Turquie a toujours été mauvais, mais, désormais, il est complètement fini, sans issue et les procédures sont sous forte pression", a-t-il déclaré.

Depuis son arrestation, M. Demirtas, contre lequel une centaine de procédures judiciaires ont été engagées, n'a encore jamais comparu devant un tribunal.

Estimant que sa détention vise à "briser (sa) volonté", M. Demirtas continue néanmoins de croire en sa libération.

"Je serai certainement libéré un jour, mais ce ne sera pas grâce à une décision judiciaire juste, ce sera du fait de développements politiques", a-t-il avancé.

- APPROCHE 'OPPORTUNISTE' -

Les autorités turques accusent le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terro-



Une photo de Selahattin Demirtas, leader du principal parti prokurde de Turquie incarcéré depuis novembre 2016, lors d'une manifestation le 8 avril 2017 à Istanbul  
afp.com/YASIN AKGUL

riste" par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Mais le parti, troisième formation au Parlement, rejette ces allégations, affirmant être visé en raison de son opposition énergique au président Erdogan.

Selon le HDP, neuf de ses 59 députés élus en novembre 2015 sont actuellement en prison. Et cinq d'entre eux ont également été déçus de leur mandat, dont son ancienne co-présidente Figen Yüksekdag, également incarcérée et remplacée à ce poste par Serpil Kemalbay en mai dernier.

Face aux combats quasi-quotidiens entre forces de sécurité et rebelles kurdes qui ensanglantent le sud-est à majorité kurde de la Turquie depuis la rupture d'un cessez-le-feu à l'été 2015, M. Demirtas se montre peu optimiste quant à une solution à ce conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Dénonçant une approche "opportuniste" du gouvernement sur la question kurde, M. Demirtas a déclaré que "la politique qui met pression sur les Kurdes et les restreint en utilisant la violence et la guerre se poursuit".

Par conséquent, a-t-il déploré, "une solution politique semble très compliquée aujourd'hui".◆



# IRAN

## Le régime souffle l'effroi

Après les manifestations qui ont fait une vingtaine de morts dans plusieurs villes de province, les autorités reprennent la main, menaçant de lourdes sanctions ceux qui osent défilé et braver la peur de la répression.

### ANALYSE

Par  
**CÉLIAN MACÉ**

**S**ûr de lui, le chef des Gardiens de la révolution, le général Mohammad Ali Jafari, a proclamé mercredi «la fin de la sédition». La fronde qui agite l'Iran depuis une semaine a basculé dans une nouvelle phase. Le signal a été donné la veille par le Guide suprême: «Les ennemis de l'Iran se sont unis en utilisant leurs moyens, leur argent, leurs armes [...] et leurs services de sécurité pour créer des problèmes au régime islamique», a-t-il dit lors d'une visite à des familles de martyrs de la guerre Iran-Irak. L'ayatollah Khamenei, filmé par la télévision d'Etat, s'adressait en réalité aux 80 millions d'Iraniens. En sortant de son silence, et surtout en qualifiant ainsi les manifestants qui défient le pouvoir depuis une semaine en descendant dans les rues de dizaines de villes du pays, il a sifflé le «coup d'envoi de la répression», estime Ali Ansari, professeur d'histoire et spécialiste de l'Iran à l'université écossaise Saint Andrews. «Personne ne doit se faire d'illusion, elle arrive. Les Gardiens de la révolution, qui se tenaient jusqu'ici en retrait, vont entrer dans

le jeu. Ceux qui ont pensé que les choses avaient changé se trompent. En 2009 aussi, le régime avait mis du temps à réagir. Ce délai d'observation est normal. Cette fois, il a certes été pris par surprise, mais vingt personnes sont mortes en quelques jours, ça fait une grosse différence! La répression sera implacable.»

### AUCUNE PITIÉ

Dans le sillage du Guide, mardi, le procureur général d'Iran, Mohammad Jafar Montazeri, a affirmé que les tribunaux n'auraient aucune pitié pour les «émeutiers», et le chef du pouvoir judiciaire, Sadeq Larijani, a prévenu que les Iraniens qui oseraient continuer à manifester seraient punis de sanctions plus lourdes. «Comme en 2009, deux chefs d'accusation vont être utilisés: celui d'atteinte à la sûreté de l'Etat, et celui de mohareb, littéralement

«celui qui part en guerre contre Dieu». Les condamnations vont de dix ans de prison à la peine capitale, rappelle Karim Lahidji, président d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme. Puisque la République islamique est considérée comme sacrée, celui qui prend les armes contre elle, même un couteau ou un simple bâton, peut être accusé d'être mohareb. En 2009, une dizaine de personnes ont été condamnées à mort pour cela. Quand le chef du tribunal révolutionnaire de Téhéran utilise ce terme publiquement, mardi, tout le monde en Iran comprend la menace.»

### CENSURE

La peur est l'une des armes les plus efficaces du régime. Voilà bientôt trente-neuf ans que la République islamique la distille dans les veines de la société iranienne. A tel point que rares sont aujourd'hui les témoi-



Manifestation à Doroud, dans l'ouest du pays samedi, lors de laquelle deux personnes sont mortes. PHOTO: AY COLLECTION SIPA



gnages qui parviennent à sortir des frontières du pays. Sur place, les quelques journalistes occidentaux sont cloîtrés à Téhéran. Les Iraniens qui parviennent à déjouer la censure d'Internet et les coupures de réseaux sociaux refusent le plus souvent de parler aux médias, de crainte des représailles. Quand certains le font, c'est toujours de façon anonyme (lire les témoignages page 3). Leur parole est précieuse, mais tous ces filtres la rendent difficilement représentative. Eduqués, connectés, relayés par la diaspora, souvent anglophones, ils sont plus proches du «mouvement vert» de 2009 que de ces jeunes des quartiers populaires qui crient chaque nuit leur colère. «En 2009, c'était un mouvement organisé qui demandait une chose: revenir sur les résultats électoraux. Aujourd'hui, il n'y a ni leadership ni objectif commun, analyse Karim Mahidji. Les militants du mouvement vert se méfient. Ils savent qu'en poussant les manifestations trop loin, ils vont non seulement subir une nouvelle vague de répression, mais aussi affaiblir le président Rohani, un modéré qui a permis des avancées.»

### «ÉPARPILLEMENT»

«Depuis 2009, l'appareil sécuritaire a perfectionné sa mécanique de répression mais cette fois il est confronté à un problème technique: la contestation est très éparpillée, elle se déroule dans de minuscules villes de province, ajoute Mohammed Reza Djalili, professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales de Genève. Hassan Rohani n'aura pas d'autre choix que de se plier à la décision du Guide, mais il risque d'avoir un problème d'image à l'international. Car quand les Gardiens de la révolution sont lâchés, ils sont difficiles à retenir.» Le régime aura-t-il seulement besoin d'en arriver là? Ou ses menaces suffiront-elles? Mardi soir, la nuit a été plus calme que d'habitude. Le régime a organisé une démonstration de force pour ponctuer les propos de Khamenei: des dizaines de milliers de partisans du Guide ont défilé dans plusieurs villes d'Iran. Une façon symbolique de montrer que la rue lui appartient. «Les protestataires n'ont pas la moindre chance de résister à la machine répressive, juge Ali Ansari. Mais la frustration qu'a exprimée ce peuple de déshérités, qui n'a rien à perdre à la différence de l'intelligentsia ou de la classe moyenne, referra surface un jour.»

AFP

## Iran: trois agents du renseignement tués par des rebelles à la frontière irakienne

Téhéran, 3 janvier 2018 (AFP)

Trois agents des services de renseignement iraniens ont été tués mercredi dans des affrontements avec rebelles kurdes iraniens dans une région de l'ouest de l'Iran, a rapporté l'agence Mehr.

"Ils sont tombés en martyr lors d'un affrontement avec des éléments contre-révolutionnaires dans la région de Piranshahr" près de la frontière avec le Kurdistan irakien, a précisé l'agence.

Les provinces de cette région, habitées de Kurdes, sont souvent le théâtre d'accrochages entre les forces de sécurité. ●

LE FIGARO

4 janvier 2018

# Rohani ressort le poil à gratter des Moudjahidins

Le président iranien a demandé à Emmanuel Macron d'agir contre ses opposants en exil, toujours abrités en banlieue parisienne.



Emmanuel Macron et le président iranien, Hassan Rohani, lors d'une rencontre en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, le 18 septembre 2017. LUDOVIC MARIN/AFP

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Aux motifs récurrents de discorde entre Paris et Téhéran, sur le programme iranien de missiles balistiques et les « tentations hégémoniques » de la République islamique au Moyen-Orient est venu s'en ajouter un autre : la présence en France des opposants au régime de Téhéran, les Moudjahidins du peuple (MKO), cette organisation d'inspiration islamo-marxiste agissant comme une véritable secte, mais aux moyens financiers conséquents.

Lors de l'entretien téléphonique d'une heure mardi entre Emmanuel Macron et le président Hassan Rohani, ce dernier a demandé au chef de l'État d'agir contre un « groupe terroriste », impliqué dans les manifestations, qui secouent le pouvoir iranien depuis une semaine. « Nous critiquons le fait qu'un groupe terroriste ait une base en France et agisse contre le peuple iranien et encourage la violence. Nous attendons du gouvernement français qu'il agisse contre ce groupuscule terroriste », a dit Rohani à Macron, selon des propos rapportés par la télévision d'État à Téhéran. Le responsable iranien a ajouté que son pays « détenait des preuves que le MKO appelle à des violences et à des assassinats », précise une autre source. Un porte-parole des Moudjahidins a répondu que les « propos (de Rohani) reflètent avant tout l'affolement du régime des mollahs face à l'étendue du soulèvement (...) et à la popularité grandissante » de leur organisation en Iran. Pourtant, si des slogans pro-Moudjahidins ont bien été scandés par des manifestants, la plupart des observateurs s'accordent à reconnaître que l'influence du MKO est marginale dans la contestation, ce mou-

vement ne bénéficiant pas d'un large soutien dans le pays. En clair, le pouvoir en profite pour mettre la pression sur Paris, cherchant à montrer une certaine incohérence dans la politique extérieure française, qui privilégie, elle aussi, la lutte antiterroriste.

Les Moudjahidins sont un vieux poil à gratter entre Paris et Téhéran. « À chaque entretient avec les Iraniens, nous avons droit à une remarque sur le MKO », précise-t-on à l'Élysée. Chassés d'Iran à la suite d'un de leurs attentats, qui tua le numéro deux du nouveau régime islamique en 1981, les Moudjahidins installèrent leur direction à Auvers-sur-Oise, en banlieue parisienne. Mais en 1986, alors que la France se rapprochait de l'Iran pour faire libérer ses otages détenus au Liban, leur chef Massoud Radjavi était expulsé. Son épouse, Maryam, prit le relais, mais en 2003, avant un voyage de Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, à Téhéran, la passivité fut arrêtée en France parmi 160 personnes, puis libérée après deux semaines de protestation de ses supporters, marquées par des immolations.

**« Nous critiquons le fait qu'un groupe terroriste ait une base en France et agisse contre le peuple iranien et encourage la violence »**

HASSAN ROHANI, PRÉSIDENT IRANIEN

L'emprise de leur chef, qui fit passer un message codé à ses troupes pour cesser leur fronde, fit froid dans le dos des policiers qui l'avaient mise en garde à vue.

Même si au cours d'une opération de police à Auvers-sur-Oise furent saisis des documents cryptés et une partie de leurs archives - dont leur participation à la répression antikurde menée par leur allié Saddam Hussein au printemps 1991 - l'enquête judiciaire aboutit en 2014 à un non-lieu. Ce qui provoqua la colère de Téhéran.

« Le MKO a changé », soutiennent ses partisans en France. Ils sont assez nombreux. À défaut de mener des opérations à l'intérieur de l'Iran, le MKO a opté pour la guerre de l'information contre Téhéran. Surfant sur la mauvaise image de l'Iran pendant les années Ahmadinejad (2005-2013), les Moudjahidins sont parvenus à se refaire une virginité. En 2008, grâce à un puissant travail de lobbying auprès des eurodéputés à Bruxelles, ils ont été retirés de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne. En France, une kyrielle de députés, sénateurs et anciens ministres les soutient. Chaque année ou presque, ils organisent à Paris un méga-show auquel participent leurs relais américains, et pour la première fois en 2016, un responsable saoudien, le prince Turki al-Faysal, ancien patron du renseignement d'Arabie, et bien sûr une poignée de porte-voix français. « Les Américains touchent 25 000 dollars, les Français et les autres 12 500 pour une intervention d'environ 15 minutes chacun », révèle un diplomate français, qui a longtemps suivi le dossier iranien.

Emmanuel Macron va-t-il croiser le fer contre le MKO ? Peu probable sans contrepartie. « Nous n'avons aucun dialogue avec eux », souligne-t-on à l'Élysée, le président a répondu à Rohani que ses accusations étaient graves et que la France allait les examiner. » Depuis trente-cinq ans, les Moudjahidins sont une carte entre les mains des autorités

françaises. Or, même si depuis la signature de l'accord nucléaire de 2015 entre Téhéran et les Occidentaux, la relation franco-iranienne s'est améliorée, elle connaît depuis quelques mois de sérieuses tensions. « Il n'y a pas de confiance entre nous », confiait récemment un haut responsable iranien de passage à Paris. Téhéran reproche à la France de ne pas s'opposer avec assez de fermeté au projet de Donald Trump de « détricoter » l'accord de 2015.

Autre grief : la frilosité des banques françaises à financer le renouveau économique iranien. « Airbus et Peugeot recourent à des banques italiennes pour leurs investissements chez nous », regrette-t-il ce haut responsable, qui ajoutait : « Le dossier nucléaire n'est pas une success story pour l'Iran. » Le marasme économique persistant est à l'origine des troubles actuels. Pour apaiser les contestataires, le président Rohani aurait bien besoin d'une action contre le MKO. Mais Paris a des exigences : que l'Iran freine son aide aux milices chiites irakiennes - dont Macron réclame le démantèlement - et favorise une vraie transition du pouvoir en Syrie. Autant d'irritants qu'il faudra apaiser avant le voyage prévu cette année d'Emmanuel Macron en Iran, le premier depuis quarante ans d'un président français. ■



JANUARY 5, 2018

## Iranian cleric calls Kurdistan 'second Israel', accuses it of being involved in protests

Nadia Riva January 05-2018 kurdistan24.net

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – During a Friday prayer sermon in Tehran, Ahmed Khatami blamed Erbil and other capitals of being behind the wave of anti-government protests in Iran, and called the Kurdistan Region a “second Israel.”

Protests erupted across Iran over a week ago, spurring up in various cities. Twenty-four people so far have been killed in some violent incidents, while hundreds of protesters have been arrested as police and government headquarters were being targeted.

In a Friday sermon in the Iranian capital, Ahmed Khatami, a senior Iranian cleric, also accused the US of wanting to create a “second Israel” in the region, but claimed that Iran had successfully “thwarted the plan.”

Khatami was referring to the referendum on independence held in the Kurdistan Region on Sep. 25, which saw an overwhelming support for secession from Iraq.

Iran has played a pivotal role in helping Baghdad in punishing the Kurdistan Region, by closing its borders – and only recently reopening them – and with its proxy network of Iranian-trained and funded Shia militias, known as the Hashd al-Shaabi, who helped the Iraqi forces forcibly take control of disputed territories in retaliation to the vote.

The Friday prayer leader claimed the US would attempt to send weapons for anti-Iranian operations through Erbil and via the Afghan border.

“This was aimed at putting an end to the Islamic Republic,” he stated.

The Kurdistan Regional Government has



*Iranian senior cleric Ahmad Khatami delivers his sermon during Friday prayer ceremony in Tehran, Iran, Friday, Jan. 5, 2018. (AP Photo/Ebrahim Noroozi)*

refrained from commenting on the Iranian protests since they first broke out.

On Wednesday, Iran deployed their Revolutionary Guards forces to three provinces to crackdown on anti-government protests following six days of country-wide demonstrations which left 22 people dead and hundreds more arrested.

Pro-government demonstrators, however, have accused the United States, Israel, and Britain of instigating the anti-government protests. ♦

**The Telegraph** JANUARY 8, 2018

## German-Kurdish footballer Deniz Naki claims he was shot at by Turkish authorities in drive-by assassination attempt

Justin Huggler 8 January 2018  
<http://www.telegraph.co.uk>

A professional footballer claimed on Monday that he was shot at by Turkish intelligence in an assassination attempt linked to his criticism of the regime of President Recep Tayyip Erdogan.

Deniz Naki, a Kurdish-German former midfielder for FC St Pauli, a second division side from Hamburg, escaped injury when his car came under fire in a drive-by shooting on the Autobahn in Germany on Sunday.

Showing two bullet holes in his car, Naki told reporters that his political stance may have led to the shooting by Turkish intelligence or government supporters.

A German citizen of Kurdish descent, Mr Naki has been a vocal critic of the Turkish government. He has repeatedly clashed with Turkish authorities since moving to the country to play for Amedspor, a second division side in the Kurdish city of Diyarbakir.

Last year he was found guilty of promoting the banned Kurdistan Workers' Party (PKK) and handed a suspended jail sentence by a Turkish court.

German police confirmed the highly unusual shooting incident and said an investigation had



been opened, but there were currently no leads as to who was responsible.

“Towards 11pm the football player’s car came under fire on the A4 in the direction of Cologne. A murder investigation has been opened. We are investigating an attempted murder. Thank God nothing happened and Mr Naki was unhurt,” a spokesman for prosecutors said.

Mr Naki, who had an unsuccessful trial for Nottingham Forest before moving to St Pauli in 2012, yesterday showed reporters two bullet-holes in the window and near the wheel of his car.

“I was on the way back from Aachen, where I had been visiting a friend,” he told Welt newspa-

per. “It happened on the A4 Autobahn just before Düren, at around 11 pm. I was in the slow lane when I suddenly heard gunshots.

“On my left, behind me, was a black estate car. The gunshots came from it. I immediately pulled off onto the hard shoulder and called the police.”

Drive-by shootings are extremely rare in Germany, where gun ownership is subject to strict laws.

“I could have died,” Mr Naki said. “I always knew something like this could happen. But I would never have expected it to happen in Germany.”

“I believe it was MIT,” he said, referring to the Turkish intelligence agency. “Or some one who doesn’t approve of my political stance.”

If his claims the attack was a Turkish intelligence operation prove true, it could further damage already strained relations between Berlin and Ankara.

Angela Merkel has demanded the release of several German citizens being held in Turkey on what the German government says are trumped up terror charges.

German authorities are investigating allegations that Turkish intelligence has been seeking to pressurise opponents of the Erdogan regime who live in Germany. ●

# PUK, KDP push for a united Kurdish list in Iraqi elections

By Rudaw.net 7/1/2018

SULAIMANI, Kurdistan Region — Top leaders from the KDP visited PUK headquarters on Sunday, where they agreed the Kurdistan Region is in a "new phase" and "unity" has to be the priority of both parties amid economic crises and upcoming Iraqi elections.

Following a meeting, KDP Deputy Head Nechirvan Barzani and Mala Bakhtiyar, a senior PUK leader, each spoke with the media in Sulaimani.

"The meeting was very important given the current phase in Kurdistan and the negotiations in which we hope start with Baghdad. We exchanged views. And we reached an agreement to continue such meetings in the future," said Barzani.

Barzani, who is also KRG prime minister, called on Kurdish parties to participate in Iraqi elections as a united coalition.

"Both sides agreed that what could lead us to success is that we, as all the Kurdistan parties, be united including all the other components and together pass the current hard phase engulfing the Kurdistan Region," he added.

Iraq has parliamentary and provincial elections scheduled for May 12. Official high-level talks between the federal and regional governments have not taken place following tensions created by Baghdad taking control of most of the disputed or Kurdistan areas like Kirkuk claimed by both capitals.

Both leaders stated that they were not aware of a visit by a delegation of Kurdish opposition parties to Baghdad earlier this week where they met with Iraqi officials including PM Haider al-Abadi.

"We were not aware of the visit



KDP Deputy President Nechirvan Barzani speaks in a joint press conference with Mala Bakhtiyar, a senior PUK leader, in Sulaimani on January 7. Photo: Rudaw TV

to Baghdad," said Barzani. "We thought it would be better if all the other parties had gone with them to Baghdad, even if it was [not meant to be on a government level] ... in order to defend the Kurdistan Region with one voice.

"It would be much, much better than three parties going to Baghdad alone," he said.

Barzani reiterated KRG's willingness to enter into talks with Baghdad within the framework of the Iraqi constitution to solve outstanding issues.

The Change Movement (Gorran), the Islamic Group (Komal), and the Coalition for Democracy and Justice (CDJ) of the former KRG PM Barham Salih, defended their visit to Baghdad with Iraqi PM Haider al-Abadi independent of the KRG, citing a lack of PUK and KDP interest to form an interim government.

"Our government has obtained its legitimacy from the parliament and the vote of the people," said Barzani while standing next to Bakhtiyar.

The PUK and KDP have a combined 56 of 111 seats in the Kurdish parliament following the 2013 elections.

PM Barzani, however, welcomed any "positives" that may come out as the result of the opposition delegation that visited Baghdad including with regards to their budgetary disputes.

Barzani described PUK-KDP relations as "historical" and "important" and that it "has to be deepened and sustained." The late PUK founder Jalal Talabani, like many other of his followers, were originally KDP members and instrumental in creating the foundation for the modern Kurdistan Region. The two parties share alliance pact since 2007, called the Strategic Agreement. It paved the way for a power-sharing system between the two parties ever since.

The only condition which "makes us succeed at this period of time is unity," urged Barzani about the bond between the PUK and KDP, as well as other Kurdish par-

ties.

Bakhtiyar, from the PUK, described the recent time as a "new phase" and urged the resolution of the economic crisis to be the priority of both parties.

"We opened a new door in order for talks to continue so as to know where we head and reach and how we could altogether resolve the economic crisis," he said

Bakhtiyar said the three opposition parties to visit Baghdad "did not discuss the details of their visit with any party yet."

"[N]egotiations must be only through the KRG," he said. "American, British, the EU, and the UN have emphasized that the KRG carries the responsibility of the negotiation within a united Iraq per the constitution"

Echoing Barzani's stance, Bakhtiyar said, the KDP-PUK strategic agreement "fulfilled its historical duties" and no conspiracies could stand against it.

While no formal agreement was announced between the ruling KDP and PUK, Bakhtiyar revealed both are currently pondering "new relations."

Barzani answered a question about Iran claiming that Erbil somehow had interfered in Iranian affairs by colluding with the US Central Intelligence Agency to incite anti-government and regime protests in Iran which began on December 28.

The Kurdish premier emphasized the importance of the stability of Iran for the Kurdistan Region, denying Iranian claims.

"It is more like a comedy than reality, even the way it was said. We, in the Kurdistan Region, do not have a hand in these problems with Iran. Iran is an important neighbor," he said.

Also on Sunday, Kurdish parties, less the KDP, met to discuss forming a joint list of the Kurdish parties to run for the parliament and provincial elections in Kirkuk. Bakhtiyar said that party officials from the PUK and KDP in Kirkuk have been asked to reach an agreement in this regards within the next few days. ■

REUTERS

## Baghdad reports "atmosphere of trust" in talks with Kurdistan region

BAGHDAD, January 15, 2018 (Reuters) -by Maher Chmaytelli

**Iraq's central government said "an atmosphere of trust" marked talks held on Monday with the semi-autonomous Kurdistan region to resolve a conflict that triggered armed clashes in October.**

Envoys of the two sides met in the Kurdish regional capital Erbil in northern Iraq and discussed major issues including security, control over the Kurdistan Regional Government's (KRG) land borders, airports, the oil industry, customs revenue and river dams, a statement from the Iraqi cabinet said.

"The meetings were held in an atmosphere of trust and understanding and

concluded...by formulating a number recommendations" to help resolve the issues, the statement added, giving no further details.

Conflict broke out after the KRG held a referendum on independence at the end of September, angering neighbouring states including Turkey and Iran, with their own restive Kurdish minorities, and drawing rebukes from the Iraqi Kurds' key Western supporters, the United States and European Union.

Under Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi's orders, government forces responded to the referendum by dislodging Kurdish militia from disputed regions including the oil city of Kirkuk.

Abadi also retaliated with a series of measures curtailing the KRG's autonomy, including a ban on direct international travel to the two main Kurdish airports. ●

# UK 'inadvertently helped neuter' Middle East ally the Iraqi Kurds

## Ministers told of precise links between Iran and Baghdad-backed Shia militia operating in Iraq, claims former UK and Nato official

Patrick Wintour, Diplomatic editor  
 Mon 8 Jan 2018  
[www.theguardian.com](http://www.theguardian.com)

Foreign Office ministers inadvertently helped neutralise the Iraqi Kurds, one of Britain's most effective allies in efforts to limit Iranian influence in the Middle East, a former UK and Nato official has claimed.

The claims, which refer to the weeks in September and October 2017 when the Iraqi government moved against Kurdish militia after an independence referendum, are expected to be raised with the Foreign Office minister Alistair Burt at a parliamentary hearing on Tuesday in which the UK government will be asked to justify its assertion that Baghdad has recaptured disputed Kurd-held territory with "limited clashes and loss of life".

Kurdistan, against overwhelming international advice, held a vote on independence in

September that prompted Baghdad to react by forcibly taking back disputed territories outside the Iraqi Kurdish region's original 2003 borders, including Kirkuk and the surrounding oilfields.

Tom Hardie-Forsyth, a former Cabinet Office and Nato official and now an informal adviser to the Kurdistan regional government, said in written evidence to the foreign affairs select committee that UK ministers possessed detailed intelligence warning of the precise links between Tehran and the Baghdad-backed Shia militia operating in Iraq.

There have been numerous claims of human rights abuses led by these militia, notably by parts of the Hashd al-Shaabi (Has), also known as the Popular Mobilisation Forces, to remove Kurds from Kirkuk.

Baghdad's tough response has led to turmoil among the Kurdish political leadership, a near breakdown in relations between the Kurdish and

Iraqi governments, and a weakening of the UK-trained peshmerga forces that played a key role in driving the Islamic State out of northern Iraq. Burt will be asked by the committee whether he agrees with the Iraqi embassy's assertion that it is "entirely false" to say militias backed by the Iranian Revolutionary Guards were involved in the recapture of the disputed Kurdish territory.

Hardie-Forsyth said confidential UK intelligence documents, which have been "circulating in official departments since at least February 2016", showed Iran's "high-level aim to create through Iraq and Syria an unbroken land corridor to the Middle East North Africa Region to further threaten Israel and Lebanon".

His evidence also claims that after the capture of the disputed territories, Iranian-backed forces "successfully encouraged Baghdad to take a heavily punitive approach to the Kurds post-referendum, thus advancing Tehran's ends [...] up to and beyond the Iraqi-Syrian border".

Warning that Baghdad's tolerance of Shia militia is only storing up further anger among Iraq's Sunni communities, Hardie-Forsyth claims that the Iraqi government and these militia are changing the demography of Sunni areas – especially in Diyala province, close to the Iranian border – as well as in those with Kurdish, Christian and Yazidi majorities.

He warned this sectarian cleansing may recreate the circumstances that led to Isis announcing its so-called caliphate three and half years ago.

"The situation now is much worse than before 2014, in that a major portion of the Sunni settlements are destroyed, with thousands killed, and, till now, more than 1 million Sunni Arabs are internally displaced in the Kurdish region of Iraq," Hardie-Forsyth wrote. "Notably the majority are extremely reluctant to return to their home area because they are now equally scared of the behaviour of Has."

He said the UK government's official response to this had "frankly been muted at best", while France and Germany had taken a far more robust approach. Hardie-Forsyth urged the government to urgently reappraise the UK's "blanket support" of Baghdad given the latter's acceptance of the Shia militias' behaviour.

The Foreign Office argues in its defence that it repeatedly warned the Kurdish leadership not to go ahead with a unilateral referendum, and tried in the two days before the poll to engineer a compromise that the Kurds rejected. It said it was working to bring about a reconciliation between the Kurds and Baghdad, adding that it was putting effective private pressure on Iraqi government to pull back its militias. ●

### An estimated 30m ethnic Kurds live in a region spanning four countries



**Turkey**

Armed conflict between the Turkish government and the Kurdish Worker's Party (PKK) has flared up again. Ankara is also determined to thwart military or political cooperation between Turkish and Syrian Kurds

**Syria**

The People's Protection Units (YPG) have pushed back the fighters of Islamic State in northern Syria to carve out a sphere of Kurdish influence which is now agitating Turkey

**Iraq**

Kurds have most political autonomy in Iraq where the Kurdistan Regional Government administers their homeland. The KRG's army, known as the Peshmerga, are also fighting Isis

**Iran**

Kurdish relations with Tehran have often been tense since the Iranian revolution. The Democratic Party of Iranian Kurdistan campaigns for greater autonomy



A TÉHÉRAN ET DANS UNE VINGTAINE DE VILLES, LA POPULATION MANIFESTE AVEC VIOLENCE CONTRE LA VIE CHÈRE, LE CHÔMAGE ET LA CORRUPTION. LE PRINTEMPS PERSE COMPTE DÉJÀ SES MORTS

*A l'université de Téhéran, le 30 décembre, une femme brave les gaz lacrymogènes de la police antiémeute.*

**IRAN** Ils attendaient beaucoup mais l'horizon reste bouché, alors ils lèvent le poing. La réélection en mai du président modéré Rohani, l'accord sur le nucléaire et la levée des sanctions avaient suscité des espoirs, mais le redressement économique n'est toujours pas au rendez-vous. Depuis plusieurs mois, le mécontentement couvait. La première manifestation d'ampleur a eu lieu le 28 décembre à Mashhad. En trois jours, elle a essaimé dans tout le pays et embrasé Téhéran. Le régime muselle les réseaux sociaux, disperse les rassemblements, mais chaque foyer étouffé crée de nouvelles étincelles. Les oppositions se durcissent et la répression s'intensifie: déjà 12 morts au 1<sup>er</sup> janvier.

# LA SOCIÉTÉ ENTRE EN ÉBULLITION



*Le samedi 30 décembre, à Téhéran, la police antiémeute disperse les manifestants avec des gaz lacrymogènes.*



*Devant l'université de Téhéran, la jeunesse est le fer de lance de ces mouvements de plus en plus suivis.*

## ➤ PASDARANS ET CORROMPUS « MOLLARCHISTES » ONT TISSÉ UNE INEXTRICABLE TOILE D'ARAIGNÉE DE POTS-DE-VIN ET DE PONCTIONS QUI GANGRÈNENT TOUTE LA SOCIÉTÉ

PAR CATHERINE SCHWAAB

**J'**ai travaillé trente ans sans compter mes heures, j'ai pris des responsabilités. Eh bien ! Au fil des années, je suis devenue de plus en plus pauvre. Et là je ne suis plus payée depuis cinq mois. Mes enfants sont au chômage, je ne peux pas les aider ! » C'est une quinquagénaire au bord des larmes, lèvres tremblantes, qui crie son désespoir. Elle est peut-être infirmière-chef, employée de banque ou enseignante. C'est la première fois qu'elle descend dans la rue. Contrairement à ses collègues, à beaucoup de retraités, d'ouvriers qui protestent publiquement contre le non-paiement de leurs salaires, cette femme avait jusqu'ici sa fierté. Mais à présent, tant pis, ras le bol. « Ce gouvernement corrompu s'en met plein les poches, sans même se cacher ! » L'indécence a des limites.

Régulièrement, dans les rues des grandes villes, des classes professionnelles manifestent leur révolte. Récemment, ce furent

les épargnants qui avaient placé leurs économies dans des organismes de prêt endettés jusqu'au toit. Le gouvernement n'a rien fait pour sauver ces « établissements illégaux ». Comprendre : ces pseudo-banques ouvertes par des cliques liées au pouvoir précédent d'Ahmadinejad. Pasdarans (gardiens de la Révolution) et autres corrompus « mollarchistes » ont voulu s'improviser usuriers, en sus de leurs autres activités de mise à sac des finances publiques. Depuis des années, pas un deal national ne leur échappe. Insatiables, ils ont tissé une inextricable toile d'araignée de pots-de-vin et pots-de-vin qui gangrènent la société : immobilier, travaux publics, pétrole, ressources, industries, importations... Et cela, au vu et au su de toute la population.

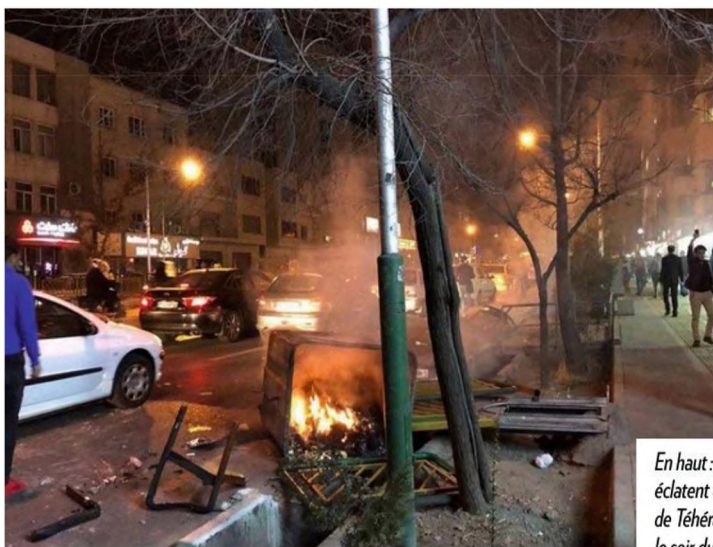
Depuis que Rohani est au pouvoir, on a tenté de stigmatiser le système. De le modérer. Evictions, négociations secrètes, assignations judiciaires aléatoires... Tout le monde en croque... Le réseau est si vaste et si profond qu'il semble indéterminable. Sauf par un soulèvement général et organisé. Ce qui n'est pas le cas à ce jour.

En revanche, déstabiliser Rohani est un objectif constant des conservateurs comme l'ayatollah Raisi à Mashhad, candidat malheureux à l'élection et pressenti pour succéder à Khamenei. A lui seul, avec sa fondation, Raisi est riche à millions. C'est lui qui, par dépit, aurait tenté d'organiser la toute première manifestation qui s'est déroulée dans sa ville, le 28 décembre. Le rassemblement a dérapé, essaimé. Le mouvement de contestation est sorti du contrôle de ces fondamentalistes pour se répandre dans une vingtaine de villes, peut-être trente... Et pour clamer au portavoix les vraies raisons de la colère : « Conservateurs, réformistes, vos histoires on en a marre ! » C'est un des slogans qui circulent dans les cortèges. Et le régime a eu beau organiser une contre-manifestation officielle noire de tchadors à Mashhad, elle n'a trompé personne. On a continué à brûler les motos des forces de l'ordre et les voitures de la police, à casser les devantures des

banques nationales... A Kashan, on a même incendié le bureau du procureur. C'est dire si l'on croit en la justice de son pays !

Rohani, massivement réélu en mai 2017, devait relancer l'économie, balayer (un peu) la corruption, permettre les investissements étrangers, et même libérer les réformistes Moussavi et Karoubi, enfermés par Khamenei et toujours assignés à résidence. Hélas, rien. Les Iraniens savent bien que, pris en étau entre le vieux Khamenei, le « Guide suprême », et les intérêts des anciens du régime précédent, leur président réformiste a une marge de manœuvre réduite. Quelle déception ! Dans un pays où 55 % de la population a moins de 30 ans, où le taux de diplômés est un des plus élevés au monde, et où le chômage touche 30 % des jeunes (et entre 16 et 18 % de la population), avoir si peu de perspectives d'avenir donne envie de mettre le feu à la maison.

Sans parler de Trump, qui refuse de certifier l'accord conclu sur le nucléaire... M. Araghchi, vice-ministre des Affaires



En haut : des troubles éclatent dans le centre de Téhéran, le soir du 30 décembre.



En bas : des manifestants tentent d'ériger une barricade.



« Les manifestations sont légales, mais elles doivent mener à une meilleure situation pour la population », a déclaré le président Rouhani le 31 décembre, fustigeant « la violence et la destruction de biens publics ».

ses promesses et arrêter de bloquer ses réformes au Conseil des gardiens de la Constitution. Rien n'est moins sûr.

Au matin du 2 janvier, le gouvernement annonce une douzaine de morts et quelque 450 arrestations. Et sur une des pancartes à l'université, un slogan : « Les étudiants sont prêts à mourir, mais refusent les humiliations et les bassesses. » Cela sonne comme un jusqu'au-boutisme déterminé. Firouz Nadji-Ghazvini, écrivain et photographe exilé : « Ce régime autocratique se sent menacé. C'est pourquoi son intérêt est de profiter des menaces extérieures : le bellicisme de Trump qui veut attaquer l'Iran, l'agressivité de l'Arabie saoudite, ennemi de toujours, dressé ces temps-ci contre l'Iran à cause de son soutien au Yémen, le prétendu danger d'Israël qui justifie de nourrir le Hezbollah... Mais, cette fois, le gouvernement ne pourra abuser personne. Le peuple iranien le lui fait bien comprendre quand il scande : « Pas Gaza, pas le Liban, ma vie est en Iran ! » En clair, au lieu de jouer les va-t-en-guerre à l'étranger, occupez-vous de nous !

Dans la rue, les pasdarans sont désormais surnommés les « frères trafiquants » ! Une formule d'Ahmadinejad, quel paradoxe !... En tout cas, s'il est un pouvoir que nul ne songe à implorer, c'est celui de Dieu. Car plus personne n'y croit en Iran. La foi ? La charité ? Le salut ? Il faut être un naïf chrétien pour se laisser embobiner ! ■

[@cathschwaab](#)

➤ étrangères et négociateur sur le nucléaire, traduit la colère générale : « Les sanctions économiques sont levées, les Etats-Unis doivent donner les autorisations de transactions. Les banques attendent... et rien n'arrive ! » Résultat : Total aurait retardé ses chantiers en Iran, Eiffage Immobilier aussi, avec d'autres compagnies françaises. Il paraît, par contre, qu'Airbus fait passer ses transactions par une banque italienne débrouillarde. « Nos banques n'ont même pas de compte dans vos banques pour les contrats pétroliers ! » tempête un entrepreneur iranien. On se doute que les hommes d'affaires doivent trépigner. Quant aux diplomates, ils avertissent depuis plusieurs mois : « Tout le monde en Iran nous réclame de riposter contre cet accord qui est violé par les Américains ! » Annonce-t-on ici de nouvelles tensions ?

« Tout le monde en Iran », en effet, a eu beaucoup de patience depuis deux ans. Le coût de la vie explose. Le prix des œufs a été multiplié par quatre, celui du poulet par deux. Même si certains affirment que Rouhani, depuis son arrivée au pouvoir, aurait fait chuter l'inflation globalement de 40 % à 10 %. A vérifier. L'Iran est aujourd'hui une société fracturée. D'un côté, les 5 à 10 % de privilégiés, Rich-Kids-of-Instagram et autres dignitaires et enfants gâtés du régime ; de l'autre, les « vraies gens » qui galèrent entre deux ou trois petits boulots et des salaires impayés. Comment survivre dans ces conditions ?

Le cinéaste Mohammad Rasoulof, auteur du récent film « Un homme intègre », résume l'état d'esprit général : « La situation en Iran est telle que l'on se retrouve quotidiennement confronté à la tentation d'opprimer l'autre, tout en étant soi-même opprimé par d'autres ! C'est le piétiné qui piétine, l'écrasé qui écrase. Ça n'est pas le choix de la population. Il a été imposé par le pouvoir. Il rend les gens impuissants et soumis. Puisque l'injustice est inévitable, alors devenons tous injustes. Tous fonctionnaires de l'injustice ! » La corruption appelle la corruption.

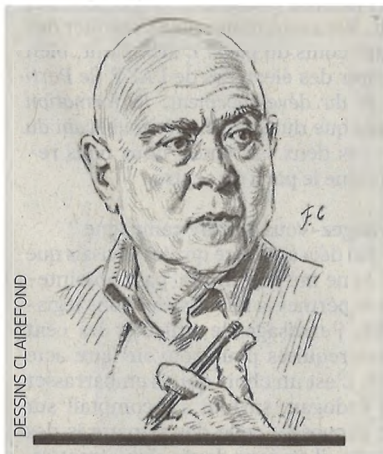
Selon Shirin Ebadi, avocate en exil, Prix Nobel de la paix, ce mouvement ne va pas s'apaiser. « C'est un début qui pourrait prendre encore plus d'ampleur que le mouvement vert de 2009. » Il y a huit ans, le régime avait réprimé dans le sang la révolte contre une élection trafiquée. On se souvient de la jeune Neda, exécutée en direct et agonisant sous l'objectif des caméras. Des milliers de jeunes furent jetés en prison, et on a dénombré 400 tués dans le pays. Là, l'Etat ne semble pas (encore) vouloir jouer la répression brutale, afin de ne pas donner des arguments à l'opposition conservatrice. Le président Rouhani a même justifié les manifestations populaires, « à condition de ne pas endommager les biens publics ». Il prétend en outre que l'Arabie saoudite et les « ennemis de l'Iran » noyautent les soulèvements. Rien de nouveau. Certains analystes comme Bernard Hourcade, du CNRS, estiment que ce régime – piloté en fait par le mollah fondamentaliste Ali Khamenei – aurait le potentiel « pour réformer et s'ouvrir ». Il faudrait pour cela laisser Rouhani gouverner selon



Le 30 décembre à Téhéran, des femmes scandent des slogans conservateurs lors d'une « contre-manifestation » favorable au régime des mollahs.



# Gérard Chaliand: « En Iran, l'effort de guerre a accentué les difficultés économiques »



DESSINS CLAIREFOND

## Entretien

Le géopoliticien, spécialiste des conflits armés\*, analyse la situation paradoxale du régime de Téhéran : fortement contesté par une partie de sa population, mais dans le camp des vainqueurs en Irak et en Syrie.

PROFOS RECUEILLIS PAR  
MARIE-LAETITIA BONAVITA

LE FIGARO. - Comment expliquer l'ampleur des manifestations actuelles en Iran ?

Gérard CHALIAND. - La colère des Iraniens est la conséquence des difficultés économiques du pays. Le pays est isolé depuis trente-sept ans. À partir de 2002, devant le projet du « remodelage du Grand Moyen-Orient » par Washington, dont le but final était de contribuer à un

changement de régime à Téhéran, les relations ont été encore plus tendues. États-Unis et Iran n'avaient pas les mêmes objectifs dans l'Irak de l'après-Saddam Hussein, même si les deux États appuyaient les chiïtes. On a constaté un léger mieux avec les accords de 2015 sur le nucléaire iranien, puis un durcissement des sanctions avec le président Trump. Les difficultés économiques de Téhéran se sont accentuées sous l'effet de son effort de guerre en Irak et en Syrie depuis 2011. Évidemment, le poids de la corruption joue son rôle dans le mécontentement. Nous verrons si la crise prend une dimension politique marquée.

Ces manifestations pourraient-elles affaiblir le pouvoir en place à Téhéran ?  
Je ne pense pas que cette crise débouche sur une remise en cause du pouvoir iranien. Le régime des mollahs, profondément nationaliste, reste soutenu par une partie de la population. De surcroît, qu'on le veuille ou non, l'Iran est le vainqueur régional, en Irak et en Syrie, il est arrivé à ses fins : éliminer les djihadistes et conforter la place des chiïtes.

Quel regard portez-vous sur la stratégie de l'Iran en Syrie ?  
L'Iran a indirectement bénéficié de l'intervention russe, mais il a su aussi, par le truchement d'une stratégie milicienne, peser sur les rapports de force locaux : forces al-Qods iraniennes, Hezbollah libanais, milices irakiennes, contingents chiïtes d'Afghanistan et du Pakistan. Face aux rivalités intersunnites et interdjidistes, l'Iran a su, grâce à un clergé hiérarchisé, mener une stratégie de long terme avec détermination, à la manière d'un parti marxiste-léniniste.

La même détermination n'existait-elle pas aussi du côté djihadiste ?  
Au sein de l'organisation dit de l'État islamique (EI), sans doute que si. Cette organisation reposait sur un noyau dur de 20 000 membres aguerris et disciplinés\* (grossis peut-être par 30 000 à 50 000

militants), quelques centaines de candidats à l'opération suicide et un service de propagande de qualité (ce sont, à leur façon, des enfants de Hollywood). Cette organisation s'appuyait sur une barbarie spectaculaire - comme les Mongols jadis qui terrorisaient afin que la rumeur de la terreur les précède -, offrant ainsi à de jeunes mâles, grandis dans la frustration permanente, des occasions de prédatons et de viols. Daech savait embrigader les jeunes de 8 à 18 ans ; son succès auprès des adultes était moins probant, compte tenu du nombre de ses interdits. L'EI, de surcroît, a bénéficié d'aides de la Turquie comme de pays du Golfe et a vendu du pétrole. Cette organisation aux techniques révolutionnaires véhiculait une idéologie réactionnaire. Bref, une organisation militaro-politique solide.

Pourquoi alors la défaite de Daech ?  
Une guérilla s'efforce de contrôler les populations et de les administrer, comme les Vietnamiens par le passé. Mais une guérilla ne peut prétendre tenir un territoire comme si elle était un État, alors qu'elle affronte des États qui, eux, disposent d'aviation, de blindés et de troupes au sol motivées. Les combattants de Daech avaient contre eux la coalition dirigée par les Américains et, en Syrie, les Russes, eux-mêmes aidés au sol par les Kurdes. Ils ne pouvaient qu'être vaincus, compte tenu de la disproportion des forces et des moyens. On a pu lire qu'en Syrie Daech « contrôlait » un territoire égal à la Grande-Bretagne, mais les deux tiers du pays sont désertiques. En Syrie, l'EI contrôlait les rives de l'Euphrate et, à un moment, une petite portion de la frontière syro-turque. Aujourd'hui, Daech a perdu, ce qui réjouit al-Qaïda. Cette organisation est retournée aux attentats spectaculaires, tant en Europe que, demain, en Afghanistan, en Libye ou ailleurs. ■

\* Auteur de « Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental », prix *Maréchal Foch* de l'Académie française (Odile Jacob, 2016).

## AFP Allemagne : protection policière pour un footballeur kurde

Berlin, 9 janvier 2018 (AFP)

LE FOOTBALLEUR TURKO-KURDE visé par des coups de feu lundi, Deniz Naki, bénéficie désormais d'une protection policière et se cache dans un lieu sûr, a affirmé son avocat mardi.

Âgé de 28 ans et connu pour ses positions pro-kurdes, l'attaquant du club d'Amedspor (3e division turque) s'est dit victime d'une tentative de meurtre pour raison "politique".

La justice allemande a ouvert une enquête contre X pour tentative de meurtre. "Toutes les pistes" sont étudiées, a indiqué mardi un porte-parole du parquet d'Aix-la-Chapelle.

Alors qu'il roulait en voiture sur une autoroute près de sa ville natale de Düren, dans l'Ouest de l'Allemagne, M. Naki a été la cible de plusieurs coups de feu provenant d'une voiture break noire, sans l'atteindre.

"J'aurais pu mourir, ce n'est pas passé loin", a déclaré la victime au quotidien Die Welt.

"Je pense qu'il s'agit ici d'une affaire politique, je suis une cible permanente en Turquie parce que je défends des positions pro-kurdes", a-t-il ajouté.

Ce footballeur kurde né en Allemagne avait été condamné en avril 2017 par un tribunal turc à une peine d'un an et demi de prison avec sursis pour "propagande terroriste".

M. Naki était poursuivi pour avoir critiqué sur les réseaux sociaux les opérations des forces de sécurité turques contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe classé "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le gouvernement islamiste-conservateur turc, qui a promis "d'éradiquer" le PKK, multiplie les poursuites pour "propagande terroriste" contre les critiques de sa politique et les soutiens à la cause kurde, journalistes, opposants ou simples citoyens. ●

# Turquie et France : une longue amitié



## RECEP TAYYIP ERDOGAN

Le président de la République de Turquie, en visite officielle en France aujourd'hui, exprime la position d'Ankara sur les sujets d'actualité.

**L**a Turquie et la France, deux puissances situées aux deux extrémités du continent européen, n'ont jamais cessé d'œuvrer au fil des siècles pour la stabilité du monde.

Aujourd'hui, je souhaite m'adresser à l'opinion publique française, à l'occasion de ma visite officielle en France à l'invitation du président Emmanuel Macron. J'espère de tout cœur que cette visite renforcera la coopération entre nos deux pays amis et alliés.

L'amitié turco-française a débuté au début du XVI<sup>e</sup> siècle par la lettre du roi François I<sup>er</sup> au sultan Soliman le Magnifique et n'a cessé de se développer sur des bases solides. Depuis un demi-siècle, la communauté turque installée en France est devenue le ciment de l'amitié profonde qui unit nos deux pays. À l'heure actuelle, le nombre de Turcs vivant en France dépasse les 700 000, et beaucoup d'entre eux possèdent la nationalité française. Nous sommes très fiers de constater qu'ils sont parfaitement intégrés à la société française, respectueux des lois et souvent brillants dans les études et dans la vie professionnelle.

Nous n'avons jamais oublié et nous n'oublierons jamais que la France a été l'un des premiers pays à exprimer son soutien à la Turquie, à la suite de la tentative ratée de coup d'État du 15 juillet 2016. Face à cette attaque sans précédent lancée contre la liberté, l'unité, l'intégrité et l'ordre démocratique de notre pays, nous avons pris toutes les mesures nécessaires dans le cadre constitutionnel et conformément à nos engagements internationaux. Le peuple turc a montré une fois de plus, avec courage, son attachement profond à la démocratie et à la laïcité. Grâce à ces mesures, nous sommes parvenus à rétablir l'ordre public, et je suis convaincu que la démocratie turque sortira renforcée de cette épreuve. Je suis très heureux de constater l'intensification de nos relations bilatérales dans les domaines politique, économique et culturel.

Au cours de ces quinze dernières années, le montant des investissements français en Turquie a atteint les 6,8 milliards d'euros, et je tiens à rappeler que 1 450 entreprises françaises, parmi lesquelles EDF, Thales, Engie, MBDA, Eurosam et Airbus, exercent leurs activités en Turquie. Bien qu'il ait atteint 13,4 milliards d'euros en 2016, notre commerce bilatéral demeure encore loin de son potentiel réel. Notre objectif commun serait d'atteindre les 20 milliards d'euros dans un premier temps.

Plusieurs projets de coopération de grande envergure dans le domaine des télécommunications, de l'énergie et de l'industrie de la défense ambitionnent de porter la collaboration entre nos deux pays au plus haut niveau. La production conjointe de systèmes de missiles de défense aérienne à longue portée en Turquie est l'un de ces projets phares (en partenariat tripartite avec l'Italie). L'entreprise française Airbus, ayant remporté l'appel d'offres des satellites 5A et 5B pour Türksat, a signé récemment un contrat de 500 millions de dollars avec la Turquie. Le satellite Türksat 5A devrait être mis en orbite en 2020 et le satellite Türksat 5B devrait être opérationnel en 2021. Notre projet de construction d'une centrale nucléaire à Sinop en collaboration avec la France revêt également un aspect stratégique crucial pour la Turquie. La construction de cette centrale devrait débuter courant 2019 et entrer en service en 2023.

Si l'Europe reste un formidable espoir, dans un contexte international tendu,

alors que certains pays tombent dans le piège de l'islamophobie, du racisme et de la xénophobie, c'est grâce à la France, qui a choisi de mener une politique rationnelle basée sur le respect des droits universels. À cet égard, je me réjouis de constater que la France, qui a joué un rôle pionnier dès le début des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, maintient, aujourd'hui encore, une position constructive vis-à-vis de notre adhésion. J'espère que la France continuera d'apporter tout son soutien à notre processus d'adhésion car il est indispensable que la France et la Turquie unissent leurs forces, pour construire un monde plus sûr et plus prospère, en ne cédant jamais ni au terrorisme, ni à la violence, ni à toute forme de pression.

Il m'est agréable de préciser que nos deux pays coopèrent avec efficacité et détermination dans la lutte contre diverses organisations terroristes, telles que Daech et le PKK, avec des résultats concrets sur le terrain, et nous espérons une collaboration de même envergure dans la lutte contre l'organisation terroriste Fetö du prédicateur Fethullah Gülen. Les récentes prises de position politiques de la France et de la Turquie concernant les enjeux régionaux et internationaux en Syrie, mais également en Palestine, en Irak et en Libye, ont considérablement rapproché nos pays. Nous entretenons un dialogue franc et loyal avec le président Macron pour le rétablissement de la paix et de la stabilité en particulier en Syrie. À cet égard, nous sommes satisfaits de la prise de position responsable de la France à la suite de la regrettable déclaration des États-Unis, contraire au droit international, concernant Jérusalem.

La Turquie et la France, liées par le passé comme par l'avenir, ont plus que jamais un rôle à jouer ensemble. Je souhaite que ma visite en France soit l'occasion de contribuer au renforcement de nos relations bilatérales et de notre collaboration à l'échelle mondiale. J'espère que la synergie générée par l'action commune de nos pays face aux enjeux et opportunités sur le plan mondial aura des répercussions dans tous les domaines et fera de nos pays des acteurs incontournables pour répondre aux nouveaux défis du monde actuel.

Je saisis l'occasion de ma visite en France pour adresser au peuple français mes plus cordiales salutations, ainsi que mes meilleurs vœux pour la nouvelle année.

# Face à Erdogan, Macron garde la porte d'entrée de l'UE fermée

La dérive autoritaire du régime turc ne permet pas d'avancer dans le processus d'adhésion d'Ankara à l'Union européenne.



Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron, vendredi à l'Élysée lors d'une conférence de presse. LUDOVIC MARIN/AP

**DIPLOMATIE** Tête-à-tête à l'Élysée, déjeuner et enfin conférence de presse conjointe : Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan avaient beaucoup de choses à se dire. De la Syrie à l'Europe en passant par Jérusalem et la lutte antiterroriste, les sujets de discussion, et parfois de différends, ne manquent pas entre Paris et Ankara.

Attaqué sur sa gauche par les organisations de défense des droits de l'homme, Macron a défendu le déplacement de celui que ses détracteurs qualifient de « nouveau sultan » au nom d'un « dialogue exigeant » afin de « maintenir le fil du dialogue » sans « cacher les divergences » entre la France et la Turquie.

Cette visite est la plus importante du président turc dans un pays de l'Union européenne depuis le putsch manqué de 2016 contre Erdogan. Avant d'arriver à Paris, le leader turc avait déminé le terrain en tressant des lauriers à son hôte dans plusieurs entretiens à la presse. L'approche pragmatique de Macron plaît à Ankara, qui dénonçait le tropisme pro-arménien de son prédécesseur, François Hollande. « Si l'Europe reste un formidable espoir (...) c'est grâce à la France », écrit le président turc dans une tribune au *Figaro*, alors que ses relations restent houleuses avec la chancelière allemande, Angela Merkel, qu'il a qualifiée de « nazie », même si son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, vient d'appeler à « un redémarrage » du lien turco-allemand dans une tribune à la presse d'outre-Rhin. « J'espère que la France continuera d'apporter tout son soutien à notre processus d'adhésion », ajoute, de son côté, Erdogan.

« Le fait que Macron plaide pour une laïcité qui ne soit pas stricte plaît également à l'islamiste Erdogan », analyse un expert du lien franco-turc. L'élection récente du Franco-Turc Ahmet Ogras, réputé proche d'Erdogan, à la tête du Conseil français du culte musulman

**“ Il faut dialoguer et ne pas ostraciser Erdogan, même si, sur le fond, ce dernier n'écouterait rien de ce que pourra lui dire Macron ”**

UN DIPLOMATE

facilite également ce rapprochement avec Macron, qui veut refonder l'islam de France.

Isolé en Europe, Ankara voit en Macron la clé pour lui permettre de relancer des négociations gelées sur l'adhésion de son pays à l'UE, laquelle a des « attentes » auxquelles Ankara ne répond pas. À commencer par le respect des droits de l'homme : ces derniers se sont sérieusement dégradés depuis le coup d'État manqué contre Erdogan. Au motif qu'elles étaient proches de la confrérie islamiste de Fethullah Gülen, accusé d'avoir fomenté le putsch raté, ou des rebelles kurdes, les autres grands ennemis de la Turquie, plus de 140 000 personnes ont été limogées ou suspendues et plus de 55 000 ont été arrêtées, dont des universitaires, des journalistes et des militants prokurdes. Ces « évolutions récentes de la Turquie ne permettent aucune avancée dans le processus d'adhésion à l'Union européenne », a affirmé Emmanuel Macron lors de la conférence de presse, quitte à décevoir Erdogan.

À son hôte, Macron a présenté plusieurs cas précis de victimes de la répression. De son côté, Erdogan devait soulever, selon nos informations, le cas de l'avocat Martin Pradel qui défend aujourd'hui les djihadistes français détenus par les Kurdes en Syrie, après avoir été le défenseur du journaliste Loup Bureau, emprisonné plus d'un mois en Turquie, avant d'être libéré en septembre. « Erdogan et son entourage veulent savoir quels sont ses liens avec les Kurdes », confie l'expert de la relation franco-turque. Aux griefs français sur les atteintes à la liberté de la presse, l'entourage du

président turc avait vertement répondu en regrettant « le manque d'information » dont dispose Macron, auquel Erdogan devait présenter « dans le détail et de manière documentée » la situation judiciaire des cas incriminés.

Ce « succès d'image » remporté par Erdogan ne le fera en rien dévier de sa politique répressive chez lui, dénoncent de nombreux sceptiques. « Il faut dialoguer et ne pas ostraciser Erdogan, même si, sur le fond, ce dernier n'écouterait rien de ce que pourra lui dire Macron », tempère un diplomate.

Sur les questions régionales, les divergences sont moins marquées. À propos du conflit syrien, Paris et Ankara estiment que « Bachar el-Assad ne peut représenter l'avenir de la Syrie ». Mais, alors que la Turquie est associée avec l'Iran et la Russie aux négociations d'As-tana qui ont permis de faire reculer les violences sur le terrain, la France cherche – en vain jusqu'à maintenant – à réintégrer un processus diplomatique pour une transition du pouvoir à Damas. Le chef de l'État plaidera une fois de plus auprès de son hôte pour la création d'un « groupe de contact », rejeté par Moscou et Téhéran.

Sur deux dossiers liés à la crise syrienne, Macron entend renforcer la coopération avec Ankara : le terrorisme djihadiste et la crise migratoire. De nombreux djihadistes étrangers – et peut-être français – ont trouvé refuge en Turquie après la débâcle de Daech en Irak et en Syrie. Paris a besoin d'Ankara pour éviter leur retour dans l'Hexagone. En matière de coopération antiterroriste contre les « revenants », Paris est dans une large mesure tributaire du bon vouloir turc. C'est une des raisons pour lesquelles, malgré le froid des relations entre Erdogan et Hollande à la fin du mandat de ce dernier, la coopération antiterroriste fonctionnait toujours. Cette coopération est « exemplaire », a d'ailleurs reconnu Macron devant Erdogan. ■

# Le pouvoir iranien a perdu toute légitimité

Pour le sociologue Farhad Khosrokhavar, l'écart entre le régime et la société iranienne se creuse de manière inexorable. L'issue de la crise actuelle est imprévisible

Par FARHAD KHOSROKHAVAR

L' Iran est l'incarnation de ce paradoxe : au moment précis où les analystes occidentaux font le constat, mi-désabusé, mi-émervillé, du succès de sa politique étrangère, c'est sur le front intérieur que la contestation se manifeste. Le pays traverse une période de turbulences dont la nature est fort différente de celles d'avant.

L'élection présidentielle de juin 2009, les manifestations des étudiants en 1999 ou encore les protestations ouvrières de ces dernières années ont toutes été sectorielles et n'ont pas mobilisé la société dans son ensemble. Surtout, elles n'ont pas contesté frontalement le régime. La majeure partie des protestations de ces deux dernières décennies ont été menées par les nouvelles classes moyennes, notamment les étudiants, pour l'ouverture du système politique. Il en est ainsi des élections présidentielles, qui sont devenues un enjeu de contestation des réformistes contre les partisans purs et durs de la théocratie : Khatami en 1997 et en 2001, Ahmadinejad en 2005, Rouhani en 2013. Ces mouvements ont eu des enjeux politiques beaucoup plus qu'économiques. Si Ahmadinejad a gagné les élections en 2005 et en 2009, c'est qu'en plus de la fraude, il a su mobiliser les « déshérités » que ne touchaient pas les réformistes dans leur soif de liberté politique.

Les troubles actuels ont plusieurs caractéristiques nouvelles. D'abord, il s'agit avant tout de « la révolte du pain » (en fait, des œufs, dont le prix a doublé après la levée des subsides), la dimension économique étant très importante et la revendication politique surdéterminée par la revendication de justice sociale. On demande désormais la fin du régime, non pas tant pour davantage de démocratie, mais par désespoir sur la capacité de la théocratie à satisfaire aux demandes des catégories fragiles.

Ensuite, il s'agit d'une révolte qui touche presque simultanément les grandes villes et les petites et moyen-

nes villes. Les mouvements de protestation des deux dernières décennies se déroulaient surtout à Téhéran et dans quelques grandes villes.

En outre, la révolte est beaucoup plus celle des « va-nu-pieds » que des classes moyennes : elle témoigne de la misère, de la baisse du niveau de vie dans une société où la rente pétrolière enrichit indument, et par la corruption, les élites du régime. Par ailleurs, c'est un mouvement sans leader, d'autant plus difficile à réprimer ; contrairement à 2009, où les leaders étaient Moussavi et Karroubi, personne n'est à la tête de cette vague de protestation susceptible de se généraliser au pays entier.

## CONTESTATION GÉNÉRALE

Enfin, le mouvement serait parti ironiquement à l'instigation de l'aile dure du régime, dirigé par l'ayatollah Alamolhoda, l'imam du vendredi de Machhad, nommé par le Guide suprême et à la tête du groupe de pression informel Ammariyoun : deux cents femmes en tchador ont manifesté contre la vie chère. Mais rapidement, des gens sont venus les rejoindre et les ont submergés sous leur nombre. Ils lançaient des slogans contre le président Rouhani ; la foule a commencé à entonner des slogans contre le régime, le Guide suprême et l'aide à l'étranger, soulignant que les Iraniens étaient dans la misère et que le budget de l'Etat en faveur des étrangers devrait d'abord servir à soulager le mal des plus fragiles. Un mouvement artificiel contre le président, monté de toutes pièces par l'un des suppôts de l'aile dure du régime, s'est transformé en une contestation générale, en raison de la situation matérielle, mais aussi mentale, de la société.

L'un des facteurs de l'extension du mouvement est la délégitimation du régime par l'étalement de sa corruption et de son arbitraire sur la Toile. Facteur auquel s'ajoutent l'incurie générale, l'impunité des dirigeants et leur vénalité, avec, en toile de fond, la vie de plus en plus chère et des promesses de développement économique non tenues. Le discrédit du pouvoir en place n'a pas eu d'équivalent



(UN RASSEMBLEMENT SPONTANÉ DANS LES RUES DE TÉHÉRAN, LE 30 DÉCEMBRE 2017). AP



avant 2009, où la corruption était sectorielle. A présent, l'appareil d'Etat est atteint dans sa totalité, et les fonctionnaires corrompus jouent cartes sur table dans une économie où l'on ne peut plus vivre décemment avec un salaire, ou même deux, et où les dessous-de-table sont nécessaires pour la survie des plus petits.

Le régime n'a plus de légitimité, même chez les déshérités, qui avaient été son appui majeur contre les classes moyennes en 2009. Ces dernières n'ont pas su les mobiliser pour pousser vers la réforme du régime. Celle-ci s'est produite sur le front culturel, pas politique : la culture dominante en Iran est pour l'ouverture du système politique et la remise en cause des principes « islamiques », comme l'exclusion des femmes et le puritanisme de façade des institutions. Mais le

**CETTE RÉVOLTE EST BEAUCOUP PLUS CELLE DES « VA-NU-PIEDS » QUE DES CLASSES MOYENNES**

pouvoir théocratique n'en a cure.

Au moins trois types d'acteurs sont en place dans le pouvoir actuel, discrédités à des degrés divers. D'abord, l'armée des pasdarans. Celle-ci n'est plus une simple armée, elle est un mastodonte économique, qui tient sous sa coupe une part très importante (entre 30 % et 40 %) de l'économie, ne serait-ce que par ses succursales

les économiques. Le secteur privé, exsangue, ne peut lui faire de la concurrence, dans la mesure où elle dispose de ses ports privés, soustraits aux lois du pays pour leurs importations, de leviers de pouvoir au niveau local et d'une impunité en pratique. Paradoxalement, l'armée des pasdarans est l'institution la moins discréditée au sein de l'Etat : elle a assuré l'intégrité territoriale et elle a donné un sentiment de suprématie régionale à l'Iran. On dénonce volontiers ses privilèges exorbitants, mais on ne la perçoit pas comme inutile ou nuisible. On déplore ses passe-droits, mais on ne lui dénie pas sa légitimité.

L'appareil judiciaire, quant à lui, échappe au gouvernement. Cette autonomie n'est pas garante de démocratie, mais plutôt l'effet d'un système oligarchique qui agit contre le gouvernement et qui, par sa corruption, discrédite la justice et empêche la mise en œuvre des réformes.

Le troisième pôle du pouvoir, le plus important, est le Guide suprême et son appareil d'Etat parallèle, son « Deep State ». Celui-ci domine les fondations révolutionnaires, qui manient de manière arbitraire des sommes colossales, et la fondation pieuse d'Astan-e Qods, à Machhad. Il a sous sa tutelle les forces armées et, par un système complexe, assure son hégémonie sur l'appareil judiciaire du pays. L'ayatollah Khamenei a su sur-

vivre à plusieurs crises depuis sa nomination comme Guide suprême, à la mort de l'ayatollah Khomeyni, en 1989. Il est censé être malade, mais il a su maintenir son pouvoir par une distribution dosée des postes au sein de l'armée des pasdarans et des appareils sécuritaires du régime.

#### RÉGIME IRRÉFORMABLE

Les réformistes n'ont pas de chef charismatique depuis la mise en résidence surveillée des candidats à l'élection de 2009. Rohani assure la direction, formelle, le leadership moral revenant à Khatami, l'ex-président, dont le caractère est considéré comme « mou » et peu approprié pour affronter les tenants du régime. Le rôle de Rohani est ambivalent dans la situation actuelle : il réclame la liberté de manifestation, mais rejette la violence, qui naît en partie du comportement des sbires du régime, faisant semblant de croire que l'essentiel des voies de fait proviendrait de manifestants. Quant aux conservateurs, ils dénoncent le complot étranger et refusent de prêter l'oreille aux revendications populaires.

Le régime a montré ses limites à plusieurs reprises, comme en 2009, avec le mouvement vert. Il refuse de remettre en cause sa structure théocratique bloquée, la seule alternative étant la répression. Le mouvement actuel n'a pas de direction politique ;

il est éparpillé entre plusieurs villes et il n'existe pas de lien entre les jeunes déshérités en bas de l'échelle sociale et les classes moyennes, avides de réforme politique.

La crise, si elle s'étend, risque d'emporter le pouvoir, avec des conséquences imprévisibles. Si elle est matée, le régime n'en sortira indemne que pour une période limitée, car les causes de la révolte demeurent : un système économique verrouillé par le pouvoir, corrompu et inégalitaire ; des réformistes réduits à un rôle de comparses, tant le pouvoir politique leur échappe ; et, surtout, le discrédit du pouvoir, dans sa structure théocratique, est total. Le régime s'est révélé irréformable, le Guide suprême matant l'opposition réformiste, la réduisant à l'insignifiance.

Le mouvement actuel, qu'il réussisse ou qu'il échoue dans son but ultime de renverser le pouvoir, est un signal d'alarme pour un régime désormais en dissonance totale avec l'évolution de la société. Là où elle demande la justice économique, il conserve une structure clientéliste et népotiste, qui rend encore plus insultante l'inégalité. Là où les femmes et les hommes de la nouvelle génération demandent l'égalité des genres, le régime continue à agir de manière patriarcale. Là où la société civile entend se réconcilier avec le monde, surtout avec l'Occident, le pouvoir

poursuit une politique qui suscite la défiance des Etats occidentaux.

Le blocage est total, et le régime n'est sur les faiblesses de la société civile et l'absence de leadership dans le mouvement actuel, beaucoup plus que sur sa capacité d'adaptation à la nouvelle donne. C'est aussi le chant du cygne de l'opposition entre réformistes et conservateurs – emportés par le même discrédit au sein d'une structure du pouvoir qui a réduit à néant la marge de manœuvre des premiers, en laissant les coudées franches à l'arbitraire des seconds. Ce Janus qui a accumulé les succès dans sa politique étrangère régionale est un colosse aux pieds d'argile, qui s'écroulera ou finira par un coup d'Etat de l'armée des pasdarans, une fois le guide suprême disparu. ■



Farhad Khosrokhavar est directeur d'études à l'EHESS

Europe 1

6 janvier 2018

## Des milliers de Kurdes manifestent à Paris, cinq ans après l'assassinat de trois militantes

le 06 janvier 2018

<http://www.europe1.fr>

Plusieurs milliers de Kurdes ont manifesté samedi à Paris pour réclamer "vérité" et "justice" sur l'assassinat en 2013 dans la capitale française de trois militantes kurdes, dénonçant le "silence" des autorités françaises sur cette affaire.

"**Déni de justice**". "Cinq ans de silence, cinq ans de déni de justice, cinq ans d'impunité", a proclamé une grande banderole montrant les portraits souriants des trois militantes et portée en tête du cortège par plusieurs femmes kurdes aux visages graves. "Erdogan, assassin !", a scandé à de nombreuses reprises la foule au lendemain de la visite à Paris du président turc Recep Tayyip Erdogan, reçu par son homologue français Emmanuel Macron. Ce défilé dans les rues de Paris a réuni des manifestants venus de plusieurs pays européens, en particulier d'Allemagne.

Il y a cinq ans, le 9 janvier 2013, Sakine Cansiz, 54 ans, une des fondatrices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans, ont été assassinées de plusieurs balles dans la tête au siège du Centre d'information du Kurdistan, dans le 10ème arrondissement de Paris. Dans cette affaire, le seul suspect, le Turc Omer Güney, est mort fin 2016 en prison avant de comparaître.

"**Implication**" des services secrets turcs. Les enquêteurs français avaient pointé "l'implication" de membres des services secrets turcs, le MIT, dans ce triple assassinat, sans désigner de commanditaires. Des médias turcs avaient notamment diffusé un document présenté comme un "ordre de mission" du MIT pour Omer Güney. Mais le MIT avait officiellement démenti toute implication en janvier 2014.



"**On nous cache des choses**". Ali Dogan, 33 ans, frère de Fidan Dogan, a confié à l'AFP en défilant samedi aux côtés d'autres membres des familles des militantes "n'avoir plus d'espoir" en la France sur ce dossier. "J'ai regardé à la télévision la conférence de presse entre Erdogan et M. Macron [vendredi], c'est triste que le président n'ait pas évoqué l'assassinat de ma sœur. On a l'impression qu'on nous cache des choses et que la France n'a pas voulu divulguer des informations pour préserver ses intérêts" par rapport à la Turquie, a-t-il déclaré.

"**Une provocation**". Agit Polat, représentant du Conseil démocratique kurde en France (CDK), organisateur de cette manifestation, a notamment dénoncé le fait qu'aucune des familles des victimes "n'aient été reçues en cinq ans par les autorités françaises". De son côté, Didier Le Reste, élu du Parti communiste français (PCF) au Conseil de Paris pour le 10ème arrondissement, qui a participé aux côtés d'autres élus PCF à la manifestation, a estimé que la réception à Paris de Recep Tayyip Erdogan la veille de ce rassemblement était une "provocation vis-à-vis du peuple kurde et des familles des militantes assassinées". ♦



# MIT officers' confessions about Paris Massacre

Top two officials who were captured by HPG confessed that Paris Massacre was planned by the Turkish intelligence agency with approval from the highest authority.

ANF PARIS Wednesday, 10 Jan 2018, <https://anfenglish.com>

KCK released the confessions of two top MIT officials who were captured by HPG in Southern Kurdistan as they were preparing assassinations against KCK leaders.

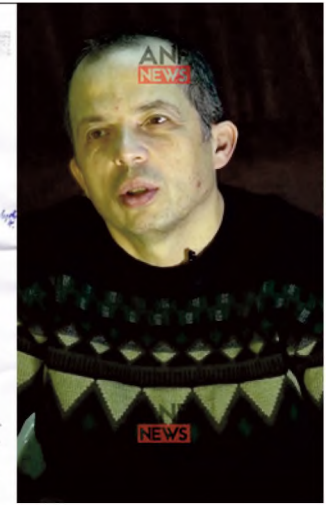
On the anniversary of Paris Massacre, KCK released the confessions of Erhan Pekcetin and Aydın Gunel, about the killings.

Both said that the massacre was planned by Turkish intelligence agency and was approved by the highest authority in Turkey.

One of the captured MIT official Erhan Pekcetin said: "There are audio recordings that were leaked to the internet. When I first heard them I understood that the assassination was planned and executed by Ugur Kaan Ayik, our head of Ethnic Separatist Activities department; Oguz Yuret, a director of branch office; agent Ayhan Oran and other three personnel of us. Because I recognized them from the audio recordings".

"They met with an informer named Omer Guney in a hotel in Ankara. The audio recordings are taken from the hotel".

"This kind of assassinations are critical. It requires a decision from a high rank-



ing officials and only a few cadres know about it".

"The note of action should go to the desk of the director of the agency. I don't think that he will decide himself, he will ask to the president. Because these actions can create international problems. It was a time when the peace negotiations were taking place. The note of action was probably prepared by the director of branch office, not by Ayhan Oran. Then next it went to Ugur Kaan Ayik's desk. His superior's superior is Sabahattin Asal, who was deputy director of the agency, it possible went to him. Sabahattin Asal was attending the peace negotiations along with Muhammed Dervisoglu. Then it possible went to the desk of Haluk Ozcan the deputy director of General Affairs Department. And after that it ends on the desk of the director. This is how an action note is transferred within the agency. This action was not an action that could be done by a deputy director. It should go up to the director and get approval".

Aydın Gunel recognized the signatures on the leaked document about Paris massacre: "O. Yuret is the signature of Oguz Yuret. Oguz Yuret is the head of the regional department of MIT in Van. He was the director of the operational department at that time.

U.K. Ayik is Ugur Kaan Ayik. He is the head of Special Operations department right now. He was the head of Ethnic Separatist Activities department at that time.

S. Asal is Sabahattin Asal. He is the deputy director of Strategic Intelligence department. He was a deputy in Ethnic Separatist Activities department in 2012. These are the signatures on the action note".

The officials also provided information about how the assassination was organized and how Omer Guney's, the gunman's travels were arranged: "I heard that French intelligence service sent us a memo to us when Omer Guney's airline ticket to Paris was leaked at the assassination stage. I know that they (the French) demanded an explanation and there was no answer. The Security Directorate of France also sent a letter to Turkish counterparts. Turkish Security Directorate started an investigation and found the travel agency where the ticket was bought from its PNN number. This agency is in public housing in Yenimahalle neighborhood of Ankara. I have never seen it. We only phone them and they provide us the ticket. They give us PNN number. That ticket was also bought from there, from our agency. It's not our organization's but it's office is in MIT's public housing. The return ticket of Omer Guney was bought from there".

The officials spoke about the promotion of those who were behind the assassination: "Ugur Kaan Ayik was appointed to Doha as a representative then he was promoted to the head of special operations department. Oguz Yuret is the head of the regional office in Van. Ayhan Oran was fired from the agency."◆



A monument has been placed at the place where Sakine Cansız, one of the founders of the PKK, KNK Paris Representative Fidan Doğan and Youth Movement member Leyla Şaylemez, were massacred. The monument was unveiled yesterday with a ceremony.

Speeches were made by Helene Bidard, Vice President of the Paris Metropolitan Municipality, Rémi Féraud, 10th Mayor of Paris, Alexander Cordebar, 10th Paris Mayor, Andre Metayer on behalf of the National Coordination of Solidarity with Kurdistan, Nursel Kılıç on behalf of the Kurdish Women's Movement, and Eğit Polat on behalf of the CDK-F in the ceremony.

# Erdogan, le président irrationnel d'une Turquie sans boussole

## Le livre

Après Vladimir Poutine, Marine Le Pen, le pape François et Xi Jinping, la collection « Dans la tête de... » s'enrichit d'un nouveau-né : Recep Tayyip Erdogan. Sous la plume incisive du journaliste Guillaume Perrier. Le président de la République turque est dépeint comme un personnage complexe, mégalomane, paranoïaque, instinctif et héritier d'un lourd passé impérial, mais surtout persuadé qu'il travaille pour l'avenir de son peuple.

La Turquie fascine autant qu'elle inquiète. L'expression est bien connue. Mais, entre les mains du président Erdogan, la Turquie suscite désormais effroi et impuissance. Effroi, car rien ne semble arrêter ce chef d'Etat dans sa soif de pouvoir. Impuissance car, entre une société civile turque apeurée et une communauté internationale désemparée, la raison a fui le discours d'un président immunisé contre tout examen de conscience, puisque rien ne semble avoir prise sur lui. Recep Tayyip Erdogan constitue une sorte de synthèse de ce que l'histoire turque renferme depuis des siècles. Ottomanisme et nationalisme, idéologie et pragmatisme, droite et gauche, islamisme et sécularisme, élitisme et populisme, poésie et autoritarisme, individualisme et paternalisme, éloquence et parler populaire. Il prend même la scène politique pour un terrain de football, un sport qu'il a pratiqué dans sa jeunesse. Il tacle ses adversaires comme un défenseur rugueux. Il marque des points comme un avant-centre enfile les buts. Il redistribue le jeu comme le numéro 10 se fait créateur, encourage ses troupes comme un entraîneur stimule ses joueurs et insulte hommes et autorités qui lui résistent comme un supporteur siffle l'arbitre et les instances du football.

### INVESTI D'UNE MISSION DIVINE

Guillaume Perrier connaît bien la Turquie pour l'avoir sillonnée longtemps comme correspondant du « Monde ». Auteur d'ouvrages et de documentaires sur ce pays à l'Histoire mouvementée, il dresse dans cet essai le portrait d'un homme qui se sent investi d'une mission divine, surtout depuis le coup d'Etat avorté du 15 juillet 2016 – « un don d'Allah », selon ses propres mots : sauver son pays du naufrage en incarnant une nouvelle iconographie, une nouvelle mythologie, une ambition

à la hauteur d'un homme qui ne vit que dans la démesure et la désinvolture jusqu'à mener « une guerre culturelle dans son propre pays », insiste l'intellectuel franco-turc Ahmet Insel.

Certes il a cassé des tabous (kurde, chypriote, arménien), mais c'est pour mieux les écarter du débat public. Certes il a démilitarisé l'Etat et la société, mais c'est pour mieux les soumettre à la loi islamique. Certes il a détruit l'Etat profond kémaliste, mais c'est pour mieux en récupérer les restes et en bâtir un autre, islamiste cette fois ; la démocratie lui servant d'instrument de conquête au lieu d'être une fin en soi. Et ainsi, à force d'asséner des vérités toutes faites, il a hystérisé la société civile devenue un champ sous tension permanente entre erdoganolâtres et erdoganophobes.

Pour parvenir à ses fins, précise Guillaume Perrier, Recep Tayyip Erdogan a cru en son étoile et utilisé toute une gamme d'instruments. Il s'est inspiré du poète mi-nationaliste, mi-islamique Necip Fazıl Kısakürek (1904-1983), antisémite notoire et adepte d'une islamisation par le haut. Puis, il s'est servi des partis islamistes et des confréries jusqu'à se retourner contre certaines d'entre elles, comme celle du prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis et accusé d'être l'instigateur du putsch raté en 2016. Il s'est également appuyé sur son stratège, Ahmet Davutoglu, son ancien ministre des affaires étrangères et ex-premier ministre, l'homme qui lui a créé « un espace vital », une sorte de pénétration stratégique sur le pourtour turc, pour mieux réaliser son rêve néo-ottoman. Bref, il utilise tout et tout le monde, se sert des situations comme des individus, car il n'a pas d'amis mais que des intérêts, tout étant au service d'un seul but : son pouvoir hypertrophié.

Le livre ne caricature pas la Turquie post-kémaliste. Il donne les clés pour comprendre le phénomène Erdogan. Mais, si sa démarche se veut prudente, il décrit plus la trajectoire d'un tribun que son corpus idéologique, plus ses modèles politiques que ses références théoriques. Outre les hommes d'Etat comme Adnan Menderes (1899-1961) et Turgut Ozal (1927-1993), quelques sultans auraient une place particulière dans son cœur : Mehmed II (1432-1481), Selim (1512-1520), Soliman I<sup>er</sup> (1520-1566), Mahmoud II (1808-1839) et surtout Abdul-Hamid II (1876-1909), le monarque de la synthèse entre islamisme et nationalisme.

Deux questions restent en suspens. La première est conjoncturelle : que peut faire la société civile face à un président aussi imprévisi-



### DANS LA TÊTE DE RECEP TAYYIP ERDOGAN

de Guillaume Perrier  
Ed. Actes Sud, 233 pages,  
19 euros

ble ? Même si le leader de l'AKP semble être là pour longtemps, si sa personnalité clive la société et s'il est isolé en Occident, rien n'interdit aux opinions turques de tenir du mieux qu'elles peuvent jusqu'à la prochaine consultation électorale pour lui infliger une première défaite politique et lui faire ainsi comprendre qu'on ne change pas l'identité d'un peuple par la répression et les déclarations à l'emporte-pièce. La seconde est plus théorique : comment qualifier le régime d'Erdogan ? Certes on n'est plus dans l'Etat de droit. Mais sommes-nous pour autant dans un régime tyrannique ? L'auteur fournit deux pistes : une sorte de « fascisme », selon le politologue Hamit Bozarslan... sans guillemets pour l'écrivaine Asli Erdogan, incarcérée quelques mois en 2016 pour « complicité avec une organisation terroriste » et toujours sous la menace d'une condamnation. ■

GAÏDZ MINASSIAN

# En Iran, les manifestations s'essoufflent

## Téhéran hésite sur la réponse judiciaire aux mouvements de protestation

**L**e mouvement de protestations qui s'est répandu dans plusieurs dizaines de villes d'Iran durant une semaine, à partir du 28 décembre 2017, paraît avoir été contenu, lundi 8 janvier. La dernière vague de rassemblements, disparates et de faible importance, a eu lieu dans la partie occidentale du pays et au bord de la mer Caspienne (Nord), dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 janvier. L'Etat s'interroge désormais sur la nature du processus judiciaire qu'il souhaite enclencher, alors qu'un millier de personnes auraient été emprisonnées, de source officielle.

Cette question se pose notamment dans les six villes qui ont connu les violences les plus dures, et où ont été recensés la plupart des vingt et un morts liés à cette explosion de colère, qui a mobilisé beaucoup de jeunes, pauvres et sans emploi. La plupart des personnes arrêtées n'avaient pas de casier judiciaire, selon les autorités, mais de nombreux usagers de drogue figureraient parmi eux.

Ce sont de petites cités politiquement conservatrices, de 50 000 à 100 000 habitants. Une majorité avait voté pour le rival ultraconservateur d'Hassan Rohani à la présidentielle de mai 2017, Ebrahim Raïssi. Des candidats indépendants – des notables – y avaient remporté les dernières élections locales. Toutes présentent un taux de chômage élevé, une petite activité industrielle ou de service en déshérence, et la plupart souffrent de la crise écologique, dont les effets se font pressants en Iran depuis une décennie.

A Ghahderijan, près d'Ispahan (centre), un haut religieux a refusé, dimanche, de qualifier les morts des derniers jours d'« émeutiers ». Il a rappelé que des paysans, nombreux dans la ville, avaient manifesté pacifiquement à plusieurs reprises par le passé pour protester

contre les conséquences de la sécheresse, endémique dans la région. Les autorités ne leur avaient jamais proposé, disait-il, que des solutions de court terme.

### Prudence des autorités

Les villes d'Izeh et de Doroud (sud-ouest) se situent sur les anciennes routes de transhumance des tribus Lor et Bakhtiari : elles rassemblent une population sédentarisée encore marquée par des structures claniques. Ces solidarités locales, qui ont pu faciliter la mobilisation, incitent désormais les autorités locales à la prudence : les victimes récentes et la poursuite de la répression risquent de provoquer un cycle de revanche, relève l'analyste Ahmad Salamatian.

Ces structures claniques sont aussi fortes dans certaines des villes de la périphérie d'Ispahan, marquées par les violences. « Dans les grandes villes et à Téhéran, les manifestations sont demeurées limitées : les partis, les syndicats, les associations de la société civile y sont trop faibles, et les classes moyennes n'ont pas voulu mettre en jeu leur sécurité. Mais, là-bas, tout le monde se connaît : c'est plus simple », relève M. Salamatian, qui fut brièvement député d'Ispahan après la révolution, avant de s'exiler à Paris. A Khomeynishahr [près d'Ispahan], ils ont osé attaquer une base des milices populaires bassidji, dépendant des gardiens de la révolution, parce qu'ils ont des pères, des cousins, qui sont morts durant la guerre Iran-Irak [1980-1988] : ils s'estiment légitimes face aux forces armées. » Plusieurs hauts commandants des gardiens sont eux-mêmes originaires de la ville voisine de Ghahderijan, où des violences ont eu lieu.

Les gardiens sont demeurés en retrait ces dix derniers jours. Ils ne sont intervenus que dans quatre villes, sans le faire savoir immédiatement, même si « des mil-



Des manifestants progouvernementaux, vendredi 5 janvier, à Téhéran. ATTA KENARE/AFP

liers » de miliciens bassidji ont été déployés, ont-ils rappelé dimanche dans un communiqué, célébrant la fin des manifestations. L'essentiel des opérations a été mené par les forces de police, sous l'autorité finale du ministère de l'intérieur et du président modéré, Hassan Rohani. Celui-ci peut désormais se targuer d'avoir rétabli l'ordre dans les villes. Reste à savoir quelle influence il aura sur le processus judiciaire.

A en croire la députée réformatrice Parvaneh Salahshouri, M. Rohani aurait cherché à éteindre la contestation en multipliant les arrestations « préventives ». Signalant une volonté de contrôle politique de la répression, un comité de plusieurs dizaines de parlementaires s'est déjà formé pour rendre visite aux prisonniers et informer les familles.

Le député réformateur Mahmoud Sadeghi a affirmé, samedi, ne disposer d'aucune information sur dix étudiants parmi les quatre-vingt-dix arrêtés, selon lui, dans tout le pays : « Il est impossible de connaître avec certitude l'organisation qui est à l'origine de leur arrestation », disait-il. Selon certains indices, les manifestants interrogés par les gardiens de la révolution dans la prison d'Evin, à Téhéran, étaient moins nombreux samedi que ceux aux mains des services de renseignement, qui répondent au gouvernement.

Certains des étudiants arrêtés appartiennent à des conseils syndicaux, d'autres sont des anonymes. Un journaliste réputé, Mohammad Aghazadeh, témoignait ainsi, sur Facebook, de la détention de son fils, Soheil, étudiant en cinéma à Téhéran,

**Les gardiens de la révolution sont demeurés en retrait. L'essentiel des opérations a été mené par les forces de police**

arrêté le 4 janvier dans la maison familiale. « Les agents venus l'arrêter ont dit qu'il serait libéré le soir même, qu'il n'était accusé de rien et qu'il devrait simplement répondre à quelques questions. Aujourd'hui [dimanche], Soheil a appelé pour dire que les agents viendraient à la maison pour confisquer son ordinateur, ses disques durs et ses clés USB », écrivait-il. M. Aghazadeh affirme que son fils, non politisé, n'avait pas pris part aux manifestations. Les policiers d'Evin ont informé ses parents qu'il se trouvait dans une cellule d'isolement. ■

LOUIS IMBERT



# US Ambassador calls on Kurdistan's parties to unite

January 11-2018 Nadia Riva www.kurdistan24.net

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – The US Ambassador to Iraq on Wednesday called on Kurdish parties in the region to unite during this time of crisis and rearrange their ranks, noting that the existing rift negatively affects dialogue between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the Federal Government of Iraq.

“We will soon hold meetings with Iraqi officials to help resolve differences between Erbil and Baghdad, and both sides will begin serious talks to address outstanding issues,” Douglas Silliman, the top American diplomat in Baghdad, told reporters at a press conference in the Iraqi capital.

Ties between Erbil and Baghdad have considerably deteriorated following the Kurdistan Region’s Sep. 25 independence referendum, which saw an overwhelming majority vote in favor of statehood.

The US has maintained its ‘one-Iraq’ policy since the independence vote and emphasizes the importance of the Kurdistan Region “as part of a unified federal Iraq.”

Silliman revealed Washington was “exerting pressure on Baghdad” to pay the salaries of government employees in the Kurdistan Region and to come



US Ambassador to Iraq, Douglas Silliman, held a roundtable with Iraqi Local Media. (Photo: US Embassy)

to an agreement on the subject of international border crossings. He also stressed the need for stability and security “in coordination with the [KRG]” to return to Iraq.

As a show of good faith, the KRG offered to freeze the results of the referendum, but Baghdad refused, demanding a full annulment instead. Kurdish officials have also repeatedly stated their readiness to start a dialogue, with the Iraqi government showing no real response so far.

Silliman added that Washington was displeased with the “political rift between Kurdish parties.” He described it as an obstacle to constructive talks with Baghdad, saying it has a “negative effect” on possible negotiations.

“We have no doubt both the Iraqi government and the [KRG] want to resolve their disagreements and issues, especially with regards to Kirkuk, and we have seen serious steps being taken in that direction.”

Silliman also discussed the need for the Iraqi elections to be held on schedule and for all parties to abide by the Iraqi Constitution. Kurdish officials have consistently called on Baghdad to implement and respect the constitution fully, and for disputes to be resolved within its framework.

Le Monde 12 JANVIER 2018

# Syrie : la bataille d'Idlib met l'axe Moscou-Ankara à l'épreuve

La Turquie proteste auprès de la Russie, ainsi que de l'Iran, contre la « violation des frontières de la zone de désescalade » dans cette région

ISTANBUL - correspondante

L'alliance entre la Russie, la Turquie et l'Iran, les trois Etats garants du processus d'Astana (Kazakhstan) engagés dans la neutralisation des zones tenues par la rébellion anti-Assad en Syrie, n'a jamais été aussi fragile. Entre Moscou et Ankara, des frictions ont surgi à propos de l'offensive menée actuellement par le régime syrien, avec l'appui de l'aviation russe, dans le sud-est de la région d'Idlib, la dernière province syrienne entièrement aux mains des insurgés.

Sous le contrôle d'une multitude de groupes rebelles dominés par l'ex-Front Al-Nosra, filiale syrienne d'Al-Qaïda, la région d'Idlib abrite 2,6 millions de personnes, dont plus d'un million de déplacés du conflit. Forte du soutien militaire de ses alliés russe et iranien, l'armée de Bachar Al-Assad y a récemment conquis une centaine de villages et cherche désormais à prendre le contrôle de la route qui relie Damas à Alep, ainsi que de la base d'Abou Al-Douhour, tenue par les

rebelles depuis 2015. Des groupes liés à l'organisation Etat islamique (EI) ont en outre occupé une vingtaine de localités abandonnées par les rebelles.

Les forces syriennes ont atteint, mercredi 10 janvier, les abords de la base, et de violents combats se déroulaient dans des villages adjacents tandis que des dizaines de milliers de civils fuyant l'offensive ont pris la direction du nord de la province, vers la frontière turque. Or la Turquie, qui héberge déjà 3 millions de réfugiés syriens sur son sol, ne veut pas d'un nouvel afflux.

Ulcérée par l'offensive du régime syrien sur Idlib, la Turquie a convoqué, mardi 9 janvier, les ambassadeurs d'Iran et de Russie au ministère des affaires étrangères, à Ankara. Il s'agissait de leur dire l'« embarras » turc face à la « violation des frontières de la zone de désescalade d'Idlib » telle qu'elle avait été définie au printemps 2017 dans l'accord tripartite d'Astana. Les deux diplomates ont été priés de demander à leurs pays respectifs de faire pression sur Damas pour en finir avec les opérations militaires à Idlib.

## Modus vivendi

« Sous couvert de la lutte contre Al-Nosra, les forces du régime frappent aussi les rebelles modérés, a déploré, mardi, le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Çavuşoğlu, non sans mettre en garde l'allié russe. Cette attitude pourrait saboter le processus de règlement politique » du conflit.

Les 29 et 30 janvier, un sommet doit réunir, à Sotchi, la station balnéaire russe des bords de la mer Noire, le régime de Damas, ses parrains russe et iranien, la Turquie et les opposants syriens, afin de tenter de mettre fin au conflit qui a fait plus de 340 000 morts depuis 2011.

Du point de vue turc, l'offensive sur Idlib est une violation de l'entente décidée à Astana entre Moscou et Téhéran, les principaux soutiens du régime syrien, et Ankara, qui appuie les rebelles opposés au pouvoir de Bachar Al-Assad. En mai 2017, la triade s'était entendue pour instaurer quatre « zones de désescalade », prétendument « sécurisées », dans le cadre d'une trêve, conclue pour six mois.

En accord avec Moscou et Téhé-



ran, la Turquie a établi, à l'automne 2017, des postes d'observation à Idlib, non sans susciter les interrogations de ses partenaires lorsque ses troupes se sont fait escorter, dès leur entrée dans la province, par les djihadistes de Tahrir Al-Cham (ex-Front Al-Nosra, issu du réseau Al-Qaïda), la principale force armée dans la région, laquelle n'est pas concernée par le cessez-le-feu acté à Astana. Depuis, un modus vivendi a été trouvé.

Cette situation est loin de satisfaire Moscou, qui considère que la trêve n'a plus lieu d'être. Le Kremlin brûle d'en découdre avec les rebelles, surtout depuis que ces derniers ont effectué, le 31 décembre 2017 et, plus récemment, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 janvier, des attaques au mortier et de drones sur la base aérienne militaire de Hmeimim et sur la base navale de Tartous, où la logistique russe est déployée. ■

MARIE JÉGO

# The one U.S.-Turkey commonality



**Nick Danforth**

**WASHINGTON** Last week, a federal jury in New York convicted a Turkish banker, Mehmet Hakan Atilla of playing a role in an elaborate gold-smuggling scheme that involved bribing high-ranking Turkish government officials to help Iran evade American sanctions.

Making the case even more explosive, testimony at Mr. Atilla's trial alleged that the scheme had the approval of Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan.

Mr. Erdogan, of course, is not pleased. The other day, he again voiced his longstanding claim that the Iran sanctions violation case is just the latest link in a chain of C.I.A.-orchestrated plots against him, including the 2013 protests in Gezi Park and the 2016 attempted coup. Mr. Erdogan has also tied the case — initially brought by the United States attorney at the time, Preet Bharara — to accusations of corruption against his family by Turkey's main opposition party, saying that both were part of the conspiracy.

Relations between the United States and Turkey are already strained over issues from Washington's support for Kurdish fighters in Syria to Turkey's arrest of American citizens and State Department employees. This verdict risks pushing them closer to the breaking point. Mr. Atilla's conviction, which is likely to lead to heavy fines against the state-owned bank where he worked, has already led to a new wave of anti-American invective from high-ranking Turkish officials.

Turkey's president feels under siege. And with both the United States government and parliamentary opponents accusing him of corruption, he will continue his domestic crackdown and his anti-American rhetoric. This is dangerous. Every newspaper closed or politician arrested, like every new diplomatic spat with the United States or Europe, will further strain Turkey's social fabric and weaken its economy.

American policy makers could soon find themselves facing an acute dilemma: As Mr. Erdogan becomes more aggressive, the means at Washington's disposal to apply pressure on him

**Relations between the two countries have reached a low. But trying to pressure President Recep Tayyip Erdogan could result in greater instability.**

increasingly risk destabilizing Turkey even further. Already, provocations like the attack on protesters in Washington last spring have prompted talk of economic sanctions in Congress. When Turkey arrested a local employee of the United States consulate who was accused of assisting in the collection of evidence for the sanctions case, the State Department suspended the issuing of nonimmigrant visas in Turkey for several months. Turkey's purchase of Russian air defense missiles could set off new sanctions.

In an increasingly tense and transactional relationship, targeted steps like these can help curb some of Mr. Erdogan's more antagonistic behavior. But getting tough on Turkey is unlikely to reverse the negative trajectory of the relationship. And it will ultimately produce diminishing returns.

There are several reasons for this. Turkey is already paying a serious economic price for measures that Mr. Erdogan feels are necessary to maintain his power, as post-coup purges and a continuing state of emergency frighten away foreign investors. Moreover, from Ankara's perspective, the United States is already putting enormous pressure on Turkey. To Turkey, Washington's military support for Syrian Kurdish fighters whose partners are at war with the Turkish Army, for example, makes matters of visa policy seem small.

As Turkey's political and economic situation deteriorates, the risk grows that further pressure will be counterproductive. Any sanctions with real bite would only increase the already serious possibility of a major economic crisis in Turkey. Rather than leave Turkey more dependent on Washington, such a crisis could well empower those in Ankara who already believe that Turkey has less to lose and more to gain by breaking with the West completely.

Given the grip on power that he now enjoys, Mr. Erdogan is unlikely to be voted out, regardless of how bad the

economy gets. If he decides to cling to power at all costs, even his fall would be more likely to unleash violence than facilitate a smooth return to some form of democracy. In these circumstances, pushing the country toward the brink would do little to advance America's ideals or interests, much less those of the Turkish people.

For all of Mr. Erdogan's anger at America, he now stands to benefit from the very American cynicism he regularly denounces. However infuriating and dangerous American policy makers find him, they will ultimately find the alternative — chaos in Turkey — scarier. Having missed the opportunity to apply pressure earlier in Mr. Erdogan's tenure, when it might have been effective, Washington is likely to end up quietly hoping he maintains his hold over the country for the same reason it has supported many other authoritarian leaders: stability.

With this in mind, American policy should look toward helping Turkey emerge intact from an inevitable period of authoritarian rule as early as realistically possible. Congress should focus any future sanctions on concrete issues affecting bilateral relations, like the targeting of American government employees and citizens. American leaders should remain consistent in their public and private criticism of Mr. Erdogan's undemocratic behavior, rather than withholding or deploying it selectively as a diplomatic tool.

Finally, it is important to prevent further escalation of Turkey's Kurdish conflict. The United States can use its military and diplomatic leverage in Syria to forestall both Turkish attacks on Kurdish forces there and renewed terrorist attacks by Kurdish groups in Turkey.

Beyond this, though, Americans can do little but brace for what's next. Turkey's political turmoil, like its relationship with the United States, will almost certainly get worse before it gets better. In the end, the only interest Washington and Ankara share may be a desire to keep Turkey from becoming even less stable.

**NICK DANFORTH** is a senior policy analyst for Bipartisan Policy Center's national security program.

# Syrie: l'ultime bataille est lancée à Idlib



Un rebelle tire une roquette lors de combats dans la province d'Idlib, jeudi, au nord-ouest de la Syrie. OMAR HAJ KADOUR/AFP/AFP

L'accord de « désescalade » est menacé. La Turquie proteste auprès de la Russie.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

**MOYEN-ORIENT** Après la victoire contre Daech dans l'est de la Syrie, c'est la dernière grande bataille du conflit. Elle a pour théâtre la province d'Idlib dans le nord-ouest du pays, frontalière de la Turquie, où ont été transférés des milliers de rebelles, expulsés de leurs fiefs d'Alep, de Homs et de la banlieue de Damas par le régime syrien et ses alliés russes et iraniens. « *La mère de toutes les batailles* » disent même certains : Idlib est la dernière province à échapper à Bachar el-Assad. Une bataille encore plus complexe que ce que la Syrie a connu depuis sept ans, concentrant la plupart des groupes insurgés et derrière eux leurs sponsors internationaux.

Fort de ses victoires remportées l'an dernier, le régime, appuyé par l'aviation russe, a lancé en décembre une offensive,

reprenant une soixantaine de villages du sud de la province, avant d'entrer mercredi dans l'aéroport militaire d'Abou Douhour, tenu depuis trois ans par une coalition de rebelles (Tahrir al-Cham), proches d'al-Qaïda. La reprise de cet aé-

roport stratégique permettrait à Damas et aux Russes de disposer d'un point d'appui non loin de la Turquie, tandis que la reconquête de la partie au sud-est de la province d'Idlib leur offre la possibilité de sécuriser la route qui relie Alep, la deuxième ville de Syrie, à Damas, la capitale. Mais, ces dernières heures, les djihadistes opposent une résistance féroce à Abou Douhour. Pour soulager ce front, ils ont lancé une contre-offensive visant les bases arrière des pro-régime, à des dizaines de km au sud de l'aéroport.

## Ankara piégé

Depuis début décembre, sous l'effet des violences, près de 100 000 personnes déplacées se retrouvent installées souvent dans « *des tentes de fortune* ». Quelque 96 civils, dont 27 enfants, sont morts depuis Noël dans des raids aériens du régime syrien ou de son allié russe, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Pourtant, cette province d'Idlib fait partie des quatre « *zones de désescalade* » des violences, instaurées l'an dernier lors des négociations d'Astana entre la Russie, l'Iran - soutiens du régime - et la Turquie - parrain des rebelles. Selon un accord trouvé à Astana, l'automne dernier, l'armée syrienne pouvait se déployer à l'est d'Abou Douhour, les rebelles à l'ouest, tandis que la Turquie était autorisée à positionner des troupes près de la ville d'Idlib et sur une montagne en surplomb d'Afrin, peuplée de ses ennemis kurdes.

Le calme relatif, qui régna à Idlib une bonne partie de l'année dernière, permit à des dizaines de milliers de réfugiés de rentrer de Turquie. À tel point que la province compte aujourd'hui 2,6 millions d'habitants. Les djihadistes de Tahrir al-Cham y font la loi, imposant un contrôle des mœurs. Leur « *gouvernement de salut* » qui administre la région a marginalisé le « *gouvernement provisoire* », installé par la Coalition nationale, un groupe d'opposants soutenus par les Occidentaux.

« *L'armée syrienne n'a pas vraiment respecté l'accord*, décrypte un expert, et aujourd'hui la Turquie est en colère après avoir été piégée par Damas et Moscou. »

D'où les appels pressants du président Tayyip Recep Erdogan à Vladimir Poutine pour qu'il fasse respecter la zone de désescalade. La guerre contre Daech gagnée à l'est, les troupes syriennes se sont aussitôt déployées vers Idlib. « *Les Turcs, ajoute l'expert, avaient promis aux Russes qu'ils contrôleraient via leurs alliés de Qatar les rebelles les plus puissants de Tahrir al-Cham.* » Ce qu'ils ont fait. D'où cette scène surréaliste lorsque des djihadistes - pourtant pas concernés par le cessez-le-feu d'Astana - escortèrent les forces turques entrant dans la province d'Idlib à l'automne dernier. Ankara contraignit leur chef, Mohammed al-Joulani, de rompre avec Ayman al-Zawahiri, le patron de la maison mère al-Qaïda. Joulani chassa les combattants internationalistes, notamment le groupe de Hamza Ben Laden, fils du chef historique de la mouvance terroriste, qui quitta Idlib pour la région d'al-Badia, non loin de Hama. Pour la Turquie, « *Joulani devait redevenir un révolutionnaire syrien* », résume l'expert.

Mais pour compliquer encore la donne, plusieurs centaines de combattants de Daech se réfugièrent dans la province d'Idlib après avoir fui l'été dernier, avant sa chute, leur bastion de Raqqa. Ils bénéficièrent dans leur débandade de la mansuétude de Damas, convaincu qu'une fois sur place, ils allaient s'affronter avec les autres rebelles. Ce qui arriva. Tahrir al-Cham leur accorda le droit de s'installer avec leurs armes légères et leurs familles. Et lorsqu'ils se sentirent assez forts, les djihadistes de Daech se retournèrent contre leurs ex-amis de Tahrir al-Cham. Aujourd'hui, le reliquat de Daech contrôlerait une douzaine de villages au nord-est de Hama. Que fera la Turquie si l'armée syrienne remonte au-delà d'Abou Douhour ? La bataille d'Idlib ne fait que commencer. ■



# How the other half lives in Iran



Demonstrators after Iranian police fired tear gas to disperse protests over Iran's weak economy, in Tehran last month.

## Shahram Khosravi

The village of Zaras lies in a valley circled by the Zagros Mountains in southwestern Bakhtiari Province of Iran. An hour's ride from Izeh, the nearest town, Zaras is home to about 60 families, who make a living from farming, pastoral nomadism and working as migrant laborers in Iranian cities.

On a September afternoon in 2014, I sat by the mud wall of a hazelnut garden with Darab, a 50-year-old farmer in Zaras. Darab, a man with a charming face and rough, calloused hands, cultivated potatoes, beans and onions on a plot of land slightly larger than an acre. Yet the harvest wasn't enough to feed his family — his wife, his six children and his old parents. Iran imported grains and potatoes on an enormous scale, and the prices fell each year.

Darab supplemented his meager earnings by digging wells and working for a few months at construction sites in nearby cities. He would make less than the equivalent of about 20 American dollars for 10 hours at a construction site — work that did not offer the safety net of insurance against accidents or ill health.

The village of Zaras has, like the rest of Iran, suffered from drought in the past decade. The land and the harvest have depleted. Darab spoke wistfully

about a time when there was enough water for the gardens and the fields in the village. "It gets worse every year," he said. "Nowadays they pour some water around the trees. It does not reach the roots." Many hazelnut trees around us were already dead.

On Dec. 31, Izeh, the town near Darab's village, witnessed one of the more violent protests triggered by economic hardships across Iran. Young men in Izeh took over the city for several hours. Several young men were killed; many were injured. They had confronted the Iranian policemen with bare hands.

But the first targets of the protesters' rage were the buildings housing the banks. Drought has forced an increasingly large number of people in the region to seek loans. Unable to pay off their loans, their debt grows, and the bank confiscates what they have left — land, a house or a tractor.

"People's lives are worthless!" I repeatedly heard Iranians in the villages and the cities make this despairing declaration. Sociologists use the term "precarity" to describe this abandonment, this depriving people of a livable life. "The world has boycotted us," Darab said. Before the sanctions were imposed on Iran, Darab and other workers would travel to Iran's Persian Gulf area to work for oil and gas companies. Foreign companies moved out after the sanctions and the jobs dried up.

Almost all young men in Darab's village moved to cities to join the growing urban precariat, who are exploited

as cheap and docile workers in the informal labor market. The absence of opportunity has intensified the migration from the villages to the urban areas, which have been growing five times faster. According to the Iranian Parliament data, the number of Iranians living in slums has increased 17 times since the revolution in 1979 to almost 10 million.

Every year more Iranians are classified as poor. Official sources reported in 2015 that 40 percent of Iranians lived below the poverty line. The unemployment rate among young people — between 20 and 24 years old — rose to 30 percent in 2016. This explains why more than 90 percent of the people arrested during the recent protests were under age 25.

About 11 million Iranians, around 50 percent of the work force, work in irregular employment, according to Iran's Ministry of Labor and Social Affairs. Almost all young workers I met during my extended fieldwork in the past 15 years have been in irregular employment, rarely paid on time, with little protection from exploitative employers. Between 10 million and 13 million Iranians are entirely excluded from health, work or unemployment insurance.

The Iranian poor do see the vast riches of the Iranian elite. Since the

**As inequality rises, the rural poor are angry and living increasingly precarious lives.**

early 2010s Iran has witnessed the growth of a consumerist culture and rising inequality. An increasing number of imported luxury cars have appeared on the roads; buildings whose price per square meter equals three years of a worker's wage have come up across the cities. Ice cream covered in edible gold — worth a worker's monthly salary — is on the menus of luxury restaurants.

After the day's work, I would walk with workers from Darab's village from the construction sites in wealthy neighborhoods in North Tehran to their modest rented rooms in the poorer South Tehran.

As we walked past Porsches and Maseratis parked outside luxury boutiques and restaurants, they would address God satirically and say, "If these people are your creatures, what am I then?"

Alongside financial insecurity and drought, Iranians are reeling from intense pollution in the cities. A decade of sanctions has significantly increased the prices of groceries, medicines and fuel.

The sanctions also excluded Iranians from the formal international banking system and forced them toward informal cash-based transactions, making them vulnerable to fraud and black market prices. The value of the Iranian toman has fallen by more than half

against the dollar since 2012, which affected all other costs inside the country.

President Trump's anti-Iranian tirades leave no hope for lifting or easing sanctions on Iran. The fear of military attack by Israel or the United States has added to the popular anxieties.

Yet hope for democracy and social justice in modern Iran has been replicated time and again through political

struggles, from the constitutional revolution in 1911, the oil nationalization movement in 1950, the revolution in 1979, the green movement in 2009 and the most recent protests led by the poor.

As the images of the protests in Iran appeared on screens worldwide, I thought of my conversation with Darab in his village. We had stared at the distant mountains rising toward a clear, blue sky in silence.

"See all these lands that we cannot get one single toman from. We do not have water. Write it," he had commanded. "And write that those in Tehran have been taking all money for themselves and have forgotten that we also are people."

**SHAHRAM KHOSRAVI**, a professor of Anthropology at Stockholm University, is the author of "Precarious Lives: Waiting and Hope in Iran" and "Young and Defiant in Tehran."

International New York Times JANUARY 11, 2018

## UNREST SHOWS THE IRAN DEAL'S VALUE

By raising expectations for a better life, the accord made Iranians less tolerant. Pulling out now would empower regressive forces.

For ordinary Iranians, the great promise of the 2015 nuclear deal was economic revival. International sanctions would be lifted, foreign investment would flow and the standard of living, crippled by years of ostracism by the United States and its partners, would rise, allowing Iran to once again flourish.

That hasn't happened, or at least not the way Iranians expected, thus producing conditions that helped make the recent protests — the most serious since 2009 — possible. Over two weeks, thousands of Iranians in more than 80 cities took to the streets to denounce high unemployment, inflation, corruption and the government's habit of spending money on foreign wars while cutting programs at home.

As the unrest unfolded, President Trump blamed the 2015 nuclear deal negotiated under President Barack Obama because it required the United States to put millions of dollars back into the hands of a repressive government — money that belonged to Iran but was frozen after the 1979 Islamic Revolution and returned when Iran curbed its nuclear program.

It's more plausible that by raising expectations for a better life, the deal opened Iranians' eyes and made them less tolerant when the government fell short.

The deal has had a beneficial effect. The economy grew by 7 percent in 2016 and was expected to do so again in 2017, a far cry from the 9 percent shrinkage in the two years before March 2014, when modest sanctions relief took effect. Oil production is nearly at pre-sanctions levels, foreign companies are making new energy investments and Boeing has received orders for commercial aircraft.

Nevertheless, growth and investment aren't doing enough to meet the needs of a population mainly too young to remember the Islamic Revolution.

The unrest was reportedly provoked by provincial conservatives, once reliable regime supporters, who wanted to embarrass Iran's moderate president, Hassan Rouhani, after he leaked details of increased spending for security and religious institutions while subsidies for ordinary citizens were cut.

While low oil prices are a big factor in Iran's failure to rebound, so are corruption, mismanagement, a weak banking system, a failure to curb money laundering, a flawed rule of law and a record of human rights abuses, including arrests of American-Iranian businessmen, that make foreign companies reluctant to do business there. The hard-line Islamic Revolutionary Guards Corps and various religious institutions, which control much of the economy, are major impediments to reform.

Now that some 22 people have been killed and at least 1,000 detained, the anti-government protests may be petering out without a clear indication of whether they will have a lasting impact. They certainly aren't the end of the struggle among Iranian hard-liners, determined to maintain rigid Islamic laws that dictate how people should live; moderates like Mr. Rouhani, who advocate social liberalization and engagement with the West; and now, assuming the protesters stay engaged, an angry working class.

On Monday, Mr. Rouhani came to the protesters' defense, saying they objected not just to a weak economy but also to widespread corruption and the clerical government's strict policies on personal conduct and freedoms. "One cannot force one's lifestyle on the future generations," he said in remarks reported by the semi-official ISNA news agency.

All this reveals a real struggle for Iran's soul that requires an approach more sophisticated than Mr. Trump's, which would exploit the turmoil to justify reneging on the nuclear deal. That would free Iran to resume nuclear activities and enable new sanctions that would shift Iranian rage from Tehran to Washington. Some American officials and analysts want to go further and overthrow Iran's government.

But Iran's future is for the Iranians to determine. The United States needs to be humble about what it doesn't know and cautious about more direct involvement in the country's politics. America has a troubled history with Iran, including overthrowing the country's democratically elected leader in 1953. Wars in Iraq, Afghanistan, Syria and Vietnam are haunting reminders of America's failures at trying to orchestrate political and social change abroad.

The question is not whether but how to help Iranians who favor nonviolent change. The United States, with its Western allies, should, of course, advocate the right of Iranians to seek peaceful political change, condemn the arrests of peaceful protesters and the violence against them, and urge internet companies to make it harder for Iran's leaders to block social media apps like Telegram that are so crucial to organizing and public debate. If he cares about the Iranian people, as he claims, Mr. Trump will also lift the ban on Iranians traveling to America.

But the president should also be aware that foolish moves by his administration could empower the most regressive forces and set back reforms that could bring Iran fully into the community of nations.





## FEATURE

# Twilight of the Kurds

**Kurdish officials once dreamed of forging their own state out of the ashes of the war against the Islamic State. Now they are fighting for their very survival.**



Joost Hiltermann, Joost Hiltermann is program director for the Middle East and North Africa at the International Crisis Group.



Maria Fantappie Maria Fantappie is a senior analyst at the International Crisis Group's Middle East and North Africa program. (@MariaFantappie)

January 16, 2018  
<http://foreignpolicy.com>

**J**ust a few months ago, it appeared that the Kurds of Iraq and Syria were the biggest winners in the war against the Islamic State. Bolstered by alliances with the very Western powers that had once betrayed and divided them, they dared to dream that they were on the verge of undoing what they perceived as a historic wrong, when geopolitical maneuvering denied them a state following the end of World War I.

Yet, instead of witnessing the creation of an independent homeland, the Kurds have suffered a major setback. As the military campaign against

the Islamic State winds down, the United States and its allies' enthusiasm for using the Kurds as their proxies against the jihadi organization has not translated into long-term military or diplomatic backing and certainly not into support for statehood.

Kurdish leaders were always aware of such dangers but nevertheless agreed to go along, seeking a fair reward for sacrifices made: the thousands of lives lost and massive investments diverted from the development of Kurdish areas to recapturing areas of great concern to the United States and its allies but not necessarily to Kurdish forces themselves. Such missions caused deep frustration among the Kurdish public. A Kurdish lawyer in the Syrian city of Qamishli noted that Kurdish forces had fought to liberate numerous Arab towns while majority Kurdish areas still suffered from a lack of basic infrastructure, such as schools and electricity.

To make matters worse, the combination of Western abandonment and internal political dysfunction has left the Kurds in a more precarious position than ever. Over the past year, Kurdish authorities in Iraq abandoned their cautious strategy to achieve independence in the hope that American support would allow them to leapfrog over the remaining hurdles in a dash toward the finish line — and were proved wrong. And their decision to go ahead with a controversial referendum on independence, defying the will of more powerful states, led to a

setback of historic proportions.

**T**he September 2017 referendum was supposed to begin the process that would see the Iraqi Kurds reap the rewards from their role in the war against the Islamic State. Masoud Barzani, the president of the Iraqi Kurdistan region, extended the vote to areas known as the disputed territories — borderlands between Kurdish and Arab Iraq that are claimed by both sides and prized for their oil. The Baghdad government of Prime Minister Haider al-Abadi objected in particular to this decision, seeing it as the first step toward the Kurdistan region's annexation of these areas.

The Iraqi government's response was swift and severe: In the aftermath of the referendum, Abadi sent federal troops into the disputed territories to restore Baghdad's authority. It had lost these areas to Kurdish Peshmerga fighters more than three years earlier, when the Iraqi Army crumbled under the Islamic State's initial onslaught. In October, after retaking the Kirkuk oil fields, Iraqi security forces then kept rolling, retaking vast swaths of the disputed territories in northern and eastern Iraq — more than what the Kurds had seized in 2014.

Barzani quickly found that his allies had abandoned him and his enemies were united against him. Iran, which long opposed any move ➤

➤ toward Iraq's breakup, deployed some of the Shiite groups it had trained and equipped against the Kurdish forces, which withdrew in the face of Abadi's advancing army. Turkey, a Barzani ally, was concerned that secessionist sentiment could spread to its own Kurdish population. It threatened to close its critical border along the Kurdish region and stood aside as Iran brokered a deal that allowed the Baghdad government to push back against the Kurds.

For their part, U.S. officials had long opposed any changes to the Middle East's borders for fear of setting off an unstoppable domino effect, as well as any move that threatened to undermine the Iraqi central government, and publicly told Barzani not to proceed with the referendum in preceding weeks. Washington then took no action when it learned that Abadi had struck a deal with one of the Kurdish groups, the

**« Western abandonment and internal political dysfunction have left the Kurds in a more precarious position than ever. »**

Talabani faction of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), to retake the Kirkuk oil fields without bloodshed. That deal appears to have been brokered by Iran.

The Iraqi government's seizure of the oil fields around Kirkuk may represent a larger blow to the Kurds' aspirations than the loss of the city itself. The oil is critical to their independence bid: It provides a revenue stream that gives them economic leverage with their neighbors. Losing control over those fields means having to revert to an earlier era when they were dependent on Baghdad for income from Iraq's much larger southern fields. Baghdad's approach since it retook Kirkuk in mid-October suggests that this is precisely the situation it intends to restore: the Kurdish region's almost complete reliance on Baghdad.

**T**he Kurdish leadership made two miscalculations that led to their current perilous position. The first was Barzani's expectation that the United States would support him as he moved toward statehood, based on what he viewed as the Kurds' utility to the West and the West's assumed sympathy for them. Kurdish leaders believe they have proved their worth as U.S. allies time and again and have been marketing Kurdistan as a dependable partner in checking Iranian ambitions in the region.

Kurdish leaders also have long invoked their support of democratic principles, claiming to be a model for the Middle East after 2003. They never fail to mention their protection of ethnic minority groups and of more than a million internally displaced Iraqis in the Kurdish region. And they argue with justification that their pursuit of statehood is no less legitimate than was America's in its war for independence and that the principle of self-determination is enshrined

**« The Iraqi government's seizure of the oil fields around Kirkuk may represent a larger blow to the Kurds' aspirations than the loss of the city itself. »**

in international law.

That the charm offensive hasn't paid off is partly due to the second source of Barzani's miscalculation, which lies much closer to home. The inconvenient fact is that Kurdish leaders like to boast that they built a thriving democratic bastion in the largely autocratic Middle East — but they never actually did. After Saddam Hussein's fall, the two main Kurdish parties — Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's PUK — did not pour their energies into creating functional rule-of-law institutions or diversifying the economy. Instead, they used oil money to enrich themselves, their families, and their party cadres.

The Islamic State's slash-and-burn offensive through northern Iraq in June 2014 made matters worse. Fighting off a common threat gave Barzani political breathing room, a justification for closing parliament, and a chance to extend his term as the region's president. Party rule was replaced by personality-based rule. The front line with the Islamic State in both KDP- and PUK-controlled areas was commanded by a network of political, military, and business figures who were mainly related to party leaders by personal or familial links.

The coseizure of the spoils of war by a handful of increasingly powerful leaders undermined the political system. Government ministers belonging to opposition parties had less power than KDP or PUK subordinates in the same ministries, who became the Kurdish region's primary sources of patronage. Masrour Barzani, Masoud's son, strengthened his control over the KDP's security apparatus in a power struggle with his cousin Nechirvan Barzani, who is the region's prime minister and a pragmatist focused on growing the economy.

Unconditional Western military support reinforced these trends. The United States and European countries supplied large amounts of weaponry to Kurdish forces — nominally to the regional government but in reality mainly to the KDP. The KDP's and the PUK's security forces pushed farther into the disputed territories,

**« The coseizure of the spoils of war by a handful of increasingly powerful leaders undermined the political system. »**

destroying some non-Kurdish areas in the process of fighting the Islamic State and preventing civilians from returning home unless they pledged their loyalty to the Kurdish parties.

In the run-up to the battle to wrest control of Mosul from the Islamic State in late 2016, the mixture of bad governance, political polarization, and popular discontent started to boil. Some saw the fight against the Islamic State in areas outside the Kurdish region as a tool for Kurdish leaders to enrich themselves, with no tangible benefit to ordinary Kurds. "Why should we fight for this political class?" one Peshmerga fighter asked at the start of the Mosul campaign. "Why should we go to fight in Mosul if Mosul is not part of Kurdistan?"

The KDP-PUK split deepened and has led to a territorial division within Kurdistan; entering KDP-controlled Erbil from PUK-controlled Sulaimaniya now feels like crossing a border. In a way, the referendum and subsequent backlash were both spurred by the two parties' efforts to secure their survival against each other: In order to mobilize popular support for the referendum, the Masoud-Masrour Barzani faction of the KDP struck an uneasy détente with PUK leaders who felt threatened with marginalization by the party's Talabani faction. This gambit encouraged the Talabani group, through Iranian mediation, to seek an understanding with Baghdad and pull its forces out of Kirkuk.

The Talabani's role was critical. They had given only tepid and belated support to Barzani's referendum plans. When they noticed how much regional and international opprobrium the president incurred for his decision to push ahead with the referendum, they saw their chance to turn the tables on him. As a result of their withdrawal from Kirkuk, the Iraqi Army, backed by pro-Iran military factions, met virtually no resistance as it advanced.

Barzani appeared blindsided by these developments — a testament to his likely belief that Western support and oil revenues had inoculated him against the need for compromise. His party had increasingly taken a go-it-alone approach: "If Sulaimaniya won't come along with us, we'll build Kurdistan in Dohuk, Erbil, and the Nineveh Plain," a businessman-turned-Peshmerga fighter said before the recent events, referring to areas in which the KDP exercises virtually exclusive control.

As a result of this hubris, it is now increasingly doubtful whether they will be able to build Kurdistan anywhere at all.

**T**he group ruling Kurdish districts in Syria's north may soon face similar challenges. It too has been willing to fight America's battles in exchange for military hardware, and it too may prove disposable as the Islamic State's remaining strongholds crumble and Washington's attention is drawn elsewhere. What will then happen to the de facto autonomous region Syrian Kurds have managed to carve out over the past five years?

Like their brethren across the border in Iraq, the Kurds in Syria have taken advantage of a weakened central state. In 2012, President Bashar ➤

➤ al-Assad's embattled regime pulled out of the north, leaving a vacuum that was filled by a local affiliate of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Turkey. This group — known as the People's Protection Units, or YPG — has received U.S. military largesse despite the fact that its leaders are trained by the PKK, which the United States considers a terrorist organization.

As in Iraq, armaments and training have enabled the YPG to deal the Islamic State defeat after defeat. These victories have had two contradictory consequences: They have fed Syrian Kurds' appetite for building an autonomous Kurdish region in Syria like the one in Iraq, and

**« The inconvenient fact is that Kurdish leaders like to boast that they built a thriving democratic bastion in the largely autocratic Middle East – but they never actually did. »**

they also have empowered PKK-trained commanders operating in Syria, the primary U.S. interlocutors. These commanders are torn between wanting to invest their gains in Syria in support of the PKK's struggle in Turkey and securing first and foremost autonomy in Syria.

The political monopoly exercised by PKK-trained cadres has alienated the YPG from northern Syria's Kurdish merchant and professional middle classes, who may be thankful for the group's protection but chafe under its tight control and feel increasingly pushed aside by the war profiteers gravitating around it. As one middle-class resident of Qamishli put it: Taxi drivers have become powerful police officers, and "simple shopkeepers can now be seen driving a 2017 Mercedes because they're smuggling oil and exporting cement." He went on to lament that such changes are especially galling at a time when teachers, lawyers, and doctors are doing small jobs on the side simply to survive.

The YPG faces a serious dilemma: In order to be militarily strong, it needs to remain tied to the PKK, from whose training grounds it draws its senior commanders. Yet doing so will prevent it from gaining support from a local population that finds no benefit in PKK-trained commanders carrying the flag of the Kurdish cause in Syria. Whatever the local people think of the group's ideology, they object to its exercise of power, which tolerates zero opposition. At the same time, the YPG's PKK affiliation makes it a direct enemy of Turkey, which has tried to strangle northern Syria economically. If the Syrian Kurds are not careful, they will find themselves isolated by their neighbors; Ankara and Damascus may in the future collude to oust the YPG and restore central control, just as Ankara gave a green light to Tehran to set back Kurdish aspirations in northern Iraq.

The YPG has two potential routes to avoid this

fate. It could relinquish control over non-Kurdish areas to local non-Kurdish allies following the Islamic State's military defeat and then focus on building a more viable autonomy for majority Kurdish districts. To do so, it would need to rely on the educated middle class affiliated with parties other than the PKK and its trained military cadres and hope that the United States will provide protection. This might also be acceptable to Turkey, which can tolerate a Kurdish entity on its border, as it has in Iraq, but not one dominated by its mortal enemy, the PKK.

That strategy, however, is complicated by the fact that the U.S. alliance with the Syrian Kurds is even less stable than Washington's partnership with the Kurds in northern Iraq. In late November, President Donald Trump suggested that the United States might end military supplies to the YPG. If this was a signal that the United States intends to abandon its proxy in the foreseeable future — a possibility that is the subject of vigorous debate within the YPG and PKK — the Kurdish group will have no choice but to diversify its alliances if it wants to survive.

Given this reality, the Syrian Kurdish leaders' other path would be to integrate their local governance and security institutions under the framework of the Syrian state, whose capability has been severely eroded. The YPG has been present in northern Syria at the tolerance of the regime and its powerful backers, and its fighters have mostly coexisted with Syrian security forces in the cities of Qamishli and Hasakah. The PKK also has a history of making deals with the regime since at least 1978, when it had offices in Damascus and trained its fighters in Lebanon's Syrian-controlled Bekaa Valley.

The YPG would do well to focus on creating effective governing institutions in cooperation with local Kurdish parties and consider inviting the return of the Syrian state's service delivery ministries. Such an approach might unlock the doors to trade with Iraq through the shared border, now controlled by Baghdad and Iran-affiliated armed factions on the Iraqi side, because the Iraqi government might look favorably upon an understanding between the YPG and Damascus.

It is unclear whether Assad will agree to anything less than full restoration of Syrian sovereignty over the Kurdish areas, but it's equally unclear whether he will have the capacity to pull it off. Moscow has suggested that it might not oppose Kurdish autonomy. Much will therefore depend on whether the United States, with Russia, will agree to broker a post-conflict arrangement that would allow the Kurdish districts to emerge from the Syrian war with a measure of self-rule.

**« Like their brethren across the border in Iraq, the Kurds in Syria have taken advantage of a weakened central state. »**

**By demolishing the border between Iraq and Syria, the Islamic State** challenged the political order that governed the post-World War I Middle East. Its brash actions helped nourish Kurdish dreams of independence; it invited Western intervention on behalf of the Kurds and offered the chance to change the region's borders to the Kurds' benefit. On both sides of the Syria-Iraq border, Kurdish leaders waited for central states to collapse under the strain of civil war while strengthening their forces with the help of Western weaponry. In Iraq, in particular, they appeared to bet on something more important: Western backing for statehood once that battle was done. Increasingly, however, this is looking like it was a losing bet.

There's a better way for the Kurds to pursue independence than relying on outside powers and escalating repression at home. Until a year ago, Iraqi Kurdish leaders had a brilliant strategy to achieve statehood: an incremental leverage-building process based on the presence of oil and gas inside the Kurdish region. For almost a decade, they were able to lure increasingly powerful oil and gas companies to invest in these largely unexplored blocks, accumulating political support in the process from the companies' home governments, including the United States, Turkey, and Russia. This approach would not have delivered independence soon, but it laid the foundations for it.

**« Kurdish leaders will now need to start over. »**

Kurdish leaders will now need to start over. Doing so will require reinvesting in the kinds of institutions that can both lead to and sustain an independent state, if and when the regional balance of forces turns in the Kurds' favor. A vibrant parliament and an independent judiciary are two essential such institutions, as is an independent anti-corruption agency working in tandem with the judiciary.

The Western-backed fight against the Islamic State encouraged Kurdish leaders to erode the very bases of sustainable statehood. The combination of political overconfidence and territorial greed triggered the disastrous setback for the Kurds in Iraq — and it could soon do the same in Syria as well. If the Kurds want to have any future prospect of independence if and when the regional equation changes, their leaders would do better to prioritize political reform at home. If they fail to do so, they may, seven years after the Arab uprisings, face a Kurdish spring of their own, driven by a youthful populace — furious, frustrated, and keen to punish them for their historic blunder, political mismanagement, and irredeemable corruption. ♦

*This article originally appeared in the January 2018 issue of FP magazine.*

# Iranians publicly dispute party-line claims on protest deaths



President Hassan Rouhani of Iran at a ceremony Sunday in Tehran. He appeared to lend support to those who doubt that some protesters had killed themselves.



Police officers in Tehran prevented university students from joining other protesters last month. The Iranian authorities said Sunday that 25 people had died in the protests.

## TEHRAN

### Public disputes accounts by government officials of protesters' suicides

BY THOMAS ERDRINK

Two of the detained young men killed themselves, and another was a terrorist who died in a clash with security forces, Iran's government officials have declared with finality. But in an extraordinary display of audacity, many Iranians, including a number of lawmakers and a top entertainment star, have assailed such conclusions.

The three young men were among more than two dozen Iranians who died in the wave of antigovernment protests that swept the country a few weeks ago, the most serious unrest to confront the Islamic republic's political-religious hierarchy in nearly a decade.

The men's personal stories, which have since emerged, have struck a nerve among many Iranians, who see glaring contradictions in the official accounts of the facts.

Their push for further investigation, including a parliamentary demand for an inquiry into the prison deaths, suggests that while the protests have largely subsided, the fallout in Iran may be just beginning.

"This news of so-called suicides is making people angry; they demand answers," said Farshad Ghorbanpour, an analyst close to the government of President Hassan Rouhani.

It is unclear whether the anger signals a potent new complication for Aya-

tollah Ali Khamenei, who as Iran's supreme leader was a target of some of the protests, which began over economic grievances and quickly broadened.

But the willingness by members of mainstream Iranian society to publicly repudiate the narrative of the top judicial authorities is unusual in this country of 80 million, where such behavior can be risky and invite retribution.

Iran's judicial authorities, in an update on Sunday about the aftermath of the protests and government response, said a total of 25 people had died and nearly 4,000 had been arrested. They also said that hundreds had been released, including 500 in Tehran.

The national prosecutor, Gholam Hossein Mohseni-Ejei, said at a news conference in Tehran that "none of the bullets" found in those killed had matched types used by Iran's law enforcement officers and military. Those who died in detention, he said, had "committed suicide."

President Rouhani, who has defended the right of peaceful protest, on Sunday appeared to lend support to the doubters of such claims.

He extended his rebukes of hard-liners over the protests after an influential Friday Prayer leader called the protesters "garbage." The prayer leader, Kazem Sadighi, later retracted his words.

Mr. Rouhani called upon the establishment to listen to the protesters, not demean them.

"We cannot call everybody who takes to the streets dirt and dust, cow, sheep or trash," he said in a speech broadcast on state television. "What manner of talking is this? Why do we insult? Why do we treat our society impolitely?"

While acknowledging that some peo-

ple exploited protester anger to stoke mayhem, Mr. Rouhani said, "it happens everywhere."

On Saturday, the authorities lifted a ban on the popular phone messaging app Telegram, which is used by more than 40 million Iranians. Its use had been suppressed by Iran's National Security Council to stop the spreading of news about the protests. Mr. Rouhani, who as president officially heads the council, said on Sunday that "blocking is not a solution."

Telegram users quickly began to share skepticism about the judiciary accounts of the prison deaths.

One of the dead, Vahid Heidari, a street peddler, had been trying to make a living in Arak, a city in central Iran. He was arrested on New Year's Eve during the protests. The judicial authorities insist that he was seized for possession of drugs. A lawyer for his family, Mohammad Najafi, denies this.

The local prosecutor for the city, Abbas Qassemi, told the Mizan news agency, which is affiliated with the judiciary, that video footage showed Mr. Heidari stabbing himself with a knife. But the video was never released, and Mr. Qassemi did not explain how Mr. Heidari had possessed a knife in his cell.

In Tehran's Evin Prison, Sina Ghanbari, 23, a student, hanged himself in a bathroom on Jan. 6, the judicial authorities say. He had been held with other protesters, but it has not been made clear whether he had also protested.

A group of lawmakers on Sunday called for an investigation into the deaths of both men, the semi-official ISNA news agency reported. The members of Parliament say an inquiry is needed because "relatives and eyewitnesses" have questioned the official

claims that the two killed themselves.

"Why is a young student, who goes for the first time to the streets to raise his voice, placed in an overcrowded prison cell?" Isa Saharkhiz, a political activist who has spent several stints in Evin Prison, said in reference to Mr. Ghanbari.

He said that panic and threats could make any inmate scared, but he was suspicious over the suicide claim. "There is so much traffic in those latrines, it almost seems impossible for any detainee to go inside the latrines and hang himself," Mr. Saharkhiz said. "This must be investigated."

During the last major nationwide protests, in 2009, the deaths of three men in a makeshift detention camp led to an official investigation, ordered by Ayatollah Khamenei. Twelve officers and guards were convicted of having played a role, but it has never been clear whether they all served prison time.

Skepticism about the official version of fatalities in the recent protests was fueled further on Sunday when an Iranian celebrity actress, Bahare Rahnama, who stars in films and shows on state television, posted a series of messages on Twitter.

A former restaurant delivery boy she knew well, who had turned up dead in the city of Sanandaj, was described by the judicial authorities as a terrorist.

"He was neither an outlaw, nor dangerous, nor rebellious, he didn't deserve this, I have no doubt," Ms. Rahnama wrote in Persian.

**"We cannot call everybody who takes to the streets dirt and dust, cow, sheep or trash. What manner of talking is this?"**

The man, Saru Ghahremani, 24, an Iranian-Kurd, was arrested on Jan. 1 after he had gone out to protest, activists said.

A group of activists known as the Committee Investigating the '96 Protests (in Iran's calendar, the year is 1396), said in a Twitter message by a member that Mr. Ghahremani's body had been delivered to his parents 11 days later. "The parents of this martyr were taken by the ambulance containing his corpse to the Mahmoudieh graveyard, where he was buried with no other family members present," the message read.

The '96 Protests Committee also said via Twitter that Mr. Ghahremani had once been arrested at age 18, over unspecified "political and security accusations," and had spent 18 months in prison.

The governor of Sanandaj, Mohammad Ebrahim Zarei, said that Mr. Ghahremani had been associated with a "terror group" and had been killed in a clash with law enforcement agents, the official Islamic Republic News Agency reported.

Ms. Rahnama, whose Twitter messages contradicted the Sanandaj governor, deleted some of them, after receiving thousands of likes and retweets.

The actress, who could not be reached for comment, later tweeted that she had been asked by the Sanandaj governor's office "not to spread false rumors."

One of the messages she kept up included a portrait of her and Mr. Ghahremani.

She also insisted that it was unimaginable that Mr. Ghahremani had done anything wrong.

"This kid was neither political nor a protester, nor a rebel, nor an outlaw, he had simple but big wishes for himself: like making his mother happy!" she wrote. "Why should he be killed?"

ASHARQ AL-AWSAT

17 JANUARY 2018

## US Welcomes Constructive Talks Between Baghdad, Erbil

Wednesday, 17 January, 2018 - 11:30  
<https://aawsat.com>

He said that the US pays attention to its relations with the Kurdistan Region, according to Kurdistan Regional Government's (KRG) website.

Tillerson expressed happiness over what he called constructive meetings between the Erbil and Baghdad delegations in attempts to resolve their outstanding issues, reported Rudaw in a statement following Tillerson's phone call with Barzani on Monday.

He described the Iraqi constitution as a means for resolving the issues and expressed his readiness to support dialogue between Erbil and Baghdad.

He also stressed continued coordination between the Kurdistan Region, Baghdad, and the United States to confront any threat in the post-ISIS phase and possible re-emergence of violence.

In his phone call with Barzani, Tillerson reiterated US support behind democratic processes and elections in Iraq and the Kurdistan Region and hoped for the KRG to overcome its

crippling economic crisis.

For his part, Barzani thanked Tillerson for supporting the KRG and cautioned that there are still threatening elements that again could unleash violence.

He deemed it important for the three sides — the US, Iraq and the KRG — to work together on a current and future joint mechanism.

Barzani emphasized that the KRG was always ready for talks and dialogue with Baghdad, describing the recent Erbil-Baghdad talks as positive and stressing the importance of the role of each side in the developments in Erbil-Baghdad relations.

"Erbil counts Washington as its ally for passing the current phase, and it needs the support of its friends," Barzani said.

He added that the political processes and elections in Kurdistan are being undertaken seriously.

Recent meetings between Baghdad and Erbil also headed the meeting, which was held Tuesday between Iraqi President Fouad Masum and his three deputies Nuri al-Maliki, Osama Najafi and Iyad Allawi.



*US Secretary of State Rex Tillerson told KRG Prime Minister Nechirovan Barzani that the US welcomes signs of development in talks between Erbil and Baghdad.*

A presidential statement said that "the agenda included the discussion of a number of important files related to the upcoming elections, the budget law and talks between the federal government and the KRG."

The meeting praised the response to the presidential initiative, continuous talks between the ministries in the federal government and the KRG on the stalled technical aspects and understandings required to resolve all the problems.

It stressed the need to activate and intensify efforts to reach practical solutions to various aspects of the crisis in accordance with the constitutional contexts.

# Jitters over a new border force in Syria

BEIRUT, LEBANON

## American-backed troops could solidify Kurdish enclave and test allies

BY ANNE BARNARD

A plan to create a new American-backed, Kurdish-led border force in northeastern Syria has raised alarms in the region that the United States may be helping to cement an autonomous Kurdish enclave that could further divide Syria.

The 30,000-strong force, vehemently opposed by Russia, Turkey, Iran and the Syrian government, could also ignite a new phase in the war that could pit American allies against one another and draw the United States deeper into the conflict.

While Kurdish and American officials sought to tamp down the controversy this week, insisting that the force was really nothing new, they confirmed some of the fears.

They said the border force will help defend and preserve the section of northeastern Syria controlled by the Kurdish-led, United States-backed militia known as the Syrian Democratic Forces, an area that has become a de facto semiautonomous zone. And they said that the United States was committed to backing the force for at least two years.

The force would be essentially a restructured version of the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., its spokesman, Mostafa Bali, said Tuesday. He said the fighters would be "professionally well trained as border guards," and would deploy along parts of Syria's borders with Turkey and Iraq to prevent an Islamic State resurgence, which he called "a moral duty."

It would also, he said, hold the line between S.D.F.-held territory and areas held by Syrian government forces, roughly along the Euphrates River.

It would also, he said, hold the line between S.D.F.-held territory and areas held by Syrian government forces, roughly along the Euphrates River.

The territory includes large swaths of land captured from the Islamic State by the S.D.F., the Kurdish and Arab militia that has been the United States' main partner in Syria against the militant group. But there has never been agree-



Above, Syrian Democratic Forces soldiers in Raqqa last year, before they drove ISIS out, and below, an S.D.F. soldier at a forward base. The new force would be essentially a restructured version of the American-backed militia.

ment on what would happen to that territory once the Islamic State was vanquished. The Kurdish party that dominates the S.D.F. has always said the territory would remain as a self-governing part of a federalized Syria. American officials have said the United States would continue to support its allies in Syria, but they have been vague about how and for how long.

The plans for a new force suggested a possible answer to that question.

But the Syrian government and its allies Russia and Iran object to any division of Syria. So do most Syrian opposition groups. The government led by President Bashar al-Assad wants to reestablish control over all of Syria and objects to American tinkering outside of a negotiated peace deal.

Perhaps the angriest protests have come from Turkey, an American ally and NATO member. Turkey opposes the Syrian government but considers the Kurds a dangerous enemy and fervently objects to a semiautonomous Syrian Kurdish entity bordering its own Kurdish areas, where it is fighting Kurdish insurgents.

Turkey has threatened to invade another Syrian Kurdish enclave, called Afrin, as soon as this week.

American analysts offered sharply diverging views on the significance of the new force, its impact on any potential peace plan and how it fits into broader American policy on Syria.

"This is about making sure that ISIS is truly defeated and the conditions for its regeneration are eliminated," said Andrew J. Tabler, a Syria specialist at the Washington Institute for Near East Policy. "This isn't to create a Kurdistan or an enclave in the long term."

But Joshua M. Landis, a Syria specialist at the University of Oklahoma, said in an email that the United States was effectively "backing an independent state north of the Euphrates River," one that controls a large portion of Syria's oil and gas reserves and its main electric dam, and that has its own army and Kurdish-language school curriculum.

"It will become a de facto Kurdish-run state should the U.S. continue to protect and fund it," he said.

Although the Americans have committed to protecting the area for two years, it remains to be seen if they will, or what would happen after that. Russia,

Iran, Turkey and the government in Damascus have all demonstrated that they are more invested, militarily and politically, in shaping the outcome in Syria than is the United States.

Mr. Landis said the force could be less about a long-term commitment to the Kurds than a fig leaf for a continued American presence to counter Iran's forces there.

Given those uncertainties, the Kurds are hedging their bets. They have worked not only with the Americans but also, increasingly openly, with the Rus-

sians. By keeping channels open to the Russians, analysts and officials say, they gain leverage over the United States and Turkey, and an escape hatch to reconcile with the Syrian government if all else fails.

On Tuesday, American and Kurdish officials sought to calm worries, saying that the troops would not be entirely Kurdish but that their ethnic makeup will reflect the areas where they are stationed. "These forces are not a threat against anybody," including Turkey, Mr. Bali, the S.D.F. spokesman, said.

He said the enclave would not break Syria apart but would be part of a new, more decentralized or federalized Syria. He said it would not be based on Kurdish ethnicity but would be a government for an area of northeastern Syria that includes Arabs, Armenians and Syrians.

"Syria should be a united federation, like those of the United States and Russia," said Abdelkareem Omar, a Syrian Kurdish official. "The vision we have of Syria does not in any way threaten the unity of Syria, nor the safety and security of countries in the vicinity."

Col. Ryan Dillon, the American military spokesman in Baghdad, said that the United States could have explained the plan more clearly to avoid alarming allies, but that it was simply a logical next step from the local security forces that S.D.F. has created in areas taken from the Islamic State.

"We've established internal security forces," Colonel Dillon said. "This is the same for border areas."

But Turkey considers the new force a terrorist army and has promised to destroy it, risking a new round of fighting.

Such a conflict could pit American allies — Turkey, some Syrian Arab rebels and the Kurdish-led force — against one another, further muddling an already murky American policy in Syria.

Kurdish forces have not fought the Syrian government much, mainly polic-



ing their territory and fighting the Islamic State, although they may later have to choose between fighting government forces and losing their de facto autonomy. Several Syrian rebel groups, including some once backed by the United States, now work directly with Turkey. Last year, they seized an area along the Turkish border that separates the main Kurdish-held area from a smaller enclave, Afrin, which is now threatened with a similar incursion.

The dispute is creating new bumps in the already rocky road to a negotiated settlement for the war. Preparations are underway for a new United Nations-led round of talks next week and a Russian-hosted Syrian dialogue conference in February in Sochi. But there is no agreement in any of the proceeding talks about the future of the Kurdish areas.

Denied a separate Kurdish delegation at the United Nations-sponsored talks in Geneva, Kurdish groups have been trying to get one in Sochi. But Turkey says

it will pull out if Russia grants that request. Kurdish officials say that in a compromise, they will send 40 delegates to Sochi representing not the Kurdish ethnic group but the locally governed area held by the S.D.F.

Meanwhile, the government led by Mr. Assad has shown no interest in decentralization, or in any reforms at all.

But Kurdish officials say they are determined. "It won't go back to how it was before 2011 after all this," Mr. Omar, the Kurdish official, said.

Another Kurdish official, who asked not to be identified because he was not authorized to comment on the matter, said the Kurds would not bow to Turkey or to the Syrian government. With rebel groups divided, he said, the S.D.F. is the last coherent force left to push for change.

*Reporting was contributed by Nada Homsî and Hwaida Saad from Beirut, Eric Schmitt from Washington and Carlotta Gall from Istanbul.*



January 12, 2018

## Kirkuk is "Occupied" by Iraqi Army: Ousted Governor

Basnews English 12/01/2018  
<http://www.basnews.com>

**ERBIL** — The ousted Kurdish governor of Kirkuk, Najmaddin Karim said on Thursday during his latest interview that Kirkuk province is indeed "occupied" by the Iraqi army and Iranian-backed militias of Hashd al-Shaabi.

Speaking to Kurdistan 24, Karim said he is still the only legitimate governor of Kirkuk

who assumed office through the votes of the people.

Karim is now in Kurdistan Region since he was threatened with death at the wake of Iraqi troops' invasion of Kirkuk last October. Karim criticised some senior members of his party (Patriotic Union of Kurdistan or the PUK) for helping the Baghdad forces attack Peshmerga then.

The Shi'ite militia group of Hashd al-



Shaabi has now appointed Karim's deputy (an Arab figure) to the position of "acting governor". Karim warned of a widespread Arabisation campaign taking place in Kirkuk at the hand of Hashd al-Shaabi.

# En Irak, la seule solution passe par le fédéralisme

Le ministre des affaires étrangères du Kurdistan irakien, Falah Mustafa Bakir, considère que le système politique mis en place après 2003 a échoué en raison du sectarisme de Bagdad

Par FALAH MUSTAFA BAKIR



Après l'opération de libération de 2003, nous, habitants de la région du Kurdistan irakien, avons opté pour un authentique partenariat avec le nouvel Irak. Nous pensions que celui-ci serait fédéral et démocratique, qu'il serait régi par un gouvernement fédéral fondé sur le consensus, la prospérité, le partage du pouvoir. Mais comme pour de nombreuses autres promesses faites par la communauté internationale avant et après 2003, le système prévu pour l'Irak s'est soldé par un échec. Substituer à ce type de projet dysfonctionnel un système fédéral bien structuré entre l'Irak et le Kurdistan pourrait représenter pour tous une planche de salut.

Bien que nous ayons connu des périodes difficiles lors de l'instauration de notre gouvernement pluraliste, nous avons développé notre propre système, instauré une économie de marché et approfondi notre démocratie afin d'établir des passerelles avec le reste du monde. Malheureusement, en raison notamment du sectarisme du gouvernement central, nos efforts n'ont jamais été étendus au reste de l'Irak, et notre réussite s'est mise à briller d'un éclat trop vif aux yeux des autorités de Bagdad.

L'accumulation des échecs dans la relation entre le gouvernement régional du Kurdistan et Bagdad a tout naturellement conduit la région du Kurdistan à explorer d'autres voies. Pourtant, là encore, on nous a refusé le droit de décider de notre avenir. Le peuple kurde possède sa propre culture et sa propre identité. Il hérite les valeurs du pluralisme, de la démocratie et de la coexistence pacifique. Le nier ne pourra qu'avoir des conséquences regrettables. Si l'on souhaite que nous continuions à faire partie de l'Irak, le statu quo doit évoluer. Cette

situation d'incertitude, dans laquelle on nous refuse l'indépendance tout en nous privant des droits légitimes qui devraient être les nôtres en tant qu'Irakiens, n'est pas tenable.

La question est de savoir quel sera l'avenir du Kurdistan si l'on nous dénie le droit de nous séparer de l'Irak tout en nous privant de toute alternative nous permettant de vivre en bonne entente avec les autres Irakiens. Est-ce de la realpolitik, une politique de deux poids, deux mesures, ou de la simple hypocrisie ? Les problèmes ne s'arrêtent pas là.

## EMPÊCHER L'AGGRAVATION DU CHAOS

Le vide politique et la concurrence malsaine entre différents groupes d'intérêt ont favorisé l'instabilité et ont permis l'émergence du terrorisme. Le gouvernement fédéral et la communauté internationale doivent s'occuper beaucoup plus sérieusement de la situation actuelle afin d'empêcher l'aggravation du chaos.

Bagdad est responsable du manque de ressources et de revenus dans la région, ce qui suscite une grande déception parmi le peuple du Kurdistan, qui estime ne pas recevoir la part qui lui revient. Les sanctions économiques, l'interdiction des vols internationaux et les tentatives de couper le Kurdistan irakien du monde extérieur sont autant de coups portés à l'économie de la région. Les conséquences néfastes de cette situation ne touchent pas seulement les habitants du Kurdistan irakien eux-mêmes, mais aussi près de 1,5 million de personnes déplacées et de réfugiés accueillis dans le sanctuaire kurde. Le partage du pouvoir et des richesses n'a aucune place en Irak.

Par ailleurs, les gros titres de presse qui glorifient l'Irak ne servent pas le statu quo de manière positive, ni ne décrivent

correctement la réalité des conflits profonds qui déchirent la région. Prétendre le contraire ne fait que préparer la voie à des problèmes encore plus graves dans le futur. La communauté internationale a la responsabilité de soutenir l'Irak dans son ensemble, elle ne peut appuyer seulement Bagdad au détriment du Kurdistan.

Un Kurdistan irakien fort, stable et prospère ne peut que contribuer positivement à l'émergence d'un Irak fort et pacifié qui représenterait un phare de la coexistence dans une région du monde où cela est devenu une rareté.

Kurdes, chiites et sunnites d'Irak ont besoin d'une réorganisation structurelle des liens qui les unissent. L'état actuel de leurs relations ne fait qu'aggraver les tensions entre les différents groupes. Une solution politique prenant la forme d'une confédération est la seule voie possible pour que les différents groupes parviennent à résoudre les problèmes urgents qui se posent aujourd'hui.

La seule façon pour l'Irak de parvenir à la stabilité intérieure est de se réorganiser sur la base d'un dialogue franc et ouvert entre les différentes entités qui le composent. Faute de quoi, le pays restera instable et sera toujours sur le point de sombrer dans le chaos, ce qui n'est dans l'intérêt de personne. ■

Traduit de l'anglais par Gilles Berton



**Falah Mustafa Bakir**

est ministre des affaires étrangères du Kurdistan irakien



# Pourquoi la Turquie a lancé son offensive dans une enclave kurde en Syrie



Des militaires turcs à la frontière syrienne, le 17 janvier 2018. PHOTO OSMAN ORSAL/REUTERS

collaborent avec les Kurdes dans l'est du pays, et en particulier dans le Sud-Est, où ils continuent d'affronter les troupes en déroute de l'État islamique, la région d'Afrin, elle, est sous protection des Russes, qui y ont établi une base militaire. "La Turquie ne peut pas entrer dans Afrin sans le feu vert de la Russie. Si l'opération a lieu, ce sera avec l'accord des Russes, qui voudront punir les Kurdes pour leur alliance avec les États-Unis", analysait le quotidien d'opposition Cumhuriyet.

## ERDOGAN VEUT REDORER SON BLASON

Un assaut turc contre l'YPG risque aussi de provoquer la révolte des Kurdes de Turquie, solidaires dans leur grande majorité des Kurdes syriens. "Vous pensez ne faire qu'une bouchée d'Afrin, mais vous vous y casserez les dents. La population locale ne se soumettra jamais à votre force, elle résistera et elle finira par vaincre", prédit le journal prokurde Özgürlükçü Politika, régulièrement interdit par les autorités.

Et si, avant que d'être un enjeu géopolitique majeur pour l'avenir de la région, l'intervention turque en Syrie n'était qu'une question d'enjeux électoraux, comme s'interroge l'intellectuel Hasan Cemal dans le journal en ligne de l'opposition libérale T24 ? "Comme il l'a fait par le passé, Erdogan joue la carte de la guerre pour redorer son blason alors que sa cote baisse dans les enquêtes d'opinion. Afin de remporter les élections de 2019, il tente de pousser la Turquie vers une aventure militaire à l'étranger. Il pense qu'en se durcissant, en créant davantage de polarisation, il apparaîtra à nouveau comme un recours pour les électeurs. C'est une stratégie qui peut être payante électoralement, mais c'est aussi un jeu dangereux qui risque de plonger la Turquie dans l'enfer." ♦

Courrier international-Paris 19/01/2018  
www.courrierinternational.com/

Le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé, samedi 20 janvier, qu'une opération militaire avait été lancée, à Afrin, une enclave tenue par les forces kurdes de l'YPG, considérées par Ankara comme terroriste. Une situation qui détériore les relations de la Turquie avec ces partenaires internationaux soutiens des Kurdes et qui divise la presse du pays.

La Turquie avait déjà lancé de facto par des bombardements transfrontaliers une opération militaire dans la région syrienne d'Afrin, avait déclaré le 19 janvier le ministre turc de la Défense. Depuis des jours, l'armée turque avait pris position au nord-ouest de la frontière syrienne et pilonnait à l'aide de l'artillerie les positions des forces kurdes qui contrôlent la région d'Afrin.

Les bruits de bottes résonnaient depuis plusieurs jours en Turquie : "Si les terroristes ne se rendent pas et ne quittent pas Afrin dans la semaine, nous ferons s'écrouler le ciel sur leurs têtes", avait tonné le président turc le 13 janvier.

Les raisons de l'emballement turc viennent

notamment de la décision américaine, dimanche 14 janvier, d'entraîner et d'équiper une force de 30 000 hommes en Syrie, dont les membres seraient majoritairement affiliés à l'YPG, les forces kurdes de Syrie, principal partenaire de la coalition internationale dans la lutte contre l'État Islamique mais qu'Ankara considère comme des terroristes affiliés au PKK (la guérilla indépendantiste de Turquie).

### LIVRAISONS D'ARMES

"Les livraisons d'armes à ces terroristes sont une attaque directe contre la Turquie. [...] La Turquie n'a pas le choix, quel que soit le prix à payer elle doit faire disparaître cette menace, il nous faut attaquer", assène le quotidien islamonationaliste Yeni Safak. "Cette décision américaine de créer une force kurde en Syrie risque de porter un grave coup à la relation entre les États-Unis et la Turquie. Par le passé, plusieurs crises ont déjà entamé l'entente entre les deux pays, mais cette crise-là est bien plus sérieuse et risque d'être difficile à surmonter", s'inquiète le journal kémaliste d'opposition Hürriyet.

La question d'une intervention militaire de la Turquie était d'autant plus compliquée qu'elle-ci devait également parvenir à persuader son allié russe de la laisser intervenir. Car si les Américains

l'Armée syrienne libre et les combattants kurdes", selon l'armée russe.

Cette déclaration du ministère russe de la Défense intervient alors que l'armée turque a confirmé samedi avoir lancé l'opération baptisée "Rameau d'olivier" dans le nord de la Syrie contre une milice kurde -- Unités de protection du peuple (YPG) -- considérée par Ankara comme une organisation terroriste, mais alliée des États-Unis dans la lutte contre le groupe État islamique (EI).

Pour sa part, l'armée russe a accusé les États-Unis d'avoir "provoqué une réaction extrêmement négative d'Ankara" avec leurs "livraisons incontrôlables d'armes" à ces milices soutenus par Washington.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a réagi avec colère cette semaine à l'annonce d'un plan pour constituer une force de 30.000 hommes, provenant en partie des YPG, sous l'égide des États-Unis pour protéger la frontière nord de la Syrie.

"De tels actes irresponsables de la partie américaine en Syrie risquent de miner le processus du règlement pacifique" dans ce pays, avertit l'armée russe.

La Russie intervient militairement en Syrie depuis septembre 2015 en soutien aux forces du régime de Damas et contre les jihadistes.

Malgré le retrait partiel de ses troupes annoncé en décembre, la Russie maintient en Syrie trois bataillons de police militaire et garde sa base aérienne de Hmeimim et la base militaire navale de Tartous, ainsi que son Centre de réconciliation des belligérants. ●



## Offensive turque en Syrie: les militaires russes ont quitté la zone d'Afrine (Défense)

Moscou, 20 janvier 2018 (AFP)

LES MILITAIRES RUSSES ont quitté la zone d'Afrine, dans le nord de la Syrie, où l'armée turque a lancé une offensive terrestre et aérienne contre une milice kurde, a annoncé samedi le ministère russe de la Défense.

"Le commandement des forces russes en Syrie a pris des mesures visant à assurer la sécurité de ses militaires qui étaient déployés dans la zone d'Afrine", a indiqué le ministère dans un communiqué.

Ces troupes "ont été retirées" vers la zone de désescalade de Tal Rifaat, également dans le nord de la Syrie, a-t-il précisé.

Ces mesures ont été prises "pour empêcher d'éventuelles provocations et exclure toute menace contre la vie et la santé des militaires russes", selon la même source.

Cette zone avait été créée dans la région de Tal Rifaat en septembre pour "empêcher les provocations et de possibles accrochages entre les unités de

# Les États-Unis forment 30 000 alliés dans le nord de la Syrie

Ils serviront de gardes-frontières avec la Turquie et l'Irak. Le président Erdogan jure de « tuer dans l'œuf » le plan américain.



Des combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS) transportent des armes sur la ligne de front, en octobre, à Raqqa.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** La coalition anti-Daech, conduite par les États-Unis, compte entraîner 30 000 combattants locaux qui se déploieront autour des régions du nord de la Syrie contrôlées par son allié, les forces arabo-kurdes (FDS). Grâce à un appui aérien et logistique fourni par la coalition, cette alliance, dominée par les Kurdes, a chassé l'année dernière les djihadistes de leur bastion de Raqqa et d'autres secteurs qu'il convient désormais de sécuriser. Les FDS contrôlent un tiers environ du territoire syrien, dont les principaux gisements de pétrole du pays.

Le noyau dur de cette « force frontalière » sera constitué, pour moitié, de combattants des FDS démobilisés, et le reste sera issu d'un recrutement entre populations arabes et kurdes. Les premiers devraient être déployés à des barrières face aux territoires tenus par le régime syrien dans les secteurs arabes le long de l'Euphrate, ainsi que plus au sud sur la frontière avec l'Irak. Les Kurdes, eux, seront positionnés dans leur fief du nord, frontalier de la Turquie. Ces « gardes-frontières » devront également lutter contre les mines laissées par les djihadistes, dont un certain nombre se cachent encore dans ces régions, tandis que d'autres tiennent toujours quelques poches dans la province de Deir ez-Zor.

## « Agression flagrante »

« Les vastes zones et villes ayant été libérées ont besoin de quelqu'un pour les protéger », fait valoir Mustafa Beli, responsable média des FDS. Quelque 230 hommes ont entamé leur formation, a précisé le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition. Officiellement, Washington compte « empêcher la résurgence » de Daech. Mais à travers cette annonce, les États-Unis, qui disposent de 2 000 soldats et d'une demi-douzaine de bases militaires dans le nord de la Syrie, visent d'autres objectifs. « Les Américains cherchent à s'assurer une présence

## Tensions américano-turques sur la frontière

CONTRÔLE (OU PRÉSENCE) DÉBUT JANVIER 2018

Forces démocratiques syriennes (FDS) Daech Régime syrien  
Rebelles syriens... avec le soutien de l'armée turque

Les régions faiblement peuplées apparaissent en clair sur la carte

Bases américaines en Syrie selon l'agence turque Anadolu (juillet 2017)

Principaux points de passage turco-syriens



à long terme en Syrie, mais aussi à contenir l'expansion iranienne en essayant de couper le corridor territorial reliant l'Iran à l'Irak, la Syrie jusqu'au Liban », analyse pour *Le Figaro* un diplomate des Nations unies en charge du dossier.

Moscou mais aussi Ankara et Damas ont aussitôt dénoncé le plan américain.

# 2 000

## soldats américains

et une demi-douzaine de bases militaires sont installés dans le nord de la Syrie

La Russie estime qu'il risque de conduire à une « partition de fait » d'un pays que l'allié de Assad veut garder uni.

La constitution d'une force de gardes-frontières en zone kurde est « une agression flagrante » contre la souveraineté syrienne, a renchéri le ministère syrien des Affaires étrangères. À plu-

sieurs reprises, le président Bachar el-Assad a promis de reconquérir l'ensemble du territoire, y compris les zones contrôlées par les Kurdes, « des traités » selon Damas, alors que tous les contacts n'ont pas été rompus avec eux.

Mais c'est de la Turquie qu'est venue la réaction la plus virulente. Le président Recep Tayyip Erdogan a menacé de « tuer dans l'œuf » cette force dominée par ses ennemis kurdes syriens. « L'Amérique a avoué qu'elle était en train de constituer une armée terroriste à notre frontière », fait valoir le président turc. Pour Ankara, les Kurdes du PYD syrien sont des « terroristes » au même titre que leur maison mère, le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, que la Turquie combat dans le sud-est du pays. Dans la foulée, Erdogan a affirmé que ses forces étaient « prêtes » à lancer une opération « à tout moment » contre les bastions du PYD à Afrine et à Manbij, dans le nord-ouest de la Syrie.

« Les préparatifs sont terminés », a dit le chef de l'État, résolu à se battre contre l'émergence d'une entité kurde

en Syrie. Quitte à aggraver son différend avec Washington.

Après avoir maintenu un certain suspense sur leur engagement en Syrie, au-delà d'une victoire contre Daech, les États-Unis paraissent décidés à ne pas laisser Assad gagner la guerre et ses alliés russes et iraniens décider du sort du pays. Ce faisant, Washington risque de placer les Kurdes dans une position délicate : ils sont aussi alliés des Russes, dont l'appui est nécessaire pour être représentés à la conférence de Sotchi fin janvier sur l'avenir de la Syrie, alors que la Turquie s'y oppose farouchement.

« Les États-Unis entendent également Israël et l'Arabie saoudite qui refusent catégoriquement une implantation iranienne en Syrie », analyse Joshua Landis, expert de la Syrie à l'université Harvard. Rien ne dit en effet que sans un appui américain marqué aux Kurdes, le régime, avec ses



Un responsable média des Forces démocratiques syriennes, Mustefa Bali, a confirmé la création de la force de sécurité frontalière, ajoutant que les entraînements avaient déjà commencé.

alliés iraniens et russes, ne parviennent pas à reprendre Raqqa, l'ex-fief de Daech. Une reprise qui sonnerait comme une cinglante défaite pour la coalition, au mo-

ment où Damas et ses partenaires avancent à l'ouest, dans la province d'Idlib, la dernière aux mains des rebelles. ■



January 16, 2018

## Erdogan accuses US of creating Kurdish terror enclave on Turkish border

### 'Our mission is to strangle it before it's even born', says Turkish president of 30,000-strong force aimed at protecting territory held by Kurds

By Gul Tuysuz, Schams Elwazer and Hilary Clarke, CNN January 16, 2018  
<http://edition.cnn.com>

**Istanbul (CNN)** Turkish President Recep Tayyip Erdogan accused the US Monday of "building an army of terror" on Turkey's border with Syria, state-run news agency Anadolu reported.

His comments came a day after the US publicly admitted it is supplying weapons and training to the Syrian Democratic Forces which include militia from the Kurdish YPG.

YPG fighters, many of them women, have played a major role in flushing out ISIS from northern Syria, including from Raqqa.

Turkey considers the YPG to be the Syrian arm of the PKK, an outlawed Kurdish group responsible for major terror attacks in the Turkey as part of its bid for national ethnic autonomy. The European Union and the US have both named the PKK as a terrorist outfit.

"The US has admitted to building an army of terror along our national borders," Erdogan reportedly told workers of a new sodium factory in Ankara. "It is our responsibility to suffocate this effort before it is born."

In his address at the opening of the Kazan Soda Electric Company, Erdogan also warned that the PKK will turn on its US sponsors at the drop of a hat.

"The name of this army should be the traitors' army," Erdogan was reported as saying. "As



soon as this 30,000 strong terrorist army comes under threat, they will be the first to turn their guns on the American soldiers."

#### COALITION ASSISTING TO BUILD BORDER SECURITY FORCE

Sunday, US Army Col. Ryan Dillon, spokesman for the anti-ISIS Operation Inherent Resolve, said in a statement that coalition forces were working with the Syrian Democratic Forces (SDF) to establish and train the new Syrian Border Security Force (BSF).

"Currently, there are approximately 230 individuals training in the BSF's inaugural class, with the goal of a final force size of approximately 30,000," Dillon said.

He added that the idea was to train these defense forces in areas close to their homes. "More Kurds will serve in the areas in northern Syria. More Arabs will serve in areas along the Euphrates River Valley and along the border

with Iraq to the south," he said.

The US began arming Syrian Kurds seven and a half months ago.

Dillon said half of the planned 30,000 troops it will train were SDF veterans.

"These individuals will bring much-needed experience and discipline to the young force," Dillon said.

"To fill the other 15,000 positions, recruiting and training is underway. As previously mentioned, recruiting is being done in such a manner as to build a force reflecting the populations they serve."

#### 'DO NOT STAND BETWEEN US AND TERRORISTS'

Erdogan added in his Ankara speech that Turkey has already raised its concerns about the new border force with Washington and its allies.

"What we have told all our allies and friends is this: do not stand between us and terrorists, between us and murderers, otherwise it may give rise to situations that are unwanted and we will not be responsible," he was reported as saying.

"Take down the flags you fly on terrorist bases so that we do not have to hand them back to you. Remove your signage from terrorist uniforms so we do not have to bury them on the ground with the terrorists," he said. ◆

# How cronyism and graft in Iran's banks fueled protests

TEHRAN

Thousands lost money in a corrupt system riddled with cronyism

BY THOMAS ERDBRINK, DAVID D. KIRKPATRICK AND NILO TABRIZY

At 25 percent, the interest rate on a savings account at the Caspian Finance and Credit Institution in Tehran was a better return than Mehrdad Asgari could earn investing in his own business renting out construction equipment. So in December 2016, he jumped at the chance, depositing \$42,000 in a savings account.

Before long though, Caspian stopped allowing withdrawals. After three months, it stopped paying interest. Finally, in May, it closed, becoming one of the largest in a long series of failures of Iranian financial institutions in recent years. The closings have destroyed the savings of thousands of people, imperiled the banking system and helped fuel the antigovernment protests that roiled the country late last year.

The weeklong demonstrations across Iran, centered in religiously conservative, working-class towns and cities rather than Tehran, were the broadest display of discontent since the Green Movement protests in 2009 that followed a disputed presidential election. The recent outpouring of anger was directed not only at President Hassan Rouhani, who won re-election promising to revitalize the economy, but also the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. Thousands of people were arrested and 25 were killed, some of them, families of the victims say, at the hands of their jailers.

"I got angry and swore at them," Mr. Asgari said recently, referring to Caspian, adding that he joined other jilted depositors in demonstrations that he had learned about on social media.

The cascade of defaults, economists say, was not just the result of risky banking practices, but also a case study in official corruption — a major reason Iranians found their losses so infuriating. Adding to their outrage were statements by Iranian officials blaming the victims, saying they had not been sufficiently careful with their money.

Many institutions, including those that merged in 2016 to form Caspian, were allowed to gamble with deposits or run Ponzi schemes with impunity for years, in part because they were owned by well-connected elites: religious foun-



Women in Tehran holding signs denouncing financial institutions during a protest. Some Iranian leaders have said those who lost money were not sufficiently careful.

dations, the Islamic Revolutionary Guards Corps or other semiofficial investment funds in the Iranian state.

"If there is a little less corruption, our problems will be solved," demonstrators have chanted at protests against the financial failures.

Bijan Khajepour, an Iranian economist based in Vienna, estimated that hundreds of thousands of people may have lost money because of the collapsing financial institutions. Iranians have a term for the growing class of victims: "property losers," or "mal-baakhtegan" in Persian.

Many of the failing institutions sank the money into speculative investments during a real estate bubble, lent to well-connected friends or charged usurious interest rates to desperate borrowers. Now, regulators have quietly steered many of the companies into mergers with larger banks to try to absorb their losses, but that has created a worsening problem of bad loans and overvalued assets throughout the banking system.

Economists say that as many as 40 percent of the loans carried on the books of Iranian banks may be delinquent.

"The whole financial system in Iran is in a very fragile state," said Borghan N. Narajabad, an economist in Washington who has studied the system.

The International Monetary Fund warned last month that Iran's banks and lenders "need urgent restructuring and recapitalization," calling for write-downs of overvalued assets and a crack-down on loans to insiders. The problem has grown so big, the fund warned, that the money required to prop up the banks will "cause government debt and inter-

est outlays to rise substantially."

Even Iran's supreme leader, Mr. Khamenei, has acknowledged responsibility for the growing number of victims of "problematic financial institutions."

"These appeals must be dealt with and heard out," he said this month. "I myself am responsible; all of us must follow this approach."

The corruption underlying the bank failures has long been an open secret. In December, a lawmaker, Mahmoud Sadeghi, released a document listing the Top 20 debtors who had failed to meet payment deadlines for Sarmayeh Bank, which is co-owned by a pension fund for teachers. The loans totaled \$1.9 billion, and almost all appeared to be held by well-known insiders.

Among them was Hossein Hedayati, a business tycoon and former member of the Revolutionary Guards, whose swift rise was so conspicuous that websites speculated about the sources of his sudden wealth. The document released by the lawmaker showed that Mr. Hedayati owed \$285 million, and in a television program discussing the loan, another lawmaker, Mohammad Hassannejad, accused Mr. Hedayati of using a series of front companies to swing the loans and hide his role.

Mr. Hedayati dialed in to the program, sputtering with rage; he denied borrowing from Sarmayeh and threatened to "sue everyone," but has yet to follow through on the threat.

After the 1979 Iranian Revolution, the new Islamic Republic of Iran initially nationalized all banks. It also created semiofficial holding companies controlled by the supreme leader, senior clerics or top military commanders.

Over the years, many of the companies have evolved into sprawling conglomerates with major roles in even the ostensibly private economy.

Clerics controlled religious foundations, called *bonyads*, that acquired commercial businesses. The largest of these, under the supreme leader, now makes up “15 to 20 percent” of the Iranian economy, according to an estimate by Hooshang Amirahmadi, an economist at Rutgers University who studies Iran. The elite Revolutionary Guard Corps controls a separate business empire.

All the semiofficial holding companies have major advantages over private businesses in favorable access to capital, tax exemptions and political connections. And most or all of them have been plagued by accusations of inefficiency and mismanagement, in addition to insider dealing and other forms of corruption.

Government reformers took steps to open up the banking business in the late 1990s and early 2000s, first by allowing religious foundations to set up loosely regulated savings and loans, ostensibly to serve the poor. The opening of private banks or the sale of shares in state banks soon followed.

But under a conservative president, Mahmoud Ahmadinejad, who came to power in 2005, semiofficial bodies controlled by clerics, the Revolutionary Guards or their allies dominated the newly private financial sector. An internal study produced in 2013 showed that semiofficial state bodies owned seven of the 17 private banks. Among them, the Revolutionary Guards controlled at least two, while the army, the police, the municipality of Tehran and a giant religious foundation close to the Guards controlled others.

Among those financial institutions not directly controlled by these semiofficial bodies, the largest were usually run by individuals close to the same ruling elite, economists and diplomats say. They say that made it almost impossible for even the best-intentioned regulators to police the banks.

“The involvement of opaque government institutions like the Revolutionary Guards works contrary to transparency, and the lack of transparency is a recipe for poor banking practices,” Sir Simon Gass, who was the British ambassador to Tehran from 2009 to 2011, said in a recent interview. “The Central Bank of Iran tries to inject discipline into the system but with limited success.”

The outsize returns promised by the banks and financial institutions lured capital that might better have gone to more productive uses, contributing to an economic downturn brought on, in part, by international sanctions imposed because of Iran’s nuclear program. Economists say that helps explain why most sectors of the Iranian economy outside the oil industry have



Exchange rates posted on a store window in Tehran’s financial district.

“The whole financial system in Iran is in a very fragile state,” one economist noted.

yet to reap the benefits of the sanctions’ repeal after the nuclear deal with the West.

When lenders began to fail over the past few years, some senior Iranian officials tried to blame the borrowers, noting that many of the institutions were not officially licensed or guaranteed by the Central Bank.

“How many times do you want to be bitten by a snake from the same hole?” asked Mohammad Bagher Nobakht, a government spokesman, in an interview with the semiofficial news agency ILNA. Officials, he added, “told people several times, but still they invested.”

### Even Iran’s supreme leader has acknowledged responsibility for the many victims of “problematic financial institutions.”

Mohammad Bagher Olfat, a Muslim cleric who is deputy chief of the judiciary, said that jilted borrowers shared the blame with the lenders and regulators.

“Yes, their money is gone, but they shouldn’t expect the state to pay for their loss,” he told the same news agency.

It was not just the buyer-beware response of officials in the absence of oversight and transparency that outraged the victims. In 2016, Iranians were scandalized by leaks about the high salaries of executives at state-run companies, including \$50,000 bonuses paid to eight managers of a state-owned insurance company (when an Iranian laborer might earn \$200 a month).

In that context, the release of a draft budget that proposed raising outlays for clerics’ pet projects and their families while eliminating the \$12 a month cash subsidy provided to 30 million Iranians and raising fuel prices by 50 percent provided the spark that ignited the protests.

They were upset to read about the \$2 million — a 9 percent increase — that went to the son of the late Ayatollah Shahab ad-Din Muhammad Hussein Marashi Najafi to maintain his father’s library, and the \$15 million provided to the grandson of Ayatollah Ruhollah Khomeini, the founder of the Islamic Republic, to publish the former leader’s works.

But some Iranians had already had enough. When Mr. Asgari was told in May that Caspian was closing without repaying his \$42,000, he stepped outside and checked the encrypted social media app Telegram, where he found many groups for “property losers” victimized by Caspian and others like it.

“We organized demonstrations in front of their head office,” he said. Bowing to pressure, the government eventually refunded most of his original deposit but deducted the three interest payments he had received. (The government has since tried to block the use of Telegram in Iran.)

Arash Tajaloo, 42, a civil engineer in Tehran, deposited a total of \$414,000 with Caspian in the spring of 2016, when the institution was promising him interest payments of as much as 30 percent a year. Caspian started restricting his withdrawals after six months, offering the excuse of temporary technical problems.

“They kept buying time, week after week,” he said in an interview over Telegram.

A lawsuit he filed was consolidated into a class action, “given the large number of cases,” he said. He says he joined protests in front of Parliament, the presidential palace and the residence of the supreme leader, and took part in a 33-day sit-in outside the courthouse.

Caspian has promised to repay him about one-eighth of his original deposits, he said, but he has yet to see any of it.

“We still have not received either our deposits or the interest on them for 13 months,” he said.

# Washington veut pérenniser une force kurde en Syrie

## Ankara s'insurge contre cette présence armée à sa frontière

**D**ans un discours enflammé, tenu à Ankara, lundi 15 janvier, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé la création, par les Etats-Unis, d'une force frontalière en Syrie, notamment composée de combattants kurdes. «*L'Amérique a avoué qu'elle était en train de constituer une armée terroriste à notre frontière. Ce qui nous revient, à nous autres, c'est de tuer dans l'œuf cette armée terroriste*», a tonné M. Erdogan.

Cette force frontalière de 30 000 hommes, qui se constituera «*au cours des prochaines années*», selon Washington, sera composée pour moitié de membres des Forces démocratiques syriennes (FDS). Lesquelles sont dominées par des forces kurdes syriennes considérées par la Turquie comme l'extension, dans ce pays, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre avec Ankara.

Annonçant des repréailles, M. Erdogan a affirmé que ses forces armées étaient «*prêtes*» à lancer une opération contre l'enclave kurde d'Afrin, isolée des autres territoires contrôlés par les FDS, dans le nord de la Syrie. «*Les préparatifs sont terminés*», promettait le chef de l'Etat turc, précisant que les forces turques avanceraient «*jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul terroriste*».

Ce n'est pas la première fois qu'Ankara annonce une telle opé-

ration. Tout en sachant qu'elle ne peut se faire sans avoir reçu le feu vert de la Russie, allié du régime syrien. Moscou maintient une présence militaire dans l'enclave d'Afrin et soutient aux côtés de la Turquie et de l'Iran un processus censé garantir une désescalade entre belligérants syriens.

### « Bras de fer »

«*Nous prendrons toutes les mesures nécessaires en cas d'attaque*», a prévenu Khaled Issa, le porte-parole à Paris de la Fédération de Syrie du Nord, une entité politique mise en place par les Kurdes syriens et leurs alliés arabes sur les territoires qu'ils contrôlent. Tout en se défendant de toute velléité séparatiste – «*notre projet est un projet syrien et la force frontalière n'a pour but que de défendre l'intégralité territoriale de la Syrie*» –, M. Issa assure que «*les Kurdes, y compris en Turquie, ne resteront pas les bras croisés en cas d'agression des forces d'Ankara*».

«*Il s'agit également d'un bras de fer entre la Turquie et le régime syrien. Ankara veut occuper Afrin en contrepartie d'une éventuelle reprise par Damas de la province d'Idlib*», ajoute Khaled Issa. Or Idlib est la dernière région syrienne entièrement aux mains des insurgés en lutte contre le régime de Bachar Al-Assad, dont une partie est alliée à la Turquie. L'armée américaine assure que la

nouvelle force mise en place avec ses alliés kurdes n'a pas vocation à faire face à Ankara. «*La coalition travaille avec les FDS à l'établissement d'une force de sécurité le long de la frontière entre l'Irak et la Syrie*», a déclaré au Monde le colonel Ryan S. Dillon, porte-parole à Bagdad de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

«*Cette force a pour vocation d'assurer la défaite de l'Etat islamique [EI], d'empêcher les conditions dans lesquelles il pourrait réapparaître et de restreindre le flux de terroristes étrangers en Irak, en Turquie et en Europe*», précise cet officiel. On peut cependant s'interroger sur la taille annoncée, impressionnante, de ladite force (30 000 hommes) au regard des objectifs limités qui lui sont assignés.

Le Pentagone a reconnu en décembre 2017 qu'il maintiendrait un contingent de 2 000 soldats américains en Syrie, déployés initialement dans le cadre de la lutte contre l'EI. Mais puisque la menace représentée par l'organisation djihadiste a été écartée, les Américains justifient désormais ouvertement cette présence par la volonté de Washington de contrer l'influence de Téhéran, allié du régime syrien, dans le pays.

Témoignant le 11 janvier devant le comité des affaires étrangères du Sénat, David Satterfield, secrétaire d'Etat adjoint par intérim pour les affaires du Proche-Orient,

a admis que si les objectifs américains en Syrie étaient bien d'«*achever le travail*» engagé contre l'Etat islamique, il s'agissait aussi de stabiliser le nord-est du pays et de «*contrer l'influence iranienne et le soutien de Moscou au régime de Bachar Al-Assad*».

A la peine pour répondre aux questions des sénateurs, qui estimaient cette stratégie d'endiguement encore bien floue, le diplomate précisait que ces soldats, présents «*en soutien aux Forces démocratiques syriennes sur une partie importante du territoire, [étaient] un levier important*» pour contrer l'extension de l'influence iranienne en Syrie.

Pour Joshua Landis, directeur du centre d'études sur le Moyen-Orient à l'université d'Oklahoma, les Etats-Unis cherchent ainsi à empêcher Damas de reprendre le contrôle du territoire syrien : «*En maintenant une Syrie gouvernementale affaiblie et divisée, les Etats-Unis espèrent dénier à l'Iran et à la Russie les fruits de leur victoire*» contre les rebelles, écrit-il.

«*Washington estime que cette politique prokurde augmentera l'influence américaine dans la région et aidera à faire reculer l'Iran. Dans ce cadre, les relations avec la Turquie sont un dommage collatéral.*» Un «*dommage collatéral*» qui s'affirme désormais de plus en plus ombrageux. ■

MADJID ZERROUKY



Des combattants des Forces démocratiques syriennes à Rakka, en octobre 2017. ERIK DE CASTRO / REUTERS

# Syrie: la région d'Afrine, laboratoire de l'administration kurde autonome

Beyrouth (AFP) - 20 janv. 2018  
<http://www.lepoint.fr>

La région syrienne d'Afrine, sous le coup d'une offensive menée par la Turquie, a longtemps été réputée pour ses oliveraies et a été la première zone où les Kurdes de Syrie ont installé une administration autonome en 2012.

L'armée turque a lancé samedi une offensive terrestre et aérienne contre cette enclave située dans le nord de la Syrie et contrôlée par une milice kurde considérée comme une organisation terroriste par Ankara.

## UNE ENCLAVE ASSIÉGÉE

La région d'Afrine est située dans le nord-ouest de la province d'Alep. Elle est bordée par la Turquie à l'ouest et au nord, et par des régions contrôlées par des rebelles syriens pro-Ankara au sud et à l'est.

L'unique voie vers le monde extérieur est une route menant à Alep, la deuxième cité de Syrie, à 60 km de la ville d'Afrine.

"C'est la seule porte de sortie pour la région d'Afrine qui est presque totalement assiégée", estime Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits l'Homme (OSDH).

"La plupart du temps, cette route est ouverte, mais des combattants des localités de Nebbol et Zahra la ferment dans certaines circonstances", ajoute-t-il.

La région, à majorité kurde, comprend environ 360 villes et villages.

## PIONNIÈRE

Après le début de la guerre en Syrie en



2011, les Kurdes, concentrés dans le nord du pays, ont en grande majorité adopté une position de "neutralité" envers le pouvoir et la rébellion.

En 2012, après le retrait des forces gouvernementales de la zone, Afrine devient la première région kurde à échapper au contrôle du régime de Bachar al-Assad, et tombe aux mains de la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG).

Les photos d'Abdullah Öcalan, le chef historique emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation classée "terroriste" par Ankara, surgissent partout à Afrine.

Les leaders kurdes en Syrie utilisent alors Afrine comme un laboratoire d'administra-

tion autonome qui sera ensuite appliquée plus tard à d'autres régions kurdes du pays.

Les habitants commencent à parler la langue kurde, longtemps interdite par le gouvernement syrien, et mettent en place des écoles, des centres culturels et des forces de sécurité.

## MONTAGNEUSE ET AGRICOLE

Plus d'un million de personnes, dont des milliers de déplacés du le conflit, vivent dans la région montagneuse d'Afrine. Elle était connue dans le passé pour son agriculture, notamment ses oliveraies à flanc de collines.

Sa topographie a permis aux combattants kurdes de consolider leurs positions en creusant des tranchées pour repousser les attaques des rebelles. ●

## Young fury in Iran: 90% of protesters under 25

Reports say 90% of the protesters in demonstrations launched against the regime oppression in Iran and Rojhilat are young people under 25.

ANF TEHRAN Tuesday, 2 Jan 2018, <https://anfenglish.com>

**PROTESTS** that broke out in Iran and Rojhilat (Eastern Kurdistan) against the regime's oppressive policies and attempts to tame the people with poverty continue and grow. The fact that most of the protesters are very young has raised comments of a "young fury in Iran".

Iran's Deputy Interior Minister Hüseyin Zolfeqali announced that 90% of the people detained for participating in the protests are under 25 years of age. Zolfeqali said the median age of the detainees is under 25.

Over a thousand people have been detained in the protests that started in Mashhad on December 28 and spread throughout the country in 6 days. In the last 3 days, 450 people have been detained in capital Tehran. ♦



# Iraq: Meeting Between Abadi, Barzani

Baghdad, Irbil- , 21 January, 2018 - <https://aawsat.com>

In a new sign of ease of the Baghdad-Irbil crisis sparked by the referendum on independence held by the Kurdistan Region last September 25, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi received on Saturday KRG Prime Minister Nechirvan Barzani and an accompanying delegation.

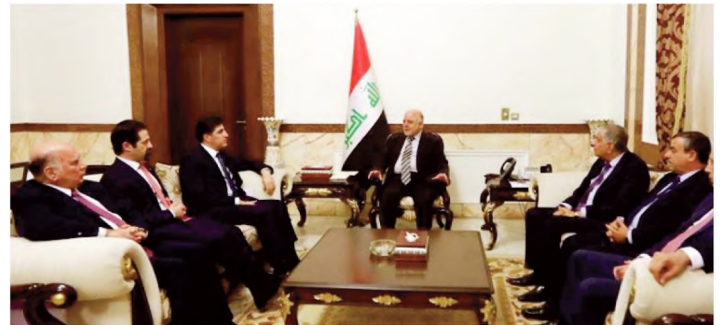
A statement issued by the Iraqi Prime Minister's office said on Saturday that both sides discussed the latest political and security developments, in addition to solving problems between the Federal Government of Iraq and the Kurdistan Region in accordance with the constitution.

During the meeting with the KRG Prime Minister, Abadi stressed on the "unity and sovereignty of Iraq", adding that the people of Kurdistan are part of the Iraqi people.

The Iraqi prime minister said it was important that all procedures be taken to allow the "return" of Federal Authority to the airports of Irbil and Sulaimani.

The statement said that following complete control by the Iraqi government, the Kurdistan Region's airports would be reopened, adding that the control of border crossings should be "exclusively in the power of federal authority."

For his part, Iraqi government spokesman Saad Hadithi told Asharq Al-Awsat that Saturday's meeting between Abadi and Barzani "emphasizes the desire to overpass the referendum phase, to reach a new upcoming stage based on the principle of the state sovereignty in respect of the current Iraqi Constitution, and to discuss disputed issues according



Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani met with his Iraqi counterpart Haider al-Abadi in Baghdad on Jan. 20, 2018. (Photo: Iraqi PM Office)

to the constitution's foundations."

He said that all the above issues were discussed during the meeting, which he said was held in a "positive atmosphere."

Later on Saturday evening, Barzani arrived in Tehran.

The Iranian consulate in Erbil said that the visit by the delegation is positive and important, as it is the first by the KRG PM since Iraq opposed the referendum and following the decision by a federal court labeling the Kurdistan Region's vote as "unconstitutional." ●

francetvinfo 21 JANVIER 2018

## DOCUMENT FRANCE 2. "Tu crois qu'on va oublier ?" : un Français des forces kurdes fait face à son détenu jihadiste qui veut rentrer en France



Le Français a été fait prisonnier par les Kurdes alors que, selon eux, il combattait dans les rangs de l'EI. Il témoigne, dans le cadre d'un reportage de "19h le dimanche" diffusé sur France 2, à visage découvert, espère rentrer en France.

le 21/01/2018  
<https://www.francetvinfo.fr>

Faut-il juger en France les jihadistes français capturés en Syrie, le plus souvent par les forces kurdes ? Plusieurs d'entre-eux ont témoigné de leur volonté de rentrer dans leur pays. Et le débat agite la classe politique française. Mais qu'en pensent les forces kurdes ?

Une équipe de "19h le dimanche", diffusée dimanche 21 janvier sur France 2, a eu un début de réponse quand elle a filmé cet échange entre un Français capturé par les Kurdes et son geôlier, un Français volontaire, qui l'interpelle en pleine interview.

"Tu penses que ça va être aussi facile que ça de rentrer chez toi après avoir été avec l'Etat islamique ? Avoir vu des gens se faire décapiter et ne pas avoir réagi ?", lance le jeune membre des forces kurdes. "Tu crois vraiment que les gens vont te laisser partir comme ça sans avoir rien fait ?"

**"JE VEUX RENTRER CHEZ MOI ET OUBLIER"**

Avant d'être interrompu, le Français jihadiste exprimait sa confiance dans le fait d'être rapatrié : "Je veux retourner chez moi. Ils m'ont dit que je finissais les interrogatoires et



que je rentrais chez moi." Yassine (son prénom a été changé), 30 ans, originaire de Lunel, assure qu'il ne s'est pas rendu en Syrie par conviction jihadiste mais pour "chercher mon petit frère". Les deux hommes se sont pourtant pris en photo ensemble en Syrie, armés et souriants. Et un journaliste du Point rappelle sur Twitter qu'il avait été menacé par Yassine.

"Je veux rentrer chez moi et oublier", assure Yassine. "Tu crois que nous on va oublier ?", lui réplique le garde français. "Qu'on va oublier tous les gens qui sont morts dans cette guerre ? Tous nos camarades qui sont tombés à cause des gens comme toi." "Je n'ai pas pris les armes", assure son prisonnier, considéré comme un combattant par les forces kurdes.

Au total, une quarantaine de Français auraient été arrêtés par les forces kurdes. En janvier, plusieurs femmes détenues au Kurdistan syrien, dont Emilie König, ont demandé à être jugées en France. Le gouvernement s'est montré ouvert à ce qu'ils soient traduits en justice par les Kurdes, à condition que leurs droits soient respectés ●



# Syria and Russia 'coordinating' with Turkish offensive against Kurds in Afrin

- **Operation aims to remove the US-backed and Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) from Afrin region.**

- **SDF claims it was given an ultimatum by Syrian officials to give up the territory in the face of the Turkish assault.**

- **Offensive sparked by US plans to create 30,000-strong Kurdish-led border force.**

By David Brennan  
January 23, 2018  
<http://www.ibtimes.co.uk>

Allegations of coordination between the Turkish, Syrian and Russian regimes over the offensive into the Kurdish-held Afrin region have added further pressure to an already strained relationship between Turkey and its Nato allies. Why advertise with us

Operation Olive Branch began on 19 January, opening the newest front in a seemingly intractable conflict now almost seven years old. The goal of the operation is to create a 30km-deep buffer zone to protect Turkish towns and positions from alleged incursions and rocket attacks by Kurdish People's Protection Units (YPG) militias, which are a major part of the US-backed Syrian

Democratic Forces (SDF). The SDF controls much of the north of Syria, an area which is also referred to as the Democratic Federation of Northern Syria or Rojava.

The operation was initially presented as a solely Turkish offensive, with the Syrian government condemning the aggression and threatening to shoot down Turkish warplanes. However, on 22 January, Bloomberg reported that Damascus had issued an ultimatum to the YPG forces in the region to leave their positions, or face the Turkish assault.

The report was based on an interview with Nobahar Musrafa, a representative of the foreign relations committee for the Syrian Democratic Council, the political wing of the SDF.

Musrafa said YPG representatives met with Syrian regime officials at the Russian airbase of Hmeimim on 20 January, where the Syrian official offered to take control of Afrin from the YPG in order to protect the area from the Turkish military. The offer was refused.

## TURKEY SYRIA TENSIONS

While Turkey has not been generally supportive of the Assad regime, it is possible that concessions have been made to allow the operation to take place. Mensur Akgün, a Turkish international relations professor, told Al Jazeera that Russia wants Assad to be included in the post-war transition period. He said that, in exchange for permission to conduct



Turkish troops enter northern Syria as fighting intensifies Reuters

the offensive, Turkey may have agreed to avoid open criticism of Assad or possibly open up an unofficial dialogue with him.

Al Jazeera reported that on 20 January, Turkish President Recep Tayyip said Turkey had agreed with Russia that it would extend its military operation to include the SDF-held town of Manbij, approximately 30km west of the Euphrates river.

Meanwhile, the YPG General Command in Afrin released a statement on 20 January specifically blaming Russia for the Turkish offensive. The statement argued that, as Russian troops were stationed in the Afrin region, Turkey would not have been allowed to use the air space without Russian permission. "Therefore," the statement

says, "we hold Russia as responsible as Turkey".

Russia's official statement on the offensive said it was concerned by the news. Some Russian troops were also withdrawn from the region, the BBC said. The US has also urged Ankara to show restraint.

The offensive was sparked by a US plan to develop a 30,000-strong SDF-led border protection force to guard against the return of Isis forces in the northern areas of Syria under SDF control. Erdogan called the force a "terrorist army", and said Turkey would take any steps necessary to ensure its security. ■



A view of the Kurdish-majority town of Afrin in northern Syria Ahmad Shafia Bilal/AFP



20 January 2018: A cloud of dust and smoke erupts as Turkish planes conduct an air strike in Syria, as seen from the Turkish side of the border Bulent Kilic/AFP

## TURKISH OFFENSIVE IN SYRIA

# The poisoned olive branch

Michael Martens / 22.01.2018  
<https://en.qantara.de>

Turkey has launched its second military campaign in northern Syria. But this time it is not directed against Islamic State. Once again the Kurds are in the firing line. This move also has implications for relations with Russia. An analysis by Michael Martens

When it comes to self-rule for the Kurds, Ankara acts according to the motto: resist the beginnings. The Turkish government not only opposes independence for Syria's Kurds but will also do everything in its power – including the use of military force – to prevent the establishment of an autonomous Kurdish region within a newly constituted Syrian state.

Anything that might encourage the Kurdish population in south-eastern Anatolia to emulate their fellows elsewhere is to be suppressed. The second Turkish offensive in Syria, which started on Saturday (20 January 2018) likewise pursues this course. The first military intervention in Syria, code-named "Operation Euphrates Shield", officially lasted from August 2016 to March 2017 and was aimed at terrorists from Islamic State (IS) and fighters from the Kurdish "People's Protection Units" (YPG) in the northern Syrian areas bordering Turkey. From the point of view of the Turkish government, the YPG units are also terrorists.

The second campaign is now called "Operation Olive Branch" and is directed only against Kurds. Although state-run Turkish media claim that both IS and the YPG are being targeted, the reports contradict themselves. They try to portray the Afrin region, against which the campaign is initially directed, both as terrain entirely controlled by the "People's Protection Units" and as an area suffering under their "terrorism".

In fact, however, Afrin with its eponymous capital is one of three cantons in northern Syria that have already been under Kurdish control for several years – and there is no room there for IS.

It's true that IS did nearly capture Kobani, one of the three Kurdish cantons, in 2014, but they were successfully repulsed. From American statements made over the past few days, it can be inferred that Afrin is not threatened by IS. The Americans emphasise that, although Washington is allied with the Syrian Kurds in the fight against IS, this coalition does not apply to the region of Afrin. One can assume that this is because there are no Islamist guerrilla squads there that need to be dealt with.

### NEUTRALISE TERRORIST GROUPS

Turkey officially represents the situation differently. According to a statement by the general staff in Ankara, the Turkish armed forces have been deployed since five o'clock in the afternoon on Saturday in an operation whose purpose is to "neutralise" the terrorist groups and to "liberate friendly and brotherly people of the region from oppression and tyranny".



Empty shells are seen next to Turkish army tanks in Hatay province, on the Turkish side of the Syrian border, on 21 January 2018 Umit Bektas/Reuters

Although the official and officious statements do not say in so many words that these friendly and brotherly people had asked to be liberated by Turkey, this is the tenor of the pronouncements.

The newspaper "Hurriyet" quotes an undisclosed government source as saying that the aim of "Operation Olive Branch" is to enable self-rule for the people of Afrin so that they can build democratic institutions once the YPG has been driven out of the region. Whether the democratic institutions in Afrin are to follow the model established in recent years in Turkey under Tayyip Erdogan remains an open question. Although the members of the YPG actually did originally come from the Kurdish terrorist organisation PKK, reasonably democratic structures have been established in the Syrian territories it controls, at least compared to other nearby regions. The YPG model of regional self-government, with a high rate of political participation by women, is contrary to just about everything the Turkish government aspires to.

It was clear that Afrin would end up in the Turkish regime's sights once the Kurds set up their own administration there and Syrian dictator Assad's power began to wane.

When the U.S. Secretary of Defence James Mattis came to Turkey in August of last year to co-ordinate the fight against IS with its NATO partner, Erdogan took the opportunity to make it clear that his country would never allow a Kurdish "terror corridor" to arise in Syria. Should such a threat be on the horizon, "we will then intervene", said Erdogan, adding: "We are still resolute with regard to Afrin. Our plans are proceeding as before."

### RUSSIA SHOWS SOLIDARITY TOWARDS TURKEY

There are several reasons why it took Turkey five months to carry out those plans after the president had announced an impending offensive. For one thing, the Americans strictly opposed an attack on Afrin last year because they were in dire need of the help of the Kurdish fighters to oust IS from their Syrian stronghold of Raqqa, a battle that had not yet been decided at the time.

In addition, Turkey needed Russian backing or at least its endorsement for an operation against Afrin, in particular for air attacks. Moscow has namely stationed not only an S-400 missile defence system in Syria, but also an unknown number of military observers in Afrin.

It's no coincidence that Turkish chief of staff Hulusi Akar and intelligence director Hakan Fidan travelled to Moscow late last week for talks with Russian military leaders. They were apparently there to fine-tune the Russian response to the Turkish offensive.

The added value that Russia sees for itself in the operation is obvious. Although Moscow has supported the Kurdish guerrillas in Syria and the Russian foreign minister Sergey Lavrov has expressed on multiple occasions Russia's sympathy for the Kurds' striving for political autonomy – to



20 January 2018: A cloud of dust and smoke erupts as Turkish planes conduct an air strike in Syria, as seen from the Turkish side of the border Bulent Kilic/AFP

Ankara's chagrin – the YPG troops are also American allies, which by Moscow's zero-sum logic makes Turkey's fight against them a good thing, because it could cause a deeper rift between the NATO allies Washington and Ankara.

#### WAITING FOR AMERICA'S REACTION

Russian comments from the past weekend suggest at any rate that the Turkish chief of staff's trip to Moscow was successful. The Russian defence ministry pronounced that the recent crisis had been triggered by "provocative steps" taken by the U.S.A and criticised "uncontrolled deliveries of modern weapons to pro-American groups in northern Syria".

Moscow also claimed that its military police as well as soldiers had been pulled out from the area around Afrin – an important precondition for the Turkish attack, because nothing would be more harmful to Turkey than being responsible for not only Kurdish but also Russian casualties. Ankara has not forgotten Moscow's drastic response to the shooting down of a Russian combat plane by Turkey in late 2015, which resulted in a tourism boycott, a ban on importing Turkish goods and the threat of military confrontation in Syria.

So now Russia can sit back and watch how the Americans respond to Turkey attacking their most effective local auxiliary units in the fight against IS in Syria. Media in Turkey are quoting a Pentagon spokesman as saying that the American-led coalition has no current operations in Afrin, as it is concentrating on fighting IS, which was understood in Ankara as an endorsement of the Turkish offensive.

Last week, however, American secretary of state Rex Tillerson said that his country was planning to remain in Syria for the time being to prevent the emergence of "IS 2.0".

Should such a resurgence of IS grow on the breeding ground of the Syrian war, the Kurdish units could again be important for the Americans.

But how will it affect the fighting morale and loyalty of the YPG toward its American and Russian partners stationed further eastward in Syria, when its outpost Afrin in the west is now left at the mercy of Turkey? ●

© FAZ / Qantara.de 2018

Translated from the German by Jennifer Taylor

REUTERS

## FSA commander says 25,000 Syrian rebels back Turkish force in Syria

Reporting by Suleiman Al-Khalidi, William Maclean  
January 21, 2018 REUTERS

**AMMAN (Reuters) - Around 25,000 Free Syrian Army rebels are joining the Turkish military operation in northern Syria with the goal of recapturing Arab towns and villages seized by the YPG Kurdish militia almost two years ago, a rebel commander said on Sunday.**

Major Yasser Abdul Rahim, who is also the commander of Failaq al Sham, a main FSA rebel group in the operations room of the campaign, said the rebels did not seek to enter the mainly Kurdish city of Afrin but encircle it and expel the YPG.

"We have no interest in entering the city only the military targets inside the city and the villages around it. We aim to encircle the city and ensure the militias are evicted. We won't fight in the city as we have no problem with civilians," he said.

A leading goal of the military operation was to recapture Tel Rifaat, a town southeast of Afrin, and a string of Arab villages the YPG captured from rebels in February 2016, driving out tens of thousands of inhabitants, Abdul Rahim said.

"The task of the Free Syrian Army is first to regain sixteen Arab towns and villages occupied by the foreign militias (YPG) with the help of the Russian air force," Abdul Rahim told Reuters in a phone interview from inside Syria.

The fighting forced at least 150,000 residents of these villages to flee to Azaz. They are sheltering in camps at the Turkish border and rebels say they have not been allowed to go back to their homes.

The mainly Arab rebels accuse the Syrian Kurdish militia of forcibly displacing Arabs from the villages in what they say is a deliberate policy of ethnic cleansing. The YPG denies these allegations.

Tel Rifaat and nearby areas including the Menigh air base fell to the YPG as the rebels were trying to fend off a major assault by Syrian government forces backed by the Russian air force and Iranian-backed militias.

It was a prelude to the rebels' defeat in eastern Aleppo - their biggest single setback of the civil war.

Turkish troops have targeted these YPG-held Arab villages in artillery and aerial attacks on the U.S.-backed Kurdish militia it aims to sweep from its border, rebels said.

The capture of Tel Rifaat and the villages would allow the rebels to create a territorial link from a Turkish protected northern border strip stretching from Azaz and Jarablus on the western banks of the Euphrates to mainly rebel-held Idlib province further southwest.



Turkey-backed Free Syrian Army fighters are seen at a training camp in Azaz on 21 January 2018 Osman Orsal/Reuters

Currently tens of thousands of civilians living in this de facto Turkish-backed buffer zone have to pass through Kurdish YPG-controlled border crossings, where residents and traders say they pay hefty taxes to move further south to Idlib province, the only province that is nearly fully under opposition control.

The rebels taking part in the assault are mainly the same factions that took part in the Turkey-backed operation launched in 2016 to drive Islamic State from the border and to prevent further expansion of YPG influence.

Abdul Rahim, an army defector, also said reinforcements and weapons were moving to the YPG from the mainly-Arab populated city of Manbij, south of rebel controlled Jarablus and west of the Euphrates, across government controlled territory.

"Their convoys are moving from Manbij to Afrin ...they are passing through regime territory," Abdul Rahim said.

Diplomats say Syria's government has tolerated the Kurdish militia because it focused its firepower on fighting the mainly Sunni Arab-led insurgency against President Bashar al Assad's rule. Damascus denies any support for the YPG. ●

**SYRIE** Une vaste opération militaire turque a commencé hier contre les forces kurdes soutenues par la coalition anti-Daech

# Erdogan frappe les alliés de Washington



Une frappe aérienne turque, hier sur Afrine. ONUR COBAN/ANADOLU AGENCY VIA AFP

L'offensive était attendue depuis des semaines. Ces derniers jours, les forces turques avaient « préparé » le terrain en faisant donner l'artillerie. Des dizaines de blindés s'étaient massés le long de la frontière avec la Syrie tandis que, vendredi, des centaines de rebelles syriens fidèles à Ankara l'avaient traversée en autocar pour se positionner à Azaz, une ville au nord d'Alep. Hier, ces troupes ont finalement lancé l'assaut sur la province d'Afrine, une enclave du Nord-Ouest syrien tenue par les Kurdes des YPG (Unités de protection du peuple), protégés par Washington, mais considérés comme terroristes par la Turquie.

L'opération, curieusement baptisée Rameau d'olivier, a officiellement débuté à 14 heures GMT. Pourtant, dès le petit matin, les chasseurs ont mené leur premiers raids sur la ville d'Afrine. Quelques heures plus tard, les katibas de rebelles syriens sont entrés en action tandis que les chars turcs franchissaient la frontière. Selon l'agence de presse Anadolu, 108 cibles ont été frappées. L'un des objectifs est de s'emparer de l'aéroport militaire de Minnigh. Un premier bilan hier soir faisait état de dix morts, dont sept civils.

C'est la seconde fois que l'armée turque lance une opération d'envergure en Syrie. En août 2016, ses troupes s'étaient emparées de la région de Jarablus, alors aux mains du groupe État islamique. À l'époque, Ankara avait justifié l'offensive en expliquant lutter contre le terrorisme, alors que l'objectif était surtout de limiter l'influence des forces kurdes dans le Nord syrien.

**« Se débarrasser de cette croûte de terreur »**

Hier, ce genre de pudeur n'était plus de mise. « Étape par étape, nous débarrasserons notre pays jusqu'à la frontière irakienne de cette croûte de terreur qui essaie de nous assiéger », a affirmé Recep

Tayyip Erdogan. Non sans raison, Ankara considère les YPG comme le pendant syrien de son ennemi n° 1, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Voir ces forces à leurs portes, comme c'est le cas actuellement, est intolérable pour les dirigeants turcs.

Il semble bien que la coalition internationale antidjihadiste dominée par les États-Unis ait – malgré elle ? – accéléré le déclenchement de Rameau d'olivier : en annonçant dimanche dernier la création d'une « force » frontalière dans le nord de la Syrie composée de 30.000 hommes, dont près de la moitié issus des rangs des Forces démocratiques syriennes (FDS),

une alliance de combattants kurdes et arabes dominée par les YPG, elle a provoqué la fureur d'Erdogan. « Il faut pourtant que les Turcs comprennent que c'est avec les Kurdes que nous avons réussi à vaincre l'État islamique », confiait un diplomate français cette semaine.

Quelle sera la réaction des États-Unis à cette attaque contre ses alliés kurdes ? Toute la semaine, les Américains ont cherché à ménager la susceptibilité d'Erdogan en minimisant l'importance de cette force frontalière qu'ils entraînent. De son côté, la Grande-Bretagne, hier soir, admettait que « la Turquie a un intérêt légitime à assurer la sécurité de ses frontières ».

La Russie, elle, semble se tenir à l'écart. Même si elle s'est dite « inquiète », elle a retiré hier ses soldats qui étaient stationnés dans la région d'Afrine pour une mission d'« observation ». Jeudi, le patron de l'armée turque ainsi que celui des services de renseignement avaient fait le voyage jusqu'à Moscou, vraisem-

blablement pour obtenir le feu vert du Kremlin.

S'emparer de la province d'Afrine ne sera pas pour autant chose aisée pour Ankara. Depuis des mois, les YPG ont creusé des tranchées et mis en place des lignes de défense. Mais la Turquie a l'avantage des airs. Si elle parvient à ses fins, ce sera un coup dur pour les Kurdes de Syrie, Afrine ayant été la première zone où, en 2012, a été mise en place une administration autonome qui a été ensuite répliquée dans tous les territoires qu'ils contrôlaient. La semaine dernière, Abou Omar, un ancien commandant de l'Armée syrienne libre aujourd'hui retiré à Istanbul, nous confiait son pessimisme quant au devenir des Kurdes : « Ils vont être lâchés par tout le monde et, comme d'habitude, ils seront les dindons de la farce. » ●

ANTOINE MALO [@AntoineMalo2](https://twitter.com/AntoineMalo2)

# Syrie : la France demande la fin des combats dans une enclave kurde attaquée par la Turquie

franceinfo avec AFP 21 janvier 2018  
www.francetvinfo.fr

**"CES COMBATS (...) doivent être arrêtés".** La ministre française des Armées, Florence Parly, s'est inquiétée, dimanche 21 janvier sur France 3, de l'entrée de soldats turcs dans la région d'Afrine, dans le nord de la Syrie, pour y combattre une milice kurde qu'Ankara considère comme "terroriste". La France a également demandé une réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, pour "évaluer les risques humanitaires" de la récente flambée d'instabilité en Syrie.

Sur France 3, la ministre des Armées a estimé que les combats à Afrine pourraient "détourner les forces combattantes kurdes, qui sont au côté et très engagées au sein de la coalition à laquelle la France appartient, du combat primordial" contre les groupes islamistes.

## "De graves risques humanitaires"

"La France est très préoccupée par la situation en Syrie et par la dégradation brutale de la situation", a affirmé de son côté le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. "C'est la raison pour laquelle nous avons sollicité une réunion du Conseil de sécurité pour évaluer tous les risques humanitaires qui sont très graves".

Il a notamment mentionné les combats dans la région d'Afrine, où l'armée turque mène depuis samedi une offensive contre les YPG. Ankara accuse cette milice, soutenue par les Etats-Unis, d'être la branche en Syrie du PKK, qu'elle considère comme une organisation terroriste. (...) ♦



Opération «Rameau d'olivier» : images de la ville syrienne d'Afrin bombardée par les F-16 turcs, le 20 janvier. Paris a demandé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU après une "dégradation brutale" de la situation en Syrie. La ministre des Armées déplore l'attaque turque contre les Kurdes, qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre l'Etat islamique.

# Première rencontre entre al-Abadi et Barzani depuis le référendum controversé des Kurdes

french.xinhuanet.com Publié le 2018-01-21

**BAGDAD, 20 janvier (Xinhua)** -- Le Premier ministre irakien Haïder al-Abadi a rencontré samedi le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, Nechirvan Barzani, pour la première fois depuis le référendum controversé sur l'indépendance des Kurdes l'an dernier, ont annoncé le gouvernement irakien et les médias kurdes.

Selon un communiqué du bureau de M. Abadi, le Premier ministre "a reçu une délégation de la région du Kurdistan dirigée par Nechirvan Barzani accompagné de son adjoint Qubad Talabani, et de Fuad Hussein".

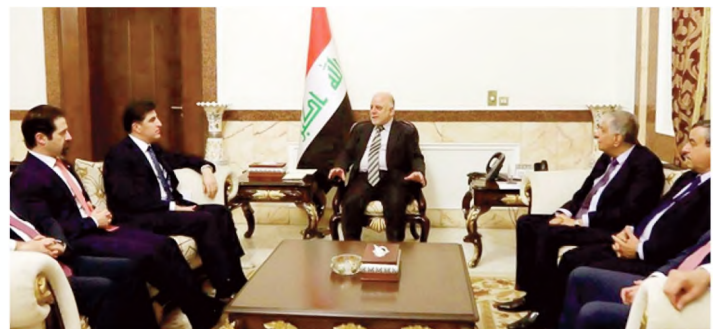
Au cours de la rencontre, M. Abadi a souligné l'importance de "rétablir et activer tous les pouvoirs des autorités fédérales dans la région, y compris les postes frontaliers et les aéroports", note le communiqué.

Le Premier ministre irakien a également déclaré que les frontières internationales de l'Irak doivent être sous le contrôle du gouvernement fédéral, car elles font partie des pouvoirs exclusifs de l'autorité fédérale, indique le même communiqué.

M. Abadi a également réitéré la position de son gouvernement selon laquelle le Kurdistan devrait remettre le pétrole extrait de la région kurde aux autorités fédérales et que l'exportation de pétrole devrait être faite exclusivement par le gouvernement fédéral par le biais du ministère fédéral du Pétrole.

Plus tôt dans la journée, le réseau de médias kurde Rudaw a rapporté que M. Abadi avait rencontré M. Barzani et son adjoint Qubad Talabani, ainsi que Fuad Hussein, chef du bureau de la présidence du Kurdistan à Bagdad.

La rencontre était la première du genre entre les deux parties, les relations entre le gouvernement irakien et la région du Kurdistan étant tendues



Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a reçu le chef du gouvernement du Kurdistan irakien Nechirvan Barzani pour la première fois depuis la tentative avortée de la région autonome de faire sécession, le 20 janvier 2018. Photo diffusée par le bureau du Premier ministre irakien - © Handout

après que les Kurdes eurent organisé le référendum sur l'indépendance de la région du Kurdistan et des zones disputées le 25 septembre 2017.

Les Kurdes qualifient la province septentrionale de Kirkouk, riche en pétrole, ainsi que des parties des provinces de Ninive, Diyala et Salahudin de "régions disputées", qu'ils souhaiteraient intégrer à la région kurde. Ces aspirations rencontrent une forte opposition de la part des populations arabes et turkmènes, ainsi que du gouvernement central de Bagdad.

Le 16 octobre, M. Abadi, qui est également commandant en chef des forces irakiennes, a ordonné aux forces gouvernementales d'entrer dans la province de Kirkouk pour reprendre le contrôle de la province ethniquement mixte et d'autres zones disputées. ●

# Quiconque manifeste contre l'offensive turque en Syrie "paiera le prix"

21 janvier 2018 <http://www.europe1.fr>

**Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé dimanche que ceux qui manifesteraient publiquement à l'appel de milieux prokurdes contre l'offensive menée par Ankara dans le nord de la Syrie paieraient "un prix très élevé".**

"Voyez maintenant (...), le HDP (principal parti prokurde de Turquie) appelle mes frères kurdes à manifester. Jusqu'à présent, peu d'entre eux sont sortis dans la rue", a déclaré Erdogan lors d'un discours à Bursa, dans le nord-ouest du pays.

**"Nous écraserons quiconque s'oppose à cette lutte nationale".** "Je vous le dis: attention! Si certains suivent ces appels (à manifester) et commettent l'erreur de sortir dans la rue, ils paieront un prix très élevé", a averti le président turc, au deuxième jour d'une offensive d'Ankara contre une milice kurde dans le nord de la Syrie. "C'est une lutte nationale, et nous écraserons quiconque s'oppose à cette lutte nationale", a poursuivi le chef de l'État.

Peu avant, Erdogan avait averti le HDP contre toute tentative d'organiser des rassemblements contre l'opération en Syrie. "Laissez-moi vous dire ceci: vous êtes suivis à la trace (...) Quelle que soit la place (publique) où vous sortirez, nos forces de sécurité seront sur vous", avait-il déclaré.

**Ankara est accusée de vouloir occuper des zones contrôlées par les Kurdes en Syrie.** Ces mises en garde surviennent alors que l'armée turque est entrée en Syrie dimanche dans le cadre d'une offensive contre les Unités de protection du peuple (YPG), une milice kurde considérée comme terroriste par Ankara. Des responsables du HDP ont vivement dénoncé



Les mises en garde d'Erdogan surviennent alors que l'armée turque a entamé dimanche une offensive contre une milice kurde, en Syrie. @ AFP

l'offensive turque, accusant Ankara de vouloir "occuper" des zones contrôlées par les Kurdes dans le nord de la Syrie.

**Erdogan, un habitué des attaques contre le parti kurde.** Recep Tayyip Erdogan accuse régulièrement le HDP, qui dément, de n'être que la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux et qui mène une sanglante guérilla en Turquie depuis 1984. Dans la foulée de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, une dizaine de députés du HDP, dont ses deux dirigeants, ont été incarcérés. ♦

# Chypre-Nord: des manifestants caillaient un journal critiquant l'offensive turque en Syrie

Nicosia, 22 jan 2018 (AFP) [l'express.fr](http://l'express.fr)

Des centaines de manifestants ont caillaient lundi à Nicosie-Nord les locaux d'un journal chypriote-turc qui avait critiqué l'offensive d'Ankara contre une milice kurde en Syrie, selon un journaliste de l'AFP.

Environ 500 personnes, certaines brandissant des drapeaux turcs, se sont rassemblées devant les locaux du journal Afrika et ont lancé des pierres, des oeufs et des bouteilles d'eau, brisant plusieurs vitres.

Un groupe de personnes a escaladé la façade de l'immeuble et arraché l'enseigne du journal, a constaté la journaliste de l'AFP, précisant que la police n'était pas intervenue contre les manifestants.

Ces violences surviennent alors que le journal Afrika, critique du président turc Recep Tayyip Erdogan, avait titré dimanche en Une:

"Une nouvelle occupation par la Turquie".

Ankara a lancé samedi une vaste opération dans la région d'Afrine, dans le nord de la Syrie, multipliant les frappes aériennes et les bombardements à l'artillerie contre les positions des Unités de protection du peuple (YPG).

La Turquie accuse cette milice kurde d'être une "organisation terroriste", mais les Etats-Unis la soutiennent dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans le pays en guerre.

Chypre est divisée en deux depuis 1974 et l'invasion de la partie nord de l'île par l'armée turque en réaction à un putsch visant à rattacher l'île à la Grèce. La République turque de Chypre du Nord (RTCN) est uniquement reconnue par Ankara.

M. Erdogan avait vivement critiqué dimanche le journal Afrika, qualifiant d'"immorale" sa couverture de l'offensive turque.

"Ils disent que l'armée turque est en train de



Des manifestants s'en prennent aux locaux du journal chypriote-turc Afrika à Nicosie-Nord, le 22 janvier 2018 [afp.com/BirolBEBEK](http://afp.com/BirolBEBEK)

lancer une nouvelle occupation, après celle de Chypre. C'est immoral, c'est honteux!", avait tonné le président turc, appelant les habitants de Chypre-Nord à ne pas rester silencieux. ♦

# Bombardements turcs contre Afrin : les Kurdes dénoncent le silence des pays occidentaux

Propos recueillis par Jean-Jacques Régibier  
21 Janvier, 2018  
Humanite.fr

**D**epuis samedi, l'aviation turque bombarde plusieurs villes de la région d'Afrin, ce canton du nord de la Syrie géré par les Kurdes depuis le début de la guerre, et qui avait pour l'instant été préservé par tous les combats qui se sont déroulés dans cette partie du Moyen-Orient. Le point sur la situation avec Agit Polat, le représentant des relations extérieures du Conseil démocratique kurde en France. Il est en contact permanent avec les forces kurdes et les institutions civiles de la région d'Afrin.

**Humanite.fr :** Quelle est la situation ce dimanche dans la région d'Afrin ?

**Agit Polat :** Il y a eu à nouveau 3 attaques de l'aviation turque sur la région, à Afrin même et aussi dans 3 autres villes au moins: Djindires, Shérawa et Mabeta. Il y a eu plusieurs blessés, dont une fillette de 7 ans. Hier, 6 civils ont été tués et il y a eu 10 blessés, et 3 combattants des YPG ( Unité de protection du peuple, branche armée du Parti de l'Union démocratique syrien, organisation politique des Kurdes du Nord de la Syrie, ndlr ) ont été tués. Le camp de réfugiés de Roubar, qui abrite 20 000 personnes, a été également la cible de l'aviation turque ce matin. Je viens de parler avec nos camarades sur place, selon eux, les YPG ont détruit 3 blindés turcs, car les attaques aériennes de la Turquie, s'accompagnent d'attaques au sol.

**Humanite.fr :** Quelles sont précisément les cibles visées par la Turquie dans cette offensive aérienne ?

**A.P.** Jusqu'à aujourd'hui, on compte plus de 170 cibles visées, parmi lesquelles des positions d'unités combattantes kurdes. Mais l'aviation opère aussi des tirs au hasard, notamment sur le centre ville d'Afrin. L'objectif, c'est d'installer la peur dans la population pour que les gens quittent la ville. Mais Afrin n'a pas connu d'attaques depuis le début de la guerre en Syrie il y a 5 ans, et les Kurdes ont eu le temps de se préparer.

**Humanite.fr :** Est-ce que d'autres forces militaires interviennent à l'heure dans la région d'Afrin ?

**A.P.** Oui, au sol, il y a des djihadistes anciennement d'al-Nosra, ils s'appellent aujourd'hui Fatah al-Cham, c'est la Turquie les a fait changer de nom. Ils sont positionnés au Sud d'Afrin et ils ont tenté des attaques, mais les YPG les ont repoussés. Au sol, il y a également des attaques de l'armée turque installée au nord et à l'est de la ville, et qui dispose d'artillerie et de



Agit Polat, le représentant des relations extérieures du Conseil démocratique kurde en France.

blindés. A l'heure actuelle, il y a 3 fronts autour d'Afrin : au nord, au sud, et à l'est. Leur objectif, c'est d'entrer dans la ville et d'en chasser la population.

**Humanite.fr :** Comment est organisée la défense côté Kurdes ?

**A.P.** Elle est très bien préparée parce qu'elle est en place depuis plusieurs années. Il y a des ateliers de munitions, et les YPG disposent d'artillerie lourde. Selon nos camarades sur place, ce sont les Kurdes qui ont actuellement l'initiative, l'armée turque n'a pas gagné de terrain. Nous sommes dans une zone montagneuse, les combattants kurdes sont bien installés, la seule possibilité qu'ont les Turcs, c'est d'employer l'aviation.

**Humanite.fr :** De nombreux pays sont impliqués dans la guerre en Syrie. Comment réagissent-ils à cette attaque de la Turquie, sur le territoire syrien, contre les Kurdes ?

**A.P.** Selon l'accord qui a été passé entre les Russes et les Etats-Unis, les Américains contrôlent les territoires situés à l'est de l'Euphrate, et les Russes, ce qui est à l'ouest, dont le canton d'Afrin, qui en fait partie. Pour que la Turquie puisse intervenir militairement dans cette région, il a donc fallu l'accord de la Russie. Nous considérons que la Russie est complice d'Erdogan dans cette attaque qui va déstabiliser toute a région.

**Humanite.fr :** Sur quels alliés peuvent compter aujourd'hui les Kurdes ?

**A.P.** Avant tout, les Kurdes comptent sur eux-mêmes, et cela depuis des années. Jusqu'à maintenant, nous avons en principe le soutien des Etats-Unis, mais depuis 48 heures, nous subissons une attaque et il n'y a aucune déclaration consistante de leur part. Même chose pour la Russie qui en principe n'était pas opposée aux Kurdes, mais eux aussi se taisent.



Nous demandons que ces deux grandes puissances interviennent pour faire cesser cette attaque. C'est une guerre, ce qui se passe dans la région d'Afrin n'est pas normal.

**Humanite.fr :** Quelle est la réaction côté syrien ?

**A.P.** Avant l'attaque de la Turquie, la Syrie avait dit qu'elle détruirait tous les avions qui pénétreraient dans son espace aérien. Mais elle n'intervient pas contre l'aviation turque, et pour l'instant, elle ne fournit aucune explication.

**Humanite.fr :** Et ailleurs dans le monde ?

**A.P.** Il y a peu de réactions officielles écrites de la part des Etats. Nous avons fait appel aux Nations-Unies. Nous pensons également que la France peut jouer un rôle en Syrie. La France pourrait soutenir les Kurdes qui proposent d'être une force de stabilité dans la région. Les Britanniques ont dit que la Turquie défendait ses intérêts, c'est inacceptable. Jamais un combattant kurde d'Afrin n'a franchi la frontière de la Turquie.

En revanche, beaucoup de personnes se sont mobilisées à travers le monde pour dénoncer l'attaque de la Turquie contre la région d'Afrin. Depuis 48 heures, il y a eu des manifestations dans 27 pays, en Europe, au Canada, en Australie, au Japon, aux Etats-Unis, etc... Hier, il y a eu une manifestation devant l'ambassade de Russie à Paris. En Turquie, le HDP ( Parti démocratique des peuples ) a également appelé à la mobilisation générale des mouvements kurdes.

C'est très important que les citoyens se mobilisent dans le monde.

Les Kurdes ont combattu Daesh et à ce moment là, nous avons un soutien mondial, tous les pays prétendaient être nos alliés parce qu'ils avaient besoin de nous. Aujourd'hui, nous sommes lâchés par les pays occidentaux. Ils observent les attaques contre Afrin, mais c'est le silence total, ils ne font rien. ●



# Au Kurdistan syrien, Ankara abat à nouveau la carte militaire

**La Turquie, appuyée par des combattants de l'Armée syrienne libre, a lancé une offensive dans le canton d'Afrin. Une action menée avec l'aval de la Russie qui confirme la fragilisation du lien avec Washington.**

Par  
**QUENTIN RAVERDY**  
Correspondant à Istanbul

Après une semaine de sommations et de menaces, la Turquie a annoncé samedi le lancement de l'opération «Rameau d'olivier». L'objectif est de prendre le contrôle du canton d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, accolé à la frontière turque. Un territoire où vivaient près de 500 000 personnes, dont nombre de déplacés internes. Il est sous contrôle depuis 2012 – et le retrait des troupes du régime de Damas – du Parti de l'union démocratique (PYD) et de ses milices armées, les YPG. Des forces kurdes considérées par Ankara comme terroristes en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), que l'Etat turc combat depuis plus de trente ans.

Tirs d'artillerie puis bombardements aériens : plus d'une centaine de cibles ont été visées dans le canton. Selon un premier bilan communiqué par les YPG et des ONG, au moins 18 personnes (dont 15 civils) auraient été tuées samedi et dimanche. De l'autre côté, dimanche, des tirs de roquettes contre la ville turque de Reyhanli, proche de la frontière, ont tué une personne et en ont blessé

32 autres. Dimanche matin, le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a annoncé que des forces turques et des combattants de l'Armée syrienne libre (entraînés et équipés par Ankara) ont pénétré dans le canton en vue de sécuriser une zone de 30 km depuis la frontière.

## L'HISTOIRE DU JOUR

**Enclaves.** La France a appelé la Turquie à la «retenue». D'autant plus que les combattants kurdes sont en première ligne dans la lutte contre l'Etat islamique dans le nord-est de la Syrie. Ce sont eux qui ont mené les combats pour reprendre Raqqa.

Avec cette opération, Ankara veut empêcher à tout prix la formation à sa frontière d'un «corridor» reliant Afrin aux cantons de Kobané et Qamishli, à l'est de l'Euphrate, eux aussi sous contrôle des forces kurdes. En août 2016, l'armée turque et les rebelles syriens avaient déjà lancé dans le nord du pays l'opération «Bouclier de l'Euphrate» pour prévenir la jonction des enclaves kurdes. Et ce week-end, le président Erdogan promettait déjà de s'attaquer à Manbij (à 100 km à l'est d'Afrin).

«Cette opération est un message fort envoyé par la Turquie aux Etats-Unis qui, en choisissant de s'appuyer sur les forces kurdes pour combattre l'Etat islamique en Syrie, ont sérieusement fragilisé leur lien avec Ankara», souligne Ilter Turan, spécialiste des relations internationales à l'université Bilgi d'Istanbul. Les tensions sont



Des troupes turques font route vers la Syrie, à Hassa, dans la province d'Hatay, dimanche. PHOTO BULENT KILIC, AFP

montées d'un cran la semaine dernière lorsque la coalition anti-EI, menée par Washington a annoncé la formation prochaine d'une force frontalière dans le nord de la Syrie, comptant 30 000 hommes (dont une moitié de YPG) pour maintenir la sécurité dans les zones nettoyées des jihadistes. Le leader turc avait sans attendre promis de «tuer dans l'œuf» cette «armée de terroristes».

**Désescalade.** Par ailleurs, l'opération «Rameau d'olivier» met en lumière une nouvelle phase dans les relations entre la Russie, alliée de Damas, et la Turquie, déjà garantes (avec l'Iran) du cessez-le-feu en vigueur en Syrie. De l'avis de nombre d'observateurs, les bombardements turcs, ce week-end, n'ont été rendus possibles qu'avec l'accord de la Russie – qui contrôle l'espace aérien dans la région – et le retrait samedi de ses troupes stationnées à Afrin. Par ce geste, le Kremlin pourrait chercher à apaiser Ankara, mécontent de l'avancée des troupes de Bachar al-Assad, appuyées par les Russes, en direction de la zone de désescalade syrienne d'Idlib (nord-ouest), où sont déployées des troupes turques. Alors que Moscou entretenait

de bons rapports avec les Kurdes de Syrie, «Rameau d'olivier» pourrait rebattre les cartes. «Nous savons très bien que l'armée turque n'aurait pas mené cette attaque sans l'accord des puissances internationales, en premier lieu de la Russie, ont rappelé ce week-end les combattants kurdes. «En donnant son aval, la Russie savait que l'opération allait créer de la discorde entre alliés de l'Otan, explique Nihat Ali Özcan, spécialiste turc des questions de sécurité. Elle a aussi voulu faire comprendre aux Kurdes qu'elle n'appréciait pas leur rapprochement avec les Etats-Unis. Un rapprochement qui pourrait créer une menace à terme pour le régime syrien.»

En Turquie, des voix s'interrogent sur la capacité de l'armée nationale à mener à bien «Rameau d'olivier», alors qu'à Afrin les YPG compteraient entre 8 000 et 10 000 combattants, selon le Premier ministre turc. Les forces d'Ankara avaient affiché certaines difficultés lors de l'opération «Bouclier de l'Euphrate». Une fragilité à laquelle les purges menées au lendemain du coup d'Etat manqué de juillet 2016 n'étaient pas étrangères. ◆



# Offensive turque au Kurdistan : Erdogan affirme avoir l'aval de Moscou, l'ONU dans l'embarras

**Contexte explosif dans le nord de la Syrie, alors que les troupes d'Erdogan attaquent les milices kurdes soutenues par Washington.**

T.V. avec AFP le 22 janvier 2018  
<https://www.nouvelobs.com>

À la faveur du conflit syrien qui a fait plus de 320.000 morts depuis 2011, les Kurdes syriens, longtemps marginalisés, avaient installé en 2012 une administration autonome à Afrine, un territoire isolé des autres zones contrôlées par les YPG (soutenus par les Etats-Unis dans la lutte contre Daech), plus à l'est. C'est cette enclave que l'artillerie turque pilonne depuis samedi, dans le cadre d'une opération baptisée "rameau d'olivier".

Le lancement de cette offensive intervenait dans la foulée de l'annonce par la coalition internationale anti-djihadistes, emmenée par Washington, de la création d'une "force frontalière" composée notamment de guerriers kurdes, un projet qui avait suscité la colère d'Ankara.

L'artillerie de l'armée turque a visé ce lundi 22 janvier les positions des Unités de protections du peuple (YPG), qu'Ankara considère comme un groupe terroriste, depuis la ville de Kilis frontalière de la Syrie, rapportent les médias turcs.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), 21 personnes, dont 6 enfants, ont été tuées dans les bombardements turcs depuis samedi. Ankara affirme n'avoir touché que des "terroristes" et accuse les YPG de "propagande". A l'exception de la formation prokurde HDP, les principaux partis politiques turcs, y compris ceux de l'opposition, ont apporté leur soutien à l'opération.

Selon Anadolu, les forces turques ont, par ailleurs, pris dimanche onze positions qui étaient contrôlées par les YPG dans la région d'Afrine. Des chars et des militaires turcs ont pénétré dimanche dans la région d'Afrine.

Selon le Premier ministre turc Binali Yildirim, l'opération a pour but de créer une "zone de sécurité" d'une profondeur de 30 kilomètres à partir de la frontière. Les médias officiels turcs ont indiqué dimanche que les forces d'Ankara avaient pénétré de cinq kilomètres en Syrie. L'opération sera "limitée et de courte durée", a affirmé lundi le vice-Premier ministre turc Mehmet Simsek.

## LES PUISSANCES OCCIDENTALES DANS L'EMBARRAS

En lançant samedi l'offensive, le président



Dimanche, les chars turcs progressent près de la frontière syrienne. (BULENT KILIC/AFP)



Photo: Adem Altan Agence France-Presse «La question d'Afrine sera réglée, il n'y aura pas de marche arrière», a tonné M. Erdogan lors d'un discours à Ankara.

Recep Tayyip Erdogan a pris le risque de provoquer la colère de son allié américain, mais les réactions initiales de Washington étaient mesurées. Les Etats-Unis ont certes appelé dimanche la Turquie à "faire preuve de retenue", mais son ministre de la Défense, Jim Mattis, a affirmé qu'Ankara avait prévenu Washington avant de lancer son offensive et estimé que les préoccupations sécuritaires turques étaient "légitimes".

La France a adopté un ton plus ferme en exhortant Ankara à mettre fin à son offensive et en réclamant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, qui doit se tenir ce lundi à huis clos.

Les Kurdes de Syrie appellent eux dans un communiqué la coalition internationale à "prendre ses responsabilités".

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a de son côté accusé les Etats-Unis d'encourager le séparatisme kurde avec son projet d'entraîner une "force" composée notamment de combattants kurdes dans le nord de la Syrie.

"Washington a encouragé et continue à encourager activement les aspirations séparatistes des Kurdes : [...] soit (les Américains) ne comprennent pas la situation, soit il s'agit d'une provocation en toute connaissance de cause", a-t-il déclaré, qualifiant le projet de force de la

coalition internationale de "grossière ingérence dans les affaires intérieures" de la Syrie.

## ERDOGAN : "NOUS EN AVONS PARLÉ AVEC NOS AMIS RUSSES"

Au lendemain d'une ferme mise en garde de Recep Tayyip Erdogan contre toute manifestation opposée à l'opération, les autorités ont émis ce lundi des mandats d'arrêt contre 35 personnes soupçonnées de faire de la "propagande terroriste" sur les réseaux sociaux.

D'après la chaîne de télévision publique TRT, ces mandats d'arrêt concernent 18 personnes à Istanbul et 17 personnes à Diyarbakir, grande ville du sud-est à majorité kurde de la Turquie où huit suspects ont été interpellés dans la matinée.

Ces personnes sont soupçonnées de soutenir activement les YPG, qu'Ankara considère comme la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe qui mène une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

**"La question d'Afrine sera réglée, il n'y aura pas de marche arrière à Afrine. Nous en avons parlé avec nos amis russes, nous avons un accord", a déclaré le président Erdogan lors d'un discours à Ankara.**

Il s'agit de la deuxième offensive turque dans le nord de la Syrie, après celle lancée en août 2016 pour repousser Daech vers le sud, mais aussi enrayer l'expansion des combattants kurdes. Face à cette offensive turque, Moscou a appelé à la "retenue", mais les analystes estiment qu'une offensive majeure ne peut être lancée en Syrie sans l'aval de la Russie, qui contrôle l'espace aérien dans le nord de la Syrie et disposait d'une présence militaire à Afrine. ♦

# The U.S. alliance with Turkey just lunged toward the breaking point



By David Ignatius  
January 23, 2018  
www.washingtonpost.com

Talking with Gen. Joseph Votel, the commander of American troops in the Middle East, is a paradoxical reminder of the limits of U.S. military power to determine political outcomes. American bombs helped destroy the Islamic State in Syria, but they can't stitch the rag doll of the Syrian nation back together.

Syria's plight actually got a bit worse this week, as Turkey invaded the border region known as Afrin. Turkey says it's protecting itself against the Syrian Kurdish organization known as the PKK, which dominates Afrin and which Turkey regards as a terrorist group. The problem is that related Syrian Kurdish forces (under a different name) have been the United States' most important ally in defeating the Islamic State.

The flashpoint is a town in northern Syria called Manbij, occupied by the Syrian Kurds and their U.S. military advisers. Turkish President Recep Tayyip Erdogan threatened last week to attack Manbij. A senior Trump administration official told me bluntly Tuesday: "Threats to our forces are not something we can accept." That's what the unraveling U.S. relationship with "NATO partner" Turkey has come to: military brinkmanship.

What's happening now in Syria is that history is resuming, after the bloody distraction of the Islamic State. Long-standing grievances that were postponed while a U.S.-led coalition defeated the caliphate have returned with a vengeance. Turkey, Iran, Israel, Jordan, Russia and the United States are all pursuing their self-interests. The space separating these forces has collapsed — putting U.S. troops perilously close to collision with Russia, Turkey and Iran.

Video shot by Haberturk, a private broadcaster, showed Turkish airstrikes on Kurdish militia in Syria's Afrin region on Jan. 24. (Reuters)

The U.S. military three years ago was given the task of crushing the Islamic State. Votel and other commanders have largely accomplished that mission, using innovative partnerships and tactics. But they couldn't erase local hatreds or conjure up stable governance.

Votel was cautious in describing the United States' future mission in Syria when we talked last week at his headquarters here and during a visit to a training base. The presence of the roughly 1,500 U.S. troops remaining in Syria will be "conditions-based," he said. The troops will focus on "stabilization" rather than nation-building, seeking to "enhance security so people can get back to their homes," and supporting U.N. Security Council resolutions calling for an independent, united Syria.

U.S. officials speak as if America isn't taking sides in Syria, now that the Islamic State is shattered. And certainly, the United States should move now to embrace all the pieces of Syria's ethnic mosaic. But America shouldn't forget its friends, either, or these haunting casualty numbers: In the final decisive battle to take the Islamic State capital of Raqqa, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) suffered 650 deaths, Votel says. American deaths in Raqqa were zero.

The United States needs to bolster Sunni Arabs in Syria, lest the Islamic State return. But American commanders know that it's the Kurds (whom the Turks now say they want to destroy) who have done the bulk of the fighting and dying. The civilian death toll in the Islamic State conflict hasn't been well-calculated, but it was horrific.



A Turkish tank near Mount Barsaya, northeast of Afrin, Syria. (Khalil Ashawi/Reuters)

Votel visited the ruined city of Raqqa on Monday. He told reporters that the campaign there was "ugly" but necessary. When we talked last week, he said that in the last phase of the Islamic State campaign, U.S. advisers and air power would partner with the SDF in a war of "annihilation" against "hundreds" of Islamic State fighters who are trapped in the lower Euphrates valley. U.S. commanders worry that their SDF allies will be pulled away from this essential mopping-up operation to fight the invading Turks.

A sign of the new post-Islamic State crackup in Syria was this headline in the Turkish newspaper *Yeni Safak* about Votel's arrival in the war zone: "U.S. commander visits ... terrorists in Syria's Raqqa." That bodes ill.

Like other senior American officials, Votel stressed to me that the United States recognized Turkey's "legitimate concerns," and described it as a "good partner" that has done "a really good job of border security" over the past year. Soothing words aside, the Trump administration recognizes that the relationship with Turkey is dangerously near the breaking point.

As Erdogan climbs further out on the limb with his invasion, the United States' goal should be to broker dialogue between Turkey and the Kurds — not just in Syria but also in Turkey itself, with its large Kurdish minority population. Erdogan's greatest political and economic successes came in the years when he attempted reconciliation with the Kurds, including the PKK.

As the Islamic State campaign ends, old regional feuds resume. America can't stop Turkey, Russia and Iran from making mistakes. But this isn't the time to be pulling out America's 1,500 advisers from northeast Syria and creating an even bigger vacuum. ●



A Turkish special forces soldier takes aim on the mountain on the Syrian-Turkish border, as Turkey moved to support Syrian opposition fighters

# Finding the true enemy in the Middle East

By Paul Davis - - January 23, 2018

[www.washingtontimes.com](http://www.washingtontimes.com)

ANALYSIS/OPINION:

In several U.S. State Department statements, and interviews with senior administration officials the response to inquiries over U.S. policy in regard to our allies the Kurds and our declared enemy, Iran, we hear the same answer, that we must continue our focus on ISIS.

This response is becoming less declaration of strategy and more a knee-jerk go-to excuse for a lack of a strategy. ISIS is not the major threat to the region it was up to a year ago. Does it still exist, yes. Can it still attack the United States and U.S. regional interests, yes, but in realm of al Qaeda not as a military force intent on holding specific areas.

Those entities in the region that are performing as military forces and killing innocent civilians are Iran and Turkey. I could include Iraq in this, but they are merely acting as a vassal state to Iran. Turkey, once a shining example of a democratic government of a predominantly Muslim country and an ally of the West, has devolved into a dictatorship with visions of a return to the days of the Ottoman Empire.

Iran has used its leverage and military, in the form of the IRGC, to take control of Iraq's government and military. Iraq's military did defeat

ISIS while under control of Iran and with the use of Iranian controlled militias, as well as with the aid of the Kurdish Regional Governments internal forces known as Peshmerga.

Iranian backed militias then went on a rampage of murder, indiscriminately killing Sunni civilians. ISIS as a force is eliminated from Iraq, yet when the Kurds said they were going to hold a referendum the United States said it was not the right time since we had to keep our focus on ISIS.

Following the referendum in which more than 95 percent of Kurds voted for independence the government in Baghdad used its army, with the continued assistance of the militias, to attack the Kurds with emphasis on the oil fields of Kirkuk. Iran then made a deal to receive the oil from Kirkuk.

Turkey's army, the second largest in NATO, is attacking the Kurdish enclave in Afrin, Syria, claiming the Kurdish forces were terrorists aligned with a Turkish Kurdish terror group known as the PKK. While possibly aligned, they are not under PKK control.

The Kurd's Democratic Union Party (PYD)'s military wing, the YPG, has never entered Turkey or attacked Turkish forces or land, except while in the defense in Syria. The YPG was also the largest force in Syria to fight ISIS and have been



Illustration on Iranian and Turkish aggression against the Kurds by Alexander Hunter/The Washington Times

allied with U.S. forces in the process. The response from the United States to the Turkish attack on our ally the YPG is that we deplore it but must not take our eyes off the main problem: ISIS.

ISIS is a terrorist group that must be contained, and we must continue to attempt to keep our country safe from it. They are not, however, the main threat. Iran has positioned its proxy forces across Iraq, Syria and Lebanon to ensure a land bridge to the Mediterranean and the border of Israel. Turkey will continue its racist genocidal attacks on Kurds wherever they can reach them. In the short-term, diplomacy and sanctions are not a deterrent, the legitimate threat of force maybe. It is time to push aside the ISIS bogeyman and face up to the real enemies. ♦

• Paul Davis is a retired military intelligence analyst for the Middle East with emphasis on Kurdish region. He is president of Janusthink LLC.



JANUARY 22, 2018

# Erdogan invokes pan-Turkic myth of conquest as army attacks Kurdish Afrin

Ari Khalidi | January 22-2018  
<http://www.kurdistan24.net/>

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – Turkey's President Recep Tayyip Erdogan on Monday invoked a militaristic Turkish myth that symbolizes world domination and unification of all Turkic peoples as his army continued its attacks for a third day on the Kurdish region of Afrin in neighboring Syria.

"We are heading toward the Kizil Elma," Erdogan told an audience at his Ankara palace, referring to the cause of "Red Apple" that far-Turkish nationalists aspire in pursuit of conquering new lands and bringing all Turkic peoples under one banner.

Erdogan claimed all citizens were supportive of the ongoing aerial attacks and ground invasion of Afrin which the US-backed People's Protection Units (YPG) have kept secure since the beginning of the Syrian conflict six years ago.

"People pray at mosques, come up to kiss our soldiers' forehead, these are all beautiful

instances. Yes, we have a "Kizil Elma," Erdogan continued, in remarks carried by the state-owned Anadolu Agency.

Turkish airstrikes have killed dozens of civilians, and Kurdish fighters since Ankara launched its "Operation Olive Branch."

According to the Turkish Language Association's definition, the "Kizil Elma" meant the cities of Constantinople (Istanbul), Vienna, and Rome for the Ottomans who conquered the first in 1453 and laid an unsuccessful siege two times on the second in the 16th-17th centuries.

Erdogan brought up the idea of conquest, originated from the founding ancient Turkish myth of Ergenekon, after a soldier deployed on the Afrin front said his unit's destination was "Kizil Elma" when asked where they were going by the pro-government A Haber TV.

Over the weekend, the Turkish President alleged that a clear majority of Afrin was Arab and the Kurds there were relocated from elsewhere, adding that the Syrians who sought refuge in his country needed "to go back to their land."

Until the Turkish assault, Afrin mostly remain



Turkish President Recep Tayyip Erdogan addresses his supporters in Usak, Turkey, Jan. 20, 2018. (Photo: TR Presidency)

ned intact from the ravaging effects of the civil war raging in Syria and proved to be a haven for civilians displaced by the conflict between the Damascus government and Islamist-led armed opposition groups. ♦

# Conflicting reports emerge as Turkey's Olive Branch rakes Afrin

In the chaos of Turkey's offensive in Afrin, Syria, both the Turks and Syrian Kurdish militants continue to claim the upper hand and dismiss each other's casualty reports as propaganda.



Amberin Zaman  
January 22, 2018  
www.al-monitor.com

Turkish forces have kept up their offensive against Kurdish militants in the northern Syrian Afrin region for a third day as both sides continued to claim victory against the other.

The Anadolu news agency reported that Turkish-led forces had captured the strategic Bursaya Mountain today. The pro-government newspaper Yeni Safak showed footage of what it claimed were Turkish forces and their Free Syrian Army (FSA) allies atop the mountain hauling off militants allied with the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) amid loud chants of "Allahu akbar," or "God is great." A journalist recording the moment joined in the celebrations.

Hours later, CNNTurk reported that the FSA had withdrawn from Bursaya amid YPG claims that they had won back control of the hilltop in a fourth and final assault. Anadolu acknowledged in a subsequent report that the FSA had pulled back.

Anadolu also reported that Turkish troops had captured the Afrin villages of Shankal, Qorne, Balia and Adah Manli, along with some other rural areas. But the London-based Syrian Observatory for Human Rights, which is seen as a fairly impartial monitor of the nearly seven-year-long Syrian conflict, said the YPG had won back two of the villages and that violent clashes continued between Turkish-led forces and the YPG.

The monitoring group reported the Turkish airstrikes and artillery attacks have resulted in the deaths of at least six civilians — one of them a child — who were killed when Turkish warplanes allegedly struck a poultry farm in Jelbara village to the southeast of Afrin city. The claims of civilian deaths were echoed by the YPG. The pro-Kurdish Firat news agency reported on the joint funeral of two YPG fighters and 14 civilians who were allegedly killed in the Turkish offensive. Crowds gathered at the funeral, which was held inside Afrin, reportedly chanted "revenge" and "long live the Afrin resistance."

Turkish government spokesman Bekir Bozdog dismissed reports of civilian casualties as "dark propaganda," saying, "We are doing our utmost to ensure that civilians are not harmed." Bozdog insisted that Olive Branch was legally justified and that no Turkish soldiers had died in the operation, which is in its third day.

"The presence of terror groups in the Afrin region threatens Turkey and Syria and Syria's territorial integrity," Bozdog said. He threw in the rarely mentioned fact that some 370,000 Syrian Kurds are sheltering in Turkey.

Several hours later, Anadolu reported the first Turkish casualty, saying a soldier had been killed in clashes with the YPG in the south of the border province of Kilis.

The pro-YPG Hawar news agency, meanwhile, reported that Turkish forces had begun shelling areas lying further east between the towns of Darbasiyah and Amude, which lie to the east of the Euphrates River in Syrian Kurdish-controlled territories where US special forces are deployed.

The YPG has struck back with rocket fire on Turkish border areas. Two people died and 12 others were injured when a rocket hit a camp housing Syrian rebel fighters across the border from Turkey's Hatay province, according to local reports that could not be independently verified.

Turkey claims its offensive, called "Olive Branch," aims to create a safe zone 30 kilometers (19 miles) wide to protect its borders from YPG "terrorists," saying they are no different from the Kurdistan Workers Party (PKK), the Kurdish rebel group that has been fighting Turkish forces since 1984, initially for Kurdish independence and now for self-rule inside Turkey.

The PKK campaign was run out of Syria with the regime's blessings — that was, until Turkey threatened to go to war, prompting the Syrian government to boot out PKK leader Abdullah Ocalan in October 1998. He was captured with the CIA's help in February 1999 and remains in a Turkish island prison off the coast of Istanbul.

With the exception of the pro-Kurdish bloc, Turkey's main political groups are backing the Turkish intervention amid a tidal wave of nationalist euphoria that is gripping the public. In Hatay, Antakya rolled out its amateur Ottoman military band to perform conquest-themed tunes in a morale booster for Turkish soldiers taking part in Olive Branch.

The Istanbul-based Armenian Orthodox Patriarchate weighed in with a statement declaring, "[We] wish the Olive Branch offensive success and pray for terror actions to end and for peace, wisdom and serenity on which all mankind depends



REUTERS/Osman Orsal  
A Turkey-backed Free Syrian Army fighter holds a makeshift Turkish flag as he patrols a road near Azaz, Syria, Jan. 21, 2018.

to be assured, especially in our region."

The international community continued to air its worries about the impact on civilians caught in the conflict. US Secretary of State Rex Tillerson, who is in London, repeated calls for "restraint" today. The State Department stated on Sunday that the Turkish campaign should be "limited in scope."

France has called for a UN Security Council meeting today to discuss developments in Syria, including the Turkish incursion. None of this satisfies the YPG, which is the US-led coalition's top ally against the Islamic State (IS) in Syria.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan responded with stock defiance, telling an audience in Ankara, "I ask the United States: Did you have any specific time duration in Afghanistan?" and declaring Turkey would not stand down until "the work is finished." He added, "We have no desire to stay there — we know how to withdraw. We also have no intention of getting permission from anyone for this." Erdogan, acknowledged, however, that after the Turks "discussed this with our Russian friends, we have an agreement with them, and we all discussed it with other coalition forces and the United States."

The widely accepted view is that Turkey intervened in Afrin, which lies within Russia's zone of influence, with Moscow's blessings and expectations of American inertia that despite US calls for restraint have been vindicated so far. US Secretary of Defense Jim Mattis sounded accommodating of the Turkish operation. Speaking to journalists en route to Asia he said, "We are working now on the way ahead. We'll work this out," and noted, "Turkey has legitimate security concerns."

Washington's limp reaction has set off alarm bells among Syrian Kurdish officials. Some fear that the administration may well look the other way if and when Turkey decides to deliver on its threats to attack Manbij, in the hope that it will help calm Turkish ire over Washington's recent announcement that it plans to retain a military presence in Syria for the foreseeable future.

A senior commander with the YPG-led Syrian Democratic Forces told Al-Monitor, "Mattis' remarks only serve to encourage Turkey in its attacks. What we expect from the United States is to tell Turkey to stop the attacks immediately."

Erdogan's pledges to withdraw from Afrin suggest that Syrian Kurdish officials may be justified in their suspicions that the Turkish-Russian deal involves allowing regime forces to win back control of Afrin.

The offensive is in many respects a replay of August 2016, when Turkey's Operation Euphrates Shield moved into Jarablus and eventually al-Bab, also with Russian blessings. Turkish forces and their allies drove out IS fighters, wresting some 2,000 square kilometers (1,200 square miles) of territory from them, and the US-led coalition backed the Turks with airstrikes. But the overarching goal of that operation was to drive a bigger wedge between YPG-controlled areas from Manbij to the east of the Euphrates River and the Afrin enclave to the west.

Meanwhile, Erdogan's threats to punish anyone who dares to oppose the campaign were put into action today, as 30 people including prominent Kurdish journalists Nurcan Baysal and Ishak Karakas were detained for criticizing the Afrin offensive on Twitter. Baysal's lawyer Reyhan Baydemir said police had broken into her home in Diyarbakir in a midnight raid and that she remained in

⇒ custody with the police's counterterrorism unit.

As of publication time, there were unconfirmed reports that journalist Sibel Hurtas, who contributes to Al-Monitor, had also been detained.

In Turkish-controlled Northern Cyprus, nationalist vigilantes attacked the offices of the opposition Afrika newspaper. The ransacking, accompanied by calls of "Allahü akbar," was triggered by a headline calling the Turkish incursion an "occupation." In an apparent reference to Afrika's editorial stance, Erdogan had predicted earlier, "The Turkish Cypriots will respond appropriately."

Afrika's managing editor, Sener Levent, insisted that Erdogan's comments had encouraged the attack and that police had failed to intervene to protect his staff.

He told the independent Etkin news agency, "They all but burned down" the offices and "We are physically unsafe." Levent, who is a fierce critic of the Turkish military presence on the island, kept up his salvos against "the dictator Erdogan" and vowed to continue to speak his mind. ♦

*Amberin Zaman is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America. She served as The Economist's Turkey correspondent between 1999 and 2016. She was a columnist for the liberal daily Taraf and the mainstream daily Haberturk before switching to the independent Turkish online news portal Diken in 2015. On Twitter: @amberinzaman*

AL-MONITOR

JANUARY 26, 2018

## New Iraqi Kurdish alliance emerges as most parties still divided

As Iraq's parliamentary elections approach, the rise of a new tripartite Kurdish political alliance has highlighted the level of divide among the rest of the Kurdish parties hoping to contest the election.



Ibrahim Malazada  
January 26, 2018  
www.al-monitor.com

As Iraq heads for parliamentary elections on May 12, the rift between the opposition and other forces governing the Kurdistan Regional Government (KRG) is growing increasingly wider.

In this vein, a tripartite alliance was put in place Jan. 10, between the Movement for Change (Gorran), the Kurdistan Islamic Group and the Coalition for Democracy and Justice, led by Barham Salih. The new tripartite National Alliance was built with the objective of running in the upcoming parliamentary elections in Baghdad, and winning in the disputed areas.

The Independent High Electoral Commission approved Jan. 16 the National Alliance's List. Former Kurdish parliamentary speaker Yusuf Mohammed Sadiq, who represented Gorran and was prevented from returning to the Kurdish parliament due to worsened relations between Gorran and the Kurdistan Democratic Party (KDP) over the Kurdistan presidential term, was selected to lead the alliance.

This was followed by the registration of the Kurdistan Peace List, which is an alliance between the KDP, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) — the traditional partners in the government — and the Communist Party of Kurdistan.

Nevertheless, given the confusion surrounding the Kurdish political parties in regard to their participation in the electoral race, Khosro Goran, who is in charge of the KDP's electoral institution, said that "the alliance is no longer in place, as the party announced its unwillingness to take part in the elections in the disputed areas," considering said areas to be under the military occupation's authority, in reference to the Iraqi army's unilateral return to those areas on Oct. 17, 2017, following the Kurdish referendum for independence Sept. 25.

Kader Qachagh, the head of the KDP's Ninevah branch, announced Jan. 18 the party's participation in the eastern part of the Kurdistan Region, such as Mosul, Sinjar and Makhmur. Such a decision has questioned the party's contradicting stance when it comes to running in the elections in Kirkuk and Mosul.

Surprisingly, the Kurdistan Islamic Union withdrew Jan. 16 from the KRG in protest against the non-implementation of Article 24 of a memorandum it had previously submitted to the KRG. Such a withdrawal would cast a shadow on the fate of the coalition government, particularly following Gorran and the Kurdistan Islamic Group's departure earlier.

Observers raised speculations on the possibility that the Kurdistan Islamic Union would join the National Alliance, led by Yusuf Mohammed.

Al-Monitor communicated with a KDP official who spoke on condition of anonymity of this alliance. He stated, "We hoped that the Kurdish parties were brought together under one alliance to preserve the Kurd's dominance in the occupied areas. Yet all political parties, including the KDP, are responsible for the confusion." He added, "It was better for the Kurdish political parties to be unified at the present time, as our people face hard conditions."

Commenting on the tripartite National Alliance's strategy, spokesman for the

Coalition for Democracy and Justice Rebwar Karim said Jan. 11, "We seek to form a national alliance and pursue a new Kurdish policy that differs from the style of politics adopted in the past."

Mohammed Ali, coordinator of Gorran's political bureau, told Al-Monitor, "Our strategy involves turning the political system into a parliamentary system, turning the armed forces into a national force, the impartiality of the judiciary and restoring ties with Baghdad based on mutual interests." He pointed out, "We seek to win the citizens' trust to be able to peacefully lead the next government and carry out our projects."

Spokesman for Kurdistan Islamic Group Rebwar Hamad told Al-Monitor, "This alliance is an opportunity for the Kurds to have their image restored following the Oct. 16 events and objectionable consequences of the referendum."

Commenting on the plans of the alliance after the elections, he noted, "We are focusing on the disputed areas and the formation of a coalition covering these areas in order to win the citizens' votes. This is due to the insecurity and presence of more than 5,000 displaced people. We are also trying to establish a joint administration to resolve all crucial issues, because the governments in Baghdad and Erbil are blamed for the unresolved situation of these areas."

Commenting on the disputed areas, Rebwar Karim said, "We joined this alliance upon the request of the citizens in these areas who are tired of the erroneous policies pursued there. Thus we hope to gain the people's votes to be able to pursue new policies, namely restoring justice and involving everyone in building their future."

He added, "Our efforts focus on two key issues: First is to halt the policy of driving the citizens out and vandalizing their houses in areas subject to Article 140, and second is to handle the fate of said areas in accordance with constitutional Article 140."

In a meeting bringing together his party's members in Erbil Jan. 16, Mullah Bakhtiar, administrative official at the PUK political bureau, said the electoral period is witnessing the worst of times in Iraqi-Kurdish relations. We have failed to form a unified Kurdish list [to run in the elections] in the disputed areas and Iraq. Unfortunately, the Kurds are divided while Arabs are concurrent."

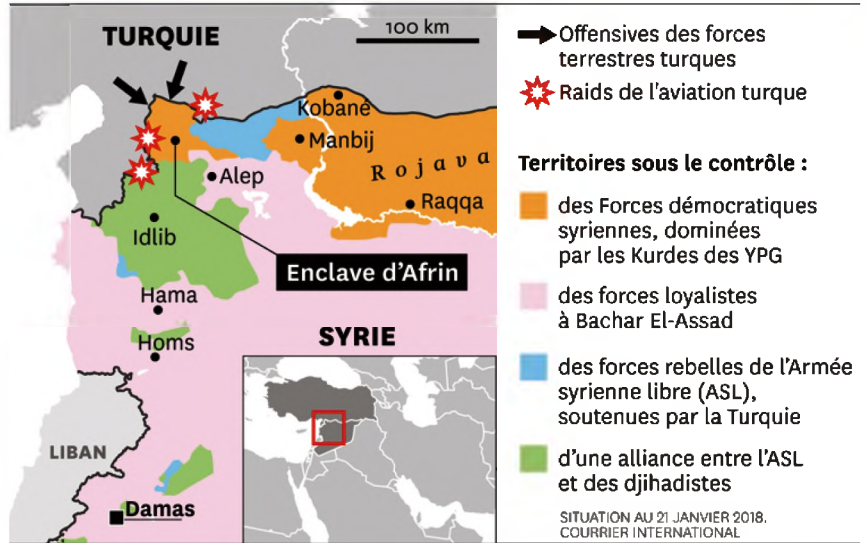
Based on that, the PUK, the second strongest Kurdish party, seems to be running independently in the Kurdistan Region and the disputed areas.

All of these signs indicate that the Kurdish political parties in the Kurdistan Region will independently run in the electoral race, with the exception of the tripartite National Alliance that perceives itself to be the strongest Kurdish coalition. ♦

*Ibrahim Malazada is a Kurdish researcher and writer who has worked as a lecturer in sociology at Soran University in Iraqi Kurdistan. He has decades of experience working with a variety of Kurdish newspapers and TV channels in Iraq and Europe and advising humanitarian organizations in the Middle East and Europe on social integration and intercultural relations.*



# Vu de Russie. Attaque turque contre les Kurdes : une offensive avec la bénédiction de Moscou



Par Vladimir Moukhine  
Nezavissimaïa Gazeta - Moscou  
le 23/01/2018  
www.courrierinternational.com/

**Moscou, Téhéran et Damas ont chacun des bénéfices importants à tirer de l'offensive de l'armée turque et de ses alliés contre les combattants kurdes de la région syrienne d'Afrin.**

L'opération militaire Rameau d'olivier, dans la zone relativement calme d'Afrin, n'aurait pas pu être lancée sans l'accord tacite de la Russie. La veille de l'attaque massive de l'aviation turque, qui a fait des victimes parmi les militaires mais aussi les civils syriens, l'armée russe a évacué ses contingents de la province. Pour une raison somme toute plausible : "Prévenir de possibles provocations et écarter toute menace sur la vie et la santé des militaires russes."

Comme pour justifier "l'opération spéciale menée par l'armée turque", le ministère russe de la Défense a déclaré que "l'escalade de la situation dans la région" avait été provoquée par États-Unis. En effet, "des livraisons non concertées d'armements modernes par le Pentagone aux groupes proaméricains au nord de la Syrie", ainsi que "les provocations américaines visant à séparer les zones majoritairement peuplées de Kurdes, conduisent à l'interruption du processus de paix et nuisent aux négociations inter-syriennes de Genève, auxquelles les Kurdes doivent pouvoir prendre part".

Cela semble cohérent, mais le commandement des combattants kurdes (Unités de protection du peuple, YPG) a accusé la Russie de trahison et l'a qualifiée de "complice criminelle de la Turquie dans l'assassinat de civils". Les ministères russes de la Défense et des Affaires étrangères n'ont pas encore donné de raisons claires sur l'abandon, de fait, avec le départ des forces de paix russes d'Afrin, de la zone de pacification créée en septembre 2017, et dans laquelle le ministère de la Défense disait récemment observer "une forte



Des forces turques à la frontière turco-syrienne, le 22 janvier. REUTERS/Orsal

recrudescence des retours de civils". Les gens revenaient dans cette région parce que la présence de la police militaire russe assurait probablement ordre et stabilité.

En seulement quatre mois, tout a changé et pas pour le meilleur. Mais si, comme l'affirme le ministère russe de la Défense, des "armements modernes" ont été livrés à des groupes qualifiés de proaméricains à Afrin, que faisait pendant ce temps la police militaire russe et pourquoi a-t-elle permis ces livraisons "non concertées" ? Comment ont-elles pu arriver à destination alors que cette province est une enclave au milieu de zones contrôlées par l'armée turque et les groupes armés qui lui sont fidèles ?

L'agence de presse turque Anadolu affirme que le 20 janvier, 72 avions de combat turcs ont effectué des frappes ciblées à Afrin. En particulier, sur l'aérodrome de Mannagh que l'aviation américaine aurait utilisé pour livrer les armes, y compris anti-aériennes, aux YPG. Or les Américains n'auraient pu atteindre Afrin par les airs qu'en traversant des territoires contrôlés par Damas ou par Ankara. La Syrie et la Turquie auraient-elles donné leur feu vert pour laisser des avions américains se rendre à Afrin ?

Si, comme l'affirment Moscou et Ankara, les combattants des YPG sont dotés de missiles sol-air transportables, pourquoi n'ont-ils pas répliqué aux frappes de l'aviation turque ? Le

vice-ministre des Affaires étrangères syrien, Faisal Mekdad, a déclaré récemment : "les forces anti-aériennes syriennes sont de nouveau opérationnelles et pourraient répliquer à la moindre attaque aérienne de la part de la Turquie". Sauf qu'aucun avion n'a été abattu.

## UNE INTERVENTION DANS L'INTÉRÊT DE L'IRAN

Cela donne l'impression que Moscou a conseillé à son allié de ne pas tirer sur les Turcs. Ce n'est pas un hasard si le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a déclaré le 21 janvier que l'opération "Rameau d'olivier" avait reçu l'aval de la Russie et de Damas. "Nous œuvrons à l'apaisement des craintes de l'Iran, et la Russie n'a pas d'objections à ce sujet", a-t-il précisé. L'expert militaire Victor Mourakhovski est pour sa part convaincu que les détails de l'opération "Rameau d'olivier" ont été abordés la semaine dernière, lors de la visite à Moscou du chef d'état-major et du patron des services secrets turcs.

"Damas a intérêt à éliminer le séparatisme kurde. C'est également dans l'intérêt de l'Iran, qui a aussi son problème kurde", explique le général Iouri Netkatchev. "Il est possible que la Russie ait convaincu Bachar Al-Assad de ne pas intervenir pour l'instant dans l'opération turque contre les YPG, et de se limiter à des protestations diplomatiques". Le général rappelle qu'un Congrès pour le dialogue national syrien est en préparation à Sochi [organisé le 30 janvier sous l'égide de la Russie, de la Turquie et de l'Iran]. Les représentants des YPG n'y participeront probablement pas [ils ont finalement été invités, a-t-on appris le 22 janvier], contrairement aux groupes armés pro-turcs de l'opposition syrienne qui pourraient s'y rendre.

"Il semblerait que Moscou et Ankara aient passé un accord sur la question", présume l'expert en faisant le lien avec la rencontre du 20 janvier à Sochi, où la Russie, la Turquie et l'Iran ont discuté de la participation de l'opposition syrienne au Congrès. D'après le ministère russe des Affaires étrangères, une délégation du Comité syrien unifié pour les négociations, qui regroupe les représentants de l'opposition syrienne, ➔

⇒ prendra part à des négociations le 23 janvier, à Moscou.

Iouri Netkatchev est convaincu que le président turc vient d'entamer une nouvelle guerre contre les Kurdes, et s'est assuré pour cela le soutien de Moscou, sachant qu'"en pleine campagne électorale, l'annulation du Congrès de Sotchi serait peu avantageuse pour l'image de Vladimir Poutine, qui en est l'initiateur". Or c'est justement Ankara qui pourrait faire annuler ce congrès en faisant pression sur les groupes armés pro-turcs en guerre contre Assad et les Kurdes.

#### GAZPROM ET LE GAZODUC TURKISH STREAM EN EMBUSCADE

L'expert militaire Vladimir Popov estime pour sa part que Moscou a une raison supplémentaire de "fraterniser" avec Ankara. En effet, le 19 janvier, veille du lancement de l'opération turque contre les YPG, Ankara a "approuvé la construction par Gazprom du deuxième tronçon marin du gazoduc Turkish Stream qui le reliera aux côtes de la Turquie".

La situation d'Afrin n'est pas sans rappeler celle du Donbass durant l'été 2014, note par ailleurs le vétéran de guerre lieutenant-colonel Alexandre Ovtchinnikov.

*" Actuellement, si l'on exclut les forces aériennes, la guerre dans le nord de la Syrie est essentiellement menée par des groupes armés*

*pro-turcs équipés de matériel militaire fourni par la Turquie. Ce qui permet à Ankara et à son armée de ne pas s'impliquer. En qualifiant les Kurdes des YPG de terroristes, la Turquie donne au conflit les apparences d'une guerre civile et pas d'une agression extérieure. Les combattants pro-turcs sont en train de prendre Afrin de la même manière que les combattants pro-russes avaient pris le Donbass."*

Selon cet expert, la guerre battra son plein à Afrin tant qu'elle ne sera pas "largement dénoncée sur la scène internationale, et que des sanctions ne seront pas infligées à Ankara, et peut-être également à Moscou". ♦

Le Monde.fr

25 JANVIER 2018

# A Afrin, forces turques et djihadistes se côtoient dans les combats

## Le groupe djihadiste Tahrir Al-Cham, issu d'Al-Qaïda, combat les forces kurdes à Afrin, sous l'œil bienveillant de l'armée turque.



Des rebelles de l'Armée syrienne libre avec un blindé ACV-15 lors de l'offensive d'Afrine, le 25 janvier 2018.



Des rebelles de l'Armée syrienne libre lors de l'offensive d'Afrine, le 25 janvier 2018.

Madjid Zerrouky / 25.01.2018  
lemonde.fr

Opportunité d'un jour ou volonté de se greffer durablement sur l'offensive militaire turque ? Le groupe djihadiste syrien Tahrir Al-Cham (ex-Front Al-Nosra, émanation d'Al-Qaïda) a lancé plusieurs opérations contre l'enclave kurde d'Afrin, cible d'une attaque déclenchée le 20 janvier par l'armée turque et des brigades rebelles syriennes combattant sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL).

Dans la soirée du 23 janvier, Tahrir Al-Cham a annoncé avoir attaqué et occupé des positions des Unités de protection du peuple (YPG) kurdes,

près du monastère de Saint-Siméon, dans le sud du territoire contrôlé par les forces kurdes, après de « violents combats ». Quelques heures plus tôt, le groupe djihadiste faisait état d'acrochages avec les YPG, près de la localité de Darat Izza.

Or, l'armée turque a établi, en octobre 2017, des positions à Darat Izza comme sur la colline de Saint-Siméon. Une présence loin d'être discrète : la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira a ainsi filmé les forces d'Ankara en train d'établir des postes d'observation, de creuser des tranchées et de déployer des blindés dans ce secteur, après leur entrée en Syrie. Les combats entre djihadistes et Kurdes se sont donc déroulés, au mieux, sous le regard des soldats turcs. Voire avec leur

aval complaisant.  
Relations ambiguës

Le déploiement des troupes turques dans le nord de la Syrie avait fait suite à la conclusion, le 15 septembre, d'un accord entre l'Iran, la Turquie et la Russie à Astana (Kazakhstan) sur la création de « quatre zones de désescalade, dont la plus grande à Idlib ». L'accord prévoyait le déploiement d'observateurs aux marges de cette province. L'armée turque s'était postée sur la ligne de démarcation séparant le territoire rebelle de l'enclave kurde d'Afrin, en plus de l'aérodrome militaire de Taftanaz. En contrepartie, les forces syriennes et russes devaient limiter leurs frappes aux djihadistes de Tahrir Al-Cham, une organisation considérée comme ter-

roriste par la communauté internationale.

Après s'être, dans un premier temps, opposé verbalement à l'entrée des soldats turcs, le groupe djihadiste s'y était finalement résigné. Allant même jusqu'à escorter leurs convois sur les routes de la province syrienne. Les images de soldats d'un Etat membre de l'OTAN accompagnés par des djihadistes issus d'Al-Qaïda avaient alors révélé la nature ambiguë des relations entre ce groupe et Ankara. Une ambiguïté que les combats entre Tahrir Al-Cham et les forces kurdes, contre qui la Turquie est désormais en guerre ouverte, ne vont pas dissiper. ■

# Syrie : la Turquie à l'assaut des Kurdes d'Afrin

## L'armée turque a lancé une opération dans l'enclave située à sa frontière, avec le feu vert discret de la Russie

ISTANBUL - correspondante

L'armée turque et ses alliés, les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), ont poursuivi, dimanche 21 janvier, l'offensive terrestre et aérienne lancée la veille sur l'enclave d'Afrin, tenue par les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD) dans le nord-ouest de la Syrie.

La Turquie considère que le PYD et son bras armé, les Unités de protection du peuple (YPG) sont une menace à sa sécurité en raison de leur proximité avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre contre les forces turques depuis 1984. Les YPG coopèrent aussi avec la coalition arabo-occidentale au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), le fer de lance de la lutte contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI).

Baptisée « Rameau d'olivier », l'offensive, dirigée par le général Metin Temel, le chef de la seconde armée, est aussi menée depuis Azaz, la ville syrienne sous contrôle turc à l'est d'Afrin. Au total, 20 000 hommes de l'ASL sont aux avant-postes de l'opération, qui vise en priorité les aérodromes de Tall Rifaat et de Mannagh. Partout où les blindés turcs pénètrent, ils sont suivis par les véhicules 4 x 4 transportant l'ASL.

Dans une déclaration, les rebel-

**L'artillerie turque bombarde des positions des Unités de protection du peuple (YPG), près de la frontière syrienne, le 21 janvier.** BULENT KILIC/AFP



les syriens alliés des Turcs ont assuré dimanche qu'ils voulaient prendre les villages arabes de la zone comprise entre Azaz et Afrin. Ils disent ne pas vouloir entrer dans Afrin afin d'éviter les pertes civiles mais plutôt d'en faire le siège pour en déloger les YPG.

Les forces kurdes se défendent. Leurs unités ont tiré plusieurs roquettes sur Reyhanli, ville turque de la région du Hatay, de l'autre côté de la frontière. Une personne a été tuée et 32 blessés ont été admis à l'hôpital de Reyhanli, selon le maire de la ville, Hüseyin Sanverdi. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, 18 civils sont morts à Afrin depuis le début de l'offensive turque.

### Opérations « limitées »

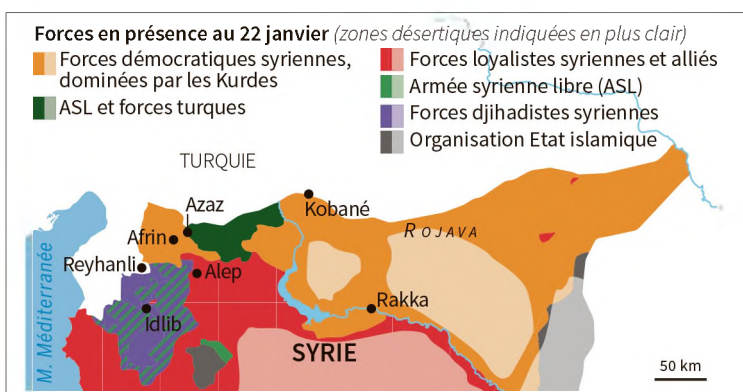
Dans une note publiée dimanche sur son compte Twitter, le cabinet du premier ministre explique en douze points le pourquoi de l'opération. Il s'agit, entre autres, de faire en sorte d'éviter que la Turquie « ne perde son contact géographique avec le monde arabe ». Sur 911 kilomètres de frontière avec la Syrie, 600 sont tenus par les Kurdes syriens du PYD. La principale crainte des Turcs est de voir, à l'est, la région d'Afrin et celle de Kobané former une continuité territoriale avec le Rojava, soit les terres conquises par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie et achever ainsi le « corridor kurde ». A l'Ouest, les Kurdes pourraient « gagner la Méditerranée », dit la note.

Promesse de longue date par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'opération n'aurait pas été possible sans le consentement de la Russie, maîtresse des airs dans la région. Par ailleurs, Moscou disposait sur place de plusieurs centaines de soldats. « Les observateurs russes présents dans la région d'Afrin ont été évacués précipitamment, samedi 20 janvier. C'était le signe que Moscou avait donné son feu vert », assure Alexandre Choumiline, directeur

**Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, 18 civils sont morts à Afrin depuis le début de l'offensive**

du Centre d'analyses des conflits du Moyen-Orient, joint par téléphone à Moscou.

Le « feu vert » des Russes est intervenu juste après la visite à Moscou de Hakan Fidan, le patron des services secrets (MIT), et du chef d'état-major, Hulusi Akar. « Il ne fait aucun doute qu'il y a eu une entente entre Moscou et Ankara à propos de l'opération, une entente sur le mode "profil bas", car le Kremlin est loin d'être enchanté par l'opération. Moscou préfère éviter d'en parler trop ouvertement car c'est un acte honteux. Voilà pourquoi Sergueï Lavrov [le ministre russe des affaires étrangères] a démenti que les forces russes avaient quitté leurs postes d'observation à Afrin », explique M. Choumiline.





Des consignes ont été données aux médias russes pro-gouvernementaux de ne pas trop couvrir ce qui se passe à Afrin.

Les Russes ont donc lâché leurs alliés kurdes syriens du PYD. Pour Alexandre Choumiline, «*c'était moins dommageable que de risquer de perdre ses bonnes relations avec la Turquie. Il s'agit d'une manœuvre politique entreprise au détriment des Kurdes d'Afrin, qui désignent désormais les Russes comme les "complices de l'opération"*». Selon Badran Ciya Kurd, un conseiller de l'administration kurde cité par l'agence Associated Press, avant le début de l'offensive turque, Moscou aurait recommandé aux rebelles kurdes de ren-

dre les territoires qu'ils contrôlent au régime de Damas. Avant d'essayer le refus des rebelles kurdes promettant de résister «*jusqu'au bout*» dans l'enclave d'Afrin, comme ils l'avaient fait à l'hiver 2014-2015 contre l'EI à Kobané, la ville kurde plus à l'est.

Les Kurdes ne participeront pas à la réunion organisée par Moscou les 29 et 30 janvier à Sotchi, le lieu de villégiature du président Poutine. Un rendez-vous crucial pour le maître du Kremlin, soucieux de parachever sa réputation de «*faiseur de paix*» en Syrie.

Par ailleurs, l'enclave d'Afrin n'a jamais été prioritaire pour les Américains, dont les instructeurs sont concentrés à l'est de

l'Euphrate. «*Afrin ne joue aucun rôle stratégique, tant pour les Russes que pour les Américains*», notait avec satisfaction, dimanche, l'éditorialiste Serkan Demirtas, du quotidien *Hürriyet*.

Dimanche, le département d'Etat a enjoint aux autorités turques de s'assurer que les opérations militaires restent «*d'une portée et d'une durée limitées*». La crainte de Washington est qu'elles ne se poursuivent vers Manbij, comme le président Erdogan l'a indiqué samedi. Dans la nuit du dimanche 21 au lundi 22 janvier, l'agence officielle turque Anadolu a annoncé que le «*gouvernement provisoire de l'opposition sy-*

*rienne*» venait d'ouvrir un nouveau front à Manbij, suscitant de vives inquiétudes.

Car cette ville, située à l'ouest de l'Euphrate dans le nord de la Syrie, se trouve actuellement sous le contrôle des FDS – donc des milices kurdes YPG –, tandis que forces russes et américaines cohabitent sur place. Si les Turcs et leurs alliés syriens interviennent à Manbij, le moindre accrochage pourrait dégénérer en affrontement entre la Turquie et les Etats-Unis, les deux principales armées de l'OTAN. ■

MARIE JÉGO

## Washington et Paris appellent Ankara « à la retenue »

**LES CONDAMNATIONS** de l'offensive lancée par l'armée turque contre l'enclave kurde syrienne d'Afrin sont unanimes et les alliés occidentaux de la Turquie, à commencer par les Etats-Unis, appellent Ankara « à faire preuve de retenue ».

Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'est entretenu le 21 janvier avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Il a demandé aux «*autorités turques d'agir avec retenue dans un contexte difficile où la situation humanitaire se détériore dans plusieurs régions de Syrie en conséquence des opérations militaires qui y sont menées par le régime de Damas et ses alliés*». Les autorités françaises ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, qui devait se tenir à huis clos lundi 22 janvier. Elles s'inquiètent aussi des conséquences de cette offensive sur la lutte contre une organisation Etat islamique aux abois, où les forces kurdes syriennes jouent un rôle-clé avec le soutien de la coalition.

«*Il ne s'agit pas de mettre la Turquie en accusation et nous comprenons son besoin d'assurer la sécurité de sa frontière, mais une telle offensive ajoute encore un peu plus au chaos au nord de la Syrie*», explique-t-on à Paris, en insistant sur la nécessité «*de replacer l'ONU au centre du jeu alors que les Russes veulent la mettre de côté ou à tout le moins au second plan*». Les négociations de Genève sous l'égide de l'ONU entre le régime et l'opposition sont au point mort.

### Situation humanitaire tragique

La situation humanitaire est de plus en plus tragique, notamment dans la Ghouta orientale, zone sous contrôle rebelle près de Damas, assiégée par le régime. Dans le Nord-Ouest, dans le secteur d'Idlib, dernier grand bastion rebelle, l'offensive lancée par les forces de Damas avec l'aide de l'Iran, au sol, et de la Russie, en charge des frappes aériennes, risque d'entraîner un nouvel afflux de réfugiés vers la frontière turque.

La réunion du Conseil de sécurité sera avant tout symbolique. Aucune résolution n'est en projet. Mais il s'agit pour Paris de rappeler un certain nombre de fondamentaux. La diplomatie française doit organiser le 23 janvier une réunion au niveau ministériel d'une trentaine de pays afin de coopérer pour conserver les preuves d'attaques à l'arme chimique en Syrie, «*nommer les parties coupables et leur imposer les sanctions nécessaires*». Le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, sera présent. A deux reprises en novembre 2017, la Russie a fait usage de son droit de veto au Conseil de sécurité pour bloquer le renouvellement du mandat d'experts internationaux chargés d'enquêter sur ces bombardements menés principalement par le régime. Jean-Yves Le Drian, dans une interview au *Figaro*, a affirmé «*la totale détermination*» de Paris «*pour que les responsables de crimes aussi abjects finissent par rendre des comptes*». ■

MARC SEMO



## Soutien du Qatar à l'offensive turque contre des Kurdes en Syrie

Doha, 23 janvier 2018 (AFP)

**LE QATAR, l'un des alliés les plus proches de la Turquie, a apporté son soutien à l'offensive turque contre des combattants kurdes en Syrie, affirmant qu'Ankara cherche à "préserver sa sécurité nationale".**

La porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Lulwa Al-Khater, a fait cette déclaration alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan a juré de poursuivre les opérations contre des cibles kurdes.

"L'Etat du Qatar a réaffirmé son soutien aux efforts déployés par la République de Turquie pour maintenir sa sécurité nationale à la suite des violations et des attaques terroristes perpétrées à l'intérieur des territoires turcs", a déclaré Mme Khater lundi à des médias d'Etat.

"Le lancement par l'armée turque de l'opération +Rameau d'olivier+ a été motivé par des préoccupations légitimes liées à la sécurité nationale et à la sécurisation des frontières, ainsi qu'à la protection de l'intégrité territoriale de la Syrie contre le danger de la sécession", a-t-elle dit.

L'offensive lancée samedi par l'armée turque et menée avec des rebelles syriens pro-Ankara, vise à déloger la milice kurde syrienne des Unités de pro-

tection du peuple (YPG) de la région d'Afrine, frontalière de la Turquie.

La Turquie accuse les YPG d'être la branche en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

Mais les YPG sont aussi l'épine dorsale d'une alliance de combattants kurdes et arabes soutenue par Washington dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Les relations entre la Turquie et le Qatar se sont considérablement renforcées depuis l'année dernière.

M. Erdogan soutient le Qatar dans la grave crise qui oppose depuis juin cet émirat du Golfe à quatre pays, dont les Emirats arabes unis, qui ont rompu toute relation avec Doha en l'accusant de soutenir des groupes extrémistes, y compris la confrérie islamiste des Frères musulmans.

La Turquie dispose d'une base militaire au Qatar. L'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a été le premier dirigeant étranger à téléphoner à M. Erdogan lors de l'échec du coup d'Etat en Turquie en juillet 2016.

Signe que le Qatar et les Emirats arabes unis divergent désormais sur à peu près tout, le ministre d'Etat émirati aux Affaires étrangères Anwar Gargash avait dès dimanche lancé un appel à l'unité aux pays arabes.

"Les développements autour d'Afrine soulignent la nécessité de restaurer le concept de sécurité nationale arabe", a-t-il écrit son compte Twitter. "Sans cela, les Arabes seront marginalisés et leurs terres seront ouvertes à tous".

Les relations entre les Emirats arabes unis et la Turquie sont au plus bas. ■

# Recep Tayyip Erdoğan's risky gamble could quickly turn sour

Turkish president defies Russia, the US and Bashar al-Assad with assault on Kurds in Syria



Recep Tayyip Erdoğan sees northern Syria as Turkey's number one security challenge. Photograph: Anadolu Agency/Getty Images



Turkish army tanks on the move near the Syrian border prior to the incursion into Afrin province. Photograph: Sedat Sunal/EPA

Simon Tisdall 21 Jan 2018  
www.theguardian.com

Recep Tayyip Erdoğan's Kurdish vendetta has taken a dramatic new twist with the cross-border ground assault on the Afrin enclave in north-west Syria.

Defying Russia, the US, and Bashar al-Assad's regime, Turkey's headstrong president is betting on a decisive victory over Syrian Kurd forces. But his risky gamble could quickly turn sour.

The initial incursion by Turkish troops and their Free Syrian Army (FSA) allies on Sunday, preceded by days of airstrikes and artillery shelling, appeared tentative and limited in scope. The Syrian Kurd People's Protection Units (YPG) militia, said to number 10,000 fighters in Afrin, is not giving an inch. They are dug in and they are defending the Rojava – the fabled Kurdish homeland.



Families take shelter in basements in the Kurdish town of Jandairis near the Syrian-Turkish border, west of the city of Afrin,

tential nightmare. Preventing it has eclipsed other considerations. Now the president is chancing his arm again.

Erdoğan's big problem, Kurdish resistance aside, is that none of the big players support him. He was obliged to send officials to Moscow last week to obtain Russia's agreement. Even so, the Russian foreign ministry expressed serious concern on Sunday.

Russia has pulled back its ground forces to prevent accidental clashes. But it still controls the airspace over Afrin and could step in at any time. Assad is furious with Erdoğan, and so too, presumably, are his puppet-masters in Iran. Damascus has threatened to hit back militarily – especially if Erdoğan pursues his threat to advance east towards Manbij, another Kurdish stronghold.

All three – Iran, Assad and Russia – would rather have the Kurds controlling swaths of northern Syria than Isis, similar Salafist groups or US-backed, anti-regime rebels such as the FSA. They are meanwhile promoting their own self-serving plans for a post-war settlement. Erdoğan's maverick behaviour could jeopardise that.

Erdoğan is also at odds with the Trump administration, and not for the first time. There are long-standing tensions over perceived past Turkish ambivalence towards Isis, Nato use of Turkish air bases, visas for Turkish citizens and Erdoğan's claims that the 2016 coup was masterminded from the US by an exiled cleric.

The US refusal to end its backing for the YPG, which it regards as an effective ally against Isis and against the next big threat, a resurgent al-Qaida, has driven relations to breaking point. Rex Tillerson, the US secretary of state, made matters worse last week with an open-ended commitment to maintain or increase the US military presence in Kurdish-held areas of Syria.

A US plan to train a 30,000-strong border force comprising the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, an FSA rival, seems to have sent an already livid Erdoğan over the edge. Tillerson later claimed Washington's intentions had been misunderstood, and the Pentagon and the State Department made conciliatory noises on Sunday.

But Erdoğan is unbending. Rightly or wrongly, he sees northern Syria as Turkey's number one security challenge. He also appears, yet again, to be dealing the "Kurdish terror" card to a domestic audience. Turkey's leader is now almost totally isolated internationally – but appears not to care. ●

# ‘Conquest’ prayers performed across Turkey’s 90,000 mosques for Afrin operation

ANKARA January 21 2018  
<http://www.hurriyetdailynews.com>

Special “conquest” prayers were held across all of Turkey’s 90,000 mosques on Jan. 20 and Jan. 21 for the victory of the country’s military, which launched a cross border operation in Syria’s north-western Afrin region on Jan. 20 against the Syrian Kurdish People’s Protection Units (YPG).

“Sessions will be held after the isha prayer tonight [Jan. 20] and the morning prayer [on Jan. 21] due to Operation Olive

Branch,” said Religious Affairs Directorate (Diyanet) head Ali Erbas in a message sent on Jan. 20 to all offices of muftis and religious officials across the country.

“The Surah Conquest [Surah al-Fath] will be cited during the special sessions to pray for the victory of our heroic security forces, who have launched an operation against terrorist groups that threaten our nation and our peace,” Erbaş added.

Responding to the call by Turkey’s top cleric, thousands across the country gathered in mosques to pray for servicemen taking part in the operation. ■



Chicago Tribune

January 20, 2018

## Editorial: In Syria, a NATO nation changes teams

Editorial Board JANUARY 20, 2018  
<http://www.chicagotribune.com>

The Islamic State’s dreams of a caliphate that incorporated Syria have been dashed. But that doesn’t mean Syria has stopped being foreign policy quicksand for Washington.

The latest antagonist is Turkey. Though a longtime NATO member, Turkey is defying the U.S. and attacking a stronghold in the north held by Syrian Kurdish fighters, the same fighters who, with American help, led the charge to defeat Islamic State in Syria.

Turkey was deeply angered by the Pentagon’s initiative to deploy Syrian Kurdish troops along Syria’s border with Turkey and Iraq, a move meant to head off any glint of an Islamic State resurgence. Turkey sees the Syrian Kurds as terrorists, and allowing them to hunker down along the Turkish border effectively puts Ankara’s hated enemy, the Kurds, on its doorstep.

But there’s another antagonist behind the scenes — a larger, stealthier one — working the levers. Turkish President Recep Tayyip Erdogan says his troops recently advanced on the Kurdish stronghold of Afrin only after Ankara got a green light from Russia. Moscow has denied giving such assent, but Erdogan on Monday said that indeed, Turkey had an agreement with Russia to launch the offensive.

It’s a page straight from the Kremlin playbook. Moscow is capitalizing on the discord between the U.S. and Turkey over the Kurds to cozy up to a member of NATO, an alliance the Kremlin still regards as an existential threat on its western border. Aggravate the rift between Washington and Ankara, Moscow figures, and Ankara’s ties with the West will continue to weaken. The winner in all this? You guessed it, the bare-chested former KGB agent.

In November 2015, Turkey and Russia were at each other’s throats. Turkish F-16s shot down a Russian bomber that Ankara claimed had violated Turkish airspace over the Turkish-Syrian border. Tempers between the two nations flared. Since then, however, ties between Erdogan and Russian President Vladimir Putin have deepened.

In Syria, the two sides have conflicting interests. Putin ardently backs Syria’s ruthless strongman, Bashar Assad, while Erdogan, like the U.S., wants Assad gone. But Turkey views the Kurds as a bigger problem than Assad.



Turkish President Recep Tayyip Erdogan, second from right, addresses soldiers during a visit to a base in Hatay in a handout photo taken and released Thursday, Jan. 25, 2018. (STR / AFP / Getty Images)

Specifically, Ankara regards the Syrian Kurdish fighters as an extension of the Kurdistan Workers’ Party (PKK), an entity seen by Turkey as a terror group.

If Turkey wrests control of Afrin from the Syrian Kurds, it may not stop there. Kurdish troops maintain chunks of territory in northern Syria, and Turkish troops could push toward them after Afrin. That could put Turkish forces in direct conflict with U.S. troops who are training and advising the Kurds.

The Trump administration needs to defuse this problem before it becomes a full-blown crisis. One potential maneuver: Get the Kurds to back away from the Turkish border, in effect creating a buffer zone. That would ease tensions in that border region. It also would allow Washington to tell Ankara to calm down.

The U.S. cannot afford to abandon the Syrian Kurds, partly out of loyalty and partly because Washington needs them along border regions to prevent a comeback by Islamic State. Though defeated in both Syria and Iraq, Islamic State fighters control a 4,000-mile stretch of the Euphrates River Valley. The Kurds’ presence also serves as a vital counterbalance to Iran and Russia’s influence in Syria.

But Washington also cannot afford to further alienate its NATO ally and risk Ankara sinking deeper into Moscow’s orbit. Yes, Syria is a volatile patchwork of competing interests. But it’s also a crucial cog in the Middle East in which both Russia and Iran have strong interest, a war-racked country with a brutal leader still at the helm in Damascus. A new border conflict doesn’t help. We hope Washington finds a way to calm that situation — soon. ■

# Turkey Closes in on U.S. Allies in Syria—This Could Get Really Messy

As Turkish tanks roll in, the Trump administration's not-so-well-laid plans to keep U.S. troops in Syria to build a Kurdish border force have gone wildly awry.



VLADIMIR VAN  
WILGENBURG  
01.24.18

<https://www.thedailybeast.com>

**ERBIL, Iraq—Turkey** and the United States might be headed for a showdown: NATO army against NATO army—the two biggest armies, in fact, in the alliance.

But this is the Middle East, where nothing is simple. And precisely because the potential for catastrophic violence is so high, conflicts often fester rather than explode. The scene of the looming confrontation, moreover, is Syria—a battleground where alliances, allegiances, tactics, and strategies shift like flow charts seen through a kaleidoscope.

The proximate cause of the looming crisis is an offensive by the Turkish army and forces it supports against the largely Kurdish-controlled city of Afrin in Syria's Aleppo province near the Turkish border.

The offensive started over the weekend after U.S. officials revealed plans last week to stay in Syria and develop what was described as a "border force" of some 30,000 Syrian Kurdish soldiers. This was portrayed in Washington as a key development in the Trump administration's strategy to keep the so-called Islamic State from coming back and help displaced people return to their homes. Some 2,000 American troops are on the ground in Syria in Kurdish-controlled regions to advise, assist, and help to organize the forces there.

Yet by the end of the week—facing Turkish outrage—the Trump administration was backpedaling frantically, rushing to say this wouldn't be a "conventional" border force. Administration officials told *The Wall Street Journal* "the plan was poorly conceived and won't proceed as previously outlined by the military."

The fact of the matter is that the U.S.-backed Kurdish fighters played a central role defeating the so-called Islamic State on the ground in what was once its "caliphate": a victory for which the Trump administration is quick to claim credit. And some of those same Kurdish fighters, known as the People's Protection Units or YPG, are the ones now under Turkish assault in Afrin.

The Turks insist the YPG is a terrorist organization allied to the PKK guerrillas who have waged a decades-long war against Ankara. The YPG and the Pentagon have denied this.

But putting aside what's called "creative ambiguity" in Foggy Bottom, in the war against ISIS the



salient fact is this: At the height of the ISIS offensives in Iraq and Syria in 2014 and 2015 the Kurds were the only force that stood against it resolutely, relentlessly, and at great cost.

The massacre and enslavement of the Yazidi population in and around the strategic city of Sinjar in Iraq, for instance, would have been even worse had the YPG not deployed fighters to rescue many thousands of people—eventually

**"The Pentagon plan was 'poorly conceived and won't proceed as previously outlined by the military.'"**

with U.S. air support.

In the hard-fought battle of Kobani on the Syrian-Turkish border in the autumn of 2014, once again the YPG stood its ground, eventually with U.S. and other coalition air support, and finally handed ISIS a critical defeat that shattered its mystique of invincibility. Throughout that battle, Turkish troops and tanks looked on, doing absolutely nothing to impede the ISIS terrorists. At the same time, thousands of foreign fighters anxious to join the ISIS ranks had discovered they could move easily—by some accounts, freely—through Turkey into Syria.

Then, as now, Ankara's main objective was to crush the Kurdish insurgents; defeating ISIS was, at most, a secondary concern.

Through three long years, the Pentagon built its rapport with the YPG, training and equipping its forces, supporting them with air power, and helping them to integrate Arab fighters under

**"Throughout that battle of Kobani, Turkish troops and tanks looked on, doing absolutely nothing to impede the ISIS terrorists."**

the umbrella of the YPG-dominated Syrian Democratic Forces, or SDF, which took the vanguard in the savage fighting that finally liberated, at enormous cost, the ISIS "capital" of Raqqa in Syria.

And yet... and yet, after Turkey attacked Afrin over the weekend the U.S. response was muted, to say the least, and sounded very much like a green light for Ankara to continue the attacks it dubbed "Operation Olive Branch" in order to create what Turkey is defining as its own "security zone."

U.S. Secretary of Defense James Mattis, speaking of the Turkish bombing raids that opened the offensive, said on Sunday that the Americans got a head's up from Ankara.

"They warned us before they launched the aircraft that they were going to do it," he told reporters traveling with him to Southeast Asia, even as he declined to say whether the U.S. tried to warn the Turks off. "We are very alert to it. Our top levels are engaged... and we're working through it. We'll work this out."

U.S. Secretary of State Rex Tillerson was similarly subdued. "Turkey has legitimate concerns about terrorists crossing the border into Turkey and carrying out attacks, and we—we appreciate their right to defend themselves," Tillerson told reporters on Monday en route to Paris.

"But this is a tough situation where there's a lot of civilians mixed in, so we've asked them to just try to be precise, try to limit your operation, try to show some restraint, let us see if we can work with you to create the kind of security zone you might need," he added.

**"What will happen if the Turks decide to move against areas where there is a substantial presence of American advisers?"**

As the Kurds understand it, the American message to them is that in Afrin they are on their own. And given the spheres of influence in the fractured Syrian state, that is not altogether surprising. Afrin is in what might be called the Russian zone, and several hundred Russians were based there—until, in an evident arrangement with Ankara—they pulled out.

While the Americans have troops in a large part of northern Syria, they don't have any troops in Afrin. The Russians pulled out their units from Afrin in an apparent deal with Turkey, after the Kurds refused to hand over Afrin to the ➤

► Syrian regime.

The big question now is what will happen if the Turks decide to move against areas where there is a substantial presence of American advisers and support.

The city to watch is Manbij, a town about 30 miles from the Turkish border, not far from Kobani, that had a population of some 400,000 people before the war and is an important center for the Kurds and their U.S. military partners.

"Turkey is not conducting any offensive operations in Manbij. Turkey is our Coalition partner and NATO ally. Therefore, Coalition forces in and around Manbij are not threatened by our partner and ally," CJTF-OIR Public Affairs

**"The U.S. attitude is very weak."**

**— Abdulkarim Omer with the YPG**

Officer Col. Thomas F. Veale told The Daily Beast on Tuesday.

"In relation to Turkey's actions in Afrin: they are unilateral and not associated with Coalition operations in Syria. In accordance with an existing memorandum of understanding, Turkey is providing advance notification of its operations to the Coalition to ensure awareness prior to military actions," he added.

**B**ut the rhetoric coming out of Ankara is not so bureaucratic, or conciliatory. The Turkish government has threatened U.S. troops that support Syrian Democratic Forces (SDF) in Manbij.

"Do not stand between us and the terrorists," Turkish President Recep Tayyip Erdoğan said in a fiery speech on Jan. 15. "Otherwise, we will not be responsible for undesirable incidents which may occur. Take your own flags down from above the terrorists so that we are not forced to return them to you." The Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu told reporters on Jan. 16 after meeting with his U.S. counterpart that the operation could be expanded to Manbij after the Turkish Afrin attack was finished.

"He is threatening Manbij as well—but before this happens the U.S should clarify its attitude towards its allies in the SDF," Sinam Mohamad, a senior official in the local SDF-backed administration in northern Syria told The Daily Beast. And unlike the U.S., the Kurds see no difference between Afrin, Kobani, or Manbij.

"The SDF in al Jazeera [Hasakah province] is the same one as in Afrin. They defeated ISIS. Now the U.S. should stop Turkey from attacking Afrin? It is US responsibility," Sinam Mohamad said.

After all, Kurds from Afrin also traveled to cities like Kobani and Raqqa under the SDF umbrella and fought ISIS, officials say.

"The United States should ask Turkey to stop this attack against the people; the international community should stop this war," Mohamad said. "We in Syria want to end the war and to build stability and peace."



Turkish troops and Free Syrian Army fighters hold flags on Mount Barsaya, northeast of Afrin, Syria on January 28 [Reuters/Khalil Ashawi]

Abdulkarim Omer, who deals with foreign relations for the Kurds in the Jazeera canton, told The Daily Beast that he was disappointed by the U.S. response. "The U.S. attitude is very weak," said Omer. "It seems that America was aware of the agreement between Russia and Turkey amidst international and European silence."

"Thousands of Kurdish forces... were killed fighting ISIS, and those that fought ISIS? Today they are being attacked by Turkey, which supports ISIS," Omer said. He was alluding to the days when the Turkish frontier and airports seemed to be open not only to refugees fleeing Syria but to Islamic State recruits headed in—and terrorists headed out.

**O**mer noted that 300,000 internally displaced people (IDP) who fled the fighting between the Syrian regime and rebels live in Afrin. "But they live there now under Turkish airstrikes. The international forces must act and

**"Do not stand between us and the terrorists."**

**— Turkish President Recep Tayyip Erdogan threatening the U.S.**

pressure Turkey and Erdoğan to stop this attack," he said.

"The U.S. is telling the Syrian Kurds that Afrin should not expect American soldiers to play peacemaker for them," Washington-based analyst Nicholas Heras, a fellow at the Center for a New American Security told The Daily Beast. "Only areas where the counter-ISIS mission is active, starting geographically in Manbij, will continue to be placed behind the shield wall of the U.S. military."

"The U.S. is telling the Kurds of Afrin that they chose to die on the hills of their homeland at their own peril and that they should cut any deals to protect Afrin on their own accord," said Heras. "Even more devastating, the U.S. is sending a not too subtle signal to Turkey that, at least in Afrin, the YPG is closer kin to the PKK, and therefore Turkey has a green light to continue Operation Olive Branch."

"Let's be blunt," said Heras, "the United States is horse trading Afrin to Turkey, hoping in exchange to receive Erdoğan's restraint against the U.S. forces and the SDF in eastern Syria."

But it's not even sure that the Americans will protect Manbij against Turkey. Erdoğan can refer back to earlier U.S. promises that the Kurds should pull out from Manbij, as suggested by U.S. Vice President Joe Biden in a visit to Turkey in August 2016 during the Obama administration.

"In Manbij, if they break the promises, we will take the matter in our own hands until there are no terrorists left," Erdoğan warned in a speech on Jan. 13.

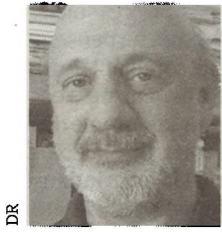
**F**resh in the minds of many Kurds is what happened in Iraq last year, when the Americans stood back and watched as Shia militias tied to Iran and Iraqi government troops rolled through contested areas in and around the city of Kirkuk that were claimed by the Kurds.

A senior Iraqi Kurdish official here in Erbil said the Americans might do something similar in Syria in the event of a Turkish attack on Manbij, telling the Kurds there, "It's not your territory; we had a deal, pull out." U.S. officials told CNN that Turkish-backed rebels already fired on patrols of U.S. forces in Manbij in the last few weeks. Moreover, U.S. officials told Reuters any Turkish operation in Manbij would be met with serious resistance and that Turkey promised not to expand their operation to Manbij.

Omar Aloush, a senior official in the new Raqqa administration, who maintains good contacts with the U.S.-led coalition and State Department officials, doubts Turkey will take Manbij. "I don't believe it's in the interest of other parties to give them this opportunity," he said. "Turkey's attempts to intervene in Syrian affairs are not a Turkish initiative, but the result of mutual understandings between mutual great powers of Syria with the goal to weaken local forces. Therefore, I doubt Russian or U.S. troops will be attacked," he concluded.

In the meantime, the Kurds in Afrin are on their own. ●

—with additional reporting by Christopher Dickey



Par  
**RAGIP DURAN**  
Ex-correspondant  
de «Libération»  
à Istanbul

**L**e journalisme n'a jamais été une sinécure en Turquie. Surtout pour ceux qui ne font pas allégeance au credo nationaliste et religieux du pouvoir. J'en sais quelque chose pour avoir eu le triste privilège de passer un peu plus de deux cent trente jours dans les geôles de mon pays. C'était en 1998. Le prétendu motif de mon emprisonnement ? «*Propagande d'organisation terroriste*», pouvait-on lire comme chef d'accusation. Depuis, vingt années se seront écoulées et me voilà depuis le 16 janvier à nouveau condamné pour le même faux motif. Mais cette fois, la main de la «justice» a été encore plus lourde : 18 mois de prison ferme. N'allez surtout pas vous imaginer que je prends un quelconque plaisir à parler de moi à la première personne. Au contraire. Je suis journaliste et, pour moi, le journaliste est celui qui informe, pas celui qui est l'objet de l'information. Alors non, je n'apprécie pas d'être placé sous les feux de la rampe. D'autant que comparé à la situation de mes collègues journalistes ou encore d'universitaires, de fonctionnaires et de milliers d'autres citoyens turcs, mon cas est bien moins tragique que le leur. Bien sûr, comme eux, je suis condamné, mais par contumace parce qu'absent lors de mon simulacre de procès. Les autres sont marqués dans des prisons. Moi, je suis libre, même si j'ai dû quitter mon pays pour ne pas prendre le risque d'être un jour arrêté par la police du président Recep Tayyip Erdogan.

### Le chef absolu

Mais je dois avouer que cette condamnation pour «*propagande d'organisation terroriste*» m'a franchement agacé. Oui, je veux bien en convenir : j'appartiens à plusieurs organisations, six pour être exact. Dans le détail : deux sont des associations professionnelles de journalistes, une autre d'interprètes de conférences, une autre encore œuvre pour l'amitié gréco-turque, sans oublier celle de l'amicale des anciens élèves du lycée de Galatasaray. Pardon, j'oubliais la dernière, celle de mon club de foot : le Galatasaray, bien sûr. J'admetts aussi que, de temps à autre, nos supporters s'agitent, surtout lors du derby contre Fenerbahçe. Et puis, j'en conviens : il m'est arrivé d'avoir le verbe haut contre l'arbitre. Mais j'étais dans la tribune d'un stade, ragaillardisé par le football. Me croiriez-vous si je vous jurais qu'aucune de ces six organisations n'est terroriste ? D'accord, j'ajoute volontiers qu'il m'est arrivé de tripatouiller une arme. Mais me croiriez-vous si je vous disais que c'était uniquement pendant mon service militaire ? Croyez-moi, je suis toujours opposé à l'idée



Manifestation  
de soutien au  
journal *Özgür  
Gündem*,  
à Istanbul,  
le 21 juin 2016.  
PHOTO GUY  
MARTIN. REA

# TURQUIE

## Lettre d'un journaliste de «Libé» en exil forcé

Notre ex-correspondant à Istanbul Ragip Duran a été condamné par contumace à 18 mois de prison pour «*propagande d'organisation terroriste*». Il dénonce la répression du régime Erdogan contre les médias indépendants.

même de terrorisme. Alors j'ai été encore plus vexé lorsque j'ai appris que j'étais accusé de «*propagande*». Moi, un journaliste. Il est vrai que la «*propagande*» est aujourd'hui une perversion dans laquelle excellent certains préposés des médias au service du pouvoir, devenus maîtres dans l'art de cajoler le chef absolu. Mais pour nous, ce n'était pas le cas. Nous ? Nous sommes 57 journalistes (dont votre serviteur), venus d'horizons divers. Notre «*crime*» ? Avoir défendu un quotidien, *Özgür Gündem*, soumis à une forte répression gouvernementale. Pour manifester notre solidarité, nous étions devenus, vingt-quatre heures durant, et à tour de rôle, de dangereux et symboliques «*codirecteurs de la publication*» de ce journal qui n'est autre que le premier quotidien publié par les Kurdes à Istanbul. A l'été 2016, l'hallali avait été sonné contre ce journal tout à fait légal, mais qui bat tous les records de persécution, parce qu'accusé de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, qui est en oppo-

**TÉMOIGNAGE**

sition armée avec la Turquie). Si manifester sa fraternité à un journal est un crime, alors nous aurions dû être condamnés pour les actions que nous avons menées pour soutenir nos confrères kémalistes du quotidien *Cumhuriyet*; ou pour notre solidarité envers les ultralibéraux de *Hürriyet*; ou de notre soutien envers les conservateurs musulmans de *Zaman*. Mon éthique professionnelle m'impose d'être solidaire avec mes confrères. Même avec ceux dont je ne partage pas toutes les opinions.

Donc, si j'ai bien compris la justice de mon pays, ce qui est spécifiquement interdit et qui m'est reproché, c'est d'être solidaire d'*Ozgur Gundem*. Ils auraient au moins pu le préciser dans la loi. Au moins nous l'aurions su. Oui mais voilà, en Turquie, la loi, les procédures judiciaires, le droit des inculpés, bref, le droit tout court, est tellement fastidieux pour nos magistrats qu'il leur est plus facile d'obéir aux oukases tombés du palais présidentiel. Dans mon cas, le tribunal n'a, par exemple, même pas daigné se souvenir de son ordonnance précédente, celle qui nous accordait en mai 2016 un sursis pour l'exécution de la peine. Ce même tribunal a aussi refusé de regrouper les 57 dossiers, préférant nous condamner un par un. Et pour cause: un procès de masse aurait sans doute risqué de déclencher la colère et de nouvelles actions de solidarité.

L'affaire va maintenant passer en appel. Mais comment pourrais-je croire en une justice turque dans laquelle règne, plus que jamais, l'arbitraire le plus absolu? Le cas ubuesque de mon ami et confrère Ahmet Sik (prononcer Cheuk), qui avait déjà fait plus d'un an de prison pour avoir écrit un livre dénonçant les agissements de la confrérie Gülen, ancien allié et nouvel ennemi du pouvoir, l'atteste. Il croupit aujourd'hui encore derrière les barreaux, accusé cette fois de «propagande en fa-

veur des gülenistes».

### Malheur aux agneaux

Vous imaginez sans doute que rien n'a changé en Turquie. Détrompez-vous. Avant, le pouvoir se contentait d'assassiner les journalistes un par un. Aujourd'hui, c'est la profession tout entière qu'il a décidé d'éliminer. Avant, les tribunaux faisaient plus ou moins semblant de se conformer aux règles du droit. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'une seule loi: celle du plus fort. Et tout ça «sans autre forme de procès», comme dans la fameuse fable de La Fontaine. Malheur aux agneaux de journalistes ou d'opposants qui s'enhardiront à troubler le breuvage de sa majesté le Loup! Si ce n'est toi Ahmet, c'est ton frère Mehmet... Les frères Ahmet Altan et Mehmet Altan sont tous deux en prison depuis plus d'un an. Le pouvoir turc leur reproche d'avoir délivré des «messages subversifs subliminaux» lors d'une émission à la télévision, à la veille de la fameuse «tentative de coup d'Etat» de juillet 2016. Même les procureurs chinois, qui rivalisent avec leurs collègues turcs pour devenir champions du monde dans la chasse aux journalistes, n'auraient jamais pu imaginer un chef d'accusation aussi abracadabrantesque.

Si, de façon extraordinaire, la Cour constitutionnelle devait s'aventurer à demander la relaxe de journalistes pour «absence d'élément de preuve dans leur dossier», alors le ministre de la Justice se dépêcherait aussitôt d'accuser publiquement cette cour suprême d'outrepasser ses compétences. Le tribunal de première instance pourrait même refuser d'obtempérer à ce jugement censé être pourtant «immédiatement exécutoire». Cela s'est déjà vu. Et plus d'une fois. Notamment du côté de la 13<sup>e</sup> cour pénale d'Istanbul, déjà tristement célèbre pour ses vices de procédure et ses raisonnements loin de l'idée de justice. C'est d'ailleurs

«Avant, le pouvoir se contentait d'assassiner les journalistes un par un. Aujourd'hui, c'est la profession tout entière qu'il a décidé d'éliminer.»

Ragıp Duran

celle-ci qui m'a condamné.

Mais cette fois, la cour n'éprouvera pas le délice de me mettre derrière les barreaux. Désormais, je vis ailleurs en Europe depuis un certain temps, et je n'ai pas l'intention de me constituer prisonnier. Comme moi, beaucoup de journalistes turcs sont partis vivre à l'étranger avec la rage de vouloir continuer à exercer leur métier librement. A notre exil forcé, il est au moins un aspect positif: plus loin nous sommes d'Erdogan, plus grande est notre liberté d'écrire. Combien de temps va durer ce déracinement? Comment savoir? Ce qui est indéniable, c'est que je vais rater le prochain match contre Fenerbahçe. Et puis, mon fils, qui va au collège, a déjà pris certaines habitudes qui pourraient ne pas être appréciées en Turquie. A ses copains qui se conduisent mal, il dit par exemple: «Fais pas ton Erdogan!» Je vous parle de lui parce que si l'envie nous prenait, ma famille et moi, de reprendre le chemin de la Turquie, le petit pourrait se faire coffrer, en même temps que son père, pour «insulte au Président»... Alors, frayant sereinement sur mes 64 ans, je me dis que des présidents et Premiers ministres, j'en ai vu beaucoup. Tôt au tard, tous ont dû plier bagage. Inévitablement, le tour d'Erdogan finira par arriver... ◆

AFP

## Offensive turque à Afrine: pas de condamnation du Conseil de sécurité

Nations unies (Etats-Unis), 22 janvier 2018 (AFP)

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ n'a pas condamné, ni rédigé de déclaration commune concernant l'offensive turque contre une milice kurde alliée des Etats-Unis, à l'issue d'une réunion lundi.

A la sortie de ces consultations demandées en urgence par Paris, l'ambassadeur de France à l'ONU François Delattre a souligné "la vive préoccupation devant la situation dans le nord de la Syrie avec l'escalade en cours".

Il a aussi évoqué "la situation humanitaire tragique causée par les opérations du régime syrien et ses alliés", notamment à Idlib et dans la Ghouta orientale, qu'aucun convoi humanitaire transfrontalier n'ont pu atteindre depuis des semaines.

Mais il est resté très prudent au sujet d'Afrine, ville du nord de la Syrie où l'armée turque a lancé samedi une offensive terrestre et aérienne contre les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

M. Delattre a répété les propos du chef de la diplomatie française Jean-Yves

Le Drian dimanche, à savoir que la France appelait les autorités turques "à la retenue". Un appel "largement partagé" par les pays présents à la réunion du Conseil, selon lui.

Aucun autre représentant de pays influents du Conseil de sécurité ne s'est exprimé à l'issue de ces consultations, auxquelles l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley n'a pas participé, a précisé une source proche.

Depuis Londres où il était en visite, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a aussi appelé à "la retenue" de "toutes les parties" tout en reconnaissant "le droit légitime de la Turquie" à se "protéger".

La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini s'est dite "extrêmement inquiète" de l'opération militaire turque, qui "pourraient saper" un nouveau cycle de négociations pour la paix en Syrie prévu cette semaine à Vienne.

M. Delattre a souligné également que la "priorité" était à "l'unité des alliés dans la lutte contre Daech", acronyme arabe du groupe Etat islamique, et qu'Afrine n'était "qu'un des éléments de la situation en Syrie".

"C'est le moment où il faut rester unis pour poursuivre main dans la main ce combat contre Daech", a-t-il déclaré.

L'offensive turque a commencé samedi après l'annonce par la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington de la création d'une "force frontalière" composée notamment de combattants kurdes, un projet qui a suscité la colère d'Ankara. ●

# Syrie: violents combats à Afrine, les miliciens kurdes appellent aux armes

Les autorités kurdes entendent défendre l'enclave visée par une offensive de la Turquie.



A Afrine, sur le front ou dans les hôpitaux, mobilisation générale des civils



Des soldats turcs dans la région du mont Bersaya, dans le nord de la Syrie, le 22 janvier 2018 © Nazeer al-Khatib AFP

Par Kadir DEMIR 23 jan 2018 AFP  
<http://www.lepoint.fr/>

L'armée turque et ses alliés arabes syriens ont lancé mardi plusieurs assauts dans le nord de la Syrie dans le but de briser les lignes d'une milice kurde qui a exhorté la population à prendre les armes pour repousser l'offensive.

De violents affrontements se déroulaient mardi dans la région d'Afrine, bastion des Unités de protection du peuple (YPG), une milice kurde honnie par Ankara mais soutenue par Washington, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Avec cette offensive aérienne et terrestre lancée samedi, la Turquie ouvre un nouveau front dans le complexe conflit syrien et menace de tendre davantage ses relations avec les Etats-Unis qui ont fait part de leur préoccupation.

"La violence à Afrine trouble ce qui était jusqu'à présent une zone relativement stable de Syrie", a ainsi déclaré mardi le ministre américain de la Défense Jim Mattis, appelant Ankara à "faire preuve de retenue dans ses opérations militaires comme dans sa rhétorique".

Sur le terrain, "la résistance des Kurdes et les combats sont très violents sur trois fronts : nord-est, nord-ouest et sud-ouest d'Afrine", a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

La Turquie, qui a enterré mardi son premier soldat tué dans les combats, a indiqué avoir perdu un deuxième militaire dans le cadre de cette opération meurtrière pour les deux camps.

"Grâce à Dieu, nous allons sortir victorieux de cette opération, ensemble avec notre peuple et l'Armée syrienne libre", a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan lors des funérailles du premier soldat tué.

## Offensive turque à la frontière syrienne



Depuis samedi, plus de 80 combattants des YPG et des groupes rebelles syriens pro-Ankara ont été tués, ainsi que 28 civils, la plupart dans des bombardements turcs, selon l'OSDH. Ankara dément avoir touché des civils.

Les forces pro-Ankara, appuyées par l'aviation et l'artillerie turques qui pilonnent la région d'Afrine, ont repris deux villages de la région d'Afrine depuis samedi, selon l'OSDH.

### - 'JUSQU'AU DERNIER' -

Depuis le début de l'opération, au moins deux civils ont été tués dans des tirs de roquettes contre des villes frontalières turques. Des projectiles sont encore tombés mardi sur Kilis.

Signe de l'âpreté des combats, les forces pro-Ankara avaient réussi lundi à prendre le contrôle de la colline stratégique de Barsaya, dans le nord de la région d'Afrine, avant de la perdre quelques heures plus tard.

Des pick-up blancs surmontés de mitrailleuses gravissaient les routes de terre à flanc de colline, alors que le bruit des tirs retentissait sans discontinuer, selon un correspondant de l'AFP.



Des rebelles syriens alliés de la Turquie tirent depuis la zone de Tal Malid, dans le nord de la Syrie, en direction de positions d'une milice kurde dans la région d'Afrine le 20 janvier 2018. [afp.com/Nazeer al-Khatib](http://afp.com/Nazeer al-Khatib)

Face à l'offensive, les autorités du canton de Jaziré, l'un des trois territoires contrôlés par les YPG en Syrie (avec Afrine et Kobané), ont décrété mardi la "mobilisation générale" pour "défendre Afrine", selon un communiqué.

La Turquie a lancé son opération après l'annonce par la coalition internationale antijihadistes emmenée par les Etats-Unis de la création d'une force frontalière de 30.000 hommes dans le nord syrien, avec notamment des combattants des YPG.

"Nous sommes parfaitement conscients des préoccupations sécuritaires de la Turquie, notre alliée au sein de la Coalition et de l'Otan. Nous exhortons toutes les parties à éviter l'escalade et à se concentrer sur le combat contre l'EI, qui est une menace commune pour nous", a déclaré mardi le porte-parole du Pentagone Adrian Rankine-Galloway.

Les YPG sont en effet l'épine dorsale d'une alliance de combattants kurdes et arabes soutenue par Washington dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Mais Ankara accuse les YPG d'être



→ la branche en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984. Des avions turcs ont bombardé lundi des bases arrière du PKK dans le nord de l'Irak.

"Cette opération se poursuivra jusqu'à ce que le dernier terroriste soit éliminé", a toutefois souligné mardi le Premier ministre turc Binali Yildirim.

Plusieurs pays ont exprimé leur préoccupation

face à cette opération qui survient alors que les violences ont repris de plus belle en Syrie ces dernières semaines, avec des bombardements du régime à la Ghouta orientale, à l'est de Damas, et à Idlib (nord-ouest).

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni lundi pour discuter de l'escalade en Syrie, pays ravagé par une guerre complexe depuis 2011 qui a fait plus de 340.000 morts et des millions de déplacés, mais sans émettre de condamnation.

L'Union européenne s'est dite "extrêmement inquiète" lundi, tandis que le Qatar, proche d'Ankara, a exprimé mardi son soutien à l'offensive.

L'offensive militaire se double d'une répression en Turquie contre les internautes soupçonnés de faire de la "propagande terroriste". Près de cent personnes ont été interpellées depuis lundi, et les manifestations contre l'opération sont interdites. ●

lepoint.fr 24 janvier 2018

# Offensive turque en Syrie : « Les Kurdes se battent jusqu'au bout »

Le représentant en France du Rojava, le Kurdistan syrien, déplore l'indifférence des Occidentaux face à l'offensive d'Erdogan contre les YPG.

Par Marc Nexon le 24/01/2018  
Le Point.fr

C'est une nouvelle guerre dans la guerre. Le président turc Recep Tayyip Erdogan n'entend rien lâcher au quatrième jour de son offensive engagée dans le canton d'Afrine contre la milice kurde syrienne des Unités de protection du peuple (YPG), une organisation considérée par son pays comme « terroriste ». Un nouveau front qui embarrasse les Occidentaux : les Kurdes ont été en première ligne dans la lutte contre Daech avec le soutien de la coalition internationale emmenée par les États-Unis. Réaction de Khaled Issa, le représentant en France du Rojava, le Kurdistan syrien.

**Le Point : Pourquoi la Turquie lance-t-elle cette offensive ?**

**Khaled Issa :** La Turquie ne supporte pas l'idée que nous ayons fermé la frontière aux terroristes. Depuis nos victoires à Raqqa et dans d'autres villes syriennes, les membres de Daech n'ont plus la possibilité de fuir vers la Turquie. Nous avons bloqué les accès. Et c'est précisément ce que veulent changer les autorités turques. Rendre la frontière à nouveau poreuse, comme elle l'était au début de la révolution syrienne, ce qui leur permettrait de mieux gérer les groupes extrémistes. Ce n'est pas un hasard si Ankara se fixe Manbij comme prochain objectif après Afrine. C'est une ville que nous avons libérée et qui formait les candidats au martyr en partance pour l'Europe.

N'oubliez pas qu'Erdogan a besoin d'instruments de chantage vis-à-vis de l'Union européenne. Avoir la capacité de contrôler les allées et venues des djihadistes en est un. En nous attaquant, Erdogan vole tout simplement au secours de Daech. D'autant que pour nous défendre, nous allons devoir dégarnir notre front sud et affaiblir nos forces contre les dernières poches des terroristes. Il nous poignarde dans le dos.

**L'intérêt de la Turquie pour le nord de la**



Khaled Issa, représentant du Rojava en France

**Syrie, est-ce nouveau ?**

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la Turquie a toujours cherché à occuper le nord de la Syrie. Ce sont des tentatives répétées, y compris dans l'histoire récente. Ce qu'entreprend Erdogan ressemble à la politique du Premier ministre Adnan Menderes à la fin des années 60. Seulement, celui-ci a été condamné et pendu à la suite d'un coup d'État militaire. En menant cette offensive, Erdogan prend aussi le risque de fragiliser la société turque déjà traumatisée par les milliers d'arrestations de citoyens, d'élus, de journalistes. La population kurde qui y vit se sent également agressée.

**Erdogan affirme qu'il en va de la sécurité de la Turquie... Qu'en pensez-vous ?**

Où est la menace ? Depuis que nous avons mis en place nos institutions, pas une pierre n'a été jetée du côté turc. Nous respectons la frontière. Tout comme nous reconnaissons appartenir à l'État syrien. Nous ne défendons pas un projet indépendantiste ou séparatiste. Nous voulons seulement pouvoir promouvoir nos valeurs démocratiques et d'égalité entre les hommes et les femmes dans notre espace. Or cette idée va à l'encontre du projet islamiste d'Erdogan. Et c'est lui-même qui viole la souveraineté d'un État avec cette incursion.



Des soldats de l'Armée syrienne libre appués par des forces turques dans la région d'Afrine au nord de la Syrie. © Emin Sansar / Anadolu Agency/ Emin Sansar

**Pourquoi cibler Afrine ?**

C'est une enclave qui permet de prendre en tenailles Alep, une autre ville syrienne qui a toujours fait rêver le pouvoir turc. Afrine a aussi une valeur symbolique. C'est là que l'Empire ottoman a subi sa dernière défaite et signé sa chute en 1918.

Pour avoir les mains libres à Afrine, Ankara a proposé de retirer ses groupes djihadistes de la province d'Idlib que le régime syrien assiège avec l'appui de l'Iran et de la Russie. C'est un marchandage : donnez-moi Afrine et je vous laisse Idlib. Moscou a donné son feu vert et libéré l'espace aérien au dessus d'Afrine.

**Comment expliquez-vous la tiédeur des réactions occidentales ?**

La Turquie est membre de l'Otan. C'est la seule explication. Résultat, les puissances occidentales ne prennent aucune décision à la hauteur de la situation. C'est pourtant la France qui agit. Elle seule a demandé une réunion exceptionnelle du conseil de sécurité. Mais il faut évidemment aller plus loin : sanctionner Ankara, envoyer des observateurs sur place, interdire l'espace aérien à l'aviation turque. Jusqu'à quand soutiendra-t-on la Turquie ? Hier les avions turcs ont bombardé une ferme et tué les huit membres d'une même famille parmi lesquels un bébé âgé d'un an. Les Kurdes se battent contre Daech, l'ennemi de l'humanité. Ça mériterait une grande solidarité internationale.

**Comment voyez-vous l'évolution des combats ?**

Les Turcs ne vont pas avoir la tâche facile. Certes, ils disposent d'une aviation, mais la région est montagneuse et peuplée d'autochtones qui sont là pour protéger leurs familles. Face à des mercenaires, ils se battent jusqu'au bout. ●

# U.S. on the sideline as allies clash in Syria

WASHINGTON

## Turks' attack on Kurds muddies diplomacy and complicates ISIS fight

BY MARK LANDLER  
AND CARLOTTA GALL

When President Trump met with Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, at the United Nations last September, he embraced him as a friend and declared, "We're as close as we've ever been." Five months later, Turkey is waging an all-out assault against Syrian Kurds, America's closest allies in the war against the Islamic State.

The Turkish offensive, carried out over the protests of the United States but with the apparent assent of Russia, marks a perilous new phase in relations between two NATO allies — bringing their interests into direct conflict on the battlefield. It lays bare how much leverage the United States has lost in Syria, where its single-minded focus has been on vanquishing Islamist militants.

As Turkish troops have advanced this week on the Kurdish town of Afrin, in northwest Syria, the White House has warned Turkey not to take its eye off the campaign against the Islamic State. But it stopped short of rebuking Turkey and acknowledged its security concerns about the Kurds, whom Turkey considers terrorists and a threat to its territorial sovereignty.

The inherent conflict of the United States using the Kurds as its on-the-ground partner in fighting the Islamic State could be overlooked as long as that group remained a threat. But with the militants now in retreat, the White House is groping for a way to maintain relations with the Kurdish fighters without further alienating the Turks.

The Trump administration's response has been to help the Kurds build a border security force in northeast Syria, ostensibly to guard against the resurgence of the Islamic State. But that has only antagonized the Turks, who view it as a staging ground for a future insurgency against their homeland.

"The U.S. has tried to walk a very fine line in Syria," said Ali Soufan, a former counterterrorism agent with the Federal Bureau of Investigation who is now chairman of the Soufan Group. But, he said, "as the battlefield shrinks in Syria, the line has become near impossible to maintain."

Mr. Soufan said the United States "would likely have to either dramatically scale back its support of the Kurd-



ish rebels — which would be seen as yet another U.S. betrayal of the few groups that have consistently supported and helped the U.S. in Syria and Iraq — or risk indirect and even direct conflict with Turkey, a fellow NATO member."

The administration tried to stave off either of those scenarios in statements by Secretary of State Rex W. Tillerson, Secretary of Defense Jim Mattis and the White House press secretary, Sarah Huckabee Sanders.

Mr. Tillerson acknowledged that Turkey has "legitimate concerns about terrorists crossing the border," while Mr. Mattis praised Turkey for allowing the United States to use its air base at Incirlik to fly missions against the Islamic State. Ms. Sanders urged Turkey on Monday to use "restraint in its military actions and rhetoric," and limit the scope and duration of the Afrin operation.

As it has so often in Syria, however, the United States seemed mostly a bystander. And as it has receded, Russia has filled the vacuum, gaining influence and rehabilitating its relationship with Turkey.

It is widely assumed in Ankara that the Turkish government received a green light from Russia to launch the attack, even as Russian officials denied it. Mr. Erdogan said Monday that Turkey had an agreement with Russia on the operation.

"Russia is managing the tempo of this operation," said Metin Gurcan, a security analyst and columnist for Al-Monitor. Turkey's senior security officials had visited Moscow the day before it began.

Though Turkish forces, together with fighters of the Free Syrian Army, captured high ground and three villages near Afrin on Monday, military analysts said the campaign was dependent on

Russia's agreement to open up the airspace to Turkish jets.

Russia controls Syrian airspace in the region west of the Euphrates River, which includes Afrin, while the United States controls the skies east of the Euphrates.

**"We are not eager to stay. We know when to pull out. And we do not care to have permission from anyone to do this."**

For Mr. Erdogan, who is seeking the support of nationalists before presidential elections this year or next, the Afrin operation is politically vital. He has criticized the United States over its support of the Syrian Kurd militias, which he says are allied with the outlawed P.K.K., a Kurdish militant group that has been waging a separatist struggle in Turkey for the last three decades.

On Monday, he took another swipe at the United States, saying, "Our country does not envy the soil of others."

"When the operation achieves its aims, it would be over," Mr. Erdogan told a group of businessmen in the presidential palace. "Some, or America, are asking us about the duration. And I am asking America, 'Was your timing determined in Afghanistan?' When the job is done. We are not eager to stay. We know when to pull out. And we do not care to have permission from anyone to do this."

Russia has joined Turkey in accusing the United States of encouraging the Kurds and aggravating the situation in Syria. "This is either a lack of understanding of the situation or an absolutely conscious provocation," said the foreign minister, Sergey V. Lavrov.

The Turkish assault underscores the

deepening ties between Russia and Turkey — a relationship that has rebounded from the nadir of November 2015, when the Turks shot down a Russian fighter plane over Syria.

Analysts say Russia has good reasons to bless the Turkish attack on Afrin. It stands to gain by sowing discord between the United States and its allies and, more broadly, by extending diplomatic influence in the region. They also speculate that Turkey, in return for Moscow's forbearance, has agreed to turn a blind eye to Russian and Syrian attacks on rebels in Idlib Province, who are nominally allied with Turkey against the Syrian government.

The United States has taken some steps to reassure Mr. Erdogan. It stopped supplying heavy weapons to the Kurds, now that the operation to retake the Islamic State stronghold of Raqqa is finished. But administration officials said they were determined to continue their relationship with the Kurds because of their effectiveness in fighting militants.

In recent weeks, senior American officials have talked about the need to re-establish security in northern Syria by installing local security forces that re-

flect the demographics of those areas before the civil war. That would require the return of tens of thousands of Arabs who fled Syria during the fighting.

Mr. Tillerson outlined the strategy in a speech last week in which he said the United States would keep troops in Syria for the foreseeable future. "We cannot allow history to repeat itself in Syria," he said. "ISIS presently has one foot in the grave, and by maintaining an American military presence in Syria until the full and complete defeat of ISIS is achieved, it will soon have two."

The United States, some analysts said, needs to make a better case to the Turkish government for why the American alliance with the Syrian Kurds will most likely outlast the war against the Islamic State.

"We told the Turks that the Kurds were temporary, tactical and transactional to defeat ISIS," said James F. Jeffrey, a former American ambassador to Turkey and Iraq. "Now we need them to contain Iran."

He said the administration was sending mixed messages, which antagonized Mr. Erdogan and made it impossible for him to turn a blind eye to the links be-

tween the Syrian Kurds and the P.K.K.

"The whole purpose of this is to split the Russians from the Syrians by saying we're going to stay on to force a political solution in Syria," Mr. Jeffrey said. "We have a seeming inability, in our various public announcements, to send this message to the Turks."

So far, the Turkish operations have been limited to targets around Afrin, which lies about 25 miles north of Aleppo and about 75 miles from the main Kurdish areas east of the Euphrates River. These areas are of less concern to the United States.

The question, said Andrew J. Tabler, a Syria expert at the Washington Institute for Near Eastern Studies, is, "Once Turkey gets control of that area, will they push into the other areas?" That could bring Turkey into conflict with the main force of Kurds, and even potentially, with American troops.

*Mark Landler reported from Washington, and Carlotta Gall from Istanbul. Eric Schmitt contributed reporting from Washington.*

NEW YORK POST

JANUARY 22, 2018

## Don't abandon the Kurds to the 'mercies' of Turkey's tyrant



By Ralph Peters  
January 22, 2018  
<https://nypost.com>

The United States has been the protector and ally of the Kurds for a quarter-century. And the Kurds have proven to be, man-for-man and woman-for-woman, the best fighters in the region.

Without Kurdish boots on the ground, we would not have made the sweeping progress achieved against the Islamic State caliphate.

Now, with ISIS crushed (but still wriggling and snapping), we're turning our backs on our Kurdish allies in Syria as they're attacked by a NATO ally gone rogue — Turkey, which is led by an Islamist strongman, the odious "President" Recep Tayyip Erdogan.

The Kurds are fighting for freedom and a state of their own. There are at least 30 million Kurds divided between Syria, Iraq, Iran and Turkey, and possibly 10 million more — none of the states where they're captive have allowed an honest census. Kurds have been butchered en masse, denied fundamental rights, imprisoned, tortured, raped, cheated and scapegoated. (All of which should sound unnervingly familiar to those who know Israel's backstory.)

After letting the Kurds down at Versailles a century ago, when we acquiesced to denying them a state, we finally stepped up to do the right thing in the wake of Desert Storm — after Saddam Hussein had used poison gas on Iraq's Kurdish population. In return, the Kurds have fought bravely beside us in a succession of conflicts.

Outside of Israel, no one has done more to support our priorities — especially in combatting

Islamist terrorists.

Now we're on the verge of permitting another slaughter of Kurds. To please Turkey.

We should be on the side of the underdogs, not of the rabid dogs.

As Turkish tanks roll into Syria's Afrin Province to kill Kurds, it's time to recognize that Turkey's no longer an ally and no longer belongs in NATO (Erdogan is even buying Russian air-defense systems). Turkey's dictator-in-all-but-name has gutted democracy, imprisoned tens of thousands on false charges, suppressed the free media, rigged the courts, backed Islamist hardliners in Syria — and, for political advantage, reignited a conflict that had gone quiet with Turkey's internal Kurdish population.

Oh, and Erdogan's a prime supporter of the Muslim Brotherhood, in Turkey and abroad.

Why on earth are we permitting his attack on our Kurdish allies?

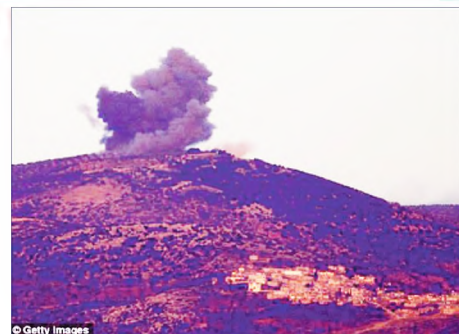
It really comes down to two related issues.

First, inertia. Turkey has been our ally (if a difficult one) since the early Cold War, so we blindly accept the notion that it must remain an ally forever — even as Erdogan works against our strategic interests.

Second, restricted use of a single air base has paralyzed our Turkey policy. Unquestionably, Incirlik air base, in southeastern Turkey, has a prime strategic location. Our operations would be more challenging without it. And Turkey uses that as leverage.

It's time to call Erdogan's bluff. We should not sacrifice the future of 30 million to 40 million pro-American Kurds for the sake of a couple of runways.

Erdogan's excuse for sending his air force and army across the border into Syrian territory liberated by Kurds is his bogus claim that the Kurds we've



A picture taken from Turkey's Hatay province shows smoke rising as Turkish armed forces hit Kurdish targets in Afrin

backed — who fought ISIS house to house — are all terrorists. In the alphabet game of the Middle East, Erdogan insists that Syria's Kurdish YPG forces — our allies — are indistinguishable from the PKK, a Turkish domestic resistance group that had abandoned terror to seek a political accommodation.

While oppressed Kurds everywhere do feel a measure of solidarity with one another, claiming that the YPG is the same as the PKK is like blaming Rand Paul for Mrs. Paul's Fish Sticks.

What should we do to stop Turkey from using US-supplied, US-made weapons to kill our only dependable regional allies outside of Israel? It's time to embrace the future rather than clinging to the past. It's time to imagine a strategy without Incirlik air base and with Turkey suspended from NATO until it returns to the rule of law and honest elections.

It's time to recognize that the Kurds deserve and have earned a state of their own. And, right now, it's past time to draw a red line for Erdogan, who cannot be permitted to slaughter Kurds who have been fighting beside us and for us.

The Kurds aren't terrorists. The terrorist sits in his president's chair in Ankara.

*Ralph Peters is Fox News' strategic analyst.*

# U.S. ties to Kurds in Syria create a rift with Turkey

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD  
AND BEN HUBBARD

They seek to sweep away borders and establish a stateless society. Their female fighters struggle and die beside male comrades. Their leftist, anti-Islamist image has attracted American and European volunteers.

The Kurdish fighters who are battling Islamic State jihadists in Syria are regarded by the United States as its most reliable partners there. But to Turkey, a NATO ally of the United States, these Kurds are terrorists.

The Kurdish group, the People's Protection Units, or Y.P.G., is now facing an escalating battle with Turkish forces in northwestern Syria, complicating American policy. The group has deep ties to the Kurdistan Workers' Party, the P.K.K. Both Turkey and the United States consider the P.K.K. to be a terrorist organization for its violent separatist movement inside Turkey.

While Y.P.G. leaders play down their P.K.K. ties, areas they control are festooned with photos of the imprisoned P.K.K. leader Abdullah Ocalan, viewed by Turks the same way Americans viewed Osama bin Laden.

One thing is clear: The United States, which has relied heavily on Kurdish fighters to push the Islamic State group out of northeastern Syria, has consistently understated the complexities of its alliance with the Kurds, a policy some analysts call willful ignorance.

"Obviously the U.S. chose to look the other way, out of what it deemed to be the necessity of building an alliance to quickly capture territory from Daesh," said Noah Bonsey, the senior Syria analyst with the International Crisis Group, using the Arabic acronym for the Islamic State.

"The U.S. has sound reasons to continue to support the Y.P.G.," he said, "but doing so while the P.K.K. maintains an active insurgency against its NATO ally is an unsustainable situation."

The United States military's official partner in Syria is a militia known as the Syrian Democratic Forces, which includes Arab and Assyrian fighters but is dominated by the Y.P.G. The Americans de-emphasize such details.

The cooperation with the Y.P.G., including arming and training the fighters and providing them with air support, has put the United States on a collision course with Turkey.



GEORGE OURFALIAN/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

**Mourners carrying coffins of civilians and fighters killed in the Syrian enclave of Afrin during Turkey's offensive against Kurdish forces that began last weekend.**

Last weekend Turkey began a military operation against the Kurdish enclave of Afrin in northwestern Syria, and it is now threatening to expand the operation to the east, into areas where Kurdish forces are directly backed by the American military.

The United States has sought to differentiate between the Kurds it supports and those in Afrin, whom it does not, a distinction the Kurds themselves do not recognize.

"They are not different parts at all, and they cannot be divided in any way, not politically, not economically, not militarily," said Newaf Kelil, a Kurdish political analyst in Germany and a former spokesman for the party affiliated with the Y.P.G. "For us, it is all Kurdistan, and we are now defending Afrin with all we have."

On Wednesday, President Trump urged his Turkish counterpart, Recep Tayyip Erdogan, to use restraint and avoid any situation that could lead to clashes between the Turkish and American militaries. Disputing the White House's description of the call, Turkish officials denied that Mr. Trump had made such a request.

Y.P.G. leaders say theirs is a home-grown movement that sprang up to defend civilians in the early days of Syria's war and against offensives by the Islamic State.

That role, and the backing of the United States, has transformed the group into the most prominent political

and military force in northeastern Syria.

Formerly an impoverished and marginalized minority, Syria's Kurds now administer substantial territory, where they teach Kurdish in schools and set up local administrations. Critics have accused them of displacing Arabs.

American officials have long sought to minimize the Y.P.G.'s ties to the P.K.K., but Turkey is enraged that the United States is giving military support to a group that idealizes Mr. Ocalan, the sole inmate of an island prison in the Sea of Marmara.

Many Y.P.G. leaders speak openly of their history with the P.K.K., and Kurds from Iraq, Iran and Turkey have joined the movement in Syria.

Mr. Bonsey said there had been hope among the Americans that they could pull the Y.P.G. away from the P.K.K.

But such a prospect appears unlikely — especially with the Kurds now uncer-

**Arming and training the Kurdish fighters has put the United States on a collision course with an important NATO ally.**

tain that they have solid support from the United States, which has sent mixed messages about how strongly it would back them against a Turkish onslaught.

The American ambivalence was clear on Wednesday in comments by Thomas P. Bossert, Mr. Trump's homeland security and counterterrorism adviser, at the

World Economic Forum in Davos, Switzerland.

"I'm not in any way critical of the Turkish decision, but I'm just praying for their longer-term strategic patience," Mr. Bossert told reporters.

Asked if the Turks should withdraw, Mr. Bossert said, "I would prefer it if for now they would remove themselves from the capital of Afrin."

The United States effectively gave a green light to the current Turkish offensive against Afrin, urging restraint but emphasizing that it does not work with the Y.P.G. there.

The enclave is in northwest Syria, not connected to a larger territory held by the Syrian Democratic Forces in the country's northeast, where several small American military bases and several thousand American advisers are.

But Mr. Erdogan has threatened to attack that larger area, beginning with the town of Manbij. The Turks say the Americans promised that the Syrian Democratic Forces militia would withdraw from such majority-Arab areas after taking them from the Islamic State, but it has not.

The ingredients for this clash have been brewing since Syrians rose up against the authoritarian rule of President Bashar al-Assad in 2011. Within a few years, the northeastern province of Hasaka, with a large Kurdish population as well as Arabs and Assyrians, was effectively ruling itself.

As it became the area's dominant force, the Y.P.G. tried to implement its vision of a utopian society, inspired by Mr. Ocalan. Influenced by Murray Bookchin, an American anarchist, Mr. Ocalan has called for autonomous rule by local committees unbound by national borders. Proponents say they do not seek to break up Syria but are leading a long-term social revolution that will ensure gender and minority rights.

When the Islamic State began sweeping across northeastern Syria, its first defeat was in the Kurdish border town of

Kobani. The Y.P.G., with help from American airstrikes, repulsed Islamic State fighters at great cost.



SEDAT SUNA/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

**Turkish soldiers near the border with Syria. Turkey is threatening to expand its operation into areas where Kurdish forces are directly backed by the American military.**

After that, facing Turkish criticism, the United States began calling its partner the Syrian Democratic Forces. There was a scramble to enlist Arabs and members of other ethnic groups.

The Y.P.G. remains the predominant part of the Syrian Democratic Forces and provides its most effective fighters. But the Kurds do have local allies.

They have built local councils with representatives from various ethnic groups, each required to have a chairman and a chairwoman. While they are still largely overseen by the Y.P.G., locals have begun to engage with them in significant ways.

Hassan Hassan, a Syrian-born analyst and author, said that the Americans repeatedly had broken promises to Turkey about the alliance: They said the Syrian Democratic Forces would not cross the Euphrates River. It did. They said it would withdraw. It stayed.

The Americans also said that the Y.P.G. would refrain from promoting P.K.K. ideology outside Kurdish areas. But Y.P.G. fighters hoisted a huge poster

of Mr. Ocalan in the center of the city of Raqqa after wresting it from the Islamic State last year, a huge embarrassment to the United States.

Mr. Hassan said the local councils are vetted by the Y.P.G. and cannot be seen as fully democratic. But he said that in some areas, Arab residents nonetheless had welcomed the Syrian Democratic Forces, particularly in the eastern province of Deir al-Zour, the area of Mr. Hassan's family roots.

American officials have told the Kurds that the United States will not fight Turkey for them. With a diminished need to fight the Islamic State in Syria, Mr. Hassan said, American support for the Kurds could dwindle.

But Mr. Xelil, the Kurdish analyst, said the Americans would need the Kurds for their other objectives in Syria, like pushing back on Iranian influence.

"We think that it is surely possible that the Americans will find real reasons to deepen their relationship with the Kurds in a strategic sense," he said. ●

## PM Barzani Meets Rouhani and Shamkhani in Tehran

Basnews English 21/01/2018 <http://www.basnews.com>



**ERBIL** — Today, January 21th, in his first 2018 visit to Tehran, the capital of Iran, Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani along with a delegation of the regional government met Secretary of Iran's Supreme National Security Council, Ali Shamkhani.

According to Fars News Agency, the agenda of the meeting had been focused on Erbil's dialogues and cooperation with Baghdad. The Iranian officials have promised to support a solution to the obstacles between the two.

The Kurdish PM stated that the relationship between Iran and the Kurdistan Region is to ensure stability and security between the two and stand by each other against threats towards us.

Ali Shamkhani, meanwhile, asserted that the Islamic Republic of Iran is taking serious actions to resolve the tensions between Baghdad and Erbil and building a strong relationship based on honesty and brotherhood. He also pointed out that they are highly against any threats posed to Iran by some certain factions in Kurdistan.

After his meeting with Shamkhani, the Kurdish premier met Hassan Rouhani, the president of Iran. Moreover, the Kurdish PM is also meeting Ali Larjani and the head of Iranian Parliament.

Kurdistan Region PM on Saturday, January 20th, along with a delegation from Kurdistan met his counter-part Haider al-Abadi in Baghdad and headed to Tehran later. ●

# A Afrin, l'isolement des Kurdes syriens

Les alliés occidentaux des Kurdes sont impuissants face à l'offensive turque dans cette région dominée par les Forces démocratiques syriennes



Des rebelles syriens progressent aux côtés de l'armée turque vers la frontière syrienne, près d'Hassa (province turque de Hatay), lundi 22 janvier. BULENT KILIC/AFP

ERBIL (IRAK) - correspondance

**L**a fin de la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie va-t-elle laisser les Forces démocratiques syriennes (FDS) – à dominante kurde – à la merci des contradictions de ses alliés ? En octobre 2017, les FDS chassaient les djihadistes des ruines de Rakka, leur « capitale », avec le soutien étroit de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis. Les alliés syriens de Washington, Paris et Londres, affrontent à présent la Turquie, deuxième armée de l'OTAN, sur le flanc le plus exposé de leur territoire : l'enclave kurde d'Afrin, dans le nord-ouest du pays. Depuis samedi 20 janvier, les forces armées turques et leurs alliés issus de la rébellion syrienne attaquent les positions des FDS sans que les parrains occidentaux des forces kurdes se soient encore montrés en mesure de freiner leurs ambitions.

« Il n'y aura pas de retour en arrière » à Afrin a répété, lundi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, alors que les combats se poursuivaient sur le nouveau front ouvert par Ankara dans le conflit syrien, une opération baptisée « Rameau d'olivier ». A la suite de frappes aériennes et de tirs d'artillerie lancés la veille, les forces turques et les groupes armés syriens placés sous leur commandement avaient pénétré dimanche les lignes kurdes depuis la Turquie et les territoires tenus par ses alliés locaux en Syrie.

Lundi, les FDS faisaient état d'affrontements intenses sur plusieurs fronts, aux marges de la poche sous contrôle kurde, tout en niant la progression de leurs adversaires sur le terrain. Plusieurs localités frontalières seraient pourtant passées aux mains des forces sous commandement turc depuis le déclenchement des opérations.

Afrin constitue le maillon faible de l'ensemble territorial bâti par les FDS dans le nord de

la Syrie. Prise en étau entre les frontières de la Turquie, des zones rebelles et islamistes placées sous l'influence d'Ankara et les territoires repris par le régime syrien, cette enclave est coupée des vastes zones passées sous le contrôle des forces à dominante kurde dans le nord-est du pays à la faveur de la lutte contre l'EI. Loin des anciennes lignes de front de la guerre contre les djihadistes, elle n'a jamais intégré la sphère d'intérêt stratégique de Washington. Pourtant, du point de vue des autorités kurdes de Syrie, Afrin occupe malgré son isolement une place centrale d'un point de vue politique et symbolique.

## MENACE EXISTENTIELLE

Bien que la lutte contre l'EI ait absorbé l'essentiel de ses efforts, l'encadrement kurde des FDS n'a jamais renoncé à opérer une jonction entre ses territoires du nord-est et Afrin. Mais la construction d'une zone continue sous contrôle kurde le long de sa frontière méridionale est perçue par la Turquie comme une menace existentielle qui détermine pour l'essentiel la politique syrienne d'Ankara. Les FDS sont en effet issues de la matrice militaire, idéologique et organisationnelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une guérilla autonome contre l'Etat turc depuis 1984.

Cette organisation politico-militaire jouit d'ailleurs dans la région d'Afrin d'une popularité ancienne qui remonte à ses premières années de lutte armée. Très majoritairement kurde, contrairement aux autres territoires tenus par les FDS, Afrin est une terre d'élection pour le mouvement kurde. La région s'est constituée en canton autonome à partir de 2012. Or, si l'alliance des FDS avec Washington n'a cessé de s'approfondir dans le nord-est de la Syrie, leurs unités déployées dans la région d'Afrin ne jouissent pas de la protection de la coalition internationale.

Elles subissent de fait les contradictions devenues intenable de la politique de Washington en Syrie. Alors que le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, détaillait, le 17 janvier, les axes de la stratégie syrienne des Etats-Unis, impliquant une présence indéfinie de troupes américaines auprès des FDS et la définition pour elles d'un rôle majeur dans la stabilisation des territoires pris à



l'EI dans le nord-est, le secrétaire à la défense, James Mattis, relevait, dimanche, « les inquiétudes sécuritaires légitimes » de la Turquie concernant les FDS à Afrin, excluant d'emblée toute forme d'interposition entre les belligérants.

Ne pouvant compter sur le soutien de leur allié américain à Afrin, les FDS y avaient noué au cours des années passées des rela-

tions tactiques avec Moscou, dont l'influence politique et militaire est dominante dans cette partie de la Syrie. En février 2016, elles ont ainsi pu s'emparer de la ville de Tall Rifaat et de la base aérienne voisine de Menagh en coordonnant leurs mouvements au départ d'Afrin avec les forces russes actives dans la zone. Moscou conservait également une présence militaire dans l'enclave kurde, des officiers russes s'affichant publiquement et de manière régulière avec des cadres des FDS jusqu'à une période récente.

#### MANBIJ, PROCHAIN OBJECTIF ?

Les membres de l'encadrement des FDS se félicitaient de leur capacité à maintenir des relations pragmatiques et simultanées avec Moscou et Washington, mais leur grand écart tactique n'a pas suffi à sécuriser leur position à Afrin. Ils n'ont pas pu compter sur la médiation de la Russie, dont l'assentiment a été un préalable nécessaire à l'intervention

## LOIN DES ANCIENNES LIGNES DE FRONT DE LA GUERRE CONTRE LES DJIHADISTES, AFRIN N'A JAMAIS INTÉGRÉ LA SPHÈRE D'INTÉRÊT STRATÉGIQUE DE WASHINGTON

turque. «*Nous avons abordé [l'intervention à Afrin] avec nos amis russes, nous avons un accord avec eux*», rappelait le président Erdogan lundi.

Mettant à l'épreuve la relation entre les FDS et leurs alliés occidentaux, inaptes à empêcher l'intervention turque, la crise d'Afrin

pourrait inciter les forces kurdes à détourner leurs efforts et leurs ressources de l'est syrien où leur empreinte est encore récente pour consolider leurs positions dans les zones directement menacées par la Turquie.

La ville majoritairement arabe de Manbij, prise de haute lutte par les FDS à l'EI à l'été 2016, a ainsi été évoquée par Ankara comme le prochain objectif, malgré la présence sur place d'un contingent américain. Des positions kurdes situées dans l'est syrien le long de la frontière avec la Turquie ont également fait l'objet de tirs d'artillerie sporadiques lundi, en fin de journée, alimentant les craintes d'un élargissement des zones de combat.

Quelle qu'en soit l'issue, les affrontements en cours dans la région d'Afrin menacent déjà les objectifs de stabilisation portés par la coalition internationale en Syrie et laissent craindre une nouvelle phase de conflit, alors que la lutte contre l'EI s'achève à peine. ■

ALLAN KAVAL

## Le Monde 23 JANVIER 2018

# L'INCURSION TURQUE EN SYRIE EST PÉRILLEUSE

## ÉDITORIAL III

**L**e répit aura été de courte durée. En lançant une offensive aérienne et terrestre dans le nord de la Syrie, samedi 20 janvier, la Turquie a ouvert un nouveau front dans la guerre qui déchire ce pays depuis six ans et déclenché, par la même occasion, la première bataille de l'après-Daech.

Avec un sens de l'à-propos dont le cynisme n'échappera à personne, le président Recep Tayyip Erdogan a baptisé cette opération «*Rameau d'olivier*». L'incursion de troupes turques au sol, dimanche, dans la région d'Afrin, précédée de frappes aériennes menées par des avions turcs, vise, selon Ankara, à établir une zone tampon de 30 kilomètres dans cette région frontalière de la Turquie.

Pourquoi M. Erdogan prend-il le risque immense de remettre le feu aux poudres dans la région, alors que les ruines de l'organisation Etat islamique sont encore fumantes ? Parce qu'il veut à tout prix empêcher la constitution d'un espace aux mains des Kurdes aux frontières de la Turquie. Cette détermination à faire de cette cause un «*combat national*», comme il l'a présentée dimanche à ses concitoyens, a tourné à l'obsession. Afrin est l'un des cantons du Rojava, ou Kurdistan syrien, la «*patrie*» kurde. Ce canton est contrôlé par les milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), lui-même considéré comme la branche syrienne du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Or le PKK, impliqué dans une guérilla en Turquie, est classé comme organisation terroriste par Ankara, mais aussi par une bonne partie de la communauté internationale, dont les Etats-Unis et l'Union européenne.

L'affaire ne serait qu'un nouveau foyer de tension régional dans une zone qui n'en manque pas, si le YPG n'était directement soutenu par les Etats-Unis. Washington s'est, en effet, très largement appuyé depuis 2014 sur ses combattants pour porter l'offensive contre l'EI en Syrie, sans avoir à déployer des troupes américaines au sol. Le fait que la Turquie et les Etats-Unis soient alliés au sein de l'OTAN ajoute un peu plus

de complexité à l'histoire. De récentes déclarations du secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, sur le maintien de l'aide militaire de Washington dans la région frontalière turco-syrienne ont été très mal interprétées à Ankara, provoquant l'ire du président Erdogan, qui y a vu un nouveau soutien aux Kurdes alliés au PKK.

L'opération «*Rameau d'olivier*» relance donc le grand jeu des alliances dans la tragique affaire syrienne. La Russie semble avoir laissé faire, retirant ses propres troupes d'Afrin et évitant apparemment d'intercepter les avions turcs alors qu'elle contrôle l'espace aérien du nord de la Syrie. Moscou s'est certes déclaré «*préoccupé*» par l'intervention de la Turquie, mais s'est empressé d'en attribuer la responsabilité aux Etats-Unis et à leurs «*mesures provocatrices visant à séparer*» les régions kurdes des pays qui les abritent. La Russie reproche également au Pentagone une «*livraison incontrôlée d'armements modernes*» au YPG dans le nord de la Syrie.

La France a demandé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question. Cela n'arrêtera sans doute pas la très périlleuse incursion turque, mais elle permettra au moins à M. Erdogan de recenser ses soutiens. Le compte sera vite fait. Pour l'heure, Ankara ne peut se targuer de l'appui d'aucune grande puissance dans cette irresponsable échappée solitaire. ■

AFP

## Syrie: 54 combattants kurdes et rebelles pro-turcs tués dans l'offensive turque

Beyrouth, 22 janvier 2018 (AFP)

AU MOINS 54 combattants kurdes et rebelles syriens pro-turcs ont été tués en trois jours d'affrontements dans le nord-ouest de la Syrie, où la Turquie a lancé une offensive contre l'enclave kurde d'Afrine, a annoncé lundi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Les frappes aériennes turques et les affrontements ont tué 26 combattants dans le camps kurde", a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Il a également fait état de la mort de 19 combattants dans le camp adverse parmi les rebelles syriens soutenus par Ankara. Par ailleurs, "neuf corps sont toujours non-identifiés", selon lui.

Depuis samedi, 22 civils ont également été tués dans les bombardements turcs, et deux personnes sont mortes dans les bombardements kurdes visant les territoires syriens des rebelles soutenus par Ankara, selon un nouveau bilan de l'OSDH.

Ankara nie prendre pour cible les civils.

La Turquie a lancé samedi une offensive contre une milice kurde syrienne qu'elle considère comme terroriste et qui tient la région d'Afrine. ●



# Kurdistan syrien

## Le front qui fait craindre la contagion

L'opération «Rameau d'olivier», lancée samedi par la Turquie contre l'enclave kurde d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, détériore un peu plus les relations entre Washington et Moscou.



Des membres de l'Armée syrienne libre, soutien d'Ankara, au nord-est d'Afrin, mardi. PHOTO KHALIL ASHAWI. REUTERS

Par  
**LUC MATHIEU**

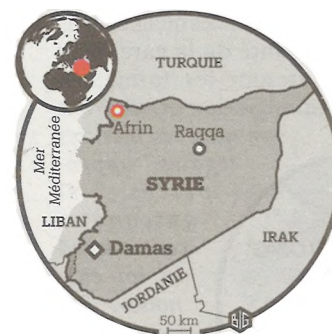
C'est un nouveau front dans une guerre qui n'en manque pas. Depuis samedi, la Turquie attaque l'enclave kurde d'Afrin, dans le nord de la Syrie. L'offensive, paradoxalement nommée «Rameau d'olivier», mobilise aviation et blindés. Les soldats turcs sont appuyés par des milliers de rebelles syriens. Ils veulent chasser d'Afrin les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). Aux yeux d'Ankara, ce sont des «terroristes», puisqu'ils sont affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis trente ans. Mais pour les Occidentaux, les Kurdes du YPG sont des alliés. Ce sont eux qui ont mené les combats contre l'Etat islamique à Raqqa et dans le nord-est syrien. Mardi, les Kurdes ont décrété une «mobilisation générale». «Nous invitons tous les enfants de notre peuple à défendre Afrin», ont indiqué les autorités locales.

### POURQUOI ATTAQUER MAINTENANT ?

Officiellement, il s'agit d'une réponse à la volonté américaine de créer une «force frontalière» dans le nord de la Syrie d'ici deux ans. Celle-ci serait chargée de sécuriser les territoires repris à l'Etat islamique et bénéficierait de l'appui des avions de la coalition internationale. Près de 30 000 hommes la composeraient, issus pour moitié des rangs des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes du YPG, les autres étant recrutés localement aussi bien côté kurde qu'arabe. L'initiative, annoncée le 14 janvier, a ulcéré Ankara. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a immédiatement menacé de «tuer dans l'œuf» cette nouvelle force. «L'Amérique a avoué qu'elle était en train de constituer une armée terroriste à nos frontières», a-t-il déclaré le 15 janvier. Cinq jours plus tard, l'offensive était

lancée.

Elle était en réalité en germe depuis plusieurs mois. La Turquie refuse absolument que les forces kurdes du YPG puissent unifier leurs territoires et rester déployées le long de sa frontière. C'était déjà pour les empêcher que l'armée turque était intervenue en Syrie en août 2016. A l'époque, les forces kurdes venaient de chasser l'Etat islamique de la petite ville de Manbij et s'approchaient du poste-frontière de Jarablous. S'ils s'en emparaient, ils auraient alors pu espérer unifier les trois cantons du Rojava, la région kurde qui court de la frontière irakienne, à l'est, jusqu'à Afrin, à l'ouest. Une hypothèse intolérable pour Ankara, qui avait envoyé tanks et forces spéciales en Syrie pour prendre avant les Kurdes le poste-frontière de Jarablous. La même stratégie est aujourd'hui à l'œuvre : Erdogan a prévenu que l'opération actuelle



ne se limiterait pas à Afrin, mais se poursuivrait jusqu'à Manbij.

### POURQUOI AFRIN ?

Des trois cantons kurdes, c'est de loin le plus facile à prendre. Les deux autres, Kobané et Jaziré, sont solidement contrôlés par les YPG. Ils abritent aussi environ 2 000 soldats américains, déployés dans six bases. Des forces spéciales occidentales, dont certaines françaises, sont également présentes. A l'inverse, le canton d'Afrin est isolé. Situé entre la ville d'Alep et la frontière turque, il abrite environ 500 000 personnes, dont beaucoup de déplacés qui ont fui les combats entre l'armée syrienne et la rébellion. Il a acquis son autonomie dès 2012; le régime de Bachar al-Assad, accaparé par la guerre contre ses opposants, n'était pas en mesure de s'y opposer. Mais il n'est pas un territoire stratégique pour la coalition internationale qui lutte contre l'Etat islamique. Les jihadistes s'étaient installés plus à l'est, autour de Raqqa, et au sud-est, dans la province de Deir el-Zor. L'armée américaine n'a pas envoyé de soldats à Afrin.

Des militaires russes étaient en revanche présents. Début 2016, ils avaient appuyé l'offensive kurde contre la ville de Tall Rifaat, alors contrôlée par des rebelles syriens. Mais cette fois, les Russes ont quitté Afrin la veille de l'attaque turque. «Nous avons





abordé la question de l'intervention avec nos amis russes, nous avons un accord avec eux», a déclaré Erdogan lundi. «La Turquie et la Russie ont effectivement passé un accord. L'idée est que les Turcs ne s'opposent pas à l'offensive du régime syrien et des Russes contre la province rebelle d'Idlib [qui a débuté en novembre]. En échange, la Russie laisse la Turquie lancer son offensive contre Afrin», confirme un spécialiste de la région.

### QUELLES SONT LES RÉACTIONS INTERNATIONALES ?

Pour le moins embarrassées. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence et à huis clos lundi mais n'a pas émis de condamnation. «L'appel à la retenue a été, je crois, largement partagé durant la discussion», a estimé l'ambassadeur de France au Conseil de sécurité, François Delattre, à l'issue de la réunion. Cette même demande de «retenue» avait déjà été formulée par la France. L'Union européenne s'est dite, elle, «extrêmement inquiète». La question devait encore être abordée mardi lors d'une réunion organisée à Paris par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Rex Tillerson. Mais aucune annonce significative n'était attendue, tant Washington a multiplié ces derniers jours les déclarations contradictoires.

Dimanche, le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, a reconnu que la Turquie, membre de l'Otan, avait prévenu Washington avant de lancer l'assaut. «Les préoccupations sécuritaires de la Turquie sont légitimes», avait-il alors déclaré. Une position partagée par Tillerson, qui a reconnu «le droit légitime de la Turquie [à se] protéger». Mais les dirigeants américains reviennent peu à peu sur leurs positions. «La violence à Afrin trouble ce qui était jusque-là une zone relativement stable de Syrie», a affirmé mardi le même Tillerson, appelant Ankara à «faire preuve de retenue dans ses opérations militaires, comme dans sa rhétorique». «Cette opération se poursuivra jusqu'à ce que le dernier terroriste soit éliminé», a rétorqué le Premier ministre turc, Binali Yildirim. ◀

# Le nationalisme turc étouffe l'opposition

**Pas moins de 90 personnes ont été arrêtées depuis le lancement de l'opération militaire: Erdogan profite du soutien populaire pour museler toute critique.**

**A**u cinquième jour de l'opération «Rameau d'olivier», alors que les forces turques appuyées par les rebelles syriens poursuivent leur avancée contre l'enclave kurde d'Afrin, en Syrie, loin du front, il ne fait pas bon critiquer ce nouvel engagement militaire d'Ankara. Dans un pays où le sentiment nationaliste prédomine plus que jamais et où l'armée est une institution de poids, le pouvoir semble déterminé à ce qu'aucune voix discordante ne vienne saper l'élan patriotique. Depuis ce week-end, plus de 90 de personnes ont déjà été arrêtées par la police à travers le pays, soupçonnées de faire de la «propagande», via les réseaux sociaux, pour les combattants kurdes des YPG (milices armées du PYD, le Parti de l'union démocratique, accusées par Ankara d'être liées à la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK), qui contrôlent actuellement Afrin.

**Unanimité.** Parmi les interpellés, entre autres, des journalistes, des activistes de l'Association des droits de l'homme (IHD) qui avait dénoncé l'opération, mais également plusieurs membres du Parti démocratique des peuples, le HDP. La formation d'opposition (gauche, prokurde) avait organisé des manifestations contre l'opération militaire à Istanbul et Diyarbakir, provoquant la colère du chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan. Le président turc, qui accuse le HDP d'être la vitrine politique du PKK, a alors promis à ceux qui des-

descendraient dans la rue qu'ils paieraient «un prix lourd». Dans la foulée, les manifestations ont été interdites ou violemment dispersées. Hormis le HDP, dans les rangs du Parlement de Turquie, «Rameau d'olivier» fait l'unanimité. Et ce même du côté des autres formations d'opposition. L'ancienne ministre de l'Intérieur et rivale directe d'Erdogan pour la présidentielle de 2019 Meral Aksener n'a pas failli à sa ligne nationaliste dure et a ainsi envoyé, sur Twitter, ses prières pour la «glorieuse armée» et les «soldats héroïques» de Turquie. Kemal Kılıçdaroglu, leader de la première force d'opposition, le CHP – un parti social-démocrate traversé par un important courant nationaliste –, a lui aussi apporté son «soutien entier à l'opération». Conseillant même au président Erdogan de ne pas lésiner sur l'emploi des forces aériennes au cours de

l'opération. Ce que n'a d'ailleurs pas manqué de souligner Aydin Engin, éditorialiste au quotidien d'opposition *Cumhuriyet* (proche idéologiquement du CHP), dans l'un des rares articles critiques de l'opération au sein des médias turcs. «Cela sied-il à un social-démocrate de verser dans l'idéologie militariste et d'insister sur le soutien aérien, sans opposition quelconque à la guerre?» s'interroge-t-il. Et de dénoncer également le jeu du «Reis» («chef») Erdogan, «prêt à jeter tout et tout le monde» dans sa quête de pouvoir.

**«Héroïsme».** Tout aussi inquiet, l'éditorialiste Levent Gültekin dénonce, dans une longue chronique pour le site d'information *Diken*, les contradictions et les ratés de la politique turque en Syrie. Une prise de position qui n'est pas sans risque dans l'actuelle Turquie, précise-t-il en introduction, résigné. Et de conclure: «Le problème n'est pas seulement de se faire lyncher. Le problème, c'est que dire de telles choses, dans un environnement qui s'est plié à l'héroïsme de la majorité politique, ne sert à rien, car personne n'est en état d'écouter une idée contradictoire».

**QUENTIN RAVERDY**  
Correspondance à Istanbul

**Erdogan, qui accuse le HDP d'être la vitrine politique du PKK, a promis à ceux qui descendraient dans la rue qu'ils paieraient «un prix lourd».**

# U.S. Says Turkey Is Helping ISIS by Bombing Kurds in Syria

## Turkey's attack on Syrian Kurds could overturn the entire region

By Tom O'Connor On 1/25/18  
<http://www.newsweek.com>

The U.S. has accused fellow Western military alliance NATO member Turkey of assisting the Islamic State militant group by bombing Kurdish fighters in northern Syria.

Washington has so far neglected to intervene in support of Kurds who have served as a vanguard to the Pentagon's efforts to battle ISIS, but now face a joint assault by Turkish forces and Syrian rebels once backed by the CIA. President Donald Trump, along with his top general and diplomat, has called on Turkey to exercise restraint as the Turkish invasion spread deeper into the Kurd-controlled enclave of Afrin, a suggestion that Turkish President Recep Tayyip Erdogan has dismissed.

In a statement carried by Al Jazeera Arabic, the Pentagon said Thursday that "Afrin operations are impeding the task to eliminate ISIS." As the U.S. cut assistance to mostly Arab Sunni Muslim rebels fighting to unseat Syrian President Bashar al-Assad since 2011, it focused on what would become known in 2015 as the Syrian Democratic Forces, a mostly Kurdish alliance focused on battling ISIS, which claimed half of Iraq and Syria at its height in 2014. The Pentagon-backed group was dominated by the People's Protection Units (YPG), a Kurdish militia labeled a terrorist organization by Turkey because of its alleged links to the Kurdistan Workers' Party that has waged a decades-long insurgency in that country.

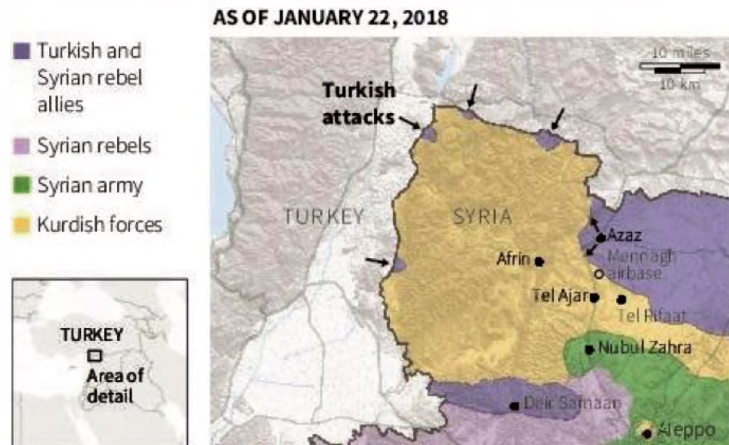
Clashes regularly broke out between U.S.-backed Kurds and Turkey-backed rebels as the former swept through ISIS territory. As the U.S.-led offensive ousted ISIS from its de facto capital of Raqqa in the north, and a separate Syrian military operation backed by Russia and Iran largely took out ISIS in its final eastern stronghold of Deir Ezzor, the focus of the conflict has now pivoted to the northwestern district of Afrin. The Kurd-held city is flanked by Turkey, its partnered Syrian forces and the Syrian military, which has threatened to shoot down Turkish warplanes, but has yet to enter the fight.

Without air support from Syria, Russia or the U.S., Kurds have reportedly relied on reinforcements from frontlines battling ISIS elsewhere in Syria to hold their ground in Afrin. The Pentagon warned Tuesday that if any Syrian Democratic Forces members "carry out military operations of any kind that are not specifically focused on ISIS they will not have coalition support," as quoted by Turkey's official Anadolu Agency.

However, in a Syrian Democratic Forces statement sent to Newsweek by the YPG Thursday, Kurdish fighters confirmed that the "Afrin resist-

### Syria areas of control

Turkey's army and rebel allies are battling a U.S.-backed Kurdish militia in Syria's Afrin region in a campaign that has opened a new front in Syria's civil war.



A map last updated January 22 shows areas of Syria where Turkish forces have moved against Kurdish fighters. Neither Russia, Syria nor the U.S. have moved to block the Turkish invasion.

Sources: Institute for the Study of War; Maps4News

ance is ongoing" and claimed that their forces had repelled an attempted Turkish invasion of the town of Rajo, "destroying two Turkish tanks and killing those inside."

"The desperate attempts of the invading Turkish army and Nusra Front to occupy the villages of Afrin are being confronted by our forces and our forces are inflicting painful blows upon them in retribution," the statement continued.

RTX4J9VH Turkey-backed Free Syrian Army fighters are pictured at a check point in Azaz, Syria, on January 24. The Free Syria Army was once the foremost insurgent force in Syria and received CIA support for years, but lost out to jihadi groups and now only control a small pocket of territory along the Turkish border. Osman Orsal/Reuters



Turkey-backed Free Syrian Army fighters are pictured at a check point in Azaz, Syria, on January 24. The Free Syria Army was once the foremost insurgent force in Syria and received CIA support for years, but lost out to jihadi groups and now only control a small pocket of territory along the Turkish border.

The Nusra Front, which has since changed its name to Hayat Tahrir al-Sham, was the former Syrian branch of Al-Qaeda, but many suspect the militants of maintaining ideological ties to the global jihadi group. Hayat Tahrir al-Sham has largely consolidated power over the last rebel-held province of Idlib, which bordered the northeastern stretch of Aleppo province that Kurds were attempting to defend from incoming Kurdish and Syrian rebel forces. The Syrian military recently launched a lightning offensive into Idlib to retake the Abu al-Duhur military airport

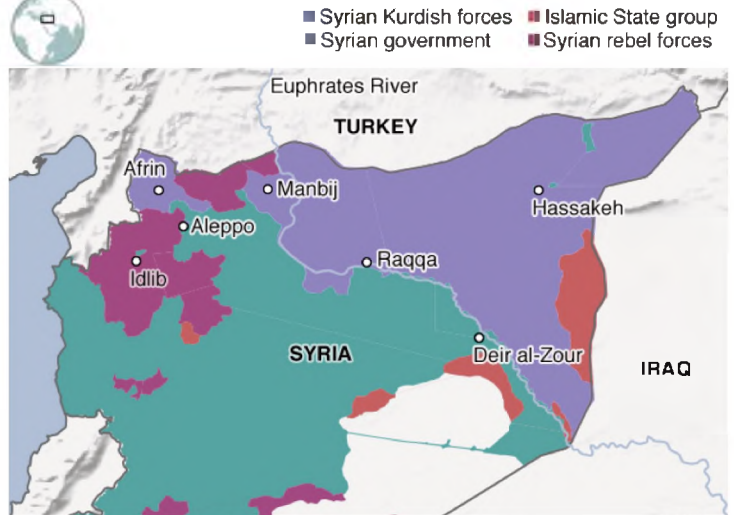
Both Turkey and the YPG have accused one another of secretly helping ISIS while publicly claiming to fight the jihadi group. Russia, Iran and Syria have also accused the U.S. and its sponsors of helping ISIS, something they have vehemently denied.

A significant amount of weapons, however, have reportedly ended up in ISIS hands due to CIA support for Syrian rebels. One former Turkmen commander of the Syrian Democratic Forces claimed in November that the U.S. and Kurdish forces allowed thousands of ISIS fighters to flee Raqqa toward the east, where the Syrian military was engaged in vicious battles with the jihadis. The U.S.-led coalition acknowledged some limited deals between its local partners and ISIS, but said the Pentagon had not been involved and that they had been humanitarian in nature. ●

# Turkey's Erdogan vows to fight Kurdish forces as far as Iraq



A member of the Kurdish People's Protection Units (YPG) takes part in a demonstration alongside Syrian-Kurds in the town of Amuda, some 30 kilometres west of Qamishli, a Kurdish-majority city in northeastern Hasakeh province, against a military operation by the Turkish army against the Kurdish YPG forces in Syria's Afrin, on January 21 Credit: AFP



Source: IHS Conflict Monitor, Jan 2018



<http://www.bbc.com/> 26 January 2018

Turkey is prepared to take its fight against Kurdish forces in northern Syria as far east as Iraq, President Recep Tayyip Erdogan has said.

Speaking in Ankara, Mr Erdogan reiterated that his forces will move against Kurdish-controlled Manbij, which risks confrontation with the US.

US troops are based in the city, which was taken from the Islamic State group (IS) by Kurdish-led forces in 2016.

Turkey launched its operation against the Kurdish militia last weekend.

Backed by pro-Turkish Syrian rebels, Turkish forces attacked the Kurdish enclave of Afrin with the declared aim of driving out the Kurdish

People's Protection Units (YPG).

Turkey considers the YPG an extension of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought for Kurdish autonomy in south-eastern Turkey for three decades.

The campaign has strained relations between Ankara and Washington, which has supported the YPG in its fight against IS.

### 'CLEAN UP MANBIJ'

The Turkish president told a meeting of his AK party that he was prepared to expand so-called Operation Olive Branch "until there is no terrorist on our border leading to Iraq".

He said that after Afrin was cleared, "we will, as promised, clean up Manbij of terrorists".

Manbij lies 100 km (60 miles) east of Afrin in YPG-controlled territory. The mainly Arab city is separated from Afrin by an enclave captured from IS by pro-Turkish rebels in a previous Turkish-led operation in 2016.

The US has had soldiers in Manbij since March 2017, when it dissuaded Turkey from attempting to take the city and got the YPG to agree to withdraw east of the River Euphrates.

However Turkey has complained such a move never happened.

Turkey's south-eastern border with Syria is its longest, stretching more than 870km (540 miles) from the Mediterranean in the west to Iraq in the east. About 700km of this border is controlled by the Kurds.

Ankara has long sought a buffer zone along the border and says its current operation will result in a 30km-deep "safe area" in the Afrin district.

### THOUSANDS FLEE

Tensions between the US and Turkey - Nato allies - have soared since the start of the latest



Members of Turkey-backed Free Syrian Army police forces secure the road as they escort a convoy near Azaz, Syria January 26 Credit: UMIT BEKTAS/REUTERS

operation. Any Turkish offensive which expands into Kurdish-held territory further east will test the US, which has partnered with and equipped the YPG-led Syrian Democratic Forces (SDF) against IS for the past two and a half years.

Media caption Displaced Syrians say Turkish-led forces have been shelling civilians in Afrin

Clashes meanwhile continued around Afrin on the seventh day of the Turkish campaign, though fighting has been less intense because of bad weather.

The UN has said about 5,000 people have been displaced so far by the clashes.

Turkey says 14 of its soldiers and allied rebels have been killed, while the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) says 58 pro-Turkish rebels and 53 SDF/YPG fighters have been killed.

Turkey put the number of Kurdish and pro-Kurdish fighters killed at over 300. ●



Erdogan Vows to Clear Kurdish Forces From Length of Syria Border  
Ankara, Jan. 26, 2018 Adem Altan/AFP

# Recep for trouble Turkey's offensive in Syria complicates an already chaotic war

A clash with America is possible



ISTANBUL Jan 25th 2018  
<https://www.economist.com>

**SEVENTY-TWO** Turkish fighter jets cut through the skies above north-west Syria on January 20th, dropping bombs on the Kurdish enclave of Afrin, while thousands of Turkish troops massed at the border. They were joined by busloads of Syrian rebels, Turkey's proxies in the fight against Bashar al-Assad's blood-soaked regime in Damascus. So it was that Turkey opened a new front in the Syrian war, and in its unending conflict with Kurdish insurgents, with reverberations rippling to Washington, Moscow and Istanbul.

The offensive pits NATO's second-biggest army against a Kurdish militia called the People's Protection Units (YPG), which Turkey says is a branch of its domestic foe, the Kurdistan Workers' Party (PKK). The separatist PKK has fought an on-off insurgency against Turkish security forces for over three decades. But the YPG is best known for fighting Islamic State (IS) in Syria. American support, in the form of weapons and air strikes, helped the Kurds repel the jihadists and, to Turkey's dismay, take control of vast stretches of land in the north (see article). When America said it would create a 30,000-strong "border-security force" in north-east Syria consisting largely of YPG fighters, Recep Tayyip Erdogan, Turkey's president, vowed to "strangle it before it is born".

The incursion, which is inexplicably called Operation Olive Branch, appears to enjoy wide support across Turkey. The media have whipped themselves into a nationalist frenzy almost as big as the one that followed an abortive coup in 2016. Of the four main parties in parliament, only one, a pro-Kurdish outfit whose leaders have been locked up for

over a year, refused to support the offensive. Mr Erdogan argues that an emboldened YPG plans to use the Syrian borderlands in the same way as the PKK has used the mountains of northern Iraq: as a launching pad for attacks against Turkey. Most Turks seem to agree with him.

## THE STUBBORN SULTAN

Mr Erdogan has ways of dealing with those who do not. Having caught wind of possible protests, he pledged to "crush anyone who opposes our national struggle" and warned that police would be "breathing down the necks" of those who took to the streets. Dozens of people, including at least five journalists, have been detained for social-media posts criticising the offensive. In Northern Cyprus crowds of Turkish nationalists attacked the office of a local newspaper that likened Operation Olive Branch to Turkey's invasion of the island in 1974—ie, an illegal occupation.

The precise aims (and limits) of the operation are unclear. Turkey's chief of the general staff, Hulusi Akar, has said he will push forward "until we eliminate every terrorist". Other officials liken the offensive to one in 2016 that saw Turkey wrest from IS a 100km stretch of Syrian territory west of the Euphrates river. The jihadists hardly put up a fight and local Arabs and Turkoman welcomed the Turks as liberators. (Turkish troops and Syrian rebels are still in control of the area.) "We're hoping to repeat this example in Afrin," says Bekir Bozdag, Turkey's deputy prime minister.

But the Turks will face a much tougher fight in Afrin. Around 10,000 battle-hardened YPG fighters are in the area. Local Kurds, who are

most of the enclave's 600,000 or so residents, seem uniformly hostile to the Turks and their Syrian allies. The YPG has closed roads out of the city, while the Assad regime turns back those who manage to leave. According to the Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based monitoring group, at least 28 civilians, 42 Kurdish fighters and 48 Syrian rebels were killed in the first five days of the operation. Officials in Ankara confirmed the deaths of three Turkish soldiers and claimed to have killed 268 militants. Rockets believed to have been fired by the YPG killed three people in the Turkish towns of Kilis and Reyhanli.

America is caught in the middle—and sending out mixed messages. The Pentagon hopes to continue using the Kurds as a bulwark against Islamist militancy in Syria. The White House, though, has disavowed plans to create a new Kurdish-led force and downplayed America's relationship with the Kurds. In general, American officials have been loth to criticise Turkey, but in a phone call with Mr Erdogan on January 25th, President Donald Trump expressed concern about the violence in Afrin. So says the White House, at least. A Turkish source said no such concerns were shared.

While America loses leverage in Syria, Russia is filling the vacuum. It has mended its relationship with Turkey, which reached a low point in 2015, when the Turks shot down a Russian fighter jet over Syria. Happy to stoke tension between America and its allies, Russia almost certainly gave the operation in Afrin a green light. It may be that in return Turkey looks the other way as Russian and Syrian forces pound rebels in Idlib, who are ostensibly allied with Turkey against the Assad regime. But some think the Russians will eventually turn on Turkey and cut a deal with the Kurds that hands Mr Assad control of Afrin.

A more immediate concern is whether the Turks plan to push into other YPG strongholds. America has some 2,000 troops stationed in Syria, many in the Kurdish-held north-east. If Turkish troops start shooting at YPG fighters in those areas, American soldiers could end up in the crossfire. The result could be a direct clash between NATO allies. This article appeared in the Middle East and Africa section of the print edition under the headline "Into the abyss" ■

A wounded man lies on a stretcher at the Afrin hospital in the Kurdish-majority town of Afrin in northern Syria, on 23 January 2018, as Turkish troops and their Syrian rebel allies pressed their assault on the border enclave Ahmad Shafia Bilal/AFP



# Syrie : Washington pris à revers par Ankara

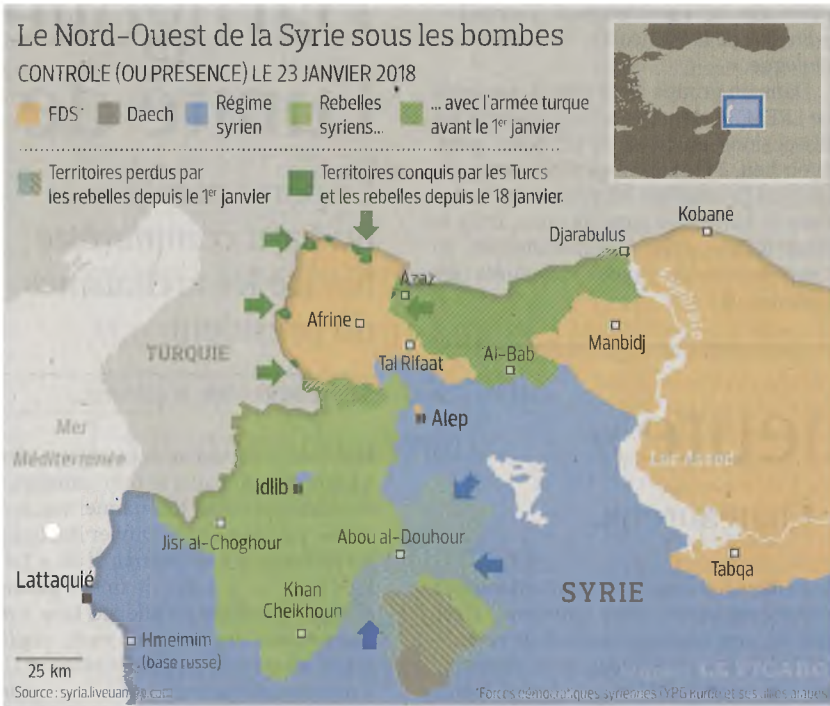
re en pièces le califat de l'EI », a-t-il dit.  
 Pour apaiser le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, déjà ulcéré de l'asile accordé en Pennsylvanie à son ennemi intime Fethullah Gulen, les États-Unis ont réduit leur aide militaire aux milices kurdes. Mais ils ont mis sur pied une force de 30 000 hommes censée « stabiliser » la frontière avec la Turquie - le pas de trop.

La semaine dernière, le secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, a exposé dans un discours à Stanford une nouvelle « stratégie » américaine en Syrie, semblant annoncer un retour sur ce terrain abandonné à la Russie. Il a promis le maintien d'une présence militaire « dictée par les conditions sur le terrain, pas le calendrier », une extension de la mission anti-Daech à « l'endiguement de l'influence iranienne », une « aide à la stabilisation » des zones contrôlées par les rebelles, des élections sous supervision de l'ONU et la formation d'une coalition politique pour pousser Bachar el-Assad au départ. Un plan présenté mardi à Paris en marge de la conférence sur les armes chimiques. « Engagement militaire à long terme, nation-building, changement de régime : tout ce que rejette en principe Donald Trump y figure », observe Kori Schake, chercheur à la Hoover Institution.

## Clarification stratégique

Ce projet, soutenu par une enveloppe modeste de 500 millions de dollars, est déjà remis en cause par l'incursion turque. Les raids d'Ankara n'auraient pu être déclenchés sans le feu vert de la Russie, qui contrôle l'espace aérien à l'ouest de l'Euphrate - Washington maîtrisant l'est. En réaction à la formation des garde-frontières kurdes, Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, dont le pays soutient le régime d'Assad, a accusé Washington « d'encourager le séparatisme en Syrie », justifiant que « les actions unilatérales des États-Unis aient exaspéré la Turquie ». « C'est soit une totale incompréhension de la situation, soit une provocation absolument délibérée », a-t-il déclaré. Le coup de froid de novembre 2015 entre Moscou et Ankara, lorsqu'un bombardier russe avait été abattu par la Turquie au-dessus de sa frontière, semble surmonté sur le dos des Américains.

Il faudra plus que 2 000 soldats au sol et le déploiement de personnel affecté à la reconstruction pour sortir Washington de sa marginalisation en Syrie. « Nous sommes entrés dans une phase de stabilisation où les donateurs internationaux voudront s'assurer qu'ils peuvent compter sur la présence durable des Américains et qu'ils n'ont pas à traiter avec Bachar el-Assad », souligne Nicolas Heras du Center for a New American Security. Face au risque de conflit direct entre deux membres de l'Otan, les rebelles kurdes risquent fort de faire les frais de la clarification stratégique qui va s'imposer. ■



PHILIPPE GÉLIE @geliefig  
 CORRESPONDANT À WASHINGTON

**MOYEN-ORIENT** Une fois n'est pas coutume, le « briefing » quotidien de la Maison-Blanche s'est ouvert lundi sur un dossier de politique étrangère. « Nous entendons et prenons au sérieux les inquiétudes légitimes de la Turquie pour sa sécurité », a déclaré la porte-parole, Sarah Huckabee-Sanders, avant d'énumérer les objections de Washington à la « distraction » causée par l'offensive d'Ankara dans le nord-ouest de la Syrie, et d'appeler les Turcs à « faire preuve de retenue, dans leurs actions militaires et leur rhétorique ».

L'opération « Branche d'olivier », une offensive militaire qui ne dit pas son nom, lancée samedi par la Turquie dans la région d'Afrine, au nord d'Alep, a pris les États-Unis par surprise, quoi qu'ils l'eussent en partie provoquée. Le secrétaire à la Défense, James Mattis, a indiqué dimanche que l'état-major turc avait téléphoné à ses homologues améri-

cains, mais ce n'était pas pour solliciter leur avis ou leur permission : « Ils ont été francs, ils nous ont prévenus qu'ils allaient frapper avec leur aviation. Nous travaillons maintenant avec eux sur la suite », a-t-il déclaré. Tandis qu'une incursion terrestre a succédé aux frappes aériennes, le Pentagone a confirmé lundi avoir dépêché de hauts gradés à Ankara. Le général Joseph Votel, patron du Central Command, était le même jour à Raqqa, ville libérée de l'État islamique (EI) avec l'aide cruciale des forces kurdes visées par la Turquie.

Ce nouveau front oppose deux alliés des États-Unis, l'un dans l'Otan, l'autre dans la coalition anti-Daech. Washington a armé les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, ainsi que la branche armée du Parti de l'union démocratique kurde (PYD), lié au PKK qu'Ankara considère comme une organisation terroriste. L'ex-général Mattis a salué « l'efficacité » et la bravoure des combattants kurdes en Syrie, qui ont eu « des milliers de victimes. On les a vus, avec l'aide de la coalition, rédui-



**SERGUEÏ LAVROV**  
 LE MINISTRE RUSSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Washington a encouragé et encourage toujours les tendances séparatistes parmi les Kurdes, en ignorant complètement le caractère délicat et la dimension régionale du problème kurde

PAVEL GOLOVKIN/AP

# La guerre patriotique de la Turquie en Syrie

Le régime d'Erdogan impose une union sacrée autour de ses militaires engagés contre les Kurdes d'Afrine.



Des rebelles de l'Armée syrienne libre alliés à l'armée turque, mardi, à Hassa, en Turquie, près de la frontière avec la Syrie. BULENT KILIC / AFP

ANNE ANDLAUER  
ISTANBUL

**MOYEN-ORIENT** La Turquie est entrée en guerre en fanfare. Littéralement. La mairie de Hatay, province turque voisine de la région syrienne d'Afrine, où Ankara combat les milices kurdes YPG (Unités de protection populaires) depuis son incursion le 21 janvier, a dépêché sur la frontière un orchestre de mehters. Costumes et marches militaires soutiennent le moral des troupes, comme à l'ère ottomane.

Dans la presse nationale aussi, la fanfaronnade bat son plein. «Voici la force de la Turquie», «Notre cœur bat avec les soldats», «C'est l'heure de la victoire»... Des islamistes de Milli aux ultralâics de Sözcü, de l'extrême gauche nationaliste (Aydınlık) à l'extrême droite nationaliste (Ortadoğu), les premières pages des quotidiens se ressemblent comme deux gouttes d'encre. «Notre devoir est de soutenir l'opération d'Afrine», professe Taha Akyol dans un éditorial du journal *Hürriyet*, premier tirage de la presse turque.

Le pouvoir organise l'offensive médiatique. Les rédacteurs en chef des principaux médias ont été convoqués à une réunion au sommet. Accompagné

du vice-premier ministre, du ministre de la Défense et du porte-parole du parti au pouvoir AKP (Parti de la justice et du développement), le premier ministre Binali Yıldırım leur a livré quinze «recommandations» à suivre pour faire du «journalisme patriotique», dénonce l'ONG Reporters sans frontières. Les journalistes sont incités à «tenir compte des intérêts nationaux lorsqu'(ils) recueillent des sources d'information internationales critiquant la Turquie», «rappeler le soin que prennent les forces armées à ne pas toucher les civils», «ne pas donner de visibilité aux manifestations et déclarations de structures politiques (...) proches du PKK», le Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre contre Ankara depuis plus de trente ans et dont émanent les YPG.

Tous les Turcs sont invités à soutenir les *mehmetçik* - surnom donné aux soldats. Beaucoup ont hissé le drapeau aux façades des immeubles, ou sont incités à

«L'immense majorité des Turcs considère le PKK et les YPG comme une menace existentielle»

UN POLITOLOGUE TURC

le faire par certaines mairies et branches locales de l'AKP et de son allié MHP (Parti d'action nationaliste), qui distribuent l'étendard rouge orné du croissant et de l'étoile. Même Kemal Kılıçdaroglu, chef de l'opposition, dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP), a assuré le gouvernement de son «soutien total». Dans les 90 000 mosquées du pays, les imams - des fonctionnaires - doivent réciter chaque jour la sourate de la victoire, jusqu'à la fin de l'intervention.

Souvent, cette ferveur n'est pas feinte. «L'immense majorité des Turcs considère le PKK et les YPG comme une menace existentielle. C'est d'ailleurs en partie pour cela que le président Recep Tayyip Erdogan s'est lancé dans cette offensive, observe un politologue. Si l'opération réussit, il en récoltera les fruits en prestige et en voix pour 2019, année électorale», poursuit ce spécialiste qui, signe des temps, souhaite garder l'anonymat.

Les opposants à l'opération, à commencer par les prokurdes du Parti démocratique des peuples (HDP), ont été mis en garde. «Nous écraserons quiconque se dressera contre nous dans cette lutte nationale», leur a lancé le chef de l'État. Le HDP, qui avait appelé à manifester contre l'intervention, a vu ses rassemblements interdits à Istanbul et Ankara, et une conférence de presse in-

terrompue par la police à Diyarbakir, la grande ville du sud-est à majorité kurde. Recep Tayyip Erdogan accuse régulièrement le HDP, qui dément, d'être la vitrine politique du PKK, une organisation classée «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux.

«Le pouvoir veut empêcher tout débat sur Afrine, y compris au Parlement, qui a interrompu ses travaux juste avant l'opé-

ration et ne s'est pas réuni depuis, fustige Hisyar Özsoy, député HDP. Le nationalisme et le militarisme jouissent d'une liberté de parole illimitée, mais la moindre opposition à cette guerre vous vaut une étiquette de traître à la patrie», ajoute l'élu, qui se trouvait mercredi à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), à Strasbourg, pour évoquer notamment l'offensive sur Afrine. «Derrière les portes closes, nos interlocuteurs européens dé-

noncent tous l'opération. Mais aucun ne le dira haut et fort, pour ménager les relations avec la Turquie», déplore Hisyar Özsoy.

Depuis le début de l'opération turque, plusieurs militants HDP, dont des dirigeants locaux, ont été arrêtés, parmi 150 personnes placées en garde à vue. Elles sont toutes accusées de «propagande terroriste» sur les réseaux sociaux. Au moins onze sont déjà en prison. ■

LE FIGARO | jeudi 25 janvier 2018

# La résistance farouche des combattants kurdes à Afrine

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MÊME SI LA TURQUIE a adressé aux États-Unis des «signaux contradictoires», selon Washington, sur l'étendue de son offensive militaire dans le nord de la Syrie, l'heure est à la mobilisation chez ses ennemis kurdes. Y compris dans les régions encore épargnées par les bombardements d'Ankara.

Alors qu'à l'ouest, dans le «canton» d'Afrine, cible des frappes turques, les combattants kurdes affichent une résistance opiniâtre, plus à l'est, les autorités du «canton» de Jaziré ont appelé la population à prendre les armes pour défendre Afrine. La «mobilisation générale» vise également les volontaires américains, britanniques, allemands et français qui avaient combattu les djihadistes de Daech, à Raqqa notamment.

«Ils mèneront des batailles contre l'invasion turque», assure Redur Xelil, responsable des Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement constituées des miliciens kurdes YPG (Unité de protection du peuple) que la Turquie considère comme une extension du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et une organisation terroriste. Ces volontaires se compteraient par dizaines et auraient déjà manifesté l'envie d'aller défendre Afrine.

Depuis le début de l'offensive samedi, les forces turques et les rebelles syriens pro-Ankara ont, en fait, peu avancé dans la région d'Afrine. «Dès qu'il y a conquête d'un village, il y a automatiquement une contre-offensive des Kurdes qui reprennent le contrôle de ce village», affirme le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. Ce fut le cas lundi de la colline stratégique de Barsaya, dans le nord de la région d'Afrine, repassée aux mains des Kurdes quelques heures après sa conquête par les forces turques.

Depuis samedi, malgré un appui aérien et d'artillerie, les troupes turques n'auraient repris que deux ou trois villages aux Kurdes. Au total, plus de 80 combattants kurdes et des groupes rebelles syriens pro-Ankara ont été tués, ainsi



Un combattant kurde dans le district d'Afrin. STRINGER/AFP

que 28 civils, la plupart dans des bombardements turcs, selon l'OSDH. Ankara dément avoir touché des civils.

## Manbij en ligne de mire

Mercredi, les frappes turques se sont concentrées sur les zones près de la frontière, dans le nord-ouest et le nord-est de la région d'Afrine. «L'objectif est de faire reculer les combattants kurdes et d'ouvrir la voie à une avancée terrestre», selon l'OSDH. Une colonne de chars et des centaines de soldats turcs s'appretaient à entrer en Syrie, à partir de la localité frontalière de Kirikhan, dans le sud de la Turquie.

Dans la région de Manbij également, à 100 km à l'ouest d'Afrine, les miliciens kurdes se préparent à affronter les forces turques et leurs alliés anti-Assad. Des forces ont déjà été déployées aux limites de la région. Mais à Manbij, l'équation est encore plus complexe. Contrairement à Afrine, les États-Unis disposent de militaires sur place, en soutien des FDS. Ce qui laisse planer le spectre d'affrontements turco-américains. La présence de troupes américaines – pourtant alliées de la Turquie au sein de l'Otan – n'a pas empêché Ankara de menacer Manbij. L'offensive turque «pourrait s'étendre à Manbij (...) voire à l'est de l'Euphrate»

dans la Jaziré, a affirmé mardi sur France 24 le ministre turc des Affaires étrangères, Mevsut Cavusoglu. Quelques instants auparavant, le premier ministre turc, Binali Yildirim, assurait que «cette opération se poursuivra jusqu'à ce que le dernier

terroriste soit éliminé». Mais certaines sources estiment que faute d'avancée en direction de la ville d'Afrine, les Turcs pourraient se retourner vers Manbij.

Jusqu'à maintenant, un accord américano-russe permettait aux Américains d'être à l'est de l'Euphrate et aux Russes à l'ouest vers Afrine, d'où ces derniers se sont retirés juste avant le lancement de l'offensive turque. D'où la frustration kurde à l'égard de leurs alliés russes, accusés d'avoir avalisé l'offensive anti-kurde d'Ankara.

«Nous sommes clairement en état d'alerte, spécialement dans la région de Manbij où nos forces patrouillent depuis un an», reconnaît le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition internationale anti-Daech. Mardi, des dirigeants américains ont mis en garde contre les risques d'une déstabilisation d'une zone relativement épargnée en sept ans de conflit.

Mais le contact entre Ankara et Washington reste établi. Selon certains experts, le ton jusqu'à maintenant relativement modéré des États-Unis vis-à-vis de la Turquie s'expliquerait par leur désir de négocier l'établissement d'une «zone de sécurité» turque d'une trentaine de km en territoire syrien – l'objectif de guerre affiché par Ankara – en échange d'un déploiement de 30 000 garde-frontières kurdes pro-américains dans le Nord syrien, le nouvel objectif des États-Unis en Syrie. «Mais Manbij sera la pierre d'achoppement», reconnaît sur Twitter le chercheur Charles Lister. ■

# Syrie: Erdogan promet de poursuivre l'offensive contre les Kurdes

AFP, le 26/01/2018  
www.la-croix.com

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis de mener à terme l'offensive de son pays dans le nord de la Syrie contre une milice kurde, qui a appelé à l'aide le régime de Bachar al-Assad.

Cette opération turque en Syrie continue à alimenter des frictions avec les Etats-Unis, mais le Pentagone a affirmé jeudi que Washington et Ankara étaient en discussion concernant la création d'une "zone sécurisée" le long de la frontière syrienne. "Clairement, nous continuons à parler aux Turcs de la possibilité d'une zone sécurisée, appelez cela comme vous voulez", a déclaré à des journalistes Kenneth McKenzie, porte-parole du ministère américain de la Défense.

Sur le front diplomatique, un nouveau round de pourparlers de paix sur la Syrie doit se poursuivre vendredi à Vienne sous l'égide de l'ONU, mais le regain de violence sur le terrain rend hypothétique l'espoir d'avancées significatives.

Au sixième jour de cette offensive contre l'enclave d'Afrine qui suscite l'inquiétude de plusieurs pays, M. Erdogan s'est rendu jeudi, lors d'une visite surprise à la frontière syrienne, au QG de commandement de l'opération dans la province de Hatay en compagnie du chef de l'armée et du ministre de la Défense, selon la présidence turque.

Lors de ce déplacement, il a affirmé que l'offensive, qui vise la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considérée comme "terroriste" par Ankara, se poursuivrait "jusqu'à ce que le résultat soit obtenu", selon un communiqué de la présidence turque.

## - VESTE DE CAMOUFLAGE -

Le président turc, en veste de camouflage militaire, a assuré que l'opération visait à "nettoyer Afrine des terroristes" et à permettre aux Syriens réfugiés en Turquie de rentrer dans leur pays.

De l'autre côté de la frontière, où les Kurdes disposent d'une région de facto autonome, un responsable de l'enclave d'Afrine a appelé le régime de Bachar al-Assad à l'aide.

"L'Etat syrien (...), avec tous les moyens

qu'il a, devrait faire face à cette agression et déclarer qu'il ne permettra pas aux avions turcs de survoler l'espace aérien syrien", a indiqué à l'AFP Othmane al-Cheikh Issa, coprésident du Conseil exécutif du canton.

Dimanche, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Moqdad avait averti que son pays pourrait abattre les avions de combat turcs.

L'intervention turque dans le nord de la Syrie complique encore un peu plus la guerre qui a fait plus de 340.000 morts depuis 2011.

Le conflit implique plusieurs puissances régionales et internationales, comme la Turquie et les Etats-Unis, tous deux opposés à Bachar al-Assad mais aux intérêts parfois divergents.

Des rebelles syriens appuyés par la Turquie, patrouillent sur la colline de Barsaya qui surplombe la ville syrienne d'Azaz et la ville turque de Kilis, le 24 janvier 2018, dans le cadre de l'offensive turque contre les forces kurdes du YPG/AFP/Archives

Lors d'un entretien téléphonique entre M. Trump et M. Erdogan, selon le compte-rendu de la Maison Blanche, le président américain a "exhorté la Turquie à réduire et limiter ses actions militaires" et demandé d'éviter "toute action qui risquerait de provoquer un affrontement entre les forces turques et américaines".

Même si Ankara a assuré jeudi que la version américaine de ce coup de téléphone ne reflétait pas la teneur de l'entretien, le porte-parole du Pentagone a appuyé jeudi les propos de Donald Trump: "Particulièrement à Afrine, les opérations turques (...) sont une chose négative" car elles ajoutent "de la friction à l'équation" et "rendent difficile de se concentrer sur ce pourquoi nous sommes en Syrie".

## - FOSSÉ ENTRE WASHINGTON ET ANKARA -

Cette passe d'armes illustre le fossé entre les deux pays au sujet des YPG.

Liées au Parti des Travailleurs du Kurdistan



Le président Recep Tayyip Erdogan lors de sa visite dans la province frontalière de Hatay, le 25 janvier 2018 © Service de presse de la présidence turque/AFP -

(PKK) qui livre une guérilla meurtrière en Turquie, les YPG sont considérées comme une organisation "terroriste" par la Turquie qui veut les déloger d'Afrine, et, à terme, de tous les territoires qu'elles contrôlent le long de la frontière turque.

Mais Washington s'appuie sur les YPG pour combattre le groupe Etat islamique (EI).

Les YPG ont mis à profit leur alliance avec Washington pour étendre leur contrôle sur de vastes territoires dans le nord de la Syrie d'où les jihadistes ont été chassés.

Sur le terrain, l'artillerie et l'aviation turques ont de nouveau pilonné les positions des YPG. La localité de Jandairis, située près d'une ligne de front avec les rebelles pro-turcs, a été particulièrement touchée par des raids aériens et des tirs de roquettes.

Des soldats turcs sur leurs chars stationnés près de la frontière syrienne à Hassa, dans la province d'Hatay, le 25 janvier 2018, au sixième jour de l'offensive turque lancée contre les forces kurdes du YPG / AFP

"Je ne partirai pas de Jandairis tant que je suis en vie", a affirmé à l'AFP Abou Jiwane, un septuagénaire dont les bombardements ont endommagé la maison, poussant plusieurs voisins à partir.

Depuis samedi, près de 100 combattants des YPG et des groupes rebelles syriens pro-turcs ont été tués, ainsi que 33 civils, la plupart dans des bombardements turcs, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Ankara dément avoir touché des civils. L'armée turque a déploré trois morts.

L'offensive suscite l'inquiétude de plusieurs pays, notamment l'Allemagne qui a demandé à l'Otan l'ouverture de discussions sur l'opération. ■



Des soldats turcs sur leurs chars stationnés près de la frontière syrienne à Hassa, dans la province d'Hatay, le 25 janvier 2018, au sixième jour de l'offensive turque lancée contre les forces kurdes du YPG / AFP



# Manifestations des Kurdes en Europe : échauffourées à Cologne, calme en France

Le Parisien avec AFP | 27 janvier 2018  
http://www.leparisien.fr

**De nombreux Kurdes ont manifesté leur opposition à travers toute l'Europe à l'offensive turque en Syrie.**

La police allemande a ordonné samedi la dispersion d'une manifestation tendue de près de 20 000 Kurdes à Cologne dénonçant l'offensive turque en Syrie, en raison de la présence dans le cortège de nombreux symboles du PKK, interdits dans le pays.

En France aussi, des manifestations pro-kurdes, d'ampleur plus limitée, ont aussi eu lieu samedi : 2 500 personnes ont défilé dans le centre de Paris derrière une banderole tenue par une demi-douzaine de femmes affirmant que « le fascisme truc d'Erdogan sera enterré à Afrine ».

« On a vaincu Daech »

A Marseille, 2 000 personnes, selon la police, se sont rassemblées sans incident sur le Vieux-Port. « On a été trahis, on a vaincu Daech, et aujourd'hui la Turquie massacre notre peuple », s'est indigné Sahil Azad, porte-parole du centre démocratique kurde de la ville.

En Allemagne, « De nombreux manifestants ont déployé des drapeaux interdits à l'effigie d'Abdullah Öcalan », le chef historique du PKK, tandis que d'autres défilant le visage dissimulé ont refusé de se découvrir la tête, s'est justifié un porte-parole de la police locale. La police a utilisé du spray irritant pour disperser quelques protestataires qui voulaient continuer à marcher, et interpellé deux personnes. Elle a chiffré entre 15 000 et 20 000 au total le nombre de manifestants, qui ont marché aux cris de « Erdogan dictateur ! ».

L'organisation PKK est classée terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux et il est interdit de montrer en public ses symboles en Allemagne. Dans le passé, Ankara a régulièrement reproché à Berlin d'être trop laxiste sur ce point lors des rassemblements de Kurdes en Allemagne.

**La dispersion du rassemblement critiquée**

Du coup, la gauche radicale allemande (Die Linke) a accusé les autorités de s'être « indirectement agenouillées devant Erdogan » en ordonnant la dis-



La police allemande a dispersé une manifestation de 20 000 Kurdes à Cologne. AFP PHOTO/Patrik STOLLARZ

persion du rassemblement, au moment où Berlin cherche à améliorer ses relations fortement détériorées avec Ankara depuis les purges ayant suivi la tentative de putsch de 2016.

La manifestation de Cologne s'est ébranlée en milieu de matinée dans une atmosphère tendue, avec quelque 2 000 policiers mobilisés. Elle a été stoppée à mi-parcours du fait de la présence des symboles du PKK. La police a ensuite raccompagné le cortège vers son point de départ, sans incidents signalés. A Cologne, certains participants à la manifestation brandissaient des pancartes réclamant la « Liberté pour le Kurdistan » ou proclamant « Honte à toi, l'Europe ! ». Certains manifestants en colère ont utilisé des hampes de drapeaux pour s'en prendre à la police, selon les médias allemands, mais ces incidents ont vite pris fin.

« Plusieurs petits affrontements » ont toutefois eu lieu « entre Turcs et Kurdes », sans que de « gros actes de violences » ne soient à déplorer, a indiqué un porte-parole de la police à l'agence de presse DPA.

Avant la manifestation de Cologne, quelques échauffourées entre membres des deux communautés et des actes de vandalisme contre des mosquées turques ont d'ores et déjà eu lieu ces derniers jours en Allemagne. ■

Le Monde.fr

30 JANVIER 2018

## Turquie: 311 arrestations pour "propagande" contre l'offensive en Syrie

**Huit responsables de l'Union des médecins de Turquie ont été arrêtés à la suite de critiques implicites exprimées contre l'offensive turque en cours dans l'enclave kurde syrienne d'Afrin.**

Monde.fr avec AFP  
30.01.2018

La répression se poursuit en Turquie. Huit responsables de l'Union des médecins de Turquie (Türk Tabipleri Birliği, TTB) ont été arrêtés mardi 30 janvier à la suite de critiques implicites exprimées par ce syndicat contre l'offensive turque en cours dans l'enclave kurde syrienne d'Afrin, a fait savoir l'agence de presse Anatolie.

Les huit responsables arrêtés sont des membres du conseil central de la TTB, son instance dirigeante, dont son président, Rasit Tükel. Des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre de trois autres

membres de cette instance.

Le parquet d'Ankara avait annoncé lundi avoir ouvert une enquête sur la TTB à la suite d'une plainte déposée par le ministère de l'intérieur contre l'association pour avoir publié la semaine dernière un communiqué critiquant implicitement l'offensive en disant qu'elle posait « un problème de santé publique ».

**MUSELER TOUTE CRITIQUE VISANT L'OFFENSIVE**

Le président Recep Tayyip Erdogan avait violemment fustigé la TTB dimanche, qualifiant ses membres de « traîtres ». Ankara a lancé le 20 janvier une offensive à



Des heurts ont eu lieu entre la police turque et des manifestants, le 30 janvier 2018 à Ankara, après l'arrestation de membres de l'une des principales associations de médecins en Turquie qui se sont prononcés contre l'offensive turque. AFP / ADEM ALTAN

Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, contre une milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), qualifiée de « terroriste » par la Turquie mais alliée des Etats-Unis dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI).

Depuis le début de l'offensive

en Syrie, les autorités turques s'efforcent de museler toute critique la visant. Ainsi plus de 300 personnes ont-elles été arrêtées sous l'accusation d'avoir fait de la « propagande terroriste » sur les réseaux sociaux contre l'opération en cours à Afrin. ■

# Are German imams praying for Turkey to beat Kurds in Syria?

Imams are accused of praying for a military defeat of Kurds in northern Syria. Germany's Turkish-Islamic Union for Religious Affairs and politicians in Ankara deny the claims — but suspicions linger.

Author Richard A. Fuchs / 26.01.2018  
<http://www.dw.com>

The offensive launched by Turkey in a Kurdish region of northern Syria has also sown the seeds of discord in Germany. One reason may be the reports that German tanks have been deployed in the attacks. But it became a particularly emotional domestic matter following reports that the imams of mosques run by the Turkish-Islamic Union for Religious Affairs (DITIB) have apparently called on worshippers to pray for a successful military offensive. Spiegel Online reported that an imam from the southwestern state of Baden-Württemberg wrote that his community would pray that "our heroic army and heroic soldiers be victorious."

"So 'prayers for freedom' at DITIB Cologne go hand in hand with illustrations of tanks and the recitation of the Surah Al-Fath?" the Green politician Volker Beck wrote on Twitter. "Can they deceive the public with this strategy?"

In a statement, DITIB — Germany's largest Islamic organization and a body closely tied to the Turkish religious authority Diyanet — categorically rejected the accusations and insisted that there was no centralized appeal. The Cologne-based organization noted that the churches of all religious communities choose their own prayers. But DITIB did not expressly distance itself from Turkey's actions in Syria. The lawyer and women's rights activist Seyran Ates, who has Kurdish roots, is not surprised. "The mere fact that the president of the Republic of Turkey uses Diyanet to discuss the war on a religious level, i.e., using the mosque facilities, is scandalous in my opinion," Ates, a former member of the German Islam Conference, told DW.

The Turkish politician Mustafa Yeneroglu had a different take. "No one prayed for the war, but instead the survival of Turkish soldiers and their allies and for the security of the country," Yeneroglu, a member of Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP), told DW. "That is the most natural thing in the world." In his experience, German houses of worship have always prayed "for the protection of soldiers and those who died in battle."

Ates, a co-founder of Berlin's progressive Ibn Rushd-Goethe mosque, calls such comparisons irresponsible. "It means something else when religious people are drawn into war that has been prepared strategically for a long time and is intended as a distraction from domestic politics," she said.

## 'DEFENDING NATIONAL BORDERS?'

Bernd Ridwan Bauknecht, an Islam teacher from the state of North Rhine-Westphalia, told DW that he would like the discussion, which he sometimes finds too emotional, to become more objective. Bauknecht, himself a former member of the German Islam Conference, cannot imagine that Turkish President Recep Tayyip Erdogan had



A view of the Sehlik Mosque, managed by Turkish-Islamic Union for Religious Affairs (DITIB) in Berlin, Germany REUTERS/Axel Schmidt



A Leopard 2A4 tank in the Kurdish region of Turkey deployed German-produced tanks for attacks that have displaced thousands

ordered such a prayer, but he does think it is quite probable that individual mosque communities would engage in it.

"I condemn this, but at the same time I ask for a few moments to reflect on the feelings of many Turkish citizens," Bauknecht said. For example, the past few years have seen attacks on Turkish soil, many by the Islamic State terror organization — but others attributed to the Kurdistan Workers' Party (PKK). "Many people really do feel threatened, and that is why defending national borders is perceived in completely different light," Bauknecht said.

Still, Bauknecht said, Islamic associations within Germany have a certain duty. DITIB could regain lost trust by openly and credibly separating itself from Diyanet: "It has to be about German Muslims in Germany — and only about them."

## LENGTHY POSTCOUP FALLOUT

Authorities have repeatedly detected attempts by Ankara to gain influence within Germany since the failed coup attempt in Turkey in July 2016. In response to a query submitted from the Left party, the Interior Ministry reported that Turkey's government has tried to influence official organizations, interest groups and religious communities in Germany.

There had been previous speculation that Erdogan might use mosque-going Turkish citizens in Germany to gain political influence ahead of the controversial 2017 constitutional referendum that he successfully used to increase his power. Imams are said to have spied on the president's opponents in the Gulen movement.

When DW asked officials at various institutes for Islamic theology at German universities about the prayers for victory in the Afrin region, they seemed to be reluctant to publicly express their opinions. One possible reason for this may be the fact that DITIB representatives hold seats on the advisory boards of university programs.

## CONFLICT IN GERMANY

The AKP's Yeneroglu considers the debate completely misguided. Authorities should rather focus attention on vandalism at mosques within Germany, he said. Just last week, walls were smeared with paint and windows smashed at mosques in Minden and Leipzig. There have also recently been skirmishes at airports between Kurdish demonstrators and Turkish passengers. "You should instead be upset about the fact that many PKK supporters are attacking mosques and constantly harassing Turkish Muslims on German streets without the public being upset about it," he said.

Ates, the lawyer, said such statements were an expression of an extremely "one-sided victim role." Of course there are attacks on refugee homes and immigrant communities in Germany, she said. "All this is true, but Mr. Yeneroglu willingly overlooks the hate fueled in the DITIB mosques and the fact that integration policies are not necessarily pursued," she added.

She has called for a rethink. "I think it is fundamentally scandalous that the German government still fully accepts DITIB as a dialogue partner and cooperation partner," Ates said. She concluded that it has become clear to everyone that Erdogan has a direct influence on DITIB's policies. "These illusions in German politics are no longer acceptable to the public," she said. ♦

# SOHR: 'Turkey supports anything that harms the Kurds'

As Turkey's offensive against Kurds in the Afrin region continues, DW spoke with Rami Abdel Rahman, who runs the Syrian Observatory for Human Rights. He sees a multifaceted conflict filled with murky alliances.

Turkey has named the offensive Operation Olive Branch (picture-alliance/abaca/B. Milli)



Rami Abdel Rahman

Author Bachir Amroune, Siham Ouchtou  
<http://www.dw.com> 27.01.2018

DW: Turkey's military offensive against the Kurdish People's Protection Units (YPG) in Syria has been going on for about a week. What are the developments?

**Rami Abdel Rahman:** The Turkish military is attacking along 10 corridors north and west of Afrin. Turkey and the Free Syrian Army (FSA), which supports it, are making slow progress because of fierce Kurdish resistance. Over the course of six days, they only conquered two villages and parts of five others. That is not much considering the number and intensity of Turkish airstrikes and Turkey's statements at the onset of the campaign. In reality, Turkish troops have barely advanced into the Kurdish-controlled enclave of Afrin in northern Syria. In contrast to reports from both warring parties, our sources have confirmed a total of 133 fatalities so far: 47 Kurdish fighters, 51 FSA militants, four Turkish soldiers, 31 civilians killed by Turkish fire and two by Kurdish forces.

**The Kurds have declared that they are pulling fighters from the Syrian cities of Raqqa and Deir el-Zour to reinforce their troops. But how is this possible considering that Afrin is a Kurdish enclave that's separated from other Kurdish-controlled areas?**

The only route available leads through territory controlled by the Syrian regime, via two towns north of Aleppo, to be exact. There have been reports claiming Damascus is allowing Kurds to pass its road barricades, provided they are



unarmed and traveling as civilians. But my contacts in the area have not noticed an increase in men traveling through the region.

**How credible are the YPG's claims that they are sending dozens of foreign YPG fighters into the battle?**

These foreigners predominantly joined to fight the Islamic State (IS). According to what we know, there are no foreign YPG fighters in Afrin. And, even if there were foreigners, they would not change the battle. They only have symbolic value and help generate favorable public opinion across the world for the YPG.

**And who is fighting on the Turkish side?**

Mainly Arabic and Turkmen FSA fighters from Aleppo, Idlib and Deir el-Zour. There are claims that the Nusra Front has joined the campaign against the YPG. But that's not true. According to our information, claims that Chechen forces have joined the Turkish side are also false. So far, only Syrians are fighting alongside the Turkish army.

**The objective of the FSA was always to topple Syrian President Bashar al-Assad. Why are they pulling their forces from the embattled Idlib region to join the fight against the Kurds?**

That's because none of the groups is actually fighting for Syria! They are all pursuing some foreign agenda. In this case, they're following Turkish President Recep Tayyip Erdogan's agenda. They have neither fought against IS, nor against the Syrian regime in Deir el-Zour. But now they've suddenly joined Turkey's military operation against the Kurds. Some FSA fighters were forced out of Homs by Syrian troops but are now fighting in Afrin. Last week, Damascus regained control over 320 villages in Idlib province. All fighters

affected by this have also moved to Afrin. It's true that many opposition groups want to exact revenge on the YPG for attacking the local Arab population. We have reported on these attacks. But they were not as severe as Turkish and Qatari media reports made them out to be.

**Some observers claim that the Kurds are ready to cede Afrin to Assad to prevent it from falling under Turkish control. How credible is this?**

In reality, that's what the Russians are demanding. They're putting pressure on the Kurds to hand over control over Afrin to Damascus. Russia wants all regions west of the river Euphrates to be under Syrian control. The Kurds rejected this demand. In response, Russia gave Turkey the go-ahead to attack Kurdish-controlled Afrin. They want to break the Kurdish resistance so they will relinquish control over the region. And the United States is doing nothing to stop this.

**Why would Turkey want to help Russia and the Syrian regime? Turkey opposes Assad, after all.**

Turkey's only genuine enemy in Syria is the Kurds. Turkey allowed jihadi fighters to cross its border as early as 2011, as we have repeatedly reported. Turkey supports anything that harms the Kurds. Over a year ago, Turkey withdrew its armed forces from eastern Aleppo, which then was surrounded by President al-Assad's troops to use them against the YPG and prevent Kurdish-controlled Afrin linking up with other Kurdish areas. By withdrawing its troops from Aleppo, Turkey effectively handed over the city to Damascus.

**What can the Kurds now expect?**

They'll fight to the end. They have no other choice. They would have long since given in to Russian pressure if they were willing to do so. There are about 1.1 million civilians in Afrin: 600,000 Kurds and 500,000 Arab refugees. The YPG has about 10,000 fighters in the area. ●

*Rami Abdel Rahman leads the UK-based Syrian Observatory for Human Rights, which is affiliated with the opposition and relies on a network of activists and informants for its reporting. Many international news organizations and experts deem the SOHR's reports credible. The critical security situation in Syria, however, often makes it impossible to independently verify this information.*

# SYRIE "AVEC SA FOLIE ANTIKURDE, ERDOGAN MENACE LA PAIX"

Alors que la Turquie a lancé une offensive militaire contre les Kurdes d'Afrin, l'essayiste Patrice Franceschi, auteur de "Mourir pour Kobané", fait le point sur le rapport de force sur le terrain.

PAR ALAIN LÉAUTHIER



valérie labadie

**PATRICE FRANCESCHI**  
Ecrivain et voyageur,  
il a reçu le prix  
Goncourt de la  
nouvelle en 2015.

**S**ymbole de paix, le rameau d'olivier est devenu le nom d'une nouvelle guerre, celle que l'armée turque a lancée le 21 janvier contre les Kurdes des unités de protection du peuple (YPG), alliés de la coalition internationale anti-Daech dans le nord de la Syrie. Quelques jours avant que les troupes d'Ankara, épaulées par des djihadistes de l'Armée syrienne libre (ASL), ne franchissent la frontière, l'aviation turque avait à plusieurs reprises bombardé des secteurs censés abriter les combattants YPG, en réalité

des villages proches d'Afrin, une des principales enclaves kurdes, à 60 km au nord d'Alep. Si le prétexte officiel d'une « riposte à des tirs venus de la région d'Afrin » ne trompe personne, nombre d'observateurs, il y a peu encore, pensaient que Recep Erdogan réfléchirait à deux fois avant de mettre ses menaces à exécution. Depuis des mois, en fait depuis le début de la guerre civile syrienne, le président turc n'a cessé d'invoquer le casus belli que représentait à ses yeux la constitution d'une entité kurde autonome (le Rojava) à la frontière, le Parti de l'union démocratique (PYD) et son bras armé,

les YPG, n'étant, dans la rhétorique de fer d'Ankara, que les supplétifs locaux du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Des « terroristes », ni plus ni moins, et d'autant plus dangereux qu'ils ont réussi à agréger autour d'eux des forces arabes et des milices chrétiennes, entre autres, opposées aussi bien à l'Etat islamique qu'à Bachar al-Assad, au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), principalement armées et soutenues par les États-Unis et la France.

## FEU VERT TACITE DE MOSCOU

Pendant toute la durée de la campagne contre l'EI, le président turc a rongé son frein, jouant sur plusieurs tableaux, de l'appui à divers groupes djihadistes à une vaine tentative de rapprochement avec son homologue syrien, sans jamais perdre de vue son objectif : empêcher à tout prix les Kurdes d'ancrer durablement leur projet territorial dans le cadre d'une future confédération syrienne. Pour passer à l'action contre les YPG, il lui fallait au moins obtenir le feu vert tacite des Russes. A en croire certains analystes, celui-ci aurait été obtenu le 18 janvier dernier, lors de la visite à Moscou du chef de l'armée turque, le général Hulusi Akar, et du responsable des services de renseignements, Hakan Fidan. Sans condamner formellement l'opération « Rameau d'olivier », la diplomatie russe a néanmoins appelé Ankara à la « retenue », tout comme Washington dont l'attitude à l'égard des Kurdes syriens louvoie entre abandon et soutien renforcé, selon le moment et les interlocuteurs. Ainsi, alors qu'en novembre dernier Donald Trump s'était engagé auprès de son homologue turc à ne plus armer les Kurdes, les États-Unis ont récemment donné leur aval à la création d'une force de 30 000 hommes provenant en grande partie des YPG. Par comparaison, la position de la France a au moins le mérite de la clarté : elle a demandé la fin de l'intervention turque et une réunion en urgence du Conseil de sécurité le 22 janvier. Pas sûr pourtant que cela suffise à freiner l'ambition affirmée d'Erdogan. Pour *Marianne*, l'essayiste Patrice

Franceschi, engagé de longue date aux côtés des Kurdes syriens et auteur de *Mourir pour Kobané\**, fait le point sur le rapport de force trois jours après le début de l'offensive.

**Marianne : Afrin est-il tombé aux mains des Turcs ?**

**Patrice Franceschi :** Non, en tout cas pas à l'heure où je m'exprime [l'interview a été réalisée le matin du 22 janvier], tout en étant régulièrement informé de la situation, quasiment heure par heure. Dieu sait pourtant que les Turcs ont mis les moyens, en aviation, blindés, artillerie, et en hommes, sans compter l'appui de leurs supplétifs de l'ASL dont nous avons toujours su qu'ils n'étaient, dans leur grande majorité, que des islamistes déguisés. Pour l'instant, il y a surtout des pertes dans la population civile des villages environnant Afrin. Les Turcs ont bombardé et pilonné à l'aveugle, mais ils se heurtent à une résistance bien plus grande qu'ils ne l'imaginaient. Il ne faut pas perdre de vue que les YPG sont des guerriers particulièrement entraînés et bien supérieurs à ceux qui les attaquent. L'armée turque a été décapitée à la suite du coup d'Etat manqué contre Erdogan en 2016, son commandement a perdu de l'efficacité. Quant aux miliciens de l'ASL, ils n'ont jamais eu le degré de combativité des djihadistes de l'Etat islamique. A mon avis, ceux qui parient sur une défaite rapide des YPG se trompent. La région d'Afrin est plutôt montagneuse, ils en connaissent les moindres recoins, c'est leur terre...

**Il n'en reste pas moins qu'Erdogan se sent en position de force et n'a pas pris cette initiative sans quelque garantie...**

Avant tout, il faut quand même rappeler que cette intervention est totalement injustifiée, car les YPG ne menacent en aucune manière la sécurité de la Turquie et de sa population. C'est une fable. Qui peut sérieusement y croire ? Nul autre qu'Erdogan et sa folie antikurde ne menace la paix aujourd'hui, alors même qu'elle semblait à portée de main même si le règlement politique du conflit prendra du temps.



**UN RAMEAU D'OLIVIER EN PLOMB**

Des miliciens de l'Armée syrienne libre (ASL), équipés par des soldats de l'armée turque, sont positionnés dans la région d'Alep. Ils se préparent à une opération contre les troupes kurdes des YPG, à Afrin, à 60 km de là.

**Il semble tout de même, selon nombre d'analystes, que les Russes lui ont laissé la voie libre...**

On le dit beaucoup, c'est vrai, mais, depuis le début des négociations de paix, en 2016, rien n'indique que les Russes aient choisi de jouer la carte de l'élimination des Kurdes. Tant que la coalition internationale et les Russes d'autre part avaient besoin des YPG sur la ligne de front face à Daech, Erdogan savait qu'il ne pouvait attaquer Afrin et provoquer ainsi leur démobilisation de la zone de Raqqa. Personne ne lui aurait permis de le faire. Aujourd'hui, il pense qu'il peut mettre Russes et Occidentaux devant le fait accompli et qu'ils ne bougeront pas.

**De fait, pour l'heure du moins, les uns et les autres ne bougent guère. On l'invite à la « retenue », guère plus...**

Il est vrai que seules les autorités françaises ont immédiatement tenu un langage de fermeté. On ne peut que s'en féliciter d'ailleurs, la France fait ce qu'elle peut, avec ses moyens, même si l'on peut regretter que les actes ne soient pas toujours en adéquation avec les discours. Cela posé,

il n'est pas sûr que la poursuite de l'offensive passe comme une lettre à la poste. Erdogan, on le sait, poursuit deux objectifs qui sont des idées fixes. S'imposer comme le maître du monde sunnite et se débarrasser radicalement des Kurdes. Le premier lui échappe et je ne suis pas sûr que Russes et Américains lui laisseront achever le second. Les Américains n'y ont certainement pas intérêt, alors que le régime de Bachar al-Assad, soutenu par l'Iran et les Russes, a symboliquement gagné la guerre...

**Mais Trump n'avait-il pas annoncé vouloir couper les ponts avec eux ?**

Sur le terrain en tout cas, ce n'est pas la réalité, sinon je m'explique mal les livraisons d'armes qui ont eu lieu il n'y a pas si longtemps... L'agression turque est sérieuse, mais rien n'est joué, et pour ce qui est de la France, ce serait une erreur, pis, une faute, que d'abandonner des alliés dans un des rares secteurs du Proche-Orient où des gens se battent pour autre chose qu'une dictature religieuse. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A.L.

\* Editions des Equateurs, 2015.

Réédition en poche chez Tempus, 2017.

emîn sansar / anadolu agency via alp

# Syrie: Erdogan balaie les critiques et veut élargir l'offensive

Le président turc veut «nettoyer» Minbej, située à une centaine de kilomètres à l'est d'Afrine où des forces américaines sont présentes.

AFP 26/01/2018  
<https://www.ladepêche.fr>

**L**e président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé vendredi d'élargir considérablement l'offensive que mène Ankara dans le nord de la Syrie contre une milice kurde, faisant fi des appels à la retenue de la communauté internationale.

Au septième jour de cette opération qui suscite l'inquiétude des Etats-Unis, le chef de l'Etat turc a promis de lancer ses forces contre la ville de Minbej, où Washington a déployé des troupes, puis de pousser vers l'est "jusqu'à la frontière irakienne".

L'offensive turque, menée dans la région d'Afrine (nord-ouest de la Syrie), vise les Unités de protection du peuple (YPG), une milice kurde considérée comme "terroriste" par Ankara, mais alliée des Etats-Unis dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Alors que des rebelles syriens soutenus par Ankara tentent depuis samedi d'enfoncer les lignes kurdes avec le soutien de l'aviation et de l'artillerie turques, l'administration semi-autonome d'Afrine a exhorté jeudi le régime de Damas à intervenir pour empêcher les assauts.

Cette opération turque a renforcé les tensions déjà vives entre Ankara et Washington, qu'un entretien téléphonique mercredi entre M. Erdogan et le président américain Donald Trump n'a pas permis d'apaiser.

Les déclarations de M. Erdogan vendredi risquent de verser de l'huile sur le feu, puisqu'il a également promis de "nettoyer Minbej", ville tenue par les YPG à une centaine de km à l'est d'Afrine, et où plusieurs centaines de militaires



américains sont déployés.

Après l'offensive contre Afrine, "nous nettoierons Minbej des terroristes (...) Puis, nous poursuivrons notre lutte jusqu'à ne plus laisser aucun terroriste jusqu'à la frontière irakienne", a lancé M. Erdogan lors d'un discours à Ankara.

## 'BORD DU PRÉCIPICE'

Avec les menaces de M. Erdogan contre Minbej, "une confrontation militaire directe entre l'armée turque et les forces américaines est possible", prévient Anthony Skinner, analyste du cabinet de consultants en risques Verisk Maplecroft pour qui les relations entre Ankara et Washington sont "au bord du précipice".

Les profonds désaccords entre la Turquie et les Etats-Unis sur les YPG empoisonnent depuis plus d'un an les relations entre ces deux alliés au sein de l'Otan.

Lors d'un entretien mercredi avec M. Erdogan, M. Trump a "exhorté la Turquie à réduire et limiter ses actions militaires" et demandé d'éviter "toute action qui risquerait de provoquer un affrontement entre les forces turques et américaines", selon la Maison Blanche.

"Certains nous demandent avec insistance de faire en sorte que cette opération soit courte (...) Attendez, ça ne fait que sept jours. Combien de temps a duré l'Afghanistan ? Combien de temps a duré l'Irak ?", a rétorqué vendredi M. Erdogan.

Sur le terrain, au septième jour de l'offensive turque baptisée "Rameau d'olivier", l'artillerie d'Ankara déployée à la frontière syrienne a repris son pilonnage des positions des YPG à Afrine, selon l'agence de presse étatique Anadolu.

Selon l'Observatoire syrien des droits de



Le président turc Recep Tayyip Erdogan à Ankara, le 26 janvier 2018 - ADEM ALTAN - AFP

l'Homme (OSDH), les affrontements ont fait depuis samedi plus de 110 morts parmi les combattants arabes syriens pro-Ankara et les YPG, ainsi que 38 civils, tués pour la plupart dans des bombardements turcs.

Ankara, qui dément avoir touché des civils, a indiqué de son côté avoir perdu trois soldats.

## LES KURDES SE TOURNENT VERS DAMAS

Face à l'offensive turque, l'administration semi-autonome d'Afrine, dominée par des groupes kurdes, a appelé le régime de Damas à "faire face à cette agression et déclarer qu'il ne permettra pas aux avions turcs de survoler l'espace aérien syrien".

Les groupes kurdes syriens, longtemps marginalisés en Syrie, ont profité du retrait des forces de Damas du nord du pays au début du conflit pour affirmer leur autonomie à partir de 2012.

Depuis, hormis quelques accrochages dans le nord-est de la Syrie, combattants kurdes et troupes syriennes se sont largement ignorées, conduisant des opposants au régime de Damas à accuser les groupes kurdes de coopérer avec le gouvernement de Bachar al-Assad.

A la faveur de leur alliance avec Washington contre l'EI, les combattants kurdes ont en outre élargi les territoires sous leur contrôle, au grand dam d'Ankara qui voit comme une menace à sa sécurité l'établissement d'une entité kurde à sa frontière.

Evoquée depuis plusieurs mois, l'intervention turque à Afrine semble avoir été précipitée par l'annonce de la création prochaine, par la coalition antijihadistes emmenée par Washington, d'une "force frontalière" incluant notamment des YPG.

Plusieurs pays, dont l'Allemagne et la France, ainsi que l'Union européenne, ont exprimé leur préoccupation face à l'intervention turque dans le nord de la Syrie qui complique davantage la guerre qui a fait plus de 340.000 morts depuis 2011.

Le conflit implique plusieurs puissances régionales et internationales, comme la Turquie et les Etats-Unis, tous deux opposés à M. Assad, mais aux intérêts parfois divergents. ■



Recep Tayyip Erdogan salue le chef de l'état-major turc, le général Hulusi Akar. Image: Keystone

# Syrie : l'OTAN s'inquiète des visées turques

BRUXELLES - bureau européen

Les Etats-Unis, l'Allemagne et, dans une certaine mesure, la France ont décidé d'intervenir dans le débat sur l'opération militaire de la Turquie à Afrin, dans le nord de la Syrie. L'OTAN, généralement très peu critique à l'égard de cet allié, a, quant à elle, reconnu, jeudi 25 janvier, son « droit de se défendre » mais « de manière proportionnée et mesurée ».

Soumis à la pression de la forte minorité kurde vivant en Allemagne et à une pluie de critiques en raison du déploiement, contre la milice YPG – Unités de protection du peuple –, de chars Léopard qu'il a livrés à l'armée turque entre 2006 et 2011, le gouvernement allemand a indiqué jeudi qu'il avait demandé au secrétaire général de l'Alliance atlantique une discussion sur la situation créée dans l'enclave syrienne d'Afrin. Selon le ministre des affaires étrangères, Sigmar Gabriel, les « intérêts de sécurité de la Turquie » dans la zone frontalière avec la Syrie doivent être pris en compte, mais toute solution suppose l'arrêt de la confrontation militaire.

Berlin, qui a suspendu la modernisation prévue des 354 chars acquis par Ankara, redoute une importation du conflit entre Turcs et Kurdes sur son territoire. A l'OTAN, appuyée notamment par les Pays-Bas, l'Allemagne demande un débat qui devrait avoir lieu d'ici à la fin du mois et, au plus tard, lors d'une réunion des ministres de la défense, les 14 et 15 février. L'occasion de débattre, par ailleurs, d'une revendication

d'Ankara : la fin de la mission de surveillance de l'Alliance en mer Egée, où elle participe à la lutte contre les passeurs de migrants.

Washington a également durci le ton, mercredi soir. Dans un entretien avec le président Recep Tayyip Erdogan, Donald Trump aurait, selon la Maison Blanche, « exhorté la Turquie à réduire et à limiter ces actions militaires » et insisté sur le fait que les deux pays devraient œuvrer prioritairement à la défaite de l'organisation Etat islamique (EI).

Cette version de l'entretien a été contredite par Mevlüt Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères. Selon lui, le président américain n'aurait « pas exprimé d'inquiétude [à propos] d'une escalade de la violence ». Il aurait seulement invité M. Erdogan à limiter la durée de l'offensive en Syrie. Les Etats-Unis s'appuient sur la milice kurde YPG pour combattre l'EI sur le terrain. Elle y a étendu son contrôle, contesté par des rebelles islamistes syriens qui sont des alliés de l'armée turque.

## Efforts de stabilisation menacés

Deux jours plus tôt, Recep Tayyip Erdogan s'était entretenu au téléphone avec Emmanuel Macron. Ce dernier lui avait fait aussi part de « sa préoccupation » sur l'offensive à Afrin tout en tenant compte « des impératifs sécuritaires de la Turquie ». Il lui a en outre demandé de « faire preuve de retenue dans ses opérations militaires comme dans sa rhétorique ».

De passage à Paris où il a rencontré jeudi des représentants des autorités françaises, Aldar Khalil, président du comité exé-

## « Cette crise doit être l'occasion de raffermir les liens » au sein de la coalition contre l'EI

ALDAR KHALIL

Mouvement kurde pour une société démocratique

cutif du Mouvement pour une société démocratique et l'un des membres les plus éminents de l'encadrement des Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les YPG forment la colonne vertébrale, a rappelé jeudi les attentes de la partie kurde vis-à-vis de ses partenaires de la coalition internationale contre l'EI. « Nous sommes les alliés de la coalition sur le terrain syrien. La France a exprimé une position positive sur la crise actuelle. Nous souhaitons maintenant une réaction plus claire des membres de la coalition face à l'agression turque sur Afrin pour sauvegarder notre alliance et les acquis de notre coopération (...). Cette crise doit être l'occasion de raffermir nos liens », a-t-il indiqué.

M. Khalil a cependant prévenu que l'intervention turque en territoire syrien pourrait mettre en péril les efforts conjoints des FDS et de ses soutiens occidentaux contre les dernières poches de résistance de l'Etat islamique dans l'est du pays : « En cas d'aggravation de la crise, la lutte contre les terroristes dans la province de Deir Ez-Zor sera affectée. »

Au-delà des combats encore en

cours sur le front de l'Est syrien, l'intervention turque et les velléités exprimées par Ankara sur la région de Manbij, contrôlée par les FDS et où des troupes américaines sont déployées, menace,

selon M. Khalil, les efforts de stabilisation dans les zones récemment libérées des djihadistes. « Si le projet turc aboutit, les plans de la coalition en Syrie s'effondrent », a-t-il résumé.

Relayant la position de l'encadrement des FDS, Aldar Khalil estime que l'opération en cours est le fruit d'un accord entre Ankara, Moscou et Damas dont les intérêts convergent à Afrin. « La Russie utilise la Turquie pour tenter de nous affaiblir et de nous soumettre à sa vision de l'avenir de la Syrie », a déclaré M. Khalil. La Russie souhaite un retour du régime à Afrin et veut nous l'imposer par le biais de cette opération. »

Il a cependant confié au Monde que la partie kurde était prête à envisager une présence des forces de sécurité de Damas dans les zones frontalières avec la Turquie uniquement mais qu'aucune tractation n'était en cours avec le régime syrien à ce sujet.

« Moscou a besoin de la Turquie pour la conférence de Sotchi [qui se tiendra le 29 et le 30 janvier] soit un succès. La Russie conserve un semblant de neutralité dans le conflit en cours mais il ne faudra pas être surpris si après Sotchi elle tente de se poser en médiateur dans cette crise pour y imposer ses intérêts propres », a prévenu M. Khalil. Il a également indiqué que la participation de l'encadrement des FDS à la conférence était devenue incertaine depuis le déclenchement de l'opération turque à Afrin. ■

ALLAN KAVAL (À PARIS) ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

## Les Kurdes appellent Damas à l'aide

Le coprésident du conseil exécutif du canton d'Afrin, Othmane Al-Cheikh Issa, a exhorté, jeudi 25 janvier, le régime syrien à empêcher l'aviation turque de survoler cette enclave contrôlée par les Kurdes et bombardée depuis six jours par Ankara. Baptisée « Rameau d'olivier », l'offensive lancée samedi par l'armée turque et

menée avec des rebelles syriens pro-Ankara vise à déloger de cette région frontalière de la Turquie la milice kurde syrienne des Unités de protection du peuple, considérée par Ankara comme « terroriste » à cause de ses liens avec le PKK. « Nous considérons Afrin comme inséparable du territoire syrien », a déclaré M. Cheikh Issa.

# Syrie: vers une reconnaissance internationale des zones kurdes ?

Les États-Unis vont former 30 000 miliciens pour garder la frontière des régions kurdes du nord de la Syrie avec la Turquie. Paris souhaite que les djihadistes détenus chez les Kurdes soient jugés sur place. En représailles à ces signaux en faveur de l'autonomie kurde, la Turquie attaque les positions kurdes.



## QUE VEULENT LES KURDES SYRIENS ?

Contrairement à leurs « frères » irakiens, les Kurdes du nord de la Syrie ne réclament pas l'indépendance. « Nous faisons partie intégrante du territoire syrien », affirme au Figaro un de leurs leaders, Eldar Khalil, de passage à Paris. Ils se battent pour la création d'une « fédération des régions kurdes » de Syrie, qui disposerait d'une autonomie par rapport au pouvoir central à Damas. Ils n'ignorent pas les contraintes de la démographie : en Irak, les trois régions autonomes kurdes sont peuplées dans leur immense majorité de Kurdes. Mais en Syrie, une importante composante arabe vit parmi les trois « cantons » kurdes du Nord.

Les Kurdes ont longtemps été opprimés par le pouvoir syrien, qui dès 1961 retira la nationalité à des dizaines de milliers de Kurdes, qui se révoltèrent en 2004. Profitant du départ des troupes syriennes au début de l'insurrection contre Bachar el-Assad en 2012, les Kurdes se lancèrent dans une expérience originale d'autogestion. Mélange de maoïsme et d'utopie révolutionnaire qui séduit de nombreux idéalistes occidentaux, via l'établissement de *kommunes*, de « quartiers » et de « cantons ». Troisième voie entre dictatures et islamistes qui permet en réalité un fichage de la population au profit du PYD, la branche syrienne du PKK, le Parti des travailleurs kurdes, qui mène une guérilla sur le territoire turc, où il est considéré comme une organisation terroriste. Mais le PYD n'a jamais coupé les ponts avec Damas, dont le retrait de ses forces a été négocié avec les Kurdes. À terme,

la « Fédération kurde » de Syrie pourrait se joindre à celles d'Irak et de Turquie, si celles-ci devaient voir le jour. Un positionnement « in et out » pas facile à tenir pour les Kurdes syriens.

## COMMENT L'OPÉRATION TURQUE PEUT-ELLE SE TERMINER ?

L'objectif de guerre affiché par Ankara depuis le lancement, samedi 20 janvier, de son offensive militaire est d'établir en secteur kurde syrien une « zone de sécurité » d'une trentaine de km de profondeur, pour éviter justement la création d'une « fédération des régions kurdes autonomes ». Ankara combat le projet kurde de relier le « canton » d'Afrine au nord-ouest, cible des bombardements turcs, à ceux plus à l'est de Kobané et de Jaziré. À l'été 2016, les forces turques ont déjà lancé une première opération militaire, reprenant ainsi le contrôle d'une portion de territoires entre Djarabulus et Azaz. Leur nouvel allié russe dans la guerre en Syrie avait alors avalisé l'opération en échange de quoi, la Turquie retira

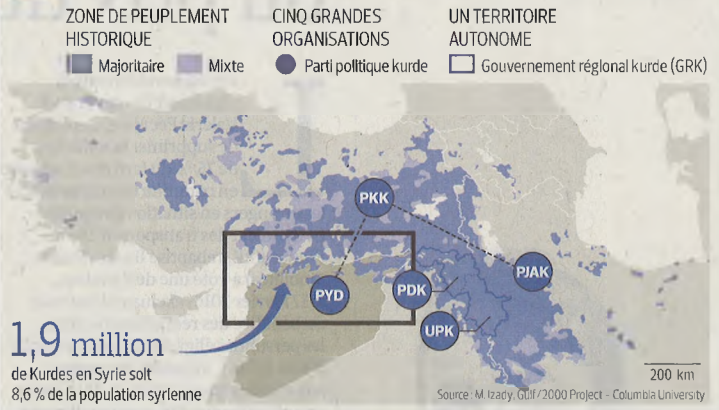
d'Alep les rebelles anti-Assad qui lui sont proches, facilitant ainsi la reprise emblématique de la seconde ville de Syrie par Damas et ses alliés russe et iranien. Les Turcs ont commencé leurs attaques contre l'enclave d'Afrine le 21 janvier. « C'est un test pour voir si les Kurdes peuvent garder leurs positions gagnées sur le régime de Damas », affirme depuis le Liban un expert du conflit syrien. « Si les Kurdes tiennent tête aux

Turcs, ajoute-t-il, leurs ambitions seront consolidées. Mais s'ils perdent, cela donnera des idées au régime syrien qui pourra aller les affaiblir dans leurs autres cantons de l'Est ». D'où l'appel lancé jeudi par l'un des responsables kurdes d'Afrine qui exhorte Assad d'empêcher les bombardements turcs contre la poche kurde. Damas n'est pas pressé de répondre. « Assad espère que Turcs et Kurdes laisseront des plumes dans la bataille », ajoute l'expert. La veille du déclenchement de l'opération turque, la Russie a proposé d'aider les Kurdes d'Afrine, à condition qu'ils abandonnent l'enclave à Damas. Les Kurdes ont refusé. Mais le pourront-ils encore longtemps face à la puissance de feu turque ? « Nous faisons face à une agression féroce », dénonce Eldar Khalil. « Comme si les Turcs voulaient détruire les routes, les ponts, en fait les institutions bâties par les Kurdes depuis 2012 », décrypte l'expert au Liban.

## QUELLES OPTIONS POUR LES ÉTATS-UNIS ?

Alliés de la Turquie au sein de l'Otan, mais aussi des Kurdes que 20 000 soldats américains conseillent, les États-Unis ont fini par choisir les Kurdes comme levier pour se réinvestir dans le chaos syrien. Cinq jours avant le lancement de l'offensive turque, Washington a annoncé la formation de 30 000 miliciens – moitié kurdes moitié arabes – qui deviendraient les gardes-frontières des zones autonomes kurdes du nord de la

## 1 31 millions de Kurdes à cheval sur 8 pays

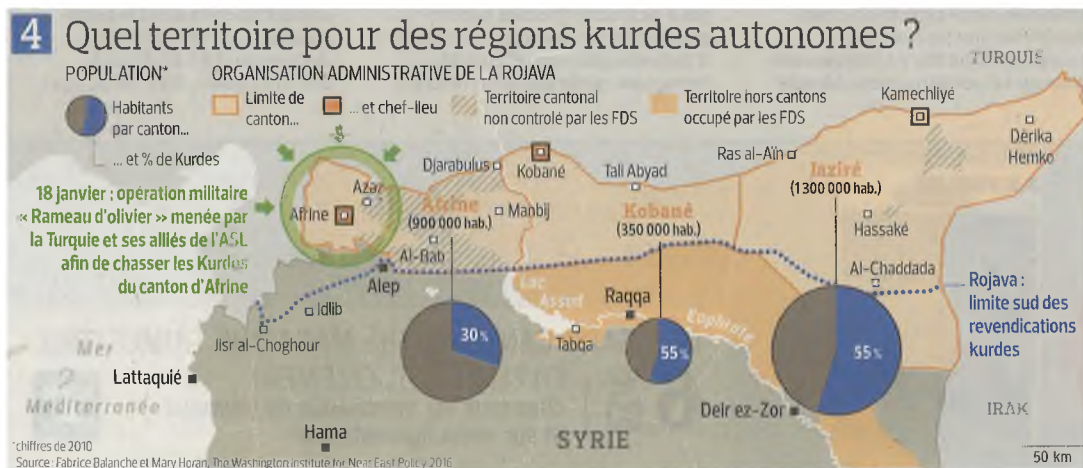
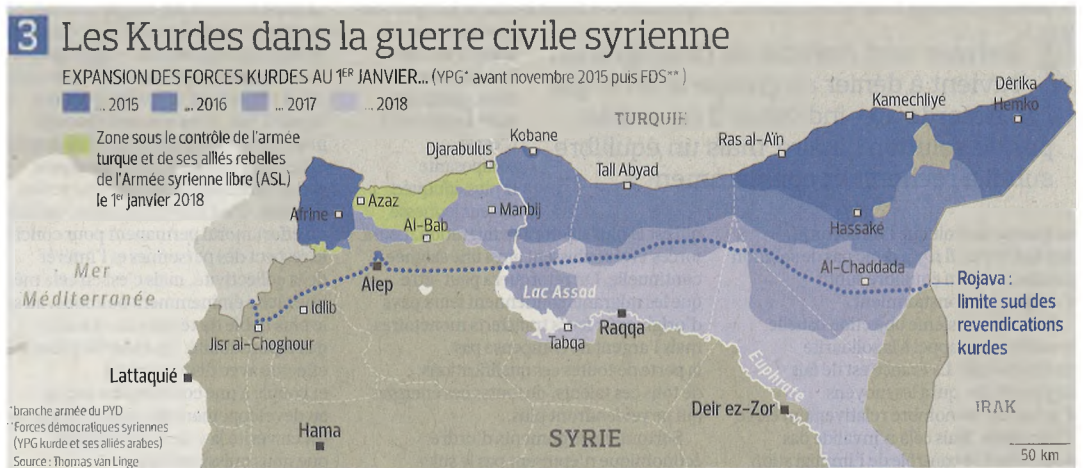


## 2 La mosaïque ethnique du nord de la Syrie





Syrie. Ce qui provoqua la colère turque. Les objectifs américains visent à contrer l'influence iranienne dans cette région limitrophe de l'Irak, où Téhéran est déjà influent, et barrer la route à la reconquête de ces territoires par Assad. Au-delà, les États-Unis tiennent à être partie prenante des accords locaux que les Russes imposent aux rebelles, comme à Alep, fin 2016. Entre Moscou et Washington, un accord de déconfliction a été établi au terme duquel les Russes restent à l'ouest de l'Euphrate - vers Afrine donc - et les Américains à l'est - vers Manbij et au-delà Raqqa, reconquise sur Daech par leurs alliés arabo-kurdes avec l'appui aérien de la coalition internationale. L'offensive turque ne remet pas en cause le fait que les Américains n'ont pas d'ambitions vers Afrine. Mais leur projet de gardes-frontières ne revient-il pas à reconnaître cette « Fédération » des régions kurdes du nord de la Syrie que la Turquie combat ? « Oui », répond un diplomate onusien en charge du dossier syrien, qui parle déjà de « frontières administratives » comme au Kosovo, jadis. Washington, qui entend mettre l'accent sur la reconstruction de la zone, compte également dépêcher des diplomates. « Après des hésitations, nous considérons que c'est l'acceptation d'un projet fédéral pour toute la Syrie », se félicite Eldar Khalil. Problème : l'insistance turque à aller à Manbij « nettoyer » d'autres secteurs kurdes risque de provoquer des affrontements avec les troupes américaines déployées. Pour éviter un tel scénario, Américains et Turcs négocieraient l'établissement de ladite « zone de sécurité » autour d'Afrine en échange de quoi les Turcs feraient des concessions aux États-Unis sur la force de gardes-frontières. Mais de nombreux experts doutent qu'Ankara accepte une « force kurde » dans les cantons de l'Est syrien. Car, en face côté turc, des Kurdes sont installés. Ankara veut briser le spectre de leur éventuelle jonction. Autre écueil pour les États-Unis : la persistance d'un profond sentiment antikurde chez les Arabes de ces régions kurdes, comme en témoignent des manifestations à Manbij récemment. « Les Arabes attendent le moment opportun pour se retourner contre les Kurdes », déclare un chef tribal joint au téléphone. D'où les efforts américains pour restructurer au profit des Arabes leurs alliés des Forces dé-



mocratiques syriennes. Bref, les Kurdes se seraient étendus trop loin de leurs bases.

#### LES RUSSES ONT-ILS LÂCHÉ LES KURDES ?

Les Kurdes accusent les Russes de s'être entendus avec la Turquie. Juste avant l'offensive turque, Moscou a retiré ses troupes stationnées près d'Afrine. Jusque-là, Russes et Kurdes coopéraient. Moscou avait arraché à Assad un certain degré d'autonomie kurde dans la prochaine Constitution syrienne. En cas de conflits entre combattants kurdes et pro-Assad dans les zones kurdes où le régime garde quelques points d'appuis, les Russes

jouaient les médiateurs pour apaiser les tensions. Mais aujourd'hui, « les Russes soupçonnent les Kurdes de jouer à fond la carte américaine », estime un diplomate arabe. Avec l'affaire des 30 000 gardes-frontières. Mais pas seulement. Le contrôle des puits pétroliers majoritairement situés dans les zones kurdes oppose Kurdes et Russes. « Les Russes ont demandé aux Kurdes que les sociétés pétrolières russes puissent opérer sur ces champs, comme elles le font dans les zones prorégime, explique le diplomate, mais sous la pression des États-Unis, leurs alliés kurdes ont refusé. » Depuis, furieux contre les Kurdes, la Russie se rapproche de la Turquie - d'où le retrait de ses hommes d'Afrine - tout en poussant Anka-

ra à se détacher encore plus de son allié américain avec lequel les relations sont désormais extrêmement tendues.

#### UNE RECONNAISSANCE FRANÇAISE DES RÉGIONS KURDES ?

Les responsables kurdes s'en félicitent, mais en privé seulement : le fait que la France encourage le jugement des djihadistes français détenus par les Kurdes équivaut à « un début » de reconnaissance de leurs aspirations fédérales. En fait, « cette question fait toujours débat », relève un diplomate de haut rang au Quai d'Orsay. Interrogé par *Le Figaro*, Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, est resté vague. La France de François Hollande était très amie avec les Kurdes irakiens ou syriens. Celle d'Emmanuel Macron, probablement un peu moins. Mais sur ce dossier-là également, la priorité va au réalisme. Quitte à slalomer entre les écueils. Paris, qui a placé le PKK sur la liste des organisations terroristes, n'ignore pas les relations ambiguës des Kurdes avec son ennemi, Bachar el-Assad. Et dans le même temps, la France ne peut mécontenter la Turquie, maillon indispensable pour empêcher le retour de djihadistes dans l'Hexagone. Conscients de ce faisceau de contraintes, les Kurdes disent qu'ils ne veulent pas utiliser la carte djihadiste pour que Paris aille plus loin dans sa reconnaissance de leurs aspirations fédérales. À voir. ■



Des blindés turcs et leurs équipages attendent de passer à l'offensive, dans la province de Hatay, à la frontière syrienne : une opération militaire sur laquelle le président Erdogan ne tolère aucune critique. - Umit Bektaş/ Reuters.

# Turkey detains 300 people for social media posts criticising its Syrian offensive as Erdogan's airstrikes kill 55 and destroy ancient Byzantine Empire temple in the town of Afrin

**Turkey arrest 311 people for criticising government's Syria offensive online**

**Detained for social media posts about battle against Kurdish militia**

**Turkish airstrikes have killed 55 civilians in ten days, activists claim**

**Operation Olive Branch sees Turkey providing air and ground support to Syrian opposition fighters in an offensive against Kurdish militia in northwestern Syria**

By Sara Malm For Mailonline  
29 January 2018  
www.dailymail.co.uk

Last week, Turkish authorities warned they would prosecute those opposing, criticising or misrepresenting the incursion.

The Interior Ministry said on Monday a total of 311 people, including politicians, journalists and activists, had been held for 'spreading terrorist propaganda' on social media since the offensive began.

The ministry said the suspects are accused of supporting Syrian-Kurdish militia and were detained in the past week but did not provide further details.

At least 14 people, including five children, died Sunday in Turkish air strikes in Afrin, according to the UK-based Syrian Observatory for Human Rights monitoring group.

It says 55 civilians have been killed since the start of the offensive. Turkey strongly rejects



Injured: child wounded following a Turkish airstrike is pictured receiving treatment in following a Turkish airstrike on a village in the Afrin district on Sunday



Remains: This image purports to show the ruins of the temple after an airstrike

such claims, saying it is doing everything possible to avoid civilian casualties in the operation.

Turkish bombs also destroyed an ancient Byzantine temple built in Afrin during the Iron Age, the Observatory claims.

Ain Dara temple had remains of large carved basalt blocks and wall reliefs, but pictured circulating online show an apparent shell crater in the site.

A statement from the Syrian government's antiquities department carried by Syrian state media called for international pressure on Turkey 'to prevent the targeting of archaeological and cultural site'.

Turkey considers the U.S.-backed YPG, which controls Afrin, to be a terrorist group and an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK) which has fought an insurgency in Turkey's largely Kurdish southeast since 1984.

The military operation has been widely supported by Turkey's mainly pro-government media and by most political parties, with the exception of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

However, some of the country's most prominent workers unions have criticised Erdogan's military move.

Last week the national union of doctors, the Turkish Medical Association (TTB) denounced the cross-border operation, saying 'No to war, peace immediately.'

On Sunday, Erdogan accused the union of treason. 'Believe me, they are not intellectuals at all, they are a gang of slaves. They are the servants of imperialism,' he told AK Party members in the northern province of Amasya.

'This 'No to war' cry by this mob ... is nothing other than the outburst of the betrayal in their souls ... This is real filth, this is the honourless stance that should be said 'no' to,' Erdogan said.

Deputy Prime Minister Bekir Bozdag said on Twitter on Saturday that the TTB and national



Turkey launched operation 'Olive Branch' on January 20 against the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) militia in Afrin, supporting Syrian opposition fighters

union for engineers and architects (TMMOB), which backed the medics, cannot use the word 'Turkish' in their names, saying they did not represent Turkish medics, engineers and architects.

In a statement on Friday, the TTB said it rejected the accusations directed at it, adding remarks by senior government officials had made it a target of attacks. The Interior Ministry said later it had started an investigation into the association's actions.

On Monday, prosecutors launched an investigation into 11 members of the TTB's central administration over the association's 'war is a public problem' remarks, the Hurriyet newspaper reported.

Since a failed coup in 2016, Ankara has enforced a crackdown that saw more than 50,000 people jailed and 150,000 sacked or suspended from their jobs, including members of the pro-Kurdish opposition party. The government says the moves were necessary given the security threats Turkey faces.

Critics accuse the government of unjustly targeting pro-Kurdish politicians. Some lawmakers from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) have been jailed on terrorism charges, which they deny. ♦



JANUARY 27, 2018

# Turkey Parliament Speaker calls offensive against Syria Kurds 'jihad'

Ari Khalidi January 27-2018  
http://www.kurdistan24.net

**E**RBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24) – The Speaker of Turkey's National Assembly on Saturday described a now week-long military offensive against US-backed Kurdish forces in northern Syria's Afrin as "jihad."

Speaker Ismail Kahraman's use of the Islamic definition of "holy war" came amid rising religious rhetoric from the government circles targeting Kurdish political parties and the larger Kurdish movement in Syria and Turkey as well.

"Look, we are now in Afrin. We are a big state. Without jihad, there can be no progress, one cannot stand on their feet," Kahraman said, praising the campaign against the Kurdish People's Protection Units (YPG) that the US trained and armed in the war on the Islamic State (IS) in Syria.

He was also critical of the US military presence in the Middle East and elsewhere globally, in his remarks aired on the state TV.

Kahraman had created a heated debate in



The Speaker of Turkey's National Assembly, Ismail Kahraman. (Photo: AA)

2016 when he told a convention of Muslim scholars that secularism would have no place in a new constitution for the country.

Meanwhile, President Recep Tayyip Erdogan, later in the day, said the YPG, Kurdistan Workers' Party (PKK), as well as IS had no "religion, faith, or God."

During Friday prayers this week, sermons held across some 90,000 mosques in the coun-

try focused on national unity and military victories of the Turkish past.

Imams asked for the Turkish army's victory in Afrin.

Last week, when Ankara launched its "Operation Olive Branch" to capture Afrin from the YPG, Turkey's top Islamic body, Diyanet, ordered clerics across the country to read aloud the 48th chapter of the Quran, Surah al-Fath (the chapter of Conquest).

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) condemned Diyanet, the Directorate of Religious Affairs that serves only the Sunni Muslim majority population of the constitutionally secular country, over the order.

Himself a scholar of Islam, HDP lawmaker Nimetullah Erdogmus accused Diyanet of turning Quranic verses into "a motto of invasion and wars," stating that the chapter in question was in fact related to a peace agreement—the seventh-century Treaty of Hudaibiyyah—between Islam's Prophet Muhammad and his pagan Arab opponents. ■



Januara 28, 2018

# Kurdistan Region parliament to discuss Afrin situation

By Rudaw.net 28/1/2018

**E**RBIL, Kurdistan Region— The Kurdistan Region's parliament will hold a session on Tuesday to discuss the Turkish army offensive on the Afrin canton in Syria.

Jaafar Imniki, the deputy parliamentary speaker, told Rudaw a number of parliamentary blocs have asked for an emergency or a plenary session to discuss the Afrin offensive.

"Afrin is an important issue for the Kurdistan Region parliament because people of Afrin have been able to govern themselves successfully and live peacefully," said Imniki.

"We and the people of Afrin expected a positive response from the international community considering the fact that they were able to run a self-governed area out of the chaos in Syria."

It is an important issue in the KRG parliament and the parliamentary blocs asked for an urgent session he said.

He also added that we don't want any harm to be inflicted on the



Lebanese Kurds wave flags and chant slogans on January 28, 2018, during a protest near the European Commission offices in Beirut against the ongoing Turkish military campaign in the Kurdish-held Syrian enclave of Afrin. Photo: AFP / Anwar Amro

people of Afrin, with no exceptions.

The deadly war recently initiated by Turkey's military and its Syrian proxies to drive out the Kurdish forces on the border strip between Turkey and Syria.

Kurdistan Region officials have

voiced concern over the Turkish military operation that began since January 20 killing scores of civilians.

The Kurdistan Region is "seriously concerned" about the Turkish operation against Afrin, KRG Prime Minister Nechirvan Barzani

said in his weekly press conference on Monday.

"Our main concern is the civilians who are in Afrin city. We hope a resolution is found for this problem through dialogue," he said.

Masoud Barzani, the head of the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP), called for the war to stop as he also ruled out that the deployment of Kurdish Peshmerga to help their fellow Kurds.

"We are deeply concerned. And we do hope that this military operation would stop as soon as possible, because the fighting and wars are not the solution to the problem," Masoud Barzani, also the former Kurdish president told BBC in an interview earlier this week.

"Sending Peshmerga will not solve the issue there. The best assistance we can offer is trying our best to stop the offensive," Barzani explained.

On Wednesday, more than 40 parties from across what is known as Greater Kurdistan came together to condemn Turkey's military operation against Afrin, describing Ankara's actions as "nearly genocide."

The parties called on the international community and the United Nations not to stand by and remain silent as the operation continues in Afrin. ■

# Erdogan promet d'étendre l'offensive turque en Syrie

L'activisme d'Ankara, qui veut éviter la formation d'une région kurde dans le nord du pays, inquiète Washington et Moscou

ISTANBUL - correspondante



L'aviation turque a intensifié ses bombardements, dimanche 28 janvier, sur des Unités de protection du peuple (YPG), les milices kurdes syriennes, dans l'enclave d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie. Considérés par Ankara comme « terroristes », les YPG, affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en guerre contre l'Etat turc, sont aussi les meilleurs alliés au sol des Etats-Unis et de leurs partenaires au sein de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique. La Turquie craint avant tout la formation d'une région autonome kurde sur ses marches sud, redoutant qu'elle contamine sa propre minorité kurde (plus de 15 millions de personnes).

L'offensive turque se heurte à une forte résistance. Entrée dans sa deuxième semaine, l'opération « Rameau d'olivier », menée par

l'armée turque et ses suppléants rebelles syriens, a fait 20 morts côté turc (7 militaires turcs, 13 membres de l'Armée syrienne libre) et plus de 100 morts (combattants et civils) à Afrin.

Le numéro un turc ne compte pas en rester là. « Les terroristes ne pourront échapper à la fin douloureuse qui les attend, ni à Afrin ni à Manbij », a déclaré M. Erdogan dimanche. La ville de Manbij est située à une centaine de kilomètres à l'est d'Afrin, où des instructeurs

américains sont déployés aux côtés des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées militairement par les YPG kurdes. « Les vrais propriétaires de Manbij ne sont pas ces terroristes mais nos frères arabes », a dénoncé Erdogan, suggérant une poussée « jusqu'à la frontière irakienne », ce qui a inquiété Washington.

## Cauton

« Nous allons marcher sur Idlib », a ensuite promis le président turc. Cette éventualité alarme la Russie : Idlib est l'une des quatre « zones de désescalade » destinées à accueillir les groupes rebelles anti-Assad, selon les accords conclus à Astana entre la Russie et l'Iran, soutiens du régime syrien, et la Turquie.

La participation d'Ankara au Congrès du dialogue national syrien, les 29 et 30 janvier à Sotchi (Russie), est cruciale. En effet, la Turquie, principal soutien de la rébellion anti-Assad, est la meilleure caution du processus diplomati-

que mené par Moscou. Ses diplomates veulent être à Sotchi pour peser sur les négociations et empêcher l'apparition d'une région autonome kurde dans le nord de la Syrie. Sur ce point, Ankara pourrait trouver un terrain d'entente avec Moscou, Téhéran et Damas.

En revanche, le renversement de Bachar Al-Assad n'est plus d'actualité pour le pouvoir islamisant turc. Pour contrer les ambitions kurdes, Ankara compte sur Damas. « Nous espérons que le régime syrien ne va pas coopérer avec les terroristes », a expliqué vendredi Mevlüt Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères.

Des divergences apparaissent sur un point. Moscou et Téhéran veulent anéantir la rébellion syrienne, alors que M. Erdogan mise sur la création d'une « zone de sécurité » pour les rebelles et les réfugiés. C'est déjà le cas entre Azaz et Djarabulus, où 100 000 réfugiés syriens ont été réinstallés. « Notre opération à Afrin permettra à nos frères réfugiés de rentrer dans leurs pays », a assuré M. Erdogan. Mais en cas de règlement politique en faveur de Bachar Al-Assad, la présence rebelle dans le nord de la Syrie pourrait être remise en question, contraignant la Turquie à rendre les territoires conquis au régime de Damas. ■

MARIE JÉGO

## Après l'attaque turque à Afrin, le pouvoir de Damas en embuscade

BEYROUTH - correspondant

Les autorités syriennes ont condamné l'intervention militaire de la Turquie contre le canton kurde d'Afrin, dans le nord-ouest, avec l'indignation de mise dans ce genre de situation. Le 21 janvier, au lendemain du début de cette offensive, le président Bachar Al-Assad a fustigé une « agression brutale », caractéristique de la politique de « soutien au terrorisme » menée selon lui par Ankara depuis le début de la crise en Syrie. Le même jour, le vice-ministre des affaires étrangères, Fayçal Mekdad, a averti que des avions de combats turcs pourraient être abattus. Depuis, l'agence officielle SANA multiplie les dépêches sur les « massacres » et les dégâts causés par les bombardements turcs.

Mais une confrontation syro-turque dans le ciel d'Afrin semble

improbable, car l'opération « Rameau d'olivier » n'est pas une si mauvaise nouvelle pour Damas. Des observateurs estiment qu'elle pourrait offrir au pouvoir syrien l'opportunité de reprendre le contrôle d'Afrin et de récupérer la maîtrise d'une partie de sa frontière avec la Turquie.

« Le scénario le plus probable, c'est que le régime et les Kurdes négocient un compromis, qui débouche sur l'arrêt de l'attaque turque et le redéploiement de l'armée syrienne dans la zone d'Afrin », prédit Sinan Hatahet, analyste au think tank Omran, proche de l'opposition syrienne.

### Offre refusée par les Kurdes

Des messages en ce sens ont déjà été échangés. Selon Aldar Khalil, un haut dirigeant du Rojava, la zone autonome kurdo-syrienne

(composée des trois cantons d'Afrin, Kobané et Hassaké), la Russie avait proposé, en amont de l'offensive, qu'en échange d'un retour du régime syrien à Afrin, la Turquie renonce à son opération. Le quotidien panarabe *Asharq Al-Awsat* a rapporté la même information. L'offre, dont les détails ne sont pas connus, a été refusée par les Kurdes, peu enclins à renoncer à l'autonomie de fait qu'ils ont acquise en 2012, lorsque l'armée syrienne s'est retirée de leur bastion.

Mais jeudi 25 janvier, signe d'un possible revirement, les autorités d'Afrin ont exhorté Damas à « assumer ses obligations souveraines (...), à protéger ses frontières des attaques de l'occupant turc et à déployer les forces armées syriennes de manière à sécuriser les frontières dans le secteur d'Afrin ».

Le régime Assad n'a pas réagi à la déclaration. Il pourrait y répondre à minima, en autorisant des renforts kurdes venus de l'est à transiter par Alep, pour rejoindre Afrin, situé 50 km plus au nord. Ou bien se contenter d'attendre, tapi en embuscade, en tablant sur l'épuisement des défenseurs d'Afrin, conscient qu'ils préféreront la tutelle de Damas à celle d'Ankara.

« Dans le scénario du retour du régime, tout le monde trouve plus ou moins son compte, dit Sinan Hatahet. Le Parti de l'Union démocratique [PYD], force politique dominante du Rojava] pourrait trouver un modus vivendi avec Damas, qui lui permette de maintenir une présence, sous forme par exemple d'une police locale. Pour la Turquie, ça permettrait d'abrégé une guerre potentiellement coûteuse, tout en s'assurant que son objectif premier – évincer les Kurdes de la frontière – est rempli. Mais le grand gagnant, bien sûr, ce serait le régime. » ■

BENJAMIN BARTHE

# Les Kurdes de Syrie crient leur colère contre la Turquie lors de funérailles

Afrine (Syrie) (AFP) 29/01/2018  
<http://www.lepoint.fr>

**D**es centaines de Kurdes syriens ont crié leur colère lundi dans la ville d'Afrine contre le président turc Recep Tayyip Erdogan, lors des funérailles de victimes de l'offensive turque contre cette région du nord-ouest de la Syrie en guerre.

"A bas Erdogan", a scandé la foule venue assister à l'enterrement de 16 combattants et huit civils, tués lors des raids aériens menés par Ankara ou sur le champ de bataille.

Civils et combattants s'étaient relayés pour porter les cercueils des 24 victimes, recouverts pour certains du drapeau kurde, du principal hôpital d'Afrine vers le cimetière, accompagnés par les cris de colère et les pleurs des proches, a constaté un correspondant de l'AFP.

La Turquie mène, depuis le 20 janvier, une offensive dans la région d'Afrine, située à sa frontière avec la Syrie, pour en chasser la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considéré comme "terroriste" par Ankara, mais précieux allié de Washington dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Au moins 14 personnes, dont cinq enfants, ont péri dimanche dans les frappes aériennes turques qui visent toute la région, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), portant à 55 le bilan des civils tués depuis le début de l'offensive.

En réaction à l'opération militaire d'Ankara, les autorités semi-autonomes kurdes ont indiqué qu'elles ne participeraient pas à des pourparlers



Des centaines de Kurdes syriens ont crié leur colère hier dans la ville de Afrine contre le président turc Recep Tayyip Erdogan, lors des funérailles de victimes de l'offensive turque contre cette région du nord-ouest de la Syrie. Delil Souleiman/AFP

sur le conflit syrien, organisés mardi par Moscou dans la station balnéaire de Sotchi (sud de la Russie).

Lundi à Afrine, "les frappes aériennes turques se sont intensifiées, avec la poursuite des tirs d'artillerie" dans le nord et l'ouest de cette région, a indiqué l'OSDH, une ONG disposant d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre.

## COLLINE STRATÉGIQUE

Depuis le début de l'opération, les forces turques et les rebelles syriens qui leur sont alliés ont pris le contrôle de huit localités le long de la frontière, selon l'OSDH.

Evoquée depuis plusieurs mois, l'intervention turque à Afrine a été précipitée par l'annonce de la création d'une "force frontalière" incluant notamment des YPG, et parrainée par la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington.

Ankara n'a jamais accepté l'autonomie de facto établie par les Kurdes dans le nord de la Syrie à la faveur du conflit qui ravage ce pays depuis 2011, craignant de voir sa propre communauté kurde développer des aspirations similaires.

L'armée turque avait pris dimanche une colline stratégique située dans le nord-est d'Afrine, le Mont Barsaya, qui domine la région syrienne d'Azaz et celle turque de Kilis.

Lundi, les forces turques fortifiaient leurs positions sur cette colline, érigeant des barricades de terre autour de leurs chars et de leurs blindés, tandis que des opérations de déminages étaient en cours, a constaté un autre correspondant de l'AFP.

Le secteur a reçu la visite du général turc Ismail Metin Temel, qui dirige l'offensive contre Afrine, a précisé ce correspondant.

## 'FIN DOULOUREUSE'

Malgré les tensions croissantes entre la Turquie et les Etats-Unis, deux alliés au sein de l'Otan, le

président Erdogan s'est dit dimanche résolu à élargir l'offensive vers l'est, notamment à la ville de Minbej tenue par les Kurdes, où Washington a déployé des militaires. "La frontière (syrienne) sera nettoyée", a-t-il déclaré.

Ignorant les appels de l'Otan et des Etats-Unis à la "retenue", Ankara a même sommé samedi les Etats-Unis de retirer leurs militaires déployés à Minbej.

Dans une tribune publiée par le quotidien américain The New York Times, le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a reproché aux Etats-Unis "d'armer une organisation terroriste qui attaque" la Turquie, en référence aux YPG.

En Turquie, les autorités ont annoncé lundi avoir arrêté depuis le 20 janvier 311 personnes soupçonnées d'avoir fait de la "propagande terroriste" sur les réseaux sociaux contre l'offensive d'Ankara.

Le Parquet d'Ankara a également ouvert une enquête contre l'Union des médecins de Turquie qui avait implicitement critiqué l'offensive et les risques qu'elle posait "pour la santé publique".

Depuis le 20 janvier, les combats ont coûté la vie à sept soldats turcs, selon Ankara, tandis que 76 rebelles pro-turcs et 78 combattants kurdes ont été tués dans les affrontements, d'après l'OSDH.

Plusieurs pays, dont l'Allemagne et la France, ainsi que l'Union européenne, ont exprimé leur préoccupation face à cette intervention qui complique davantage encore la situation en Syrie, où la guerre a fait plus de 340.000 morts depuis 2011.

Non loin d'Afrine, dans la province voisine d'Idleb (nord-ouest), 38 civils ont péri dimanche et lundi dans des frappes aériennes du régime de Bachar al-Assad visant plusieurs localités, notamment celle de Saraqeb, selon l'OSDH. ●



Enterrement de Kurdes syriens tués dans l'offensive turque, le 29 janvier 2018 à Afrine dans le nord-ouest de la Syrie © Delil Souleiman AFP

# A Afrine, les Kurdes en appellent au régime syrien, sans céder sur leur autonomie

"Les Kurdes ont toujours voulu de bonnes relations (avec le régime). Mais ils ne veulent pas un retour à la situation d'avant-guerre", indique Mutlu Civiroglu, spécialiste des affaires kurdes.

OLJ/AFP/Rouba EL HUSSEINI  
29/01/2018 www.lorientlejour.com

Confrontés à une offensive turque dans le nord de la Syrie, les Kurdes réclament la protection du régime. Mais dans le canton d'Afrine, la minorité longtemps opprimée par Damas s'accroche tenacement à son autonomie de facto, chèrement acquise à la faveur du conflit.

Les Kurdes ont exhorté les forces de Bachar el-Assad à intervenir pour protéger l'enclave d'Afrine, située à la frontière avec la Turquie et cible depuis le 20 janvier d'une offensive lancée par Ankara et des rebelles syriens.

Mais la communauté rejette les conditions de Damas, en l'occurrence un redéploiement de l'armée syrienne dans la région et le retour des institutions étatiques du régime, estiment des experts et des responsables qui suivent ce dossier. Car ces mesures sonneraient le glas du pouvoir kurde à Afrine,



Ces derniers jours, les rebelles syriens dits « modérés » alliés aux troupes turques et aux djihadistes mènent un combat sanglant contre les combattants kurdes. - Reuters

l'un des trois cantons formant la "région fédérale" proclamée sur les territoires de la communauté, contrôlés depuis 2013 par une administration semi-autonome.

"Les Kurdes ont toujours voulu de bonnes relations (avec le régime). Mais ils ne veulent pas un retour à la situation d'avant-guerre", indique Mutlu Civiroglu, spécialiste des affaires kurdes.

Estimés à 15% de la population, opprimés pendant des décennies sous le régime du clan Assad, les Kurdes ont profité de la guerre déclenchée en 2011 pour établir une autonomie de facto dans les territoires qu'ils contrôlent, dans le nord et le nord-est du pays.

Ils ont introduit la langue



Des rebelles syriens soutenus par la Turquie en train de mettre le feu à un drapeau des Unités de protection du peuple (YPG) au mont Barsaya le 28 janvier 2018. AFP / Saleh ABO GHALOUN

kurde longtemps bannie dans les écoles et créé leurs forces de sécurité et leur propre milice, les Unités de protection du peuple (YPG), alliée de Washington qui s'est avérée incontournable dans la lutte contre les jihadistes du groupe État islamique (EI).

## "LIVRER AFRINE, IMPOSSIBLE"

Les rapports entre la communauté et le régime ont toujours été ambigus. Les Kurdes nient toute aspiration indépendantiste, alors que Damas voit d'un mauvais œil leur liberté, allant parfois jusqu'à les qualifier de "traîtres", martelant sa détermination à reconquérir tout le pays.

Aujourd'hui, ce sont les YPG, considérés comme un groupe "terroriste" par Ankara, qui sont la cible de l'offensive, au moment où la Turquie craint que la liberté des Kurdes en Syrie n'encourage les aspirations de sa propre communauté. Et malgré les pilonnages quotidiens qui ont tué 55 civils et 78 combattants kurdes selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), la communauté refuse de céder le territoire au régime.

Par l'intermédiaire de la Russie, soutien indéfectible de Damas, les Kurdes ont simplement proposé au pouvoir de déployer ses forces à la frontière avec la Turquie, selon des responsables de la communauté.

La proposition prévoit "le

retour de gardes-frontières syriens et la levée du drapeau syrien à la frontière, pour rassurer les Turcs", indique à l'AFP un de ces responsables, Ahd al-Hendi.

"Les forces de défense, de police et de sécurité kurdes seraient maintenues", insiste M. Hendi, membre du Conseil syrien démocratique, bras politique des Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition de combattants dominée par les Kurdes. "Livrer Afrine au régime syrien, c'est impossible. Et c'est la même chose pour les Turcs", ajoute-t-il.

Le 25 janvier, les autorités du Canton d'Afrine avaient déjà appelé l'État syrien, "avec tous les moyens" qu'il possède, à empêcher l'aviation turque "de survoler l'espace aérien syrien".

## "PIRE SCÉNARIO"

Pour l'heure, le pouvoir de Damas, qui a condamné "l'agression turque brutale", n'a pas réagi à l'appel.

"Les Kurdes assument la responsabilité de ce qu'ils ont fait (...) l'État syrien n'est pas à leur service et ne peut être appelé quand ils ont besoin de lui", explique Bassam Abou Abdallah, directeur du Centre de Damas pour les études stratégiques.

Avec le début de l'offensive, des soldats russes stationnés à Afrine et qui avaient fourni une formation militaire aux combattants YPG se sont retirés, et les Kurdes ont alors accusé Moscou d'avoir donné son "feu vert" à Ankara.

Des responsables kurdes avaient indiqué à l'AFP que Moscou leur avait offert une protection contre la Turquie s'ils laissaient leurs territoires au régime syrien, et avait retiré son soutien aérien quand ils avaient refusé la proposition. Et pour des experts, l'inaction du régime pourrait s'expliquer par le fait que l'offensive turque vient servir les intérêts de Damas.

"Ils veulent que les forces kurdes soient affaiblies pour les contraindre à accepter les demandes" de Damas, avance M. Civiroglu. Mais pour les Kurdes "le retour de l'ancien régime, c'est l'un des pires scénarios" possibles, estime l'expert: "ils étaient privés de leurs droits fondamentaux, ils étaient traités comme des citoyens de seconde zone", poursuit-il. Aujourd'hui "ils sont maître de leurs décisions et après tous les sacrifices, ils ne veulent pas revenir sous le contrôle du régime", explique M. Civiroglu. ●

# Syrie : les civils sous le feu des frappes turques

**La Turquie mène une offensive en Syrie contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG). Au moins 14 personnes sont mortes dimanche.**

Source AFP le 29/01/2018 Le Point.fr

La Turquie a bien l'intention de poursuivre cette offensive qui entre dans sa deuxième semaine. Les frappes aériennes se sont intensifiées lundi à la frontière entre la Turquie et l'enclave kurde d'Afrine, dans le Nord syrien, où les civils payent le prix fort de cette offensive. La Turquie mène depuis le 20 janvier une offensive dans la région d'Afrine contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considérée comme « terroriste » par Ankara, mais précieux allié de Washington dans la lutte contre les djihadistes. En réaction à cette opération, les autorités semi-autonomes kurdes ont indiqué qu'elles ne participeraient pas à des pourparlers sur le conflit syrien organisés mardi par la Russie dans la station balnéaire de Sotchi.

Lundi, « les frappes aériennes se sont intensifiées avec la poursuite des tirs d'artillerie » dans le nord et l'ouest de l'enclave d'Afrine, située à la frontière avec la Turquie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Selon son directeur, Rami Abdel Rahmane, les forces turques et les rebelles syriens alliés ont pris le contrôle de huit localités le long de la frontière depuis le début de l'opération. Au moins 14 personnes, dont 5 enfants, ont péri dimanche dans les frappes aériennes turques qui visent toute la région, a précisé l'OSDH, portant à 55 le bilan des civils tués depuis le début de l'offensive. Dans le principal hôpital d'Afrine, des blessés affluent, installés sur la plateforme d'un pick-up, a constaté dimanche un reporter collaborant avec l'AFP. Deux petits en bas âge pleurent et s'agitent, les vêtements couverts de sang, alors que le personnel tente de les examiner au milieu de cris hystériques. Un enfant au visage ensanglanté gémit doucement tandis qu'un médecin nettoie la plaie sur sa tempe. Les corps sans vie d'un homme et d'un enfant sont déchargés d'une ambulance. Mais, dans les rues de la ville d'Afrine, relativement épargnée par les combats, un semblant de normalité règne. Pharmacies, épiceries, magasins de vêtements, de chaussures et de jouets ont rouvert leurs portes. Les habitants déambulent sur les trottoirs ou flânent sur les places publiques, où le vendeur de café et les étals de nourritures ont ressurgi.



Des réfugiés syriens ayant fui Jandairis, au sud-ouest d'Afrine (Syrie), fin janvier • Crédits : GEORGE OURFALIAN - AFP

## TENSIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

Évoquée depuis plusieurs mois, l'intervention turque à Afrine a été précipitée par l'annonce d'une « force frontalière » incluant notamment des YPG, et parrainée par la coalition internationale anti-djihadiste emmenée par Washington. Ankara n'a jamais accepté l'autonomie de facto établie par les Kurdes dans le nord et le nord-est de la Syrie à la faveur du conflit qui ravage le pays depuis 2011, craignant de voir sa propre communauté kurde développer des aspirations similaires. Malgré les tensions croissantes entre la Turquie et les États-Unis, deux alliés au sein de l'Otan, le président Recep Tayyip Erdogan s'est dit dimanche résolu à élargir l'offensive vers l'est, notamment à la ville de Minbej tenue par les Kurdes, où Washington a déployé des militaires. « Les terroristes ne pourront échapper à la fin douloureuse qui les attend, ni à Afrine ni à Minbej, a-t-il déclaré. La frontière (syrienne) sera nettoyée. » Ignorant les appels américains à la « retenue », Ankara a même sommé samedi les États-Unis de retirer leurs militaires déployés à Minbej.

Dans une tribune publiée par le quotidien américain The New York Times, le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, a reproché aux États-Unis d'« armer une organisation terroriste qui attaque » la Turquie, en référence aux YPG. Mais les combattants kurdes soutenus par Washington ont surtout été aux premières lignes de la lutte contre le groupe État islamique (EI) en Syrie, où ils ont conquis en octobre l'ex-capitale de facto des djihadistes, Raqqa. Depuis le 20 janvier, les combats ont déjà coûté la vie à 7 soldats turcs, selon Ankara, tandis que 76 rebelles pro-turcs et 78 combattants kurdes ont été tués dans les affrontements, d'après l'OSDH. Plusieurs pays, dont l'Allemagne et la France, ainsi que l'Union européenne ont exprimé leur préoccupation face à l'intervention turque qui complique davantage encore la situation en Syrie, où la guerre a fait plus de 340 000 morts depuis 2011. ●



Photo: Bulent Kilic Agence France-Presse Selon l'OSDH, 14 personnes, dont 5 enfants, ont été tuées dans les bombardements turcs

# Kendal Nezan « L'invasion turque est un acte délibéré d'agression »

Le responsable de l'Institut kurde de Paris estime qu'il faut obliger le président turc à retirer ses troupes d'Afrin, en Syrie, car la paix régionale est menacée

Par KENDAL NEZAN

Des milliers de Kurdes sont morts pour débarrasser la Syrie et le monde du fléau de l'organisation Etat islamique. Ces femmes et ces hommes courageux, soutenus par la coalition internationale, ont brisé le mythe d'invincibilité de Daech (acronyme arabe de l'organisation EI), l'ont chassé village après village de tous les territoires où il sévissait y compris de Rakka, capitale de son prétendu califat.

Parallèlement aux combats, les Kurdes ont mis en place des institutions, des conseils élus représentatifs des populations locales pour gérer ces territoires. Ils y ont accueilli, avec très peu d'aide internationale, plus d'un demi-million de réfugiés et de déplacés en grande partie arabes fuyant la barbarie de Daech ou celle du régime syrien. Au moment où, après sept années d'épreuves, ils pensaient entrevoir la fin de cette guerre et s'apprêtaient à organiser des élections, les voilà en butte à la vindicte du président turc Erdogan, déçu par la défaite de ses alliés djihadistes et la faillite de sa politique syrienne.

La Turquie, qui s'est jusqu'à la fin 2015 fort bien accommodée de la présence de Daech à sa frontière, qui a soutenu, abrité, formé, armé divers mouvements djihadistes, lance ses chars et son aviation contre le paisible canton d'Afrin sous prétexte d'y éradiquer la milice kurde « terroriste » qui menacerait ses frontières, exposant ainsi des centaines de milliers de civils à l'exode et à la famine. Elle veut y installer ses auxiliaires syriens, pour la plupart issus de diverses factions djihadistes estampillées pour l'occasion Armée syrienne libre et détruire les institutions laïques locales.

## ACTE DÉLIBÉRÉ D'AGRESSION

Voilà qu'Afrin, qui est restée à l'écart de la guerre et a servi de refuge à des populations déplacées, est menacée d'occupation et de destruction par le tyran d'An-

kara. Un tyran qui, non content d'avoir dévasté une quinzaine de villes du Kurdistan turc, d'avoir embastillé des milliers de patriotes kurdes, s'en prend maintenant au Kurdistan syrien pour créer une zone tampon le long de sa frontière avec la Syrie. Cette invasion se fait avec le feu vert de la Russie, qui contrôle l'espace aérien syrien, et de Damas, qui considère les combattants kurdes comme des « traîtres » en raison de leur coopération avec les Etats-Unis et la France dans la guerre contre Daech.

Et que font ces alliés occidentaux pour défendre leurs frères d'armes agressés ? Rien, sinon quelques vagues déclarations appelant la Turquie à la « retenue ». Aucun n'a osé condamner Ankara pour cette agression délibérée. On dirait que le tyran turc qui terrorise sa population tétanise aussi les dirigeants occidentaux.

L'invasion turque est clairement un acte délibéré d'agression. Le canton d'Afrin n'a servi de base à aucune attaque contre la Turquie. Le reste du territoire du Kurdistan syrien non plus. La frontière turco-syrienne était pour le moins poreuse jusqu'en 2015, quand elle était contrôlée côté syrien par Daech. Les Turcs ont construit un mur de 600 km dès que ce sont les forces kurdes qui en ont pris le contrôle en chassant les djihadistes.

Quant au terrorisme, pour le président turc, tous ceux qui, avocats, journalistes, universitaires, militants politiques, ne sont pas d'accord avec lui sont terroristes s'ils sont kurdes ou supposés pro-kurdes

**LE PRÉSIDENT TURC,  
PAR SES POSTURES,  
RESSEMBLE  
DE PLUS EN PLUS  
AU SADDAM HUSSEIN  
DES DERNIÈRES  
ANNÉES**

ou partisans de la paix ou sympathisants de son ex-allié le prédicateur Fethullah Gülen. Les opposants turcs laïques sont considérés comme « traîtres ». Et si l'on admet avec Erdogan que les YPG (Unités de protection du peuple) sont des terroristes, les Etats-Unis et la France seraient alors coupables de collaboration avec une organisation terroriste !

Le régime islamo-fasciste que M. Erdogan met en place en Turquie, avec le soutien du Parti du mouvement national (MHP, ultranationaliste), a mis au pas les médias, la justice et la société civile. Même les mosquées doivent répondre à l'unisson aux ordres du chef. Détesté par une bonne partie de la population en raison de ses outrances, de sa répression massive, de son démantèlement de l'Etat de droit, isolé sur le plan international, le président turc se lance dans une fuite en avant dans l'espoir que des victoires militaires extérieures viendront redorer son blason.

Après bientôt quarante années de guerre, plus de 50 000 morts, deux à trois millions de déplacés, 3 400 villages, des forêts et l'économie agropastorale kurdes détruites, la Turquie croit encore à une impossible victoire militaire contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et pour cela, elle risque de mettre toute la région à feu et à sang.

Le président turc, par ses postures, ressemble de plus en plus au Saddam Hussein des dernières années. Il est devenu un véritable danger pour la stabilité et la paix régionales. Un danger que l'on ne saurait conjurer par des politiques d'apaisement ou des silences honteux. La France, qui a des responsabilités historiques – c'est elle qui avec l'Empire britannique a dessiné la carte du Proche-Orient, entérinant le partage du Kurdistan – et des liens affectifs forts avec le peuple kurde, doit user de toute son influence à l'ONU et en Europe. Elle doit faire respecter le droit international, pour forcer la Turquie à retirer sans délai ses troupes d'Afrin, pour veiller à ce que ses alliés kurdes ne soient pas sacrifiés sur l'autel de la réalpolitik lors des négociations sur l'avenir de la Syrie et pour initier un processus de paix afin de régler la question kurde en Turquie dans le cadre des frontières existantes. ■



Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris



# Two Men Can Stop the War Between Turkey and the Kurds

By AMBERIN ZAMAN JAN. 31, 2018  
<https://www.nytimes.com>

The conflict between Turkey and the Kurds has escalated since Turkey started a military offensive against the Syrian Kurdish enclave of Afrin on Jan. 20. The Kurdish militia, the People's Protection Units, which is the United States-led coalition's top partner in the fight against the Islamic State, controls Afrin. And Turkey is a critical NATO ally.

The Trump administration is floundering. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has ignored President Trump's appeal to avoid actions that might risk conflict between Turkish and American forces and torpedo the campaign against the Islamic State. Mr. Erdogan has vowed to carry the battle further east to militia-controlled territory stretching all the way to the Iraqi border, where an estimated 2,000 American Special Operations Forces are deployed.

Turkey blames Washington's support for the People's Protection Units for the meltdown in American-Turkish ties. Many of the militia's top cadres are drawn from the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., the armed group that has been waging a bloody campaign for self-rule inside Turkey. The State Department lists the P.K.K. as a terrorist organization but does not so designate the People's Protection Units. Turkey insists that the P.K.K. and the militia are the same.

Turkish officials believe that once the Islamic State is defeated, the People's Protection Units will melt back into the P.K.K. and train its American weapons on Turkey. American officials retort that it was Turkey's tolerance for — if not outright collusion with — thousands of jihadist fighters who flowed into Syria through Turkey that forced them to embrace the militia. Both arguments have merit.

The truth is that Turkey's Kurdish problem was not concocted by Western powers but is a result of decades of brutal suppression of its Kurdish population. Syria, a former Ottoman dominion, has always figured in the fight.

In the early 20th century, Kurdish rebellions erupted across Anatolia and were savagely suppressed. Turkey's founding father, Mustafa Kemal Atatürk, who won the Kurds' support against Allied occupation, embarked on an unremitting campaign of assimilation. The Kurds were dismissed as "mountain Turks." Thousands fled to Syria, then under French mandate, where Kurdish intellectuals, tribal leaders and sheikhs united around a society called Xoybun, established to liberate Kurds from Turkey's grip.

In 1984, Abdullah Ocalan, the founder of the P.K.K., started his insurgency against Turkey from Damascus with the blessings of Hafez al-Assad. Mr. Assad saw Mr. Ocalan as leverage in Syria's dispute with Turkey over Euphrates water and the P.K.K. as a distraction for his own restless Kurdish population.

At the height of the P.K.K.'s rebellion in the 1990s, about a third of its fighters were thought to be Syrian Kurds. And even today, it is not unusual for a Syrian Kurdish family to have one son fighting for the People's Protection Units against the Islamic State and another for the P.K.K. against Turkey.

Ending the P.K.K. conflict in Turkey is inextricably linked to peaceful relations with Syria's Kurds. Mr. Erdogan just made that harder. Only one man can help extract Turkey from this mess: Abdullah Ocalan.

Despite 19 years in Turkish captivity, Mr. Ocalan remains the uncontested leader of the P.K.K. — and the People's Protection Units — and is revered by millions of Kurds across the globe. He retains the authority to negotiate peace with Turkey, as he did in 2008 with Mr. Erdogan, then a reform-minded prime minister who became the first Turkish leader to hold secret talks with the P.K.K. With Turkish soft power at its height, Mr. Ocalan, a ruthless egomaniac, giddily imagined a new regional order where Turks and Kurds might prevail.

Every weekday, get thought-provoking commentary from Op-Ed columnists, the Times editorial board and contributing writers from around the world.

You agree to receive occasional updates and special offers for The New York Times's products and services.

In hindsight it is clear that Mr. Erdogan's idea of peace was to impose his own terms: for the P.K.K. to disband; for the Kurdish militia to join Turkish-backed Syrian Arab rebels to fight the Assad regime; and for the biggest pro-Kurdish political bloc, whose core constituents are P.K.K. sympathizers, to back Mr. Erdogan's now fulfilled goal of expanding his executive powers. The Kurds refused. The peace talks collapsed along with a two-and-a-half-year cease-fire.

Turkey proceeded to jail its democratically elected Kurdish lawmakers, who might have helped sideline P.K.K. hard-liners, and Mr. Ocalan has been held incommunicado ever since. Mr. Erdogan's hawkishness shores up his nationalist base ahead of critical presidential elections in 2019.

But such brinkmanship is fraught with danger. Violence between Turks and Kurds inside Turkey, miraculously averted thus far, could erupt. A new generation of Kurds who see no common future with Turkey will continue to swell the P.K.K.'s ranks.

Washington's shift influenced Russia's decision to let Turkey intervene in Afrin, and the Kurds are paying a heavy price.

There is a strong moral argument for the United States to not abandon the People's Protection Units. Secretary of State Rex Tillerson recently stated that American troops would stay on in Syria after the battle against the Islamic State, to counter Iranian influence and to squeeze the Syrian regime until Bashar al-Assad is forced to step down.



Syrian Kurds carry a coffin on January 29, 2018 in the town of Afrin during funerals of civilians and fighters killed in battles in Syria's border region of Afrin as the Turkish army press an offensive against Kurdish militia (AFP)

It is uncertain whether the United States is prepared to commit the thousands of troops and billions of dollars that such an endeavor would require. Or whether the United States is ready to offer the Syrian Kurds the diplomatic recognition they crave.

The United States is also unlikely to go for a total rupture with Turkey and push it irreversibly into Russia's arms, especially because Turkey is better placed than the Kurds to counter Iran.

Without a firm answer, Mr. Ocalan's children are savvy enough to not get dragged into an inconclusive fight with either Iran or the Syrian regime. They view the relationship with the United States as leverage for a better deal from the Assad regime. The fertile and oil-rich territories the Kurds hold thanks to American air power can be bartered for some form of autonomy.

The United States' presence twinned with Russian backing might help them ram through a deal. Wary of a ripple effect among its own rebellious Kurds, Iran would certainly oppose moves that would grant their Syrian cousins greater rights. But it is worth a try.

However, the notion that the P.K.K. can use American muscle to wrest concessions from Turkey is misguided at best. American pressure will only harden Mr. Erdogan and the Turkish public against the Kurds.

Turkey and the P.K.K. must not wait until they have both paid a punitively high price in war to talk. Despite his authoritarianism, Mr. Erdogan remains the most popular and boldest leader in recent Turkish history. He and Mr. Ocalan can end this war, and they should agree on an immediate cease-fire inside Turkey and Syria.

Turkey should free Kurdish lawmakers and mayors being held on flimsy terror charges and resume stalled peace talks. In exchange, the P.K.K. should free Turkish captives and withdraw its fighters from Turkey to show good faith. But Mr. Erdogan, who doesn't seem inclined toward compromise, apparently believes as did many before him that the Kurds can be defeated by military force. They can't. ■

Amberin Zaman, a former Turkey correspondent for *The Economist*, is a columnist for *Al Monitor*.

# Russia's role in Afrin depends on Turkey's true intentions

**As Turkish forces continue their offensive on Kurdish-controlled Afrin, Russia's playbook there seems to call for a level field and level heads.**



Maxim A. Suchkov  
January 29, 2018  
www.al-monitor.com

**M**OSCOW — Turkey's offensive into the northern Syrian province of Afrin has been underway more than a week, raising concerns that Ankara will open a new full-fledged front in Syria with potential implications for the region's overall security. During a Russian Foreign Ministry briefing Jan. 25, ministry spokeswoman Maria Zakharova defended Russia against the Kurdish assertion that Moscow is siding with Turkey in Afrin.

"Does Russia have to bear responsibility for Turkey's actions?" Zakharova asked. "We have [our own] foreign policy, and a clear attitude toward engaging Kurds into the political process [in Syria]."

A Kurdish reporter said it's hard to believe a resolution to the Syria crisis can be near, when Turkey just "launched a long-term operation." The reporter said, "Could you ask your partner, Turkey, to address these issues differently with the Kurds?"

In response, Zakharova alluded to the challenging nature of discussions between Moscow and Ankara on the issue. "You know we've just climbed out of the crisis [with Turkey]," she said, referring to recently thawed relations after Turkey shot down a Russian jet in November 2015. "You don't need to tell us how difficult a partner Turkey is. It's a country with its own interests, which don't always coincide with ours. ... Our goal, however, is to find areas of common interest with any partner regardless of how difficult they are. It's not easy to do even at the bilateral level, let alone in the Syrian settlement."

For Russia, the issue of Kurds in Syria has at least three facets: relations with Turkey, with the Kurds themselves and with the United States. At this point, all three areas have to be squared with what Moscow now sees as its primary task: convening the Syrian National Dialogue Congress this week in Sochi, which Moscow hopes will jump-start negotiations toward a political settlement that can then be turned over to Geneva.

Moscow's stance on Afrin is in line with its stance on all of Syria and with its broad Middle East policies: Steer away from crises where Russia's own security interests are not directly at stake. With Turkish President Recep Tayyip Erdogan, it's a very fine line to tread, but as long as Turkey and Russia continue to maintain military, intelligence and presidential channels, Moscow is unlikely to meddle in what's seen as a bigger security concern for Turkey than for Russia.

Besides, as an Al-Monitor article reported earlier this month, after the Syrian National Dialogue Congress from Jan. 29-30, it will be of principal importance to Russia to maintain the support of Iran and Turkey and to keep the trio more or less united on major issues. Turkey has recently been pivotal to Russia in hosting the Sochi congress and letting Syrian President Bashar al-Assad's forces take control of parts of Idlib. By and large, Ankara has been constructive regarding Russia's "go-to" role as a contact to important Syrian opposition groups. Moscow has no reason to upset the fragile balancing act with Ankara at this critical moment.

Yet Turkey's military solution for Afrin is an option Moscow has sought to dodge. The Syrian Democratic Forces (SDF) rejected Russia's proposal to let Syrian government forces take control of Afrin. The plan was designed to address Ankara's concerns about the Kurds controlling a corridor of land along Turkey's border and to give Assad control of more Syrian terrain. But that idea didn't sit well with Kurdish demands of autonomous rule. Russia was first to propose the concept of including Kurdish autonomy in a new Syrian constitution, which, back in the day, perturbed Turkey and excited the Kurds. Russia believes the issue of Kurdish autonomy should also be negotiated.

Therefore, the popular line of criticism about "Russia betraying the Kurds" doesn't seem to bother Moscow on its merits. Some of the Kurdish groups have been in contact with Russian authorities at the Khmeimim-based Russian Reconciliation Center for Syria. Russia had no formal commitments



*Turkish forces and Free Syrian Army members are seen at Mount Barsaya in northeast of Afrin, Syria, Jan. 28, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi*

to the Kurdish nationalist Democratic Union Party (PYD), which has long played its own game between Ankara and Damascus and has ultimately opted to work with the United States rather than Russia. Turkey considers the PYD to be associated with terrorist groups.

"The Kurdish factor, of course, has been played out by our Western partners for several years, but not in the interests of the Kurds," said Zakharova at the briefing. "[Russia] was at the basis of political involvement of Kurds into the Syrian settlement process. ... [Russia] was urging Western and regional colleagues to include [the Kurds] into different negotiations formats. When we all had a chance to stop the bloodshed and form a broad coalition to unite Syrian opposition, the West was telling the Kurds to ignore it. Ask yourselves whose interests were being served by this. And then see how consistent our own position [on Kurds] was."

Moscow has repeatedly called Washington's move to set up a border force with militants from the People's Protection Units (YPG) an attempt to "insulate Kurdish-dominated regions," which would flare tensions. Russian criticism, however, has a dual purpose: Pin the blame for any breakout of hostilities in Afrin on the United States and send a signal to the Kurds for failing to have chosen the "right" partner.

Once Washington encountered a harsh response from Turkey and faced the potential implications of a broader regional crisis, Secretary of State Rex Tillerson backpedaled on the decision a few days later, saying Jan. 17: "The entire situation has been misrepresented. ... We are not creating a border security force at all." The statement didn't stop Turkey from proceeding with its Afrin offensive Jan. 19 or change Russia's belief that the United States plans to divide Syria using the SDF and its affiliates.

Yevgeny Satanovsky, who heads the Moscow-based Institute for the Middle East and is known for his ties with Russian security, argued that Russia's stance in Afrin ultimately plays well with both Ankara and Washington. "The US has been training SDF forces for an offensive on Idlib and hoped to make it there before the Russian-supported Syrian government forces. Given the radical Sunni Arab composition of the Idlib area, all Arab tribes and groups would have risen against the Kurds. ... The Arabs already suspect that the Americans want to create in Syria an analog of the Iraqi Kurdish semi-state enclave, thus warming up the mood of the Kurds in favor of the "Great Kurdistan."

He added, "The Americans probably hoped Russia would impede Turkey from the military operation. But the offensive may also drag Erdogan into a long-haul conflict. Even if Turkish forces eventually occupy Afrin, they will get a protracted guerrilla resistance and further complicate their relationship with Kurds. This, in turn, will distract much of both SDF and Ankara's combat force."

The "failed expectations" the Kurds may have had regarding Russia's position on the Afrin offense stem first from the PYD leadership miscalculating its own resources on the ground; second, from overestimating the scale of American support and commitment to their force and political cause; and third, underestimating the importance of the Sochi congress in Russia's game plan for the Syrian settlement.

The Kurdish forces have proved to be skillful fighters and have contributed immensely to the defeat of various radical forces, including the Islamic State, but their leadership's strategic hopscotching — be it in Iraq or Syria — so far has served their cause poorly. Major regional and international powers have figured this out, some sooner than others, and have learned to exploit these gaps to push their own interests.

Russia's relations with the PYD are likely to be sour, at least in the short term. The Kurds are disappointed with Moscow. The Kurds' emotional decisions — such as blaming Russia for the trade-off, threatening to review their Russia policies and declining to attend the Sochi conference — won't alter Russia's agenda.

Moscow believes that without influential Kurdish groups attending the congress at Sochi, deals can still be made there, but might not hold. For the short term, Russia is savvy enough to figure out a way to get some Kurds to attend and package whatever decisions are made as representing Kurdish interests. As for not having the PYD in attendance, Moscow doesn't see that as its own failure, but rather expects the PYD's absence to create a long-term problem for itself.

"We sent our invitation to the Kurdish representatives. The ball is now on their side not only to accept it but to play an active role in this format," Zakharaova stressed at the briefing.

Early on the first day of the Sochi meeting, some Kurds were present, but it was difficult to tell how many or what groups they represented.

Moscow also still believes there are options for settling the Afrin crisis. One such option echoes the initial Russian proposal and involves Syrian government forces entering the Kurdish-controlled area and creating joint local gov-

ernance institutions. This ups the ante of risking the Syrian and Turkish armies confronting each other in direct fighting. But it may also be a way to end the fighting in Afrin and adjacent areas, as long as Turkey receives guarantees of a 20-mile-deep "secure zone." In this case, Turkey would want to have the United States end its military support to the YPG. Russia, in turn, would want to see the United States not impede the Kurds from joining the Moscow-led political settlement.

Recently, Kurdish authorities in Afrin issued a letter urging the Syrian government "to undertake its sovereign obligations to protect its borders [from the Turkish offensive]." Though the letter doesn't mention whether Kurdish officials see passing Afrin to Damascus control as an option, it might be a sign that a reality check is pushing the Kurds to consider options they previously resisted.

If, however, the crisis continues and the operation takes longer than originally planned, the Turkish military might continue to expand its presence and never agree to leave. Even if it would agree, it would be more of a "Russian-style departure," where significant combat forces remain. This would create more political and on-the-ground challenges for Russia's Syria policies.

In the meantime, Moscow will move cautiously in Afrin, keeping an equal distance from what it sees as "radical demands" of Turkish and Kurdish parties. ♦

*Maxim A. Suchkov, Ph.D., is editor of Al-Monitor's Russia-Mideast coverage. He is a non-resident expert at the Russian International Affairs Council and at the Valdai International Discussion Club. Formerly he was a Fulbright visiting fellow at Georgetown University (2010-11) and New York University (2015). On Twitter: @MSuchkov\_ALM Email: msuchkov@al-monitor.com*



JANUARY 28, 2018

## Al-Qaeda Joins Ranks with Turkey-Backed Forces Battling Kurds in Afrin

(FNA)- Jan 28, 2018 <http://fna.ir>

**T**EHHRAN (FNA)- Al-Qaeda-affiliated group, Ha'yat Tahrir al-Sham (the Levant Liberation Board also known as the Al-Nusra Front), is fighting alongside pro-Ankara forces - led by the Turkish army - against the Kurds in Syria's Afrin region.

The Turkish army, its Free Syrian Army (FSA) allies and now the al-Qaeda have all joined ranks to attack The Kurdish fighters in Afrin, according to reports by pro-militants and pro-government sources.

All reports - including those released by Ha'yat Tahrir al-Sham itself - suggest that the al-Qaeda affiliate is operating in the mountainous countryside near the town of Dar al-Izza against the Southernmost flank of the Kurdish forces.

Indeed, Ha'yat Tahrir al-Sham's media wing released a report saying that the militants on January 23 occupied two points near the town of Qala'at Sama'an (North of Dar al-Izza) which was earlier under the control of the Kurdish forces

This means that even within a defensive capacity, the militant group (designated as a terrorist organization by even the US) is operating on the territory under the direct command of the Turkish army.

Kurdish sources reported earlier today that former ISIL members are also cooperating with the Turkish army in Operation Olive Branch against the Kurdish militias in Afrin.

The Kurdish-language Hawar News reported that former ISIL terrorists who had earlier joined the Turkey-affiliated militants in Euphrates Shield operations and sustained frequent defeats in Northern Syria are now fighting against the Kurdish militias in Afrin beside the Turkish army.

The website revealed the names of 30 former ISIL members who have joined the Turkish army, adding that Ismail Faras al-Abar, a military commander of the ISIL in the village of Sabikhan near Deir Ezzur city, who had fled to Turkey, is now the commander of a battalion of militants fighting for Turkey in Operation Olive Branch.

Meantime, Bassel Hamoud al-Yassin al-Sheikhan, a former ISIL security official, and Abdolqader al-Sawij, who is now the deputy commander of Dar'a al-Hasaka brigade, affiliated to the Turkish army are also fighting among the pro-Turkish militias in Operation Olive Branch. ●



Turkish-backed Free Syrian Army fighters praying, 25 January 2018

# L'Armée syrienne libre, de la lutte contre Assad à la milice proturque

La branche modérée des rebelles syriens a été enrôlée par Ankara dans son offensive contre les Kurdes dans le nord du pays

BEYROUTH - correspondant

L'Armée syrienne libre (ASL) est de retour, mais dans un rôle inédit. La branche modérée de la rébellion syrienne, à l'agonie après la montée en puissance des groupes djihadistes et la perte de son bastion d'Alep-Est, reconquis par les forces pro-Assad fin 2016, a repris du service à l'occasion de l'offensive de l'armée turque contre le canton kurde d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie. Naguère à la pointe de la lutte contre le régime Assad, les rebelles jouent désormais le rôle de supplétifs des forces d'Ankara, au risque d'allumer une guerre kurdo-arabe potentiellement dévastatrice.

Des sources internes à l'opération parlent de 25 000 hommes déployés. La réalité, selon le centre d'études Jusoor, proche de l'opposition syrienne, se situerait plutôt entre 5 000 et 7 000. Le gros des troupes provient des brigades turkmènes de l'ASL – comme la brigade Sultan Mourad – culturellement proches de la Turquie, et de Faylaq Al-Sham, le bras armé des Frères musulmans syriens, qui évoluent dans l'orbite d'Ankara. D'autres groupes, comme le Mouvement de libération de Homs, le Front Shamiya, originaire d'Alep, et la Division Hamzah, soutenue par le Pentagone, ont fourni des combattants.

Les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des « rebelles new-look », rhabillés de pied en cap par l'armée turque, dotés de matériel neuf et parlant comme les hauts dirigeants d'Ankara. « Notre but est d'expulser les terroristes et les séparatistes de cette partie du territoire syrien », proclame Fateh Hassoun, le commandant du Mouvement de libération de Homs, en référence aux YPG (Unités de protection du peu-

**« La Turquie crée des emplois. Les rebelles n'ont pas les moyens de dire non »**

**AYMAN ABDEL NOUR**  
directeur du site  
d'information All4Syria

ple), la milice kurde à la tête d'Afrin. La Turquie voit d'un très mauvais œil cette formation paramilitaire du fait de ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, avec lequel elle est en guerre depuis trente ans.

La transformation d'une partie de l'ASL en bras armé de la Turquie remonte à l'opération « Bouclier de l'Euphrate », lancée en août 2016 contre l'organisation Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie. Démoralisées par l'intervention militaire russe au côté du régime de Damas, de nombreuses factions rebelles avaient rallié cette campagne militaire. Même si l'offensive avait aussi pour but d'empêcher les paramilitaires kurdes de prendre pied sur la rive ouest de l'Euphrate, les combats avaient visé essentiellement les djihadistes. En plus d'un salaire

fixe, les participants avaient l'assurance d'être épargnés par les chasseurs-bombardiers russes.

Le processus de mise sous tutelle des rebelles s'est accéléré durant l'été 2017. En réaction à la déroute d'Alep-Est, à l'arrêt du programme d'aide américain en juillet, et à l'écrasement de plusieurs groupes rebelles par les djihadistes de Tahrir Al-Cham dans la province d'Idlib, les reliquats de l'ASL ont décidé d'unir leurs forces au sein d'une « Armée nationale ». Rattachée théoriquement au « gouvernement » en exil de l'opposition à Gaziantep, dans le sud de la Turquie, cette structure, qui compte sur le papier 22 000 hommes, est placée dans les faits sous les ordres du pouvoir turc.

## Un contrepois aux FDS

C'est lui qui a parrainé ces derniers mois l'entraînement et l'équipement de ces simili-soldats, payés, selon des témoignages convergents, 300 dollars par mois. Ankara, désormais partenaire de Moscou, ambitionne de faire de cette « Armée » un contrepois aux Forces démocratiques syriennes (FDS), la coalition kurdo-arabe, dominée par les YPG, qui a délogé l'EI de Raqqa avec le soutien des Etats-Unis. « Ce n'est plus l'ASL qu'on a connue, observe l'opposant

Ayman Abdel Nour, directeur du site d'informations All4Syria. *La Turquie crée des emplois. Les rebelles n'ont pas les moyens de dire non. Le conflit est plus que jamais prisonnier du jeu des grandes puissances.* « L'ASL est passée complètement dans l'orbite d'Ankara, renchérit un diplomate étranger. Elle était obligée de participer à cette offensive [turque à Afrin]. »

Les rebelles veulent en profiter pour prendre leur revanche sur les YPG. En février 2016, la milice kurde s'était emparée de la bourgade arabe de Tal Rifaat et de l'aéroport de Menagh, deux possessions de longue date de l'ASL. Les cadavres d'une quarantaine d'insurgés, tués dans les combats qui avaient suivi, avaient été exhibés dans les rues d'Afrin, entassés sur la remorque d'un camion.

En juillet de la même année, les YPG avaient aussi aidé les forces loyalistes syriennes à boucler l'encerclement des quartiers entaux d'Alep, prélude à leur chute. C'était un acte de représailles après les nombreux mortiers tirés par les rebelles sur le quartier kurde de Sheikh Maksoud. « La bataille d'Afrin risque d'être trop coûteuse, politiquement et en vies humaines pour l'ASL, s'inquiète Sinan Hatahet, du think tank Omran, proche de l'opposition syrienne. Les rebelles devraient limiter leur engagement à la reconquête de Tal Rifaat et Menagh. »

Si l'armée turque venait à assiéger la ville d'Afrin et que des rebelles lui prêtaient main-forte, les violences pourraient se propager à la rive orientale de l'Euphrate, contrôlée par les FDS, mais peuplée en grande partie de tribus arabes. L'analyste syrien Hassan Hassan met en garde contre le risque d'une nouvelle « guerre civile », un conflit ethnique qui s'ajouterait à la tragédie syrienne. ■

**BENJAMIN BARTHE**

## Les Occidentaux ne vont pas à Sotchi

La France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'ont pas envoyé d'observateurs au Congrès sur la Syrie de Sotchi en Russie, les 29 et 30 janvier. Il s'agit de marquer le coup après le fiasco des pourparlers inter-syriens à Vienne sous l'égide de l'ONU, trois jours plus tôt. « S'il y a eu un échec, c'est parce que le régime n'était pas dans la négociation : il était dans la figuration », a dit le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. L'opposition syrienne avait déjà annoncé son boycottage. « La solution politique, elle se fait à Genève sous l'égide des Nations unies, et toute autre tentative n'est pas bonne », a précisé le ministre. Le département d'Etat américain appelle aussi à se « concentrer principalement sur le processus politique de Genève sous l'égide de l'ONU ».

# L'offensive turque sur Afrine s'intensifie des milliers de déplacés

Par AFP le 31 janvier 2018  
www.nouvelobs.com

**De violents combats opposent Ankara et ses alliés syriens aux combattants kurdes à Afrine, pilonnée par les frappes aériennes.**

L'offensive de l'armée turque et de rebelles syriens contre l'enclave kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, s'intensifie avec des raids aériens et de violents combats frontaliers qui provoquent des milliers de déplacés. De violents affrontements entre forces turques et combattants kurdes ont secoué mercredi des villages de l'enclave d'Afrine, pilonnée par les frappes aériennes et où les blessés continuent d'affluer dans les hôpitaux.

Ankara ne cesse de réitérer sa détermination à poursuivre son offensive lancée le 20 janvier, malgré les appels à la retenue. Mercredi, le président français Emmanuel Macron l'a mis en garde contre toute velléité d'«invasion» de la Syrie. La Turquie a lancé cette nouvelle opération avec l'aide de rebelles syriens pour chasser de sa frontière la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considérée comme un groupe terroriste par Ankara mais alliée incontournable de Washington dans la lutte contre les djihadistes en Syrie.

Les avions turcs ont survolé mercredi matin la ville d'Afrine, a constaté un correspondant de l'AFP, et les bombardements dans les environs de la cité ont gagné en intensité ces derniers jours, a-t-il précisé. Mais les combats les plus violents se déroulent principalement dans le nord et l'ouest de la région. Ils sont accompagnés de tirs d'artillerie et de frappes aériennes



Selon les ONG, 31 civils ont été tués par la Turquie et ses alliés à Afrine, une enclave dans le nord-ouest de la Syrie. (Mercredi 31 janvier 2018) (Photo: AFP)

turques, selon une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

A Afrine, quelque 15'000 personnes fuyant les combats ont été déplacées dans la région, tandis qu'un millier ont trouvé refuge dans la province voisine d'Alep, selon Ursula Mueller, secrétaire générale adjointe de l'ONU, chargée des Affaires humanitaires.

## «LES CIVILS MEURENT»

Dans le principal hôpital de la ville d'Afrine, les blessés continuent d'affluer, a constaté mercredi un correspondant de l'AFP. Allongée sur un lit d'hôpital, une vieille dame au visage ridé pleure bruyamment alors qu'un médecin tente d'examiner son crâne. Une infirmière demande à un jeune garçon d'ouvrir la main pendant qu'elle enroule un bandage, tandis qu'une de ses collègues lui nettoie une plaie à la jambe.

«Tout le monde sait que les civils meurent», tonnait déjà mardi soir un vieillard dans l'hôpital après avoir perdu 12 membres de sa famille.

Une famille de quatre personnes est venue récupérer le corps du patriarche, 80 ans. La tête posée contre le cercueil, une femme pleure.

Des responsables kurdes ont affirmé que les bombardements turcs sur Afrine mercredi avaient tué un enfant et blessé 10 civils. L'OSDH a confirmé la mort d'un enfant mercredi. La Turquie dit prendre pour cible uniquement les positions militaires des YPG. Mardi, le ministre turc de la Défense, Nurettin Canikli, a assuré devant le Parlement que l'armée et les rebelles syriens qui lui sont alliés «n'ont fait de mal à aucun civil».

Côté turc, une adolescente de 17 ans a été tuée mercredi dans la ville frontalière de Reyhanli par une roquette tirée depuis le nord de la Syrie, une attaque imputée aux YPG par l'agence de presse officielle turque Anadolu.

Depuis le début de l'offensive turque en Syrie le 20 janvier, les villes frontalières turques sont régulièrement la cible de tirs de roquettes qui ont déjà fait au moins quatre morts. Cinq de →



La Turquie a lancé une vaste offensive contre les Kurdes en Syrie . AFP



Les Kurdes de Syrie crient leur colère contre la Turquie lors de funérailles

→ ces roquettes sont tombées dans la journée de mercredi sur Reyhanli, dont trois sur le quartier de Gültepe, tuant l'adolescente. Reyhanli a reçu plusieurs dizaines de roquettes depuis le début de l'offensive et de nombreux habitants quittent la ville pour se réfugier chez des proches.

#### «OPÉRATION D'INVASION»

Evoquée depuis plusieurs mois, l'intervention turque à Afrine a été précipitée par l'annonce de la création d'une «force frontalière» incluant les YPG et parrainée par la coalition internationale antidjihadistes dirigée par Washington. La Turquie n'a jamais accepté l'autonomie de facto

établie par les Kurdes dans le nord de la Syrie à la faveur du conflit, craignant de voir sa propre communauté kurde développer des aspirations similaires.

Mercredi, le président Macron a exprimé sa préoccupation dans un article mis en ligne par le quotidien français Le Figaro. Si «cette opération devait prendre un autre tour qu'une action pour lutter contre un potentiel terroriste menaçant la frontière turque, et que c'était une opération d'invasion, à ce moment, cette opération nous pose(rait) un problème réel», a prévenu le président français.

Réagissant à ses déclarations, le Premier min-

istre turc Binali Yildirim a déclaré que cette «idée (était) fondamentalement erronée», assurant que son pays n'agissait «absolument pas dans une logique d'invasion».

Depuis le 20 janvier, 91 combattants kurdes ont été tués de même que 85 rebelles pro-Ankara, selon l'OSDH. En outre, 68 civils dont 21 enfants ont péri dans les bombardements turcs sur Afrine, a ajouté l'ONG. Ankara a affirmé avoir perdu sept soldats dans l'opération.

L'offensive sur Afrine vient compliquer davantage la recherche d'une solution à la guerre en Syrie qui a fait depuis 2011 plus de 340'000 morts. ♦

FranceSoir 30 JANVIER 2018

## A Afrine, des femmes se mobilisent pour nourrir les troupes kurdes

Par Diyar MUSTEFA - Afrine (Syrie)  
(AFP) Mardi 30 Janvier 2018  
<http://www.francesoir.fr>

**P**enchées sur une grosse marmite fumante, deux femmes aux manches retroussées remuent vigoureusement de la viande hachée. A Afrine, cible d'une offensive turque dans le nord syrien, mères, tantes et épouses préparent au quotidien le repas des troupes kurdes sur le front.

"On aide nos enfants, notre peuple, on aide la résistance", lance fièrement Amal Abdou. Trois de ses neveux sont engagés au sein des forces kurdes pour faire face à l'offensive turque contre l'enclave d'Afrine.

Depuis le 20 janvier, Ankara mène une opération militaire sans précédent dans cette région, pour en chasser la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), pilonnant sans relâche l'enclave qui se trouve à sa frontière.

Et alors que les autorités kurdes semi-autonomes ont décrété la "mobilisation générale", des dizaines de femmes participent à l'effort de guerre, préparant chaque jour et sans relâche les centaines de repas qui iront aux YPG et aux combattantes des Unités de protection de la femme (YPJ).

"Avec notre âme, avec nos enfants, on va défendre Afrine jusqu'à la dernière goutte de notre sang", martèle Mme Abdou, maman d'une fille et de trois garçons, d'élégantes boucles d'oreilles en or dépassant de son hijab bleu.



Une Kurde syrienne prépare un repas destiné aux troupes kurdes qui combattent les forces turques dans la région d'Afrine, près de la frontière avec la Turquie, le 27 janvier 2018

#### - 'AU NOM DE LA FEMME' -

Au menu: des Kebbé, ces boulettes à base de viande hachée et de blé concassé, spécialité du Moyen-Orient.

Avec les plats chauds cuisinés, Mme Abdou place de larges galettes de pain, des tomates et des concombres dans des sacs en plastique, qu'elle ferme consciencieusement pour qu'ils soient envoyés au front.

Pendant ce temps, une jeune femme lave de gros piments verts disposés dans un bassin, où un tuyau d'arrosage apporte de l'eau.

Cette cuisine d'Afrine a été mise en place par Kongreya Star, organisation féministe kurde, mais plusieurs initiatives similaires ont fait leur apparition dans toute la région.

"Nous sommes venues, au nom de la femme, soutenir nos forces, YPG et YPJ", confie fièrement Amina Hamo, membre de Kongreya Star.

"Il y a plein de femmes qui viennent de tout le Canton d'Afrine pour nous aider", ajoute-t-elle, les cheveux hâtivement ramenés en chignon.

"Les Turcs doivent savoir que les forces ne sont pas seules, nous sommes à leurs côtés, et quoi qu'on nous demande, nous sommes prêts", poursuit la jeune femme de 23 ans.

Devant elle, six femmes de tous âges, assises à même le sol, épluchent et éminent des piles d'oignons.

Dans un angle de la pièce dénuée de tout ameublement, des cartons d'oeufs sont posés les uns sur les

autres, aux côtés de sacs en plastique remplis à craquer de pommes de terre qui attendent d'être épluchées.

#### - 'COMME UNE ARME' -

Assise sur un tabouret, une dame arborant un fichu gris lâchement noué sur ses cheveux noirs, les manches retroussées, lave une bassine tandis que devant elle des tomates bien mûres trempent dans l'eau d'un grand récipient.

En Syrie, où règne une société conservatrice qui considère que la femme n'a pas toujours les mêmes droits que les hommes, les Kurdes se targuent d'encourager l'égalité des sexes, même au combat.

Et alors que les combattants kurdes, soutenus par les Etats-Unis, sont rapidement devenus incontournables dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI), plusieurs femmes, comme la commandante Rojda Fellat, ou encore Clara Raqqa, ont pris part au haut commandement de l'offensive pour reconquérir Raqa, ex-fief jihadiste dans le nord syrien.

Son fils et sa fille participent aux combats contre les forces turques et les rebelles syriens qui leurs sont alliés, et Fatma Slimane supervise les opérations dans la cuisine pour Kongreya Star.

"Quand on prépare à manger (pour les combattants), on leur donne des forces contre l'ennemi", estime la quadragénaire, qui ne tarit pas d'éloge à l'égard du rôle des volontaires: "J'ai l'impression moi aussi de défendre ce qu'on fait, c'est comme une arme, comme le combat". ●

# Most Turks welcome army's incursion into Kurdish-controlled northern Syria

Many Turks are rallying behind the military operation launched over the weekend to undo the Syrian Kurds' advances across the border, while activists accuse the government of criminalizing dissent.



Ayla Jean Yackley  
January 24, 2018  
www.al-monitor.com

**ISTANBUL** — At a smoke-filled coffee shop in central Istanbul on Wednesday, customers kept one eye on their playing cards and another on a television broadcasting footage of the Turkish military's incursion into northern Syria. To a man, the crowded room was unanimous in its approval of the operation aimed at thwarting Kurdish militants.

"The state has to fight terrorism at the root," said Cengiz, 53, a retired hotel worker who did not give his last name. "Hopefully, it will end quickly and we won't lose many soldiers. But we are prepared to pay the price."

Behind him, the television showed images from Kilis, a Turkish border town where shelling blamed on Kurdish forces hit a mosque, killing two people.

On Saturday, Turkey began a cross-border operation, dubbed Olive Branch, in Syria's Afrin province to prevent the US-backed People's Protection Units (YPG) from consolidating territorial gains in northern Syria, convinced an autonomous Kurdish entity on its southern border would stoke violent separatism among its own, far larger Kurdish population.

Turkey says the YPG is an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a three-decade insurgency in Turkey that has claimed more than 40,000 lives, mainly Kurdish.

The Turkish Armed Forces said it has killed at least 287 militants in Afrin so far and reported three deaths from its own ranks.

Despite the loss of life, the campaign appears to have united Turks from disparate corners of a society polarized in recent years by a slew of bombings by the PKK and Islamic State (IS), a failed military coup and President Recep Tayyip Erdogan's perceived arc toward authoritarianism.

Parliament's second- and third-biggest parties, the center-left Republican People's Party (CHP) and the far-right Nationalist Action Party (MHP), both threw their weight behind the military's cause, with CHP Chairman Kemal Kilicdaroglu, normally a bitter Erdogan critic, saying Turkey's border security is a "national issue."

A large majority of Turks believe the government is right to enter Syria to pursue Kurdish militants, said pollster Adil Gur, whose research firm A&G conducted a survey of public opinion that has not yet been published. He therefore would not give exact figures, but said support from Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP) and MHP voters verged on 100%.

"Without this kind of support, the government would be unable to carry out such an operation," he told Al-Monitor.

A survey by the ORC firm, which is said to be close to the government, showed 81% of Turks back Operation Olive Branch, with only 9% saying they oppose it.

Most Turks are outraged by a resurgent PKK, emboldened by the secular, Western-oriented YPG's success on the Syrian battlefield, where it has proven itself the Pentagon's most effective ally on the ground against IS — even though Washington labels the closely affiliated PKK a terrorist organization. Turks view the partnership as an American betrayal.

"Other countries, primarily the United States, have used Kurds to divide Turkey," said Suat, a university student who also declined to give his last name. "The operation shows Turks are strong and won't roll over."

Ibrahim Kalin, a senior adviser to Erdogan, told the BBC, "The weaponry, the support, the training, the ammunition and all that they got from the US Army, they used them against Turkey. ... Sometimes our public feels that NATO is not paying enough attention to Turkey's legitimate security concerns."

To be sure, authorities have acted quickly to put down resistance to the campaign at a time when emergency rule, imposed after the coup attempt, already allows Erdogan to rule largely by decree. Public demonstrations in the capital Ankara are banned until the Afrin mission is complete. Protests over the weekend were blocked in Istanbul and Izmir.



Turkish soldiers are pictured on top of their tanks near the Turkish-Syrian border in Hatay province, Turkey, Jan. 23, 2018.  
REUTERS/Umit Bektas

"Those who make the mistake and take to public squares will pay a heavy price. We will crush those who oppose us in this national struggle," Erdogan said Jan. 21.

At least 150 people have been detained in the past week for social media posts criticizing Operation Olive Branch, according to news reports.

Sibel Hurtas, an Al-Monitor contributor, is among five journalists believed to be in custody. Her Twitter account showed only posts of her reporting on the conflict. Human rights activists have decried the crackdown, saying an anti-war movement is not criminal.

Only parliament's left-wing Peoples' Democratic Party (HDP), whose base is largely Kurdish, has opposed the operation, saying the AKP is "pumping society's veins with violence" and that the government relies on conflict to retain power. HDP officials were among those detained in the wave of arrests.

The home of Sidki Zilan, a 50-year-old lawyer, former imam and conservative activist in Diyarbakir, Turkey's largest Kurdish city, was raided on Monday and he was summoned to a prosecutor's office on charges related to terrorism propaganda for his tweets.

"There are millions of people living in Afrin, now being bombed by 70 Turkish warplanes. ... We should be able to cry for Afrin," Zilan told Al-Monitor.

Elsewhere in Turkey, few seem to be shedding tears for Afrin. Even Istanbul's normally taciturn Armenian and Jewish communities said prayers for the Turkish military.

Erdogan has vowed a "quick end" to Operation Olive Branch. Suat, the university student, said, "Erdogan is managing this well. All of Turkey, even his critics, has closed ranks behind him."

Indeed, a swift, successful conclusion could give the president the boost he needs to pull forward parliamentary polls to later this year before his own re-election bid. Already, he has seen a slight lift in polls, A&G's Gur said.

"A successful military operation could crown that. This operation was not undertaken for elections, but victory would certainly make elections easier," he said. ♦

*Ayla Jean Yackley is a freelance journalist who has covered Turkey for nearly two decades. She previously worked as a correspondent for Reuters and Bloomberg News and writes mainly about politics and the economy, with a focus on minority and human rights. Her reporting has also taken her to Iraq, Iran, Syria, Afghanistan, Russia, Germany and Cyprus. You can follow her on Twitter: @aylajean*

# Kurdish militia imports soldiers in Syria fight

BY MEGAN SPECIA

The men in military fatigues, some covering their faces and clutching assault rifles, stand in an orchard, declaring that they have traveled to a battle zone in northern Syria to defend the Kurdish people.

One speaks with a French accent, another with an American one. Yet another is a British citizen of Chinese descent, who later confirmed in an interview by phone that he was in Syria, in the area at the center of the battle with Turkey.

The men in the video, posted to YouTube on Friday, come from seemingly diverse backgrounds. Yet all identify themselves by their Kurdish noms de guerre, adopted after they voluntarily joined a militia in one of the world's most dangerous war zones.

They are among the dozens of fighters from around the globe who have joined the Kurdish People's Protection Units, also known by the Kurdish initials Y.P.G., to take up arms in the fight in Syria. They say they are there to help Kurds, a group that has long been marginalized, without a nation of their own, but that gained control of territory in the Syrian conflict.

While the Kurds in Syria were partners with the United States in fighting the Islamic State, reclaiming villages and cities from the extremist group, they are facing a new twist in the latest complex chapter of the conflict. Turkey says the Kurds in control of the enclave of Afrin, in Idlib Province in northern Syria, are a terrorist threat, and the Turks have recently launched an offensive to dislodge them.

Now, some of those fighting alongside the Kurds are vowing to fight against Turkey. For the Westerners, their personal support for the group's vision has largely fit with the interests of the American-led coalition for much of the war. The United States provides material support and training to the Syrian Defense Forces — dominated by the Kurdish fighters — in their campaign against the Islamic State. But Turkey considers the Y.P.G. a terrorist organization because many of its leaders have links to the Kurdistan Workers' Party, also known as the P.K.K., putting the Western fighters directly at odds with a NATO ally.

Here's what you need to know about the foreigners in the Y.P.G. and what they are doing in Syria.

## HOW ARE FOREIGNERS JOINING THE MILITIA?

Throughout the Syrian war, Kurdish militias have made themselves accessible to Westerners looking to join the fight,

welcoming them to Syria and giving them training. The militia members have an active social media presence geared toward international recruits, and they regularly post updates, often in English, focusing not just on warfare but also on their vision for an autonomous Kurdish society. They call their movement the Rojava revolution, the name the Kurds have given to the region in northeastern Syria that they now control.

According to accounts from international fighters and their families, and the Y.P.G.'s own website, recruits make contact with a representative online, and then move the conversation onto encrypted messaging apps. There, they arrange travel to the area, typically entering Syria through the Kurdistan region of Iraq. In August, recruiters sent a group message on WhatsApp urging "international volunteers who want to join YPG/YPJ and SDF" to arrive in Iraqi Kurdistan before the end of the month. The message was signed, "Revolutionary regards."

They do not head straight for the battlefield, however. Nouri Mahmoud, a spokesman for the Y.P.G. based in Ain Issa in northeastern Syria, said that foreigners join local Kurdish soldiers only after receiving ideological, military and language training. "They are trained on how to adapt to the communities," he said.

## HOW MANY FOREIGNERS ARE STILL WITH THE KURDS?

Exact figures for those fighting with the Y.P.G., as well as with the broader Syrian Defense Forces coalition, are unclear.

Mr. Mahmoud said that there were dozens of foreigners in the Y.P.G., but that he could not give an accurate total.

The State Department was equally vague when asked about the number of Americans who had traveled to Syria to join Kurdish militias.

"U.S. citizens are not required to register their travel to a foreign country with us, so we cannot track how many U.S. citizens have gone to a specific country," a State Department spokesman said by email. "The U.S. government particularly warns private U.S. citizens against traveling to Syria to engage in armed conflict."

## WHY HAS THE KURDISH FIGHT DRAWN IN WESTERNERS?

For many Westerners who joined Y.P.G., the leftist ideology of the so-called Rojava revolution was appealing. With a focus on women's rights, democracy and freedom of religion, Kurdish forces envision being able to achieve a level of autonomy for Kurds in the region. Critics argue that their initiative in northern Syria could alienate or displace ethnic Arab communities.

Even though many Westerners who have joined the fight are not of Kurdish descent, they identify with the promise of a Kurdish state. Friends and family of Robert Grodt, an American who died while fighting for the Y.P.G. near Raqqa, Syria, in 2017, say he was driven to join the cause because he believed deeply in the leftist ideals of the Kurds.

Ron Kuby, a friend of Mr. Grodt and a lawyer representing his family, said Mr. Grodt had found meaning in the group.

"Rob felt a moral imperative to fight injustice and fight oppression and to work to build a better world, and certainly the Rojava revolution has attracted a number of people," Mr. Kuby said in an interview shortly after Mr. Grodt's death. "He was not a militarist, it was just a very a clear fight between right and wrong." ●



A video image that is said to show foreign fighters in the Kurdish People's Protection Units in Afrin, Syria. The men in the video come from seemingly diverse backgrounds.

YPG PRESS



# LE CONFLIT SANS ISSUE DU KURDISTAN TURC

Par **Jean Marcou**, spécialiste de la Turquie et professeur à Sciences Po Grenoble.

**L**e statut des Kurdes est un problème consubstantiel à la fondation de la Turquie contemporaine. Majoritairement (mais non exclusivement) sunnites, les Kurdes ont été utilisés, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par les pouvoirs centraux turcs successifs pour défendre l'Empire, puis promouvoir la République. Ignorés dans leurs spécificités culturelles et linguistiques, ils n'ont cessé d'entrer en rébellion jusqu'à nos jours.

Après la Première Guerre mondiale, le traité de Sèvres (1920), qui règle le sort de l'Empire ottoman, reconnaît non seulement l'existence d'un État arménien indépendant, mais prévoit l'existence d'un « territoire autonome des Kurdes ». Peu associés à cette initiative, les Kurdes préfèrent se ranger aux côtés de Mustafa Kemal, et sont significativement présents dans les troupes nationalistes turques et au sein dans la Grande assemblée nationale, qui mènent la « guerre d'indépendance » contre les Arméniens et les Grecs.

Issue du traité de Lausanne en 1923, qui accorde un statut de protection à ses minorités non musulmanes (arménienne, grecque et juive), la République de Turquie est un État unitaire qui ne reconnaît aucuns droits spécifiques aux Kurdes. Ses deux premières décennies d'existence sont ainsi marquées par une répression brutale, qui vise à mater des soulèvements répétés (dans les années 1920) ou à uniformiser le territoire du nouvel État turc (massacres de Dersim en 1937-1938). Alors même que la cause kurde prend corps dans les États voisins (République de Mahabad en Iran, en 1946 ; insurrection en Irak, dans les années 1960-1970), la question kurde semble oubliée en Turquie, à la même époque. Elle réapparaît pour-

tant sous la forme d'un mouvement de libération national marxiste-léniniste, le PKK, créé en 1978, dans le contexte des années d'instabilité politique qui précèdent le coup d'État de 1980. En 1984, à l'issue de cette intervention militaire et d'une répression qui frappe particulièrement les Kurdes, le PKK lance ses premières actions de guérilla dans le Sud-Est de la Turquie. C'est le début d'une guerre civile larvée, qui a déjà fait plus de 40 000 victimes, et à laquelle les gouvernements turcs successifs ne sont jamais parvenus à mettre un terme.

## L'échec de la résolution politique de la guérilla du PKK

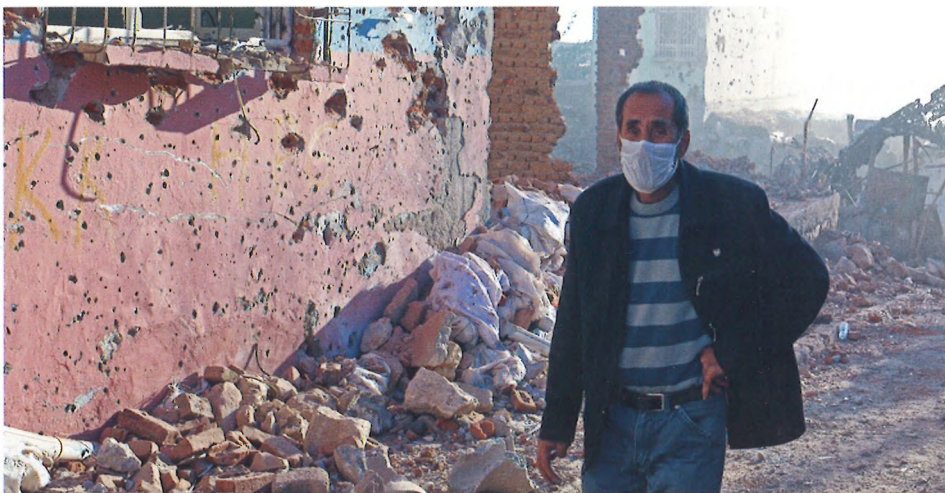
Dans les années 1990, malgré l'apparition d'une force politique kurde légale (régulièrement dissoute par la Cour constitutionnelle), cette situation de violence gêne le développement de la démocratie, en favorisant le renforcement de l'État profond (développement d'unités paramilitaires). Pourtant au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, l'arrestation du leader du PKK, Abdullah Öcalan, l'arrivée de l'AKP au pouvoir et l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE) semblent offrir de nouvelles perspectives. Le gouvernement de l'AKP critique une gestion antérieure de la question kurde, qui a pour l'essentiel été le fait de l'armée. Arguant de sa sensibilité religieuse et fort de son influence électorale dans les provinces kurdes, il met en avant la plus grande aptitude qui serait la sienne à promouvoir une solution négociée entre musulmans. À partir de 2007, de surcroît,

un groupe kurde fait son apparition au sein du parlement à Ankara, ce qui rend moins légitime la persistance de la lutte armée. Pendant l'été 2009, le gouvernement lance « l'ouverture démocratique », un dialogue avec les forces politiques kurdes, préalable à l'élaboration de solutions concrètes. Mais cette initiative échoue rapidement. Les négociations secrètes qui ont lieu l'année suivante à Oslo, avec le PKK, n'ont pas plus de succès. En revanche, le « processus de paix », qui commence fin 2012, est sans doute la tentative la plus aboutie du gouvernement de l'AKP pour résoudre politiquement la question kurde. Il se traduit par le départ de près d'un millier de combattants du PKK du territoire turc, puis par l'établissement d'un triangle de contacts réguliers entre le gouvernement turc, Abdullah Öcalan emprisonné sur l'île d'Imrali, et le commandement militaire du PKK, établi dans les montagnes de Qandil en Irak, le parti parlementaire kurde (BDP puis HDP) assurant la liaison entre les différents protagonistes. Mais, victime d'un agenda politique trop chargé (événements de Gezi, présidentielles de 2014 et législatives de 2015) et des impératifs de carrière d'un Erdogan soucieux de ne pas indisposer les franges nationalistes de son électorat et de contrer les succès du parti kurde HDP, cette nouvelle tentative échoue à son tour, ouvrant de nouveau la voie à la violence.

## La reprise de la violence depuis 2015

Outre ce contexte intérieur peu favorable, la reprise de la lutte armée s'explique par la transformation du paysage kurde dans le voisinage immédiat de la Turquie. Alors même qu'il avait établi, dès 2007, de bonnes relations avec la région kurde nord-irakienne, le gouvernement turc a vu d'un mauvais œil l'apparition d'une zone autonome kurde dans le Nord de la Syrie, après le début de la guerre civile dans ce pays. Les Kurdes du Rojava ont en effet des liens forts, tant tribaux que linguistiques, avec les Kurdes de Turquie, et leur organisation principale, le PYD, peut être considérée comme la branche syrienne du PKK, qui dispose d'une autre ramification en Iran avec le PJAK. Dès 2014, notamment au moment du siège de Kobané, la stratégie antikurde d'Ankara dans la crise syrienne contribue à l'érosion du processus de paix en Turquie. Et en juillet 2015, c'est parce qu'il estime qu'en ayant laissé libre cours à Daech, le gouvernement turc est responsable de l'attentat de Suruç (qui a frappé des militants venus participer à la reconstruction de Kobané), que le PKK rompt la trêve.

Cette rupture donne d'emblée deux nouvelles dimensions au conflit. En premier lieu, en 2015-



Le 12 novembre 2015, un habitant du quartier historique de Sur, au cœur de Diyarbakir, passe devant des ruines alors que cette grande ville kurde du Sud-Est de la Turquie subit de plein fouet la reprise des hostilités entre le PKK et les forces spéciales turques. (© Shutterstock/ympphotos)

2016, de véritables insurrections urbaines se déroulent dans le Sud-Est du pays (notamment à Cizre, Silopi, Sur, Silvan, Nusaybin...), relançant les déplacements de population, déjà estimés antérieurement à près de deux millions de personnes. Pour venir à bout de ces zones de soulèvement, pendant plusieurs mois, le gouvernement les soumet à un statut de couvre-feu d'une licéité douteuse, ce qui favorise la commission de graves exactions contre des populations civiles. Plusieurs localités ayant été ravagées par les combats (comme Sur, le centre historique de la ville de Diyarbakir), le pouvoir central annonce par la suite d'importants plans de démolition/reconstruction, dont on peut craindre qu'ils ne visent à faire disparaître, dans les espaces concernés, toute velléité de contestation. En second lieu, hors des provinces kurdes, les grandes villes de Turquie (Ankara et Istanbul) ont été frappées à plusieurs reprises, au cours de l'année 2016, par des attentats kurdes spectaculaires, au moment même où elles étaient aussi les victimes d'attaques d'ampleur similaire venant de Daech. Commis selon un mode opératoire constant (bombe embarquée sur des véhicules mobiles), ces attentats ont été revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan (*Teyrênbazê Azadiya Kurdistan - TAK*), une organisation extrémiste apparue dans les années 2000, qui semble avoir été récemment instrumentalisée par le PKK, afin d'éviter d'avoir à revendiquer lui-même des actions de nature terroriste, qui frappent des populations civiles.

### Les forces engagées dans un conflit sans fin

Ces derniers développements ont ravivé la détermination des forces en présence à mener un combat qui paraît pourtant sans issue. Cette guerre a conduit l'armée turque, qui déploie près de 10 000 hommes en permanence contre la guérilla, à ren-

forcer certains moyens opérationnels caractéristiques. Au moment où elle se pose la question de sa professionnalisation, elle a accru les effectifs de ses forces spéciales et de ses autres unités composées de militaires engagés, mieux entraînés et moins vulnérables que les conscrits. Depuis



Le 18 octobre 2017, à Mersin, dans le Sud de la Turquie, un policier se tient devant un car de la police qui a été visé par un attentat à la bombe. Non revendiqué, cet attentat a été attribué au PKK, qui s'en prend régulièrement à la police. (© Xinhua)

les années 1980, elle bénéficie également de la collaboration de gardes kurdes de village (*köy korucusu*), qui seraient aujourd'hui plus de 50 000. En matière d'armements, les forces aériennes turques (2<sup>e</sup> flotte de F-16 de l'OTAN) frappent presque quotidiennement les positions du PKK en Turquie et en Irak. Mais les besoins de ce conflit asymétrique expliquent probablement la forte dotation des troupes turques en véhicules blindés (comme l'*Otokar Kobra*), en hélicoptères (en particulier, le T-129 *ATAK*) et depuis 2016, en drones de combat (notamment, le *Bayraktar TB2*), issus pour l'essentiel d'une production nationale, bénéficiaire de transferts de technologie, et en plein développement.

Ayant établi, depuis les années 2000, ses bases-arrière dans les inaccessibles montagnes irakiennes de Qandil, le PKK disposerait de près de 5000 combattants en Turquie. Son financement provient principalement « d'impôts »,

prélevés de gré ou de force, sur les populations locales et au sein de la diaspora kurde en Europe, ainsi que de trafics divers (armes, drogues...), ce qui lui vaut de figurer sur la liste des organisations terroristes de la plupart des pays occidentaux. Depuis 2014, l'implication du PKK dans la lutte

contre Daech (notamment lors du siège de Kobanê ou de la reconquête du Sinjar) a renforcé son efficacité militaire, mais a aussi amélioré son image. Il bénéficie en effet indirectement de l'aura internationale de son allié kurde syrien, qui a vaincu l'État islamique sur le terrain, avec l'appui des États-Unis. Provoquant l'ire d'Ankara, ces derniers ont d'ailleurs estimé que le PYD, qu'ils considéraient naguère, à l'instar du PKK, comme une organisation terroriste, était devenu un « partenaire fiable », et l'ont équipé en armes lourdes. Cette nouvelle géopolitique kurde est d'autant plus préoccupante pour la Turquie que le rapprochement qu'elle avait entrepris, au cours de la dernière décennie, avec le gouvernement régional kurde irakien, a été remis en cause, depuis que les Kurdes irakiens ont organisé un référendum d'indépendance, le 25 septembre 2017.

Jean Marcou



## TURQUIE

### CHEF DE L'ÉTAT

Recep Tayyip Erdogan  
(depuis le 28 août 2014)

### CHEF DE GOUVERNEMENT

Binali Yıldırım  
(depuis le 24 mai 2016)

### SUPERFICIE

783 562 km<sup>2</sup>  
(38<sup>e</sup> rang mondial)

### CAPITALE : Ankara

### POPULATION

80 millions d'habitants

### RELIGION

Musulmans (99,8 %).

## LE CONFLIT

### INTENSITÉ

Niveau 5 (guerre)

### OBJET

Autonomie

### PARTIES AU CONFLIT

PKK, TAK vs gouvernement

### DURÉE : Depuis 1974

### VICTIMES

45 000 à 50 000 morts, environ 2,5 millions de déplacés (1 million selon l'État turc).

### AUTRES CONFLITS DANS LE PAYS : 2

Sources : HIIK, CIA, Council on Foreign Relations



Le 25 septembre 2017, Le Kurdistan d'Irak a organisé le référendum sur son indépendance : le « oui » l'a emporté avec 92,73 % des voix.

# Kurdistan d'Irak : *l'indépendance est-elle possible ?*

Une alliance stratégique entre les États-Unis et le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), au nord-est de l'Irak, s'était formée depuis le 11 septembre 2001. La présence d'Al-Qaïda et de dirigeants terroristes, tels Abou Moussab al-Zarqaoui (1966-2006) ou Abou Wael al-Ani, dans la ville de Byara, a accéléré la coopération entre Erbil et Washington (1). Ensemble, Kurdes et Américains ont fait la guerre aux djihadistes en 2003, à Al-Qaïda de 2005 à 2011, et à l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) de 2014 à 2017. Dans une région où ils ont de nombreux ennemis communs, les deux acteurs voyaient cette relation comme une évidence durable. Toutefois, le référendum pour l'indépendance du Kurdistan du 25 septembre 2017 en a montré les limites, les États-Unis n'ayant pas soutenu l'initiative (2).

**P**ourquoi le GRK, malgré le rejet catégorique des pays occidentaux, de ceux de la région, de l'Irak, et malgré l'indisponibilité des conditions objectives locales, nationales, régionales et internationales, a-t-il insisté pour mettre en place un référendum ? Comment, par ce scrutin, les acteurs kurdes ont-ils fédéré contre eux-mêmes des capitales telles qu'Ankara, Téhéran, Bagdad, Riyad et Washington (3) ? Quels sont les futurs possibles pour le GRK post-référendum ?

## *~* **Les raisons complexes d'un référendum discutable**

La décision, prise dès juillet 2014, de l'ancien président du GRK, Massoud Barzani (juin 2005-novembre 2017), de convoquer le référendum d'indépendance du Kurdistan, trouve ses racines dans un ensemble de facteurs qui ont forgé sa grille de lecture dans une réalité complexe. Une mise en perspective de

**GÉOPOLITIQUE** Kurdistan d'Irak : l'indépendance est-elle possible ?

ces facteurs permet de mieux comprendre les motivations d'un homme déterminé à aller jusqu'au bout de son projet.

Le 19 mai 2017, Nawshirwan Mustafa, le chef du mouvement Goran, l'unique adversaire crédible du président Barzani, est décédé à l'âge de 73 ans et a laissé derrière lui un parti politique sans chef fédérateur. Depuis que Jalal Talabani (1933-2017), président de la République irakienne de 2005 à 2014 et chef historique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a été victime, le 18 décembre 2012, d'un accident vasculaire cérébral et d'un arrêt cardiaque, Nawshirwan Mustafa était apparu, dans le sud du Kurdistan irakien, comme l'acteur de référence face à un Massoud Barzani soutenu politiquement, militairement et médiatiquement par la communauté internationale.

La disparition de ces deux acteurs de la scène politique kurde a donné au président du GRK l'espoir de déployer sa domination aussi bien dans le sud du Kurdistan, fief de l'UPK, que dans le nord, territoire traditionnellement acquis à son mouvement, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Dans ce contexte, il ne voyait plus localement aucun adversaire sérieux pouvant bloquer son projet de référendum, par lequel il rêvait d'entrer dans l'histoire des Kurdes comme le « père de l'indépendance ».

À l'échelle nationale, Massoud Barzani avait une vision pessimiste de l'Irak et pensait que l'État central était en situation de paralysie totale, car la communauté chiite, qui détient les clés du pouvoir à Bagdad, est en pleine fragmentation. Le parti Dawa est déchiré entre Nouri al-Maliki, ancien Premier ministre (2006-2014), et Haïdar al-Abadi, l'actuel. Ammar al-Hakim, un acteur majeur dans le champ politique chiite, a quitté en août 2017 son parti historique, le Conseil suprême islamique irakien, pour fonder une nouvelle organisation, le Mouvement national de la sagesse. Une lutte intense oppose Moqtada al-Sadr à Nouri al-Maliki. Les désaccords entre la province de Bassora et le gouvernement de Bagdad se creusent. Le clergé de Nadjaf prend de la distance avec les ayatollahs iraniens... Le reste du pays n'est pas épargné. Le territoire des sunnites est en ruines, et sa reconstruction nécessite au moins 40 milliards de dollars. Selon Transparency International, l'Irak est parmi les dix pays les plus corrompus de la planète. Ses dettes ont atteint 123 milliards de dollars. À partir de cette grille de lecture, Massoud Barzani pensait que l'Irak ne serait jamais plus dans une telle situation de faiblesse et que c'était le moment pour Bagdad d'accepter l'indépendance du Kurdistan.

Une femme vote lors du référendum sur l'indépendance du Kurdistan d'Irak, le 25 septembre 2017, à Kirkouk.



© AFP/Amad Al-Rubaye

À l'échelle régionale, les deux grandes capitales qui pourraient empêcher le projet de l'indépendance sont Téhéran et Ankara. Pour Barzani, avec l'arrivée de l'administration Donald Trump en janvier 2017, prosaoudienne et anti-iranienne, les marges de manœuvre de la République islamique contre les Kurdes étaient réduites. Et la Turquie accepterait l'indépendance du Kurdistan malgré elle. D'abord, pour une raison économique : un contrat de cinquante ans a été signé en 2013 entre Erbil et Ankara ; son contenu



Les figures de Massoud Barzani (en haut à gauche) et de Jalal Talabani (1933-2017 ; en bas) sont omniprésentes dans tout le Kurdistan d'Irak.

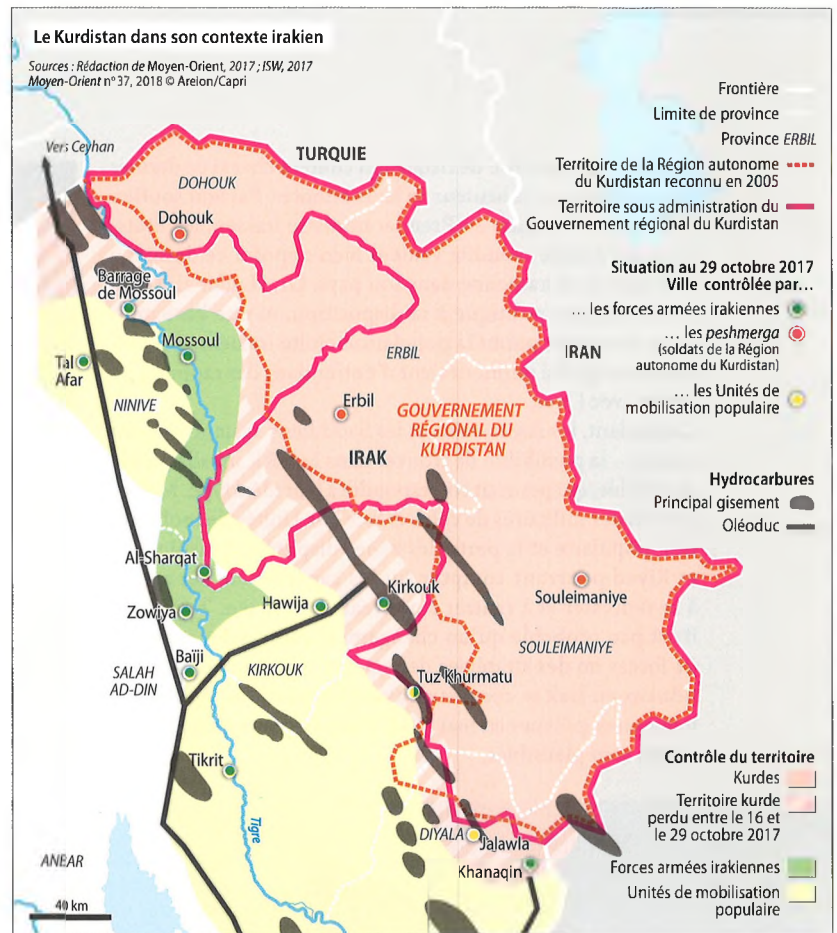
© Shutterstock/Official

exact n'a pas été dévoilé, mais il s'agit d'échanges commerciaux entre les deux côtés de la frontière s'élevant à plusieurs milliards de dollars (4). Ensuite, pour une raison politique : une agression contre les Kurdes d'Irak pourrait provoquer les Kurdes de Turquie et déstabiliser le pays. Pour une raison géopolitique : un État kurde sunnite serait un allié objectif de la Turquie pour empêcher l'extension de la domination chiite au Moyen-Orient. Et enfin, pour une raison idéologique : un État kurde au nord de l'Irak pourrait mettre fin au « cauchemar » de la Turquie, à savoir l'idéologie du pankurdisme.

Sur le plan international, les Occidentaux ont déjà intégré les Kurdes dans la coalition internationale de la guerre contre le terrorisme, et cela depuis le 11 septembre 2001. Pourquoi donc, selon les calculs des élites kurdes, n'accepteraient-ils pas l'indépendance d'un peuple présenté comme « ami, laïque et démocrate » ? Depuis 2003, les élites kurdes se sont forgé une illusion, en comparant le positionnement du GRK dans la vision occidentale du monde à celui d'Israël. Elles pensaient que le GRK était une ligne rouge pour les grandes puissances occidentales, d'où leur implantation au Kurdistan irakien. Force est d'admettre que, sans parler de la justice de la cause de l'indépendance du Kurdistan et de sa sacralité chez les Kurdes (5), la grille d'analyse de ces élites était erronée.

Il est vrai que Jalal Talabani et Nawshirwan Mustafa, adversaires historiques de Massoud Barzani, ont disparu de la scène politique, mais leur parti, malgré des fragmentations internes, était encore suffisamment présent pour pouvoir déstabiliser le projet d'un président qui n'a pas pu les fédérer autour de son idéal d'indépendance. Par un accord avec le général iranien Qassem Suleimani, commandant de la force Al-Qods, et Haïdar al-Abadi, la famille de Jalal Talabani (son épouse Hero, son fils Pavel et son neveu Lahur) a mis fin au rêve d'une souveraineté. Grâce à cet accord, les milices chiïtes Hached al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire) ont repris la presque totalité des territoires disputés entre Erbil et Bagdad, mais aussi les champs pétroliers, qui constituent 95 % de l'économie du GRK.

Il est également vrai que la maison chiïte est divisée entre plusieurs tendances farouchement opposées (6). Cependant, la question de l'indépendance du Kurdistan les a fédérées : de Nouri al-Maliki à Moqtada al-Sadr, en passant par Ammar al-Hakim et l'ayatollah Ali al-Sistani, tous étaient d'accord pour soutenir les actions militaires de Bagdad contre Erbil. À l'échelle régionale, Ankara et Téhéran ont mis entre parenthèses leurs désaccords et ont manifesté leur attachement à l'unité territoriale de l'Irak, en ne considérant plus le GRK comme partenaire, en tout cas pour le moment (7). Toutefois, ce consensus pour mettre à genoux Erbil face à Bagdad n'aurait jamais été possible sans l'accord implicite de la coalition internationale, surtout des États-Unis. Par exemple, la reprise de Kirkouk le 16 octobre 2017 par les Unités de mobilisation populaire a en partie été possible grâce à un accord implicite entre Brett McGurk, l'envoyé spécial des États-Unis dans la lutte contre l'EI, et Qassem Suleimani (8).



## Les futurs possibles du Kurdistan d'Irak

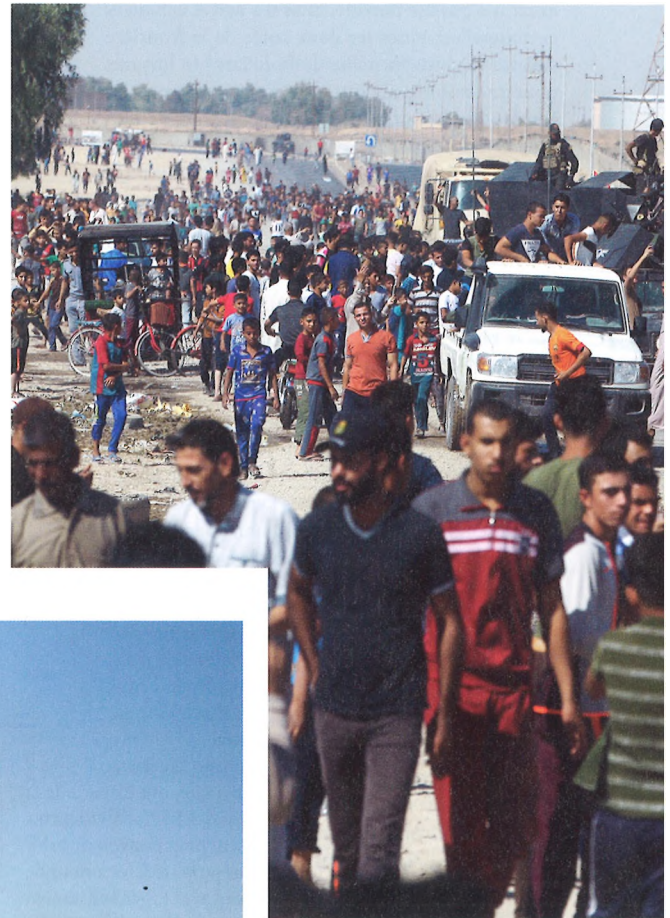
Assistons-nous à la fin du GRK en tant qu'entité juridique reconnue par la Constitution irakienne ? Dans un Moyen-Orient dépassé par des situations de crises profondes, voire des guerres complexes, il est de l'ordre du fantasme d'imaginer la disparition du GRK. Le conflit qui oppose la domination iranienne à la saoudienne s'élargit et s'intensifie pour inclure des acteurs jusqu'à hier non fréquentables, par exemple Israël. Nous observons la montée en puissance de l'axe Washington/Riyad/Tel-Aviv d'un côté, de l'axe formé par Téhéran, les Unités de mobilisation populaire irakienne, le Hezbollah libanais, les Houthis du Yémen et le régime de Damas de l'autre. Entre les deux, l'Irak post-Daech est devenu le territoire où les deux camps cherchent des alliés de haut rang. De 2003 à 2017, les différents gouvernements chiïtes de Bagdad ont systématiquement liquidé toutes les conditions d'émergence d'un acteur politique sunnite qui pourrait représenter cette population constituant au moins 20 % des habitants de l'Irak (9). De ce fait, la communauté sunnite n'a plus la capacité d'agir sur les rapports de forces à l'intérieur du pays.

Le territoire chiïte est traditionnellement la zone de déploiement de l'influence iranienne (10). Il est vrai que nous pourrions y trouver des acteurs refusant de se soumettre à l'Iran, comme Iyad Allaoui, mais cela est une exception à la règle. C'est pourquoi le pari de Washington et de Riyad sur Haïdar

**GÉOPOLITIQUE** Kurdistan d'Irak : l'indépendance est-elle possible ?

al-Abadi est une prise de risque qui coûtera cher si ce dernier ne se révèle pas à la hauteur de leurs attentes. Par leur soutien politique et militaire au Premier ministre irakien, les États-Unis et l'Arabie saoudite veulent bien opposer ce dernier à la domination iranienne dans son pays. Or, Haïdar al-Abadi n'a ni un parti politique à sa disposition, ni une base militante enracinée parmi la population chiite irakienne, seules solutions qui lui permettraient d'entrer dans des rapports de forces avec l'Iran.

Cependant, les Américains et les Saoudiens avaient – et ont encore – la possibilité de trouver dans le GRK un allié fiable et crédible, qui pourrait correspondre à leur idéal type. Malgré les défaites militaires de celui-ci face aux Unités de mobilisation populaire et la perte des zones disputées, Washington et Riyad pourront compter sur les capacités de cet acteur à se redresser et à rentrer à nouveau dans le jeu. Toutefois, il est peu probable qu'un changement radical des rapports de forces ou des stratégies des acteurs régionaux et internationaux en Irak se concrétise avant les élections législatives irakiennes, prévues en mai 2018. Dans ce contexte, trois scénarios sont plausibles.



Avec le soutien des Unités de mobilisation populaire chiïtes, les forces de Bagdad ont repris la ville de Kirkouk, le 16 octobre 2017, à celles du GRK.

un acteur de premier plan augmenterait de manière considérable. En tenant compte des rapports de forces en Irak, ce scénario a peu de chance de voir le jour, même si nous ne pouvons pas totalement l'exclure. Le dernier est qu'Haïdar al-Abadi, comme Nouri al-Maliki en 2010, reste à son poste de Premier ministre, mais avec un soutien

Le premier est que, avec le soutien de Washington et de Riyad, Haïdar al-Abadi se fasse reconduire à son poste et reste fidèle à la ligne politique tracée par ces deux capitales, à savoir s'engager dans la bataille de l'absorption de la domination iranienne en Irak. Dans ce cas, le GRK sera obligé de rester dans l'ombre du Premier ministre en soutenant ses actions. Le processus de la « minorisation » du GRK continuerait jusqu'à un niveau fort préoccupant. Le deuxième scénario est que Haïdar al-Abadi soit éliminé du pouvoir. Dans ce cas, la probabilité que le GRK remonte en puissance et redevienne

massif de l'Iran. Ce serait la mise en application de la stratégie élaborée à Téhéran et non de celle élaborée à Washington ou à Riyad. Faute d'alternative, la communauté internationale et une partie des acteurs du système régional se tourneraient alors vers le GRK et le remettraient sur le devant de la scène. En raison de la position fragile d'Haïdar al-Abadi dans le champ politique chiite, il est peu probable qu'il puisse s'engager dans une conflictualité avec les Irakiens de l'Iran, par exemple en dissolvant les Unités de mobilisation populaire. Il est peu probable également qu'il puisse garder sa neutralité

**GÉOPOLITIQUE** Kurdistan d'Irak : l'indépendance est-elle possible ?



© AFP/Ahmad Al-Rubayy

comme « seule au monde » et Bagdad plus que jamais comme victorieuse.

Cependant, cette défaite d'Erbil n'est qu'un épisode d'une série complexe dans laquelle les événements pourront, à chaque étape, prendre d'autres formes et d'autres directions. Par exemple, si les États-Unis et leurs alliés européens continuent à punir les Kurdes pour leur désobéissance relative à la mise en place du référendum, si, dans un avenir proche, ils ne mettent pas la pression sur Bagdad pour rouvrir les aéroports et lever l'embargo économique sur le Kurdistan, il n'est pas exclu que le GRK se tourne vers l'Iran et signe avec lui un ensemble de traités stratégiques. Par cette action, non seulement les aéroports rouvriront et l'embargo économique se lèvera, mais aussi les portes de Bagdad et de Nadjaf seront totalement ouvertes pour le GRK, et Massoud Barzani sera reçu par le Guide suprême en personne. Le cas échéant, les Kurdes perdront le soutien, mais aussi la sympathie historique de leurs alliés occidentaux. Certes, à ce jour, Massoud Barzani, l'homme fort du Kurdistan malgré sa démission de la présidence, n'a envoyé que deux signes en cette direction. Le premier est que, lorsque le général iranien Qassem Suleimani a perdu son père au mois de novembre 2017, il lui a adressé une lettre pour présenter ses condoléances, ce qui a été interprété comme un geste politique. Et le second est une visite qu'Adham Barzani, le plus haut responsable du PDK dans le sud du Kurdistan irakien, a effectuée à Téhéran, toujours au mois de novembre. Au cours de cette visite, il a rencontré les acteurs majeurs iraniens avec qui, depuis les années 1980, il entretient de bonnes relations. Mais au-delà de ces deux signes, il semble que le GRK préférerait encore compter sur ses alliés occidentaux, en premier lieu sur les États-Unis, qui l'ont abandonné face aux Unités de mobilisation populaire.

ADEL BAKAWAN

entre Téhéran et Riyad. Cependant, il y a presque un consensus sur le rejet de Nouri al-Maliki, le prétendant le plus crédible au poste de Premier ministre, de la part des acteurs majeurs chiïtes (Moqtada al-Sadr, Ammar al-Hakim). Dans ces conditions, il n'est pas exclu que l'Iran mette en œuvre le troisième scénario et ouvre en cela une grande porte de sortie pour un GRK actuellement en situation d'humiliation.

## Dans la tête de l'ancien président Massoud Barzani

Le 25 septembre 2017, Erbil a organisé le référendum de l'indépendance du Kurdistan. Le « oui » l'a emporté avec 92,73 % des voix. Quatre jours plus tard, Bagdad a annoncé la suspension de tous les vols internationaux en provenance ou à destination du Kurdistan irakien. Le 16 octobre 2017, les Unités de mobilisation populaire, avec quelques brigades de l'armée irakienne, ont repris la ville de Kirkouk aux Kurdes. À ce moment, Erbil est apparue plus que jamais

(1) Adel Bakawan, « Les trois générations du djihadisme au Kurdistan d'Irak », in *Notes de l'IFRI*, juillet 2017.

(2) Laurent Perpigna Iban, « Kurdistan : les enjeux d'une indépendance complexe », in *Ballast*, 15 septembre 2017.

(3) Aljazeera Centre For Studies, *Que signifie l'échec d'Erbil dans les rapports de forces régionaux ?*, en arabe, 31 octobre 2017.

(4) Seda Kirdar, « Erbil, Bagdad, Ankara et Washington : la course au pétrole en Irak du Nord », in *Hérodote*, n° 148, premier trimestre 2013, p. 103-116.

(5) Bryar S. Baban, « Le Kurdistan : d'une nation apatride au droit à l'État ? », in *Civitas Europa*, n° 38, 2017, p. 153-178.

(6) Loulouwa al-Rachid, « L'Irak après

l'État islamique : une victoire qui change tout ? », in *Notes de l'IFRI*, juillet 2017.

(7) Didier Billion, « L'improbable État kurde unifié », in *Revue internationale et stratégique*, n° 95, 2014, p. 18-31.

(8) Cet accord a été dévoilé par Lahur Sheikh Jangi Talabani, chef des brigades antiterroristes de l'UPK, engagé dans une relation conflictuelle avec la famille Barzani. Il est désigné par le PDK comme l'un des grands responsables de la prise de Kirkouk par Bagdad.

(9) Myriam Benraad, « Daech, une décennie d'aliénation sunnite en Irak », in *Les Cahiers de l'Orient*, n° 121, 2016, p. 37-43.

(10) Hayder al-Khoei, « Entre militantisme chiïte et influence iranienne », in *Les Cahiers de l'Orient*, n° 121, 2016, p. 55-66.

NOTES